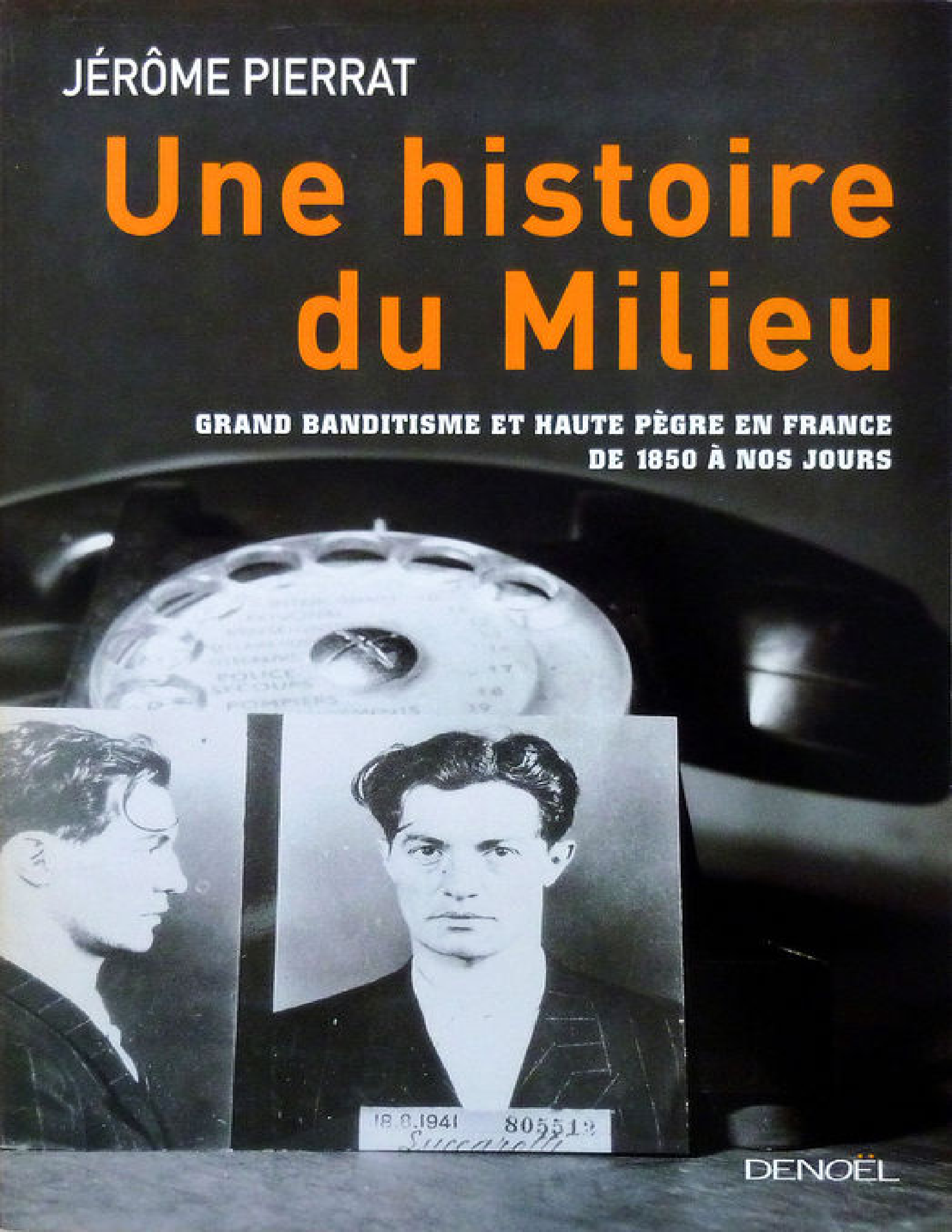
JÉRÔME PIERRAT

Une histoire du Milieu

GRAND BANDITISME ET HAUTE PÈGRE EN FRANCE DE 1850 À NOS JOURS



DENOËL

Jérôme Pierrat

Une histoire du Milieu

GRAND BANDITISME ET HAUTE PÈGRE EN FRANCE DE 1850 À NOS JOURS

DENOËL

Photo de couverture :
© Rue des Archives / AGIR

www.denoel.fr
© 2003, by Éditions Denoël
9, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris

À mon frère,
l'exemplaire Emmanuel,
et à Agnès pour sa patience.

Introduction

Ni parrains ni Mafia : le truand français est un indépendant. Loin du fantasme d'un crime organisé pyramidal, le Milieu est une communauté d'hommes qui se reconnaissent. Des types qui ont suivi la même voie, celle qui conduit en prison, à la morgue et quelquefois au sommet, par la force des armes. Le truand hexagonal est ainsi fait, il ne supporte pas l'autorité. Sa place au soleil des voyous, il l'a obtenue tout seul, dans la spécialité, et avec les amis et coéquipiers qu'il a choisis. Ensemble, ils forment déjà un petit Milieu. Ils sont regroupés géographiquement – si leurs activités sont liées au contrôle d'un territoire – ou, s'ils sont mobiles, reconnus comme experts dans leur branche, comme les braqueurs. La voyoucratie est l'agglomération de ces compétences, l'addition de tous ces cercles qui forment une entité informelle, sans limites. Mais avec une hiérarchie. En bas de l'échelle, le débutant ou le minable, en haut, le beau voyou sorti du lot, qui a su s'imposer. Il est craint et respecté, mais peut être vite remplacé. Le caïd ne doit sa place qu'à son aura personnelle, s'il disparaît aucune organisation ne lui survivra. L'inverse de Cosa Nostra. Collègues, équipes adverses, jeunes loups aux dents longues, la menace est partout. Tapie dans l'ombre, à l'affût des signes de faiblesse. La prison qui éloigne du terrain, l'embourgeoisement qui guette le voyou arrivé, l'ambition débordante de jeunes sans foi ni loi. Le schéma est immuable, l'histoire de la pègre un éternel recommencement depuis cent cinquante ans et l'entrée dans l'ère contemporaine, industrielle, urbaine et capitaliste.

Le fond reste le même, la forme s'adapte. Ce qui évolue, c'est le découpage du territoire, l'occupation de l'espace et les activités de ces messieurs. Le Milieu vit sur la société, suit ces évolutions et s'en nourrit. Les voyous ont suivi l'essor des villes, leur mutation, la création de leurs centres, des zones qui concentrent les richesses et les plaisirs.

Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, les meilleurs éléments de chaque quartier – autant de villages dans la ville – se sont retrouvés dans un même périmètre, formant à l'échelle municipale un premier « milieu ». Lié à un territoire, celui de la prostitution, qui crée la première chaîne, le premier ciment, le premier enjeu. Cette activité ne peut être isolée. Pratiquée dans la rue, elle nécessite une place sur le bitume, un hôtel, un voyou pour encaisser et s'imposer. Les femmes se connaissent, leurs hommes aussi. Même principe pour les maisons closes, regroupées en province dans les quartiers réservés, qui mettent en scène tenancier, proxénète, placeurs… Des bars servent de relais, de balises dans l'obscurité du monde souterrain. D'autres viennent se greffer, s'entremêler, les voleurs – casseurs, cambrioleurs, braqueurs… – et les receleurs. Les hommes sont exclusifs ou jouent sur plusieurs tableaux. Et puis, il y a la prison et ses variantes, maison de correction, corps d'épreuve de l'armée, centrale… où naissent des amitiés et s'étoffent les relations. Et les passions et les intérêts communs : le jeu qui rassemble les différents corps de métier autour du même tapis, les vendeurs d'armes et les fabricants de faux papiers. À l'échelle d'une ville, un Milieu est né, symbolisé par ses caïds, sa répartition des cartes et ses règlements de comptes qui changent régulièrement la donne. À Marseille, à Lyon, à Grenoble, à Bordeaux, à Lille…

À Paris aussi, jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Ensuite, la pègre a encore évolué. Suivant les mouvements démographiques, les voyous des quatre coins de France sont montés à la capitale, rejoindre son million d'habitants. Paris est devenue une exception de la truanderie. Trop grande pour appartenir à une poignée d'hommes. Les provinciaux de tous pays s'y sont retrouvés, en gardant des attaches municipales et régionales. Et la pègre a pris une envergure nationale. Non pas dans la répartition de ses activités, mais par la multiplication de ses liens créant un axe majeur, qui relie Paris, Lyon, Marseille et leurs régions, avec des satellites, Bordeaux, Strasbourg, Le Havre, Nantes, Lille…

Durant cette période de l'entre-deux-guerres, le Milieu s'est adapté, modernisé. Ajoutant au tiercé classique – prostitution, vol, jeu – le racket et les trafics. Les voyous aussi ont changé, délaissant progressivement le folklore, recherchant, pour les plus en vue, l'anonymat. Ce qui n'est pas encore gagné. L'ostentation, faite de signes extérieurs d'une nouvelle richesse – bagues, brillants et pompes bicolores… – remplace les attributs

de la « zone ». Les complets et les feutres se substituent aux casquettes et aux espadrilles des escarpes de barrière, aux melons et gilets fleuris des hommes de poids des boulevards. Les pistolets sont préférés au couteau, et les voitures entrent dans la ronde. Des passerelles avec le monde politique, avec le show-business et ses vedettes, se créent.

La Seconde Guerre mondiale va encore bouleverser les choses. De nouvelles têtes, issues des combats et des combines, rejoignent la cohorte des hors-la-loi. La quête de l'honorabilité se poursuit, le caïd imite l'homme d'affaires, les liens politiques – individuels – noués dans le maquis et les réseaux gaullistes sont renforcés. Mais ne nous y trompons pas. Le Milieu français reste dur, authentiquement criminel. Si les truands investissent dans le légal, magouillent dans l'affairisme local, leur fonds de commerce est traditionnel : vol, jeu, prostitution, arnaque, drogue… Et le recrutement le même. Les mauvais garçons viennent rarement des beaux quartiers. Le grand banditisme puise dans les basses classes de la société et ceux qui s'y sont succédé : les Français de souche puis, au fur et à mesure de leur enrichissement et de leur diminution dans les coins défavorisés, les jeunes issus de l'immigration.

Ce livre raconte la grande saga de cette communauté où petites et grandes histoires se croisent, avec leurs figures, leurs trafics, et leurs guerres. Tous n'y sont pas bien sûr. La plupart, qui étaient oubliés ou ignorés, le resteront. Les autres apportent un peu de lumière pour éclairer cette part d'ombre de la société.

PREMIÈRE PARTIE

LA GENÈSE DE LA PÈGRE MODERNE (1850-1914)

1.

Le creuset parisien

Pègre, Milieu, grand banditisme… Quel que soit le nom que les époques lui donnent, la communauté des malfaiteurs professionnels est avant tout urbaine. Née de l'exode rural, du développement des villes et de la révolution industrielle. Au cours du XIXe siècle, la figure du truand change. Le brigand des campagnes de l'Ancien Régime cède la place à son cousin des villes. D'abord peu reluisant, il évolue dans un Paris crasseux et miséreux. Durant la première moitié du XIXe siècle, l'afflux soudain de population a doublé le nombre d'habitants. La ville, malsaine, étouffe.

Le hors-la-loi parisien est l'héritier de la truanderie moyenâgeuse. Celle qui a hanté les différentes cours des miracles de la capitale depuis le XIVe siècle, dont la plus célèbre se situait non loin de la porte Saint-Denis, entre la rue Neuve-Saint-Sauveur et l'impasse des Filles-Dieu. Des dépotoirs où se mêlaient voleurs, mendiants, faux et vrais infirmes, prostituées et leurs progénitures.

Jusque sous la monarchie de Juillet, les ruelles de la Cité sont leur repaire, avec leurs cabarets borgnes, leurs tavernes et leurs maisons closes. Le territoire est prolongé par les quartiers du Palais-Royal sur la rive droite, et de Maubert, de l'autre côté du fleuve. Si la pègre existe, elle n'a pas encore la forme du Milieu moderne. Associée aux gueux et marginaux de toutes sortes, elle évolue dans les bas-fonds, le troisième dessous de Victor Hugo. Le souteneur, sa future vedette, n'a pas encore pris la mesure de son rôle. Bientôt, la prostitution deviendra l'épine dorsale du Milieu contemporain, son fondement. En attendant, en ce début de XIXe siècle, le proxénète – deuxième plus vieux métier du monde – n'est encore qu'un artisan et une des composantes de la marge. Le plus souvent, il surveille son unique ressource, attendant sa comptée pour manger. À lui les filles de rue de la plus basse classe, celles qui se perdent dans les bras des soldats et des ouvriers. Les autres sont cloîtrées derrière les volets des maisons closes. Le

gâteau de la prostitution échappe aux « dos verts ». Il revient à ces dames. Celles qui tiennent les tolérances, les maquerelles qui règnent en maîtresses.

L'amour tarifé, une affaire de femmes

Après la Révolution, les autorités, dans un élan « sanitariste » et hygiéniste, ont multiplié les mesures de surveillance des filles publiques. En 1796, un registre des prostituées est établi. L'année suivante sont créés la police des mœurs ainsi que les dispensaires de salubrité destinés aux visites médicales obligatoires. En 1804, un décret – renforcé par ceux de 1823 et 1830 – réglemente les maisons de tolérance. Les tenancières – seules les femmes sont autorisées à dormir dans l'établissement – s'occupent alors de ces dernières.

En maison, nul besoin de protection. Et le recrutement est aisé. La paie est parfois bonne et la retraite rapide. « Ça » ou la fabrique aux cadences infernales… Les jeunes femmes n'ont qu'à sonner et se présenter. Pour renouveler le cheptel, les tenancières se les échangent entre elles. Ou font appel aux courtières qui recrutent les filles dans les hôpitaux, les gares, à leur sortie de prison, repérant les malheureuses. Les pourvoyeuses sont rémunérées à la commission par les patronnes. Seule une infime partie des filles de maison entretient un souteneur, à qui elles préfèrent leur amant de cœur. Les rares maquereaux à surnager sont mariés à des tenancières. Jusqu'en 1850, on les rencontre sur l'île de la Cité où ils ne contrôlent qu'une poignée des nombreuses tolérances qui partagent le quartier avec des logements insalubres. Tandis que ces dames font tourner la boutique, ces messieurs tiennent un estaminet à proximité, accueillant la fine fleur du quartier. Plus pour longtemps. Un homme va bientôt les chasser.

Le décor se met en place

Durant le Second Empire, la ville est éventrée, son centre assaini et aéré. Préfet de Paris de 1852 à 1869, le baron Haussmann métamorphose la capitale. Neuf hectares et vingt-cinq mille maisons sont rasés autour de Notre-Dame. La Cité, lacis de venelles puantes et refuge de tous les malandrins, disparaît. S'ensuit une lente migration. Le petit peuple quitte les arrondissements centraux pour la périphérie. En 1860, les communes (Belleville, Montmartre, Ménilmontant…) situées entre la barrière des

Fermiers-Généraux (construite à partir de 1780) et l'enceinte de Thiers érigée en 1844 deviennent des arrondissements parisiens. Paris en compte déjà vingt. La population ouvrière s'y masse. D'abord réfugiée dans les zones qui bordent la barrière des Fermiers (vers les portes Saint-Martin et Saint-Denis), elle enjambe cette dernière pour s'installer massivement dans les quartiers de l'Est parisien et du sud (notamment Grenelle).

La cohorte des gueux suit. Les fortifications et les boulevards extérieurs deviennent les nouveaux royaumes du crime. La Courtille (qui s'étendait du faubourg Saint-Martin au haut de la colline de Belleville, et qui fut coupée en deux lors de l'édification du mur des Fermiers-Généraux) est un repaire de voyous.

Les truands sont chauvins. À chaque village de Paris sa criminalité.

Bonjour les Hommes

Issus d'une même aire géographique, ils s'assemblent en bande et fréquentent le quartier et ses institutions : bals, estaminets… Et bien sûr les filles. Mais ils ne s'aventurent guère en dehors de leur territoire. Le gros des troupes est composé de jeunes marlous, rôdeurs de barrière, qui ne sont plus des délinquants juvéniles, et pas vraiment des caïds. Les seigneurs de ces royaumes sont des terreurs locales qui fédèrent les forces vives du pavé.

La prostitution devient le fondement de la pègre. Le vrai « milieu », c'est celui des proxénètes. Le métier alimente un réseau informel. Ses différents acteurs – souteneur, fille, hôtelier, placier, tenancier… – forment un petit monde à part.

En quelques années, le secteur s'est masculinisé. Tout comme l'ensemble de la prostitution en maison. Au côté de la figure de la mère maquerelle ou du bordel à la papa, tenu par un bon petit couple, se dessine le nouveau visage de cette industrie.

À partir de 1850, s'amorce le déclin des tolérances. Leur nombre chute. À Paris, elles passent de 180 en 1810 (200 en 1840 ; 145 en 1870) à 72 en 1888. À l'inverse, la prostitution de rue composée de filles soumises (en cartes, enregistrées à la préfecture) et de clandestines augmente. Ces dernières catégories sont aux prises avec les Hommes. Pour travailler dans la rue, il faut une protection. Le phénomène s'observe également aux États-Unis et en Angleterre. Dans les pays anglo-saxons, les campagnes

abolitionnistes, virulentes à partir de 1870, poussent les filles dans la rue et dans les bras des proxénètes.

La prostitution mute. Subissant le vent du capitalisme naissant, elle se criminalise. Les filles comme leurs homologues ouvrières passent sous la coupe du patronat.

De plus en plus de filles de rue, de plus en plus de souteneurs et de moins en moins de maisons et de places libres. Les affaires ne tardent pas à être définitivement mises en coupe réglée par ces messieurs.

Les lois de la pègre

Activité de base du truand, le proxénétisme permet de faire un franc avec zéro. Et d'investir alors dans d'autres domaines. Mais, pour en tirer bénéfice, le voyou doit défendre sa femme, son gagne-pain, et son secteur contre les concurrents, les jaloux et les envieux.

Attention à celui qui trahit la loi de la pègre ! Ses règles non transgressables et non écrites sont dictées par les bonnes manières et la mentalité : ne pas collaborer avec la police et faire son temps « en homme », ne pas trahir, ne pas prendre la femme d'un autre, tenir son rang, assister les amis en cavale ou en prison… Ce code en vigueur depuis toujours dans le monde des coquins n'est pas fondé sur l'honneur. Il est d'abord une nécessité dans ce milieu souterrain. Seul le silence peut garantir la sécurité. Et la parole donnée est indispensable pour traiter des affaires occultes qui ne reposent que sur la confiance.

C'est d'abord la peur qui fait respecter les dix commandements du pégriot. En cas d'insoumission, c'est la mort.

Mais si personne n'est là pour les rappeler à l'ordre, nombreux sont les voyous à les transgresser lorsque ça les arrange. Pas vu, pas pris. Les indicateurs sont foule, ils constituent même la première source de la police pour lutter contre la pègre. Les motivations sont diverses : éliminer un concurrent, obtenir un condé (protection d'un policier pour laisser travailler une fille ou pour tenir un cercle de jeu clandestin), lever une interdiction de séjour…

Sans compter les embrouilles internes, non moins nombreuses. La désinformation est de rigueur pour discréditer un collègue, lui attribuer de mauvaises intentions, de mauvaises paroles sur les uns et les autres. Certains indélicats ne se soucient guère plus du partage équitable du butin,

ou du titre de propriété de l’un sur telle ou telle fille. Autant de situations qui conduisent au coup de couteau entre les épaules.

Les chevaliers du surin

Les conflits se règlent le plus souvent par le sang versé. La pratique de l’amende (versée par le nouveau propriétaire de la fille à son ancien protecteur) n’apparaît qu’après-guerre.

Jusqu’à la Belle Époque, c’est le temps des durs. Les affaires se règlent à coups de lame, d’os de mouton ou encore au bouledogue, un petit revolver artisanal qui tire des balles de plomb. Il rivalise avec le pistolet apache, créé par un certain L. Done et qui comporte un mécanisme de revolver avec un barillet à six coups, une lame de poignard pliante et un coup de poing américain en cuivre. Les armes à feu ne sont pas très courantes en cette fin de siècle. La police elle-même – comme les encaisseurs de banque – ne sera dotée de pistolets automatiques qu’en 1912, à la suite de l’affaire Bonnot(1). Le problème est exclusivement technique. La loi est, elle, particulièrement laxiste en matière de port d’armes : 16 francs d’amende devant un tribunal de simple police.

Si quelques-uns jouent déjà du revolver, la première apparition du vrai calibre a lieu en 1903. Clarençon, un lieutenant d’Alexandre Jacob – cambrioleur anarchiste qui inspira à Maurice Leblanc le personnage d’Arsène Lupin –, est un des premiers à utiliser un browning lors des multiples cambriolages de la bande. En attendant, les voyous se tirent dessus avec des balles de plomb qui tuent rarement. Les combats ne se soldent pas forcément par des morts. Plus souvent par des cicatrices et des humiliations. On parle de bagarre à la loyale, d’homme à homme. La force physique règne, mais aussi l’habileté au couteau, la ruse et le courage. Autant de qualités qui font le bon truand. Avec la discrétion.

Les questions ne se posent pas, l’ignorance est une assurance sur la vie. L’anonymat est de rigueur, les surnoms aussi. Les Parisiens, adeptes de la langue verte, en usent le plus facilement. Inspirés par l’origine géographique ou une particularité anatomique ou psychologique : Émile de Grenelle, Charlot le Latin, Gégène le Tatoué, Armand les Yeux-Bleus ou, plus fleuris, Bouche d’égout, Tête de mort, Grenouille, le Marquis… Avec l’âge, le sobriquet peut changer, se transformer en marque de fabrique et de respect. Affublé d’un surnom, le garçon n’a plus qu’à le faire connaître…

Casquettes et rouflaquettes

Peu à peu se dessine une caste propre, qui échappe à sa condition. Le voyou quitte les pauvres, se détache du « boulot », le travailleur qu'il méprise. Son combat, il le mène seul. Une lutte, non pas pour l'égalité, mais pour sa richesse personnelle. Sa « reprise »(2) à lui est individuelle. Nulle envie de changer le monde, il en vit. La société ? Il s'enrichit sur son dos et évolue avec elle.

Avec ses semblables, il forme un monde à part, en marge de la société, de ses lois et de ses caves. Et surtout reconnaissable.

Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, casquette sur la tête, ceinture de force autour de la taille, foulard autour du cou et espadrilles aux pieds, la pègre des faubourgs promène une silhouette identifiable. À partir de 1870, les pégriots parisiens affichent peu ou prou le même uniforme. On le dit popularisé par les gars de la Mouff (la rue Mouffetard), près du quartier Maubert. Les arcans du coin portent le pantalon à pattes en velours noir créé par le tailleur Besnard (il donnera son nom argotique au pantalon) qui officie 65, rue Mouffetard. Ils arborent la casquette de chez Panet, magasin de nouveautés de la même rue. À partir de 1880, c'est la « Deffe » (qui désigne la casquette en argot) de chez Desfoux, rue de la Monnaie. Viendront ensuite la Grivelle (création de Grivel, rue de la Gaîté), la David, la Louis XI… En 1850, la blouse a fait son apparition, puis, à partir de 1880, c'est la veste signée du Franc-Picard, rue du Faubourg-du-Temple, qui est en vogue. Pour compléter la mise, il faut arborer la ceinture brise-homme, à la mode entre 1860 et 1885. Large, bleu ou rouge, elle est frangée aux extrémités. Sous la casquette, la coupe en accroche-cœur, les cheveux collés aux tempes, est attribuée au coiffeur Cayla qui tient salon lui aussi à la Mouff.

Les lumières de la ville

Le Milieu prend forme. Délaissant l'ombre et la misère, la pègre migre vers la lumière et les plaisirs. Le nouveau Paris des boulevards lui ouvre ses portes.

À partir de 1870-1880, les Hommes des faubourgs descendent en centre-ville.

Les Grands Boulevards, de la rue Poissonnière à la Madeleine, œuvre du baron Haussmann, les attirent. Ils forment le centre de Paris. Cafés, théâtres, restaurants, magasins… le Parisien a l'embarras du choix. Il y flâne et s'y amuse. Et au programme des attractions s'ajoutent bientôt les filles, sous la protection de ces messieurs.

Dès l'après-midi, elles descendent travailler dans le centre. Venues de Grenelle, Ménilmontant, Belleville, Saint-Ouen, elles arpentent, entre autres, les Grands Boulevards, les abords de l'Opéra, les Champs-Élysées, le boulevard Sébastopol et le quartier Bonne-Nouvelle, à proximité des portes Saint-Denis et Saint-Martin. Ses petites rues obscures abritent l'une des plus fortes concentrations d'hôtels garnis, qui reçoivent les filles de rue. Certaines se partagent même des chambres meublées, dans lesquelles elles font monter le client. Si une fille atterrit à la prison Saint-Lazare dans le faubourg Saint-Denis, ses collègues paieront la chambre qui l'accueillera à son retour. Sinon, pour exercer, il lui reste les dix-sept « tolérances » qui se partagent le quartier. Ici pas de querelles de bandes, ni de territoire, le pavé est à tout le monde. C'est une zone franche de la prostitution. Notamment le boulevard Sébastopol, achevé en 1855. Les femmes y déambulent par groupes sur ses larges trottoirs.

Leurs hommes ont suivi. Enfin, pas tous. La hiérarchie du Milieu est calquée sur la géographie de la prostitution. Aux « julots casse-croûte » correspondent les « pierreuses des barrières », et ainsi de suite. Les « mecs » prennent du galon en pénétrant à l'intérieur de la ville. Ceux qui investissent le centre ne sont pas tous des premiers prix de proxénétisme, mais ils sont en bonne voie. Ces messieurs s'installent aux abords des portes Saint-Martin et Saint-Denis, au carrefour du Sébasto, de Bonne-Nouvelle, des Grands Boulevards. Les nombreux bistrots du quartier leur servent de point de chute. En abrogeant le décret de 1851, la loi du 17 juillet 1880 facilite l'ouverture d'un débit de boissons. Cette dernière n'est plus soumise à l'autorisation administrative. Les établissements se multiplient. C'est la mode des brasseries à femmes, apparues avec l'Exposition universelle de 1867, qui proposent pour le même forfait l'alcool et l'amour. Quelques-uns des tauliers de la Cité se sont reconvertis en patrons de brasserie. Ancêtre du bar à bouchons actuel, les filles – appelées les verseuses – y touchent une commission sur les consommations. En l'occurrence des chopes de bière. En parallèle, se développent les beuglants de province. Les cafés-concerts, bordels déguisés, envahissent la province

en 1870-1880. Et le recrutement de ces dizaines de chanteuses a lieu à Paris. Plus précisément dans le quartier des spectacles et des théâtres des portes Saint-Martin et Saint-Denis… Là, des agents lyriques attirent par petites annonces les candidates à la scène.

Le périmètre des Halles

À deux heures du matin, à la fermeture de leurs repaires, les Hommes migrent de quelques centaines de mètres. Aux Halles, les débits de boissons restent ouverts toute la nuit. La dérogation accordée par le préfet Andrieux à quelques établissements privilégiés a été élargie à l'ensemble du périmètre. À l'origine, il s'agissait d'accueillir et restaurer les maraîchers arrivés de banlieue en pleine nuit avec leur charrette de fruits. De même pour les ouvriers typographes de la presse. Les voyous, eux, ont leurs adresses. L'obscur sous-sol du caveau des Innocents – le premier établissement à avoir bénéficié de la dérogation – est de ceux-là. Situé rue des Innocents, il ouvre entre minuit et midi. Au rez-de-chaussée et au premier dorment les honnêtes travailleurs qui attendent l'ouverture des Halles. Au sous-sol, la pègre conspire entre deux bocks. Un peu plus loin, c'est le caveau de la Jeune France, rue de la Grande-Truanderie : deux étages en sous-sols et plusieurs couloirs qui donnent directement dans les cours alentour. Les plus célèbres sont les cabarets la Belle de nuit, 18, rue des Halles (couplé à l'hôtel Saint-Privat, il est tenu par la veuve Engel depuis 1876) et l'Ange Gabriel, rue Pirouette.

À proximité se tient le bal des Gravilliers, installé depuis 1863 dans la rue du même nom, d'abord au 35 puis au 65. Un véritable repaire de marlous. Tout comme un certain nombre d'établissements de danse de la capitale. Qu'ils soient de la Moboco (Maubert), de Ménilmuche (Ménilmontant), de la Villette, de la Chapelle ou de la Courtille (Belleville), les truands venus des quatre coins de Paris gambillent sur des pistes réservées. L'un des plus célèbres est le bal de l'Alcazar d'Italie, avenue de Choisy. Malgré la pancarte affichée à l'intérieur, interdisant l'endroit aux souteneurs, ces messieurs s'y rencontrent chaque lundi après-midi, le jour de la pègre, des bagarres et des batailles rangées. Les lames fusent et les corps tombent régulièrement. Ce petit monde fréquente également le passage Thiéré. Une sombre ruelle qui abrite le Petit Balcon. Enfin, il y a chez Octobre, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève. C'est là qu'officiera, vers 1910, le célèbre

accordéoniste Mimile Vacher. Dans ces établissements, la danse obéit à des règles strictes. On n'invite pas la femme d'un voyou et on ne danse pas avec une fille qui vient de se refuser à un autre. Sinon…

Le faubourg Montmartre ou le haut du panier

Ces gouapeurs à casquette, qui tourbillonnent le lundi, forment le bataillon principal de l'armée du crime. Mais pas son état-major.

Précédant la déferlante des quartiers périphériques, dès 1860, un groupe d'hommes se retrouve au cœur de la ville. Ce sont tous de vieux chevaux de retour – selon l'expression de l'époque. Habitués des maisons centrales, multirécidivistes, âgés de trente à cinquante ans, ils constituent la crème des truands. Et, à ce titre, ont réservé le gâteau. Leur quartier général est le faubourg Montmartre.

Ce n'est pas vraiment un hasard. Le coin, non loin de la Bourse et de l'Opéra, concentre la majorité des grandes maisons closes de la capitale. Depuis la destruction des traditionnels quartiers de prostitution, de nombreux « gros numéros » ont ouvert dans les rues qui bordent les nouvelles avenues, aux alentours de la Madeleine, de l'Opéra et surtout de la Bourse. Déjà, avant les grands travaux, le faubourg Montmartre et son quartier étaient le troisième marché aux femmes de la capitale derrière la Cité et le Palais-Royal. Un tiers des femmes de maison s'y concentrait. Et tout en haut du faubourg, s'étire le quartier Breda, autour de l'église Notre-Dame-de-Lorette. De nombreuses filles y logent, surnommées les lorettes. Au sud du faubourg, c'est la rue Montmartre qui abrite plus d'une soixantaine de débits de boissons. Naturellement, après la destruction de leur fief, les caïds se sont retrouvés au faubourg pour leurs affaires. Certains cafés et hôtels de l'artère, ainsi que de la rue Lamartine, leur offrent la discrétion nécessaire.

Ces hommes sont là pour faire du commerce. Approvisionner les maisons de Paris et de province en chair fraîche. Les tolérances parisiennes recrutent leurs filles dans la France entière et à l'étranger. Le faubourg Montmartre, c'est la Bourse des traitants.

Jusqu'en 1860-70, les placiers sont surtout des placières. Puis dans leur sillage, apparaissent d'autres requins, à moustache cette fois. La profession, non reconnue, est toutefois tolérée par les autorités – le placier puis placeur doit tenir un carnet qui mentionne le nom de la fille, la date et le lieu de son

envoi. Si les maisons existent, il faut bien les approvisionner. Ces messieurs vont désormais s'en charger.

Mariés à des tenancières – ils viennent faire leurs courses ou s'échanger des pensionnaires –, ou proxénètes confirmés, ils ont noué avec les années, la prison et les voyages, des relations dans ce milieu. Ce qui leur permet d'être des placiers efficaces. Le coin est également un des hauts lieux de la prostitution de rue. Les filles de joie se massent à l'angle du faubourg et des boulevards, et les brasseries modernes de la rue accueillent leur lot de prostituées. Assises à la première rangée de tables, elles se proposent au regard des passants.

Le faubourg Montmartre, c'est le haut du panier. La consécration du proxénète. Parisien, bien sûr, comme Lucien Bouconnard qui finira relégué en Guyane, ou Adolphe Turenne, dit Moricaud, un ancien de la Villette acquitté aux assises pour un vol qualifié en 1879 puis condamné à deux ans pour traite en 1892. À chaque arrestation, il simulait la folie. Mais il y a aussi des provinciaux. En 1905, Marius Rouvergues, Marseillais né à Alger et très habile au rasoir, est le patron des Phocéens. Les « importés », comme on les appelle, viennent pour la plupart du Sud, de Marseille, puis, à partir de 1890, de Corse (eux aussi passés par Marseille) et d'Algérie. Au numéro 61 du faubourg, Monsieur Estival accueille ces derniers – le plus souvent des colons installés dans le département – dans son bar la Gentiane.

Pour survivre, une maison doit proposer des nouveautés, blondes, brunes, petites et grosses, mais aussi françaises comme africaines…

Les hommes du faubourg n'arborent ni la casquette, ni le foulard du marlou. Distingués, ils s'affichent en chapeau melon, gilet fleuri, chemises sans col et bottines vernies. Dans leurs costumes bourgeois – quoique un peu voyants – ils font figure de modèle pour la confrérie des souteneurs. Les jeunes voyous qui courent sur les fortifs se narrent leurs exploits, les plus âgés recherchent leur considération. L'un de ces nantis se promène au bois de Vincennes avec sa voiture emmenée par deux chevaux. Tué dans une rixe en 1882, cet ex-souteneur était marié à une tenancière de la rue Sainte-Marguerite, entre la rue de Charonne et le faubourg Saint-Antoine. Ils avaient acheté la maison en 1878 à sa fondatrice, une ex-fille de joie mariée elle à un lutteur et qui l'avait ouverte en 1875.

Mais avant d'atteindre la plus haute marche de la pègre et d'intégrer le cercle fermé des hommes de poids, le chemin est long. Parsemé d'embûches.

Les mauvais garçons tricolores ont sensiblement tous le même parcours. Au moins jusqu’à la Seconde Guerre mondiale. En parallèle de la société, ils ont leurs écoles du crime, leurs diplômes et leurs titres de gloire.

2.

Le parcours type du mauvais garçon

Le futur truand est généralement urbain, issu des quartiers ouvriers périphériques, ou carrément de la zone. Son terrain de jeu est la rue, dont il goûte le sirop. Dans le meilleur des cas, ses parents, quand il en a, triment comme ouvriers. Sur le pavé, il s'initie aux petits chapardages réalisés avec les copains du quartier. Vols à l'étalage, à la roulotte, vol de zinc sur les chantiers, vol au radin (pénétrer dans une boutique pour y vider le tiroir-caisse en profitant de l'inattention du propriétaire). Tout est bon pour se faire une petite pièce. Jusqu'à la chute. Et l'aller simple pour la colonie pénitentiaire, première étape de la formation professionnelle.

La colonie pénitentiaire, l'apprentissage du caïdat

Les bagnes d'enfants qui existeront jusqu'à la Seconde Guerre mondiale vont accueillir une grande partie des futures vedettes du Milieu : Jean-Baptiste Buisson, dit le Nuss, redoutable truand lyonnais et frère d'Émile, l'ennemi public des années 1950, goûtera le régime d'Aniane dans l'Hérault. René Girier, dit la Canne, braqueur célèbre des années 1940 et 1950, ira lui à la colonie de Saint-Maurice… La liste est longue des anciens pensionnaires des maisons de correction devenus des truands chevronnés. Le projet pédagogique à base de coups de trique, allié à l'enfermement de centaines de gosses, forgera les caractères. Et lancera quelques carrières, avec plus ou moins de réussite.

Jusqu'en 1830, les mineurs délinquants et vagabonds sont enfermés avec les adultes. Dans les hospices généraux, ils côtoient les fous, les prostituées et autres perturbateurs de l'ordre social, malgré une loi pénale de 1791 qui s'oppose à ces pratiques et envisage des Maisons d'éducation spéciale pour les mineurs de justice. En 1836, sous l'impulsion du courant de philanthropie sociale inquiet du sort des enfants, s'ouvre à Paris la maison d'éducation correctionnelle de la Petite-Roquette. Les cinq cents jeunes

détenus y sont soumis à l'isolement et au silence qui « favorisent le repentir ».

Parallèlement à l'expérience parisienne se développe une nouvelle institution, la colonie agricole, dont la première s'ouvre à Mettray, dans l'Indre, sous la direction de l'ancien magistrat Frédéric-Auguste Demetz. Le but de cette initiative privée est d'éloigner les enfants de la ville, lieu de perdition. Le retour à la nature et au monde rural apparaît comme une solution idéale. Les enfants confiés par les tribunaux seront paysans ou militaires. Les premiers temps, l'expérience semble positive aux observateurs – au point que le modèle se multiplie en France et en Europe –, mais dès 1850, le changement se fait sentir. Sous le Second Empire, la notion d'éducation est remplacée par celle de peine. Le projet devient répressif, il s'agit de soumettre la mauvaise graine. En 1843, Mettray accueille cent cinquante colons. En 1850, sept cents. L'image du bagne se profile. À cette époque, l'État reprend l'idée à son compte. La loi du 5 août 1850 instaure les premières colonies pénitentiaires et correctionnelles d'État. Et définit les conditions d'envoi dans les colonies. Celles-ci reçoivent les jeunes détenus, âgés de plus de treize ans, condamnés à un emprisonnement de plus de six mois et qui n'excède pas deux ans. Mais également ceux qui, en vertu de l'article 66 du code pénal, sont considérés comme ayant agi sans discernement. Acquittés, ils ne sont pas remis à leurs parents et sont détenus, pour être éduqués, jusqu'à leur majorité pénale (seize ans) ou civile (vingt et un ans). La deuxième solution, « la vingt et une », semble être la plus couramment suivie.

À partir de 1860, les colonies pénitentiaires d'Aniane, Belle-Ile, Saint-Hilaire, Saint-Maurice et autres ouvrent leurs portes.

Ainsi que leurs versions correctionnelles à Eysses et Gaillon, destinées à accueillir les criminels de sang et les fortes têtes. En 1880, la chose est acquise, ces enfants sont considérés comme inamendables. Tout projet éducatif est donc inutile.

La journée des colons se déroule dans les ateliers, à raison d'une dizaine d'heures par jour. Une soupe matin et soir, et une pitance de légumes accompagnés de pain, pour le déjeuner, constituent l'ordinaire de la journée d'enfants en pleine croissance. La viande est distribuée une fois par semaine en moyenne. La plupart du temps, les colons dorment dans des « cages à poules ». Les dortoirs sont constitués d'un alignement de cellules grillagées d'1,10 mètre sur 1,90 mètre. Au-dessus de la porte, figure le

matricule du locataire. Un lit, une paillasse, deux couvertures, un sac de couchage et un pot de chambre forment le mobilier. Au bout du couloir un poste de surveillance et, sur les murs, des lampes éclairent en permanence. En bruit de fond le martèlement des galoches ou des sabots du surveillant qui fait sa ronde.

Le droguet pénal est la tenue réglementaire. C'est une veste de grosse toile rêche, beige, accompagnée d'un pantalon assorti. La tête, complètement rasée, reçoit un béret vaguement basque. Les pieds, eux, sont chaussés le plus souvent de sabots.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la situation se dégrade encore. Les dix colonies en activité sont de véritables « pourrissoirs ». La discipline, sans limites, est à base de brimades et de coups. Les colons entre eux ne sont guère plus tendres. C'est le règne du caïdat et la force qui fait loi. À leur arrivée, les jeunes garçons doivent choisir leur camp : courber l'échine ou se bagarrer. Le système va perdurer jusqu'aux années cinquante.

Après la révolte des pensionnaires de la Maison d'éducation surveillée (nouvelle appellation des colonies depuis 1927) de Belle-Ile-en-Mer en 1934, les autorités se penchent sur le problème. Et il faudra attendre l'ordonnance du 2 février 1945 pour privilégier l'éducation au pénal. Mais ce n'est qu'à la fin des années cinquante que l'on se débarrassera définitivement des mauvaises habitudes.

Les vrais de vrais sont de retour

Pour ceux qui ont la chance de sortir avant vingt et un ans, la majorité, c'est le retour dans le quartier. Endurcis et entourés de l'auréole des affranchis, les anciens colons ont acquis la mentalité qui règne dans leur futur métier. Habitués à la loi du plus fort – et du plus malin –, ils ont les réflexes nécessaires à leur survie ainsi qu'un début de carnet d'adresses. Titulaires d'un casier, ils trouvent plus difficilement du travail. Sans compter qu'ils sont à l'âge de la puberté… Suivant l'exemple de ses aînés, le jeune marlou s'adjoint les services d'une « promeneuse d'amour », dont il surveille le soir les déambulations intéressées. C'est sa « première marmite ». Une fleur du pavé issue des mêmes quartiers. La fille subvient à ses besoins. Il habite un hôtel borgne et fréquente les débits de vin. Ses journées, il les passe à jouer aux cartes – manille, marseillaise, passe anglaise… – avec ses semblables. Son territoire est délimité par son

quartier, en périphérie de la ville, ses bals et ses estaminets. Sa femme travaille le plus souvent sur les boulevards extérieurs, le long des fortifications. Ou carrément sur ces dernières. Jeunes vagabonds et pierreuses s'y côtoient. Les voyous y règlent leurs comptes à coups de couteau, au rasoir ou à la savate. En direction de la banlieue s'étend la zone *non aedificandi* (espace interdit de construction), une bande de terrain de deux cent cinquante mètres de large. C'est là que se concentrent les villages des biffins (chiffonniers).

Lorsque leur femme est ramassée par les mœurs et emmenée à Saint-Lazare, la prison des filles, ou bien malade, les jeunes hommes se mettent alors au vol. Le moins violent est dit « au poivrier ». Il s'agit de détrousser les ivrognes qui cuvent sur les bancs publics. Ensuite, c'est toute la gamme de l'attaque nocturne : vol à la bascule, coup de la petite chaise, coup du pante, coup de pied de vache, coup du père François… Autant de techniques physiques qui se travaillent à deux ou en solitaire.

Biribi ou le baccalauréat du voyou

Le BEPC en poche, le voyou doit alors décrocher son baccalauréat. Le diplôme qui lui ouvrira les portes du métier : un séjour au bataillon d'infanterie légère d'Afrique. L'apprenti devient alors un « joyeux », surnom donné aux bataillonnaires.

À Paris, les futurs joyeux sont convoqués au fort de Charenton avant d'être dirigés vers la gare de marchandise de Bercy. Du fort, ils ressortent entourés et gardés par les fantassins et les gendarmes. Sur le bord de la route, les filles et les amis apportent leur soutien aux hommes et aux copains qui partent alors pour les quatre bataillons répartis dans les trois provinces algériennes de Constantine, Alger, Oran et en Tunisie.

Créés en 1832, les Bila regroupent à l'origine les fortes têtes de l'armée une fois libérées des compagnies de discipline. À partir de 1836, ils reçoivent les appelés frappés d'une condamnation de droit commun d'au moins trois mois de prison au moment de leur incorporation. L'armée évite ainsi la contamination de la saine jeunesse. Le service national forge le citoyen. Les Bat' d'Af' accueillent également les libérés des divers pénitenciers militaires qui viennent y finir leur temps.

De 1818 à 1945, la France a développé en Afrique du Nord le système militaire répressif le plus complexe d'Europe, connu sous le terme

générique de Biribi. Durant un siècle et demi, appelés comme engagés indisciplinés, condamnés civils et militaires sont envoyés à « Biribi sous le soleil d'Afrique » pour y expier leurs fautes. Le régime en vigueur dans les bagnes d'Afrique du Nord dépasse en horreur celui des pénitenciers civils. Biribi est la première forme de transportation pénale, trente ans avant l'exil des forçats en Guyane. Le système s'installe en Algérie à la faveur de sa conquête, puis en Tunisie, au Maroc, et dans une moindre mesure à Madagascar, au Sénégal, et aux Saintes.

Composé de corps divers qui sont autant d'échelons répressifs, le système s'articule autour de deux institutions principales : conseil de discipline et conseil de guerre. Le premier s'occupe des indisciplinés, les orientant vers les compagnies de discipline, le second juge les militaires coupables de crimes ou délits. Envoyé bien souvent pour une peccadille à Biribi (le code militaire est très strict, et la neutralité des juges inexistante), le militaire est transformé en bagnard et condamné, par le jeu des punitions internes et des passerelles existant entre les corps, à errer dans l'institution pendant des années. Celle-ci est composée des corps d'épreuve : bataillons d'Afrique et sections d'exclus de l'armée, destinés aux appelés titulaires de condamnations infamantes pour crimes. Viennent ensuite les compagnies de discipline créées en 1818, qui reçoivent les appelés et engagés indisciplinés. Devenues sections spéciales à partir de 1910, il en existe pour l'armée de terre, la marine, les troupes coloniales et la Légion étrangère. Et enfin les institutions pénitentiaires : prisons militaires pour les condamnations à moins d'un an, pénitenciers pour les militaires condamnés pour crimes et délits civils (d'après le code pénal) et ateliers de travaux publics pour les militaires condamnés pour des crimes et délits militaires (d'après le code de justice militaire). Ces trois dernières institutions reçoivent les condamnés des conseils de guerre.

Si le recrutement du Bat' d'Af est plutôt rural à ses débuts (notamment des jeunes braconniers), très vite il s'urbanise. Et les appelés, jeunes caïds des grandes villes, malfaiteurs de profession, y sont nombreux. Souteneurs, casseurs, voleurs, ils font gourbi (petit groupe) par pays : Marseillais, Parisiens, Lyonnais… La loi en vigueur est celle des prisons. Là encore, mieux vaut savoir jouer des poings et du couteau pour défendre sa dignité… L'homosexualité est omniprésente. Même ceux qui ne pratiquent pas ont des gitons qui leur assurent les tâches quotidiennes : vaisselle, ménage, linge… Le quotidien est rythmé par les marches harassantes, les manœuvres

militaires, les travaux de terrassement, le tout sous un soleil de plomb. Les automutilations pour échapper au travail sont fréquentes : doigts coupés, maquillage de maladies par divers stratagèmes… Les fortes têtes qui n'apprécient pas le régime sont dirigées vers la compagnie de discipline du bataillon, la CD. Les punis y enchaînent les heures de pelote (ronde infernale rythmée par des exercices) et les travaux les plus pénibles.

Les conditions de vie très dures sont assez similaires dans les différents corps qui composent Biribi. Frappés et torturés par les surveillants, mal nourris, vivant sous le joug des caïds, le travail des appelés consiste principalement à casser des pierres et tracer des routes sous le soleil du Sahara.

Nazes et bousillés

Rare distraction, le tatouage se développe de manière spectaculaire sur toutes les peaux. Symbole de révolte, mais aussi d'exclusion volontaire de la société, et surtout du désespoir de ne jamais sortir de cet enfer, il devient la marque de fabrique de ces hommes.

Et comme le rappelle la chanson de Fernandel, « je suis un dur, un vrai, un tatoué, des bataillons d'Afrique je porte la marque de fabrique » (*Raphaël le Tatoué*, 1938), ces champions toutes catégories sont les « joyeux » des bataillons d'Afrique.

Après six mois de service, huit hommes sur dix sont tatoués. Et pas qu'un peu.

Chaque bataillon a ses artistes. On procède généralement pendant la sieste, dans les baraquements. Un guetteur se poste à l'entrée de la chambrée. En guise de calque, le motif est reporté sur une feuille de papier et les contours perforés de trous très rapprochés, à l'aide d'une aiguille. La feuille est ensuite appliquée sur la peau du patient et frottée avec un tampon enduit de suie ou de noir de fumée. Les contours sont ainsi reproduits fidèlement sur l'épiderme. Le piquage peut alors commencer. Trois aiguilles très fines enserrées dans deux petites plaquettes de bois constituent la machine et le noir de fumée, l'encre. Autre technique plus douloureuse, mais pratiquée en l'absence d'un artiste qui sache dessiner, celle du rasoir. On utilise une gravure passée à la fuchsine, collée sur la peau et découpée au rasoir ou à la plume à vaccin. Les manques sont retouchés à l'aiguille et étendus de suie ou d'encre de Chine. Après le sang, le pus, les croûtes et les

furoncles, la peau boursouflée et douloureuse laisse apparaître le dessin. La durée du travail se mesure en siestes. Les sujets qui prennent tout le dos ou la poitrine en demandent vingt ou trente. Ainsi jour après jour (ils y passent des années) le corps se recouvre d'ornements.

Le répertoire en est aisé. Les dessins et écritures sont bien souvent les mêmes d'un homme à l'autre. Dans certains cas ils répondent à un code bien précis. À chaque peine ou juridiction, chaque activité, chaque type d'établissement pénitentiaire correspondent des symboles préétablis.

Sans compter les motifs patriotiques et religieux, fantaisistes et historiques, amoureux et érotiques, les inscriptions professionnelles, métamorphoses-métaphores. La poésie du souteneur s'apprécie entre le sexe et le nombril : « Au plaisir des dames », « Huile de paf », « Robinet d'amour », « Morceau choisi », « Goûtez et comparez »… On peut également lire sur ces peaux les sentences fatalistes de la « canaille malheureuse » : « Enfant du malheur », « Né sous une mauvaise étoile », « Fatalitas », « Victime de l'injustice », « Le bagne sera mon tombeau », « Le passé m'a trompé, le présent me tourmente, et l'avenir m'épouvante »… D'autres formules sont plus vindicatives : « J'ai aimé, j'ai souffert, maintenant je hais » ; « Vaincu mais non dompté »… Très prisés, les points de reconnaissance entre détenus : quatre en carré et le cinquième au centre, « Seul entre quatre murs » ou « Mon cœur à ma mère, ma tête à Deibler [bourreau de l'époque], mon fric aux putains » ; groupés sur un domino avec sur l'autre moitié trois points, ils signifient « J'emmerde la police » et « Mort aux vaches » ; un point sur la troisième phalange de tous les doigts moins le pouce, c'est « Le chemin du bagne ». Il existe également une multitude de symboles aux significations variées : un S à côté d'une poire, « Espoir » ; une tête de clown, « Tout me fait rire » ; un œil ouvert, « Ouvre l'œil », « Fais gaffe », etc.

La mode du « bousillage » n'est pas anodine. Au tournant du siècle, pour figurer avec prestige parmi les gars du Milieu, le parfait affranchi doit être « naze et bousillé », c'est-à-dire syphilitique et tatoué.

Cet engouement connaît son apogée à la Belle Époque. Les forces vives de la voyoucratie, escarpes de la zone parisienne, jeunes durs des boulevards extérieurs, en sont friandes. Affiliés en bandes, ils instaurent des signes de reconnaissance : un point entre les yeux, un autre à la limite du sourcil, etc. S'ils se font faire une partie de leurs vignettes dans les centrales et autres maisons d'arrêt, ils fréquentent aussi quelques artistes pas

vraiment installés. À Paris, les tatoueurs de la pègre s'appellent le père Rémy, Médéric Chanut ou encore le père Zéphyrin.

Les artistes de la pègre

De 1877 à 1885, le père Rémy est le tatoueur des rôdeurs et des filles du quartier de la Villette. L'été, il pique au canal de l'Ourcq, à Pantin, où la jeune pègre se baigne. Au tournant du siècle, c'est au tour de Médéric Chanut de tatouer, entre autres, les signes d'affiliation des bandes de rôdeurs de la capitale : les cœurs pourris, les costauds de la Villette, les grains de beauté… En 1900, à l'hôpital de la Pitié, il fait la connaissance d'un ancien disciplinaire, habile tatoueur, qui le forme. Habitué d'un bar de la rue de Pali-Kao, à Belleville, il rencontre des voyous du quartier qui deviennent ses clients. En 1902, il pratique rue des Murs-de-la-Roquette. Médéric déménage ensuite pour s'installer chez Alfred, rue de Cîteaux, un petit marchand de vin établi derrière l'hôpital Saint-Antoine. L'un de ses concurrents parisiens se nomme le père Zéphyrin, tatoueur et ramasseur de mégots. Armé d'un paquet d'aiguilles, de bâtonnets creusés en long et de divers colorants, encre bleue et rouge, il lave la région à tatouer avec une goutte d'eau-de-vie ou avec sa salive avant d'y piquer son art.

À partir de la Première Guerre mondiale, le tatouage se fait plus discret, sans disparaître pour autant. Les criminologues ont rapidement saisi l'intérêt d'un tel étalage, qui rend l'identification des récidivistes bien plus aisée. Nombreux sont les détenus qui, marqués à jamais, immédiatement identifiables par la police, regrettent un geste souvent dicté par la forfanterie, l'esprit d'imitation et le désespoir d'une jeunesse perdue.

La tradition ne survivra pas à la Seconde Guerre mondiale. Bagnes de Guyane, pénitenciers et ateliers de travaux publics d'Afrique sont alors fermés. Et les compagnies de discipline et autres Bat' d'Af', sans disparaître, n'habilleront plus que rarement leurs pensionnaires. Le tatouage, et avec lui l'ensemble du folklore voyou, s'effacera.

Un monde sous surveillance

De retour sur le pavé de Paris, le garçon, tatoué de la tête aux pieds et buriné par le soleil du Sahara, peut commencer sa véritable ascension. Enfin, pour ceux qui le veulent vraiment. Être truand, c'est un choix. Bien

sûr, les erreurs de jeunesse limitent les possibilités de faire carrière honnêtement. Mais il est toujours possible de bifurquer. Ceux qui restent s'engagent alors dans une voie souvent sans issue : la prison ou la mort. Le crime paie rarement.

Au Bat' d'Af', dans les prisons militaires, à Biribi en général, le marlou s'est fait des connaissances. On s'est échangé les adresses des bars, les noms des copains. Il commence à avoir des relations et une réputation. Surtout une réputation. Si le jeune homme s'est bien tenu… Après quelques années à manier la pelle en Afrique, il est devenu un dur à cuire, un vrai de vrai. Si sa femme l'a attendu, il rempile avec elle, sinon il retourne à la pêche dans les bals de quartier.

Mais, pour exercer, le bon professionnel a besoin d'un parapluie, une couverture qui le protège de la loi sur le vagabondage spécial et le proxénétisme, loi renforcée par celle du 3 avril 1903 qui oblige le souteneur à justifier de ses revenus. Il lui faut donc trouver un emploi fictif et le tour est joué. Un ami le salarie, à qui il reverse le montant de sa paie. Mais, en cette fin de siècle, l'étau se resserre. La police et la justice s'organisent.

Sous la IIIe République, l'anthropométrie criminelle apparaît et la législation contre les malfaiteurs professionnels se renforce. Le phénomène de la récidive est mis au jour par les statistiques criminelles. Une loi sur la relégation des récidivistes proposée par Waldeck-Rousseau est adoptée le 27 mai 1885. Suivie par celle du 26 mars 1891 sur la récidive correctionnelle. Au-delà de quelques condamnations, le truand ira faire carrière aux antipodes : en Guyane ou en Nouvelle-Calédonie pour la vie. Adieu, indésirables. Pour parfaire la connaissance de ce petit monde, la fiche signalétique est instaurée en 1888, qui permet d'optimiser le casier judiciaire (organisé par la loi de 1850 puis perfectionné et consacré par les lois du 5 août 1899 et du 21 juillet 1901). Quelques années plus tôt, en 1879, le système d'identification a été proposé par Alphonse Bertillon et mis à l'essai à la préfecture de Paris en 1882.

Mais la répression peut avoir du bon. Pour le truand qui débute, la taule est presque un mal nécessaire. L'école du crime. Les condamnations qui émaillent sa carrière améliorent son carnet d'adresses.

Les maisons d'arrêt et autres centrales sont des lieux de rencontres idéaux. Tout comme à la colonie ou à Biribi, on écoute les aînés, on compare les expériences, et on prépare la sortie. Pour les Parisiens, ces salons de la truanderie ont pour nom la Santé, la Roquette, Fresnes…

Une fois dehors, direction le zinc. Les bars à l’extérieur servent de relais. C’est le bureau, où l’on retrouve les connaissances, où l’on dépose des messages, où l’on reçoit son courrier. Le taulier, bien souvent un ami, garde les paquets et planque les armes lors des descentes.

3.

Souteneurs, casseurs, tricheurs… à chacun sa spécialité

Les macs qui surnagent dans ce panier de crabes montent alors les échelons de la pègre. Pour augmenter les bénéfices, les plus doués adjoignent d'abord à leur gagneuse un doublard. Cette deuxième fille n'entretient avec son souteneur que des relations professionnelles. La première est la dame de cœur – enfin le croit-elle. C'est elle qui bénéficiera d'une vie de labeur passée aux côtés de son maître. Elle qui deviendra maîtresse ou sous-maîtresse de maison, ou qui tiendra la caisse du bar, de l'hôtel, du bal acheté pour la retraite. Si l'homme ne l'abandonne pas avant.

L'objectif du voyou, c'est de finir bourgeois. À l'abri pour le restant de ses jours. Avec une rente qui lui assurera la retraite qu'il n'aura pas et qui lui évitera de finir dans la misère d'un hospice pour indigents.

Au fur et à mesure de son avancée dans la carrière, le souteneur peut posséder une véritable écurie avec trois, quatre, voire huit filles qui travaillent pour lui. Il est alors arrivé. C'est un vrai mec du Milieu. Où commence et où s'arrête-t-il ce Milieu ? Ses frontières sont informelles, mais il n'englobe pas le crime dans son ensemble pour autant. Pour en être, il faut être reconnu par ses pairs. Tirer ses ressources du proxénétisme et du banditisme et avoir fait ses preuves. Savoir fermer sa gueule et tenir son rang.

La reprise individuelle

Si le proxénétisme est le terreau du Milieu, d'autres spécialités en forment les ramifications : cambrioleurs, casseurs, bookmakers, voleurs en tout genre… autant de corporations qui forment des milieux spécifiques. Perméables les uns aux autres, ils se croisent dans les bars, derrière les barreaux et surtout dans les cercles de jeu. Ce qui distingue le voyou du cave, c'est le travail. Le deuxième s'y tue, tandis que le premier l'évite.

Parfois, le cambrioleur, travailleur de l'ombre, est également la proie des sarcasmes des proxénètes. Il le leur rend bien, eux qui vivent de la faiblesse des femmes… Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, chacun a sa spécialité, les clivages demeurent. Pourtant, il arrive au souteneur oisif de mettre la main à la pâte. Par appât du gain et pour augmenter son capital, ou pour s'assurer une bonne cote auprès des collègues et des filles. Il se fait alors voleur, casseur ou cambrioleur. C'est encore l'époque où les particuliers ont des bas de laine bien remplis.

À la fin du XIXe siècle, les observateurs recensent plus de trois cent cinquante manières de voler. Plus ou moins sophistiquées.

Vol teinté d'escroquerie tel le « rendez-moi » que l'on dit inventé par les gens du voyage, un tour de passe-passe destiné à embrouiller les commerçants qui se trompent sur le rendu de la monnaie. Ou encore le vol à la fausse qualité qui consiste à se faire livrer des tissus, ou autres marchandises, commandés à une adresse qui n'est pas la sienne. Le voleur appose une plaque temporaire sur la façade et attend le livreur devant. Et une fois la marchandise récupérée, et avant de régler, repasse commande immédiatement. Le temps que le livreur revienne, il a disparu… Citons encore le vol à la détourne, à l'aumône, à la tire (pickpocket), à l'américaine ou au charriage, le vol à la brock (les bijoux trafiqués), le vol à la roulotte, le vol à l'accident…

Les meilleurs « charrieurs » de Paris se nomment Gaston Guillaume, Finance, Jean Rannon, Van der Bruck. En 1898, l'équipe a ramassé cinq ans pour vol à l'américaine ou au charriage – une escroquerie habile qui consiste à plumer un étranger à son arrivée à Paris. Dans le coffre que possédait Guillaume au Crédit Lyonnais, la police retrouva de nombreux titres d'achats immobiliers. Murphy (ou Clifford, ou Barry) et son complice Beaumont, qui parlent anglais, en sont les autres spécialistes. Ils ont réussi à dérober 21 000 francs en 1877. Avec un certain Delaney, Murphy subtilise 46 000 francs au Crédit foncier quelque temps plus tard. Tandis que Delaney le protège d'un journal, Murphy empoche la liasse de billets. Relégué en Guyane, Delaney s'en évade en 1895.

De la plume au chalumeau

Comme pour le proxénète ou le voleur, la caste des cambrioleurs-casseurs connaît également sa hiérarchie. Au bas de l'échelle, se trouvent les pieds-

de-biche qui s’attaquent aux cambrioles, les petites chambres mansardées au dernier étage des immeubles. Occupées par des travailleurs modestes, elles sont désertées durant la journée. Les cambrioleurs jouent alors de la plume, pied-de-biche ou pince-monseigneur, dent et ciseau à bois (surnommés les voleurs au fric-frac), ou du rossignol, crochets et fausses clés (surnommés les caroubleurs) pour y dérober le peu de biens du locataire. D’autres choisissent d’escalader la façade ou plus souvent de descendre par les toits, ce sont les vanterniers. Viennent ensuite les dévaliseurs de villas. Ces équipes opèrent en province ou en banlieue : Enghien, Saint-Cloud, Sèvres, Chaville, Épinay, Sannois… lorsque les propriétaires sont en villégiature sur la côte méditerranéenne, par exemple. La cible, repérée à l’aide de feuilles mortes pliées en deux dans la serrure, subit alors l’assaut des cambrioleurs qui, en règle générale, raflent tout sur leur passage.

Mais l’une des castes les plus prestigieuses est celle des bourcarniers. Ces derniers travaillent en équipe et s’attaquent aux commerces et bureaux. Et surtout à leurs coffres. Au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle, les techniques d’ouverture évoluent en fonction de la sophistication des blindages et des serrures. Pour venir à bout des Fichet, Haffner et autres Desbains, les Rolls de l’époque, l’ouvreur utilise marteau, pince et ciseau. Pour éviter que le bruit de l’opération n’alerte le voisinage, les truands descellent le coffre – qui peut peser de cent à huit cents kilos – et l’emportent avec eux. La règle prescrit un homme par cent kilos. Chargé dans un fiacre, plus rarement dans une voiture à bras, le coffre est éventré dans une planque voisine et parfois dans un terrain vague proche. Plutôt que de s’attaquer aux serrures, les spécialistes jettent leur dévolu sur le blindage – et plus facilement sur le fond, rarement blindé. Plus tard les ciseaux et les scies à main fortement trempées ont fait leur apparition. Ensuite vinrent les vrilles, puis les vilebrequins mus par un archet et maintenus par un serre-joint. Puis la version américaine avec mèches perfectionnées et enfin le foret, lui aussi américain. Le génie voyou en marche invente même le perforateur actionné par lampe à pétrole, utilisé notamment à Marseille chez un changeur. Heureusement, Edison met au point une petite batterie qui actionne le foret et éclaire en même temps. Portable, elle se place dans un étui à jumelles porté en bandoulière. La technique la plus courante conjugue l’utilisation du vilebrequin, de la lime carrée insonore grâce à son manche de plomb et de la scie à métaux

fortement graissée. Le trou est percé à l'aide de la première, agrandi avec la deuxième et la tôle découpée avec la troisième.

Les outils de fabrication spéciale proviennent souvent de l'étranger : pinces, mèches et cisailles sont anglaises, la scie circulaire, le pont sont italiens, les vrilles à hélices entourées de lames d'acier sont allemandes et les scies à métaux américaines. Le reste est fabriqué sur commande par des artisans discrets.

Au tournant du siècle, la dynamite entre brièvement en piste. Trop bruyante et dangereuse, elle est abandonnée. La véritable révolution, c'est l'invention du chalumeau oxhydrique, puis oxyacétylénique. Apparu en version portable à la fin du siècle et utilisé par les truands à la Belle Époque, on dit que les Français en furent les pionniers. L'appareil est simple : deux réservoirs à gaz comprimé, l'un contenant de l'oxygène, l'autre de l'hydrogène (oxhydrique) ou de l'acétylène, et un brûleur où se mélangent les gaz. La flamme de trois mille degrés attaque les plaques de moins de quinze millimètres. Pour celles supérieures à deux centimètres, l'ouvreur chauffe à blanc puis coupe l'hydrogène ou l'acétylène avant de finir le métal ramolli à l'oxygène seul. Le silence de l'appareil permet sa découpe sur place, et réduit le nombre de participants. Les parts sont plus grosses et les risques de bavardage amoindris.

Mais, pour accéder à l'objet tant convoité, il faut s'adjoindre le concours d'un casseur de portes et perceur de murailles. À la fin du siècle, se répand la technique du parapluie. En 1899, le bijoutier-joaillier David Lévy qui exerce cours Saint-Louis, à Marseille, en est la première victime. Au-dessus de sa boutique, se trouve un appartement occupé par une agence de transport. À la nuit tombée, alors que le commerce est fermé et le bijoutier rentré chez lui à quelques numéros de là, des cambrioleurs investissent l'appartement. Après avoir descellé les carreaux de céramique du plancher, ils percent un trou d'une trentaine de centimètres de diamètre et y introduisent un parapluie en forte cotonnade. Une fois passé, ils l'ouvrent et fixent son manche à une traverse. Ils agrandissent leur trou en prenant soin de faire tomber les gravats dans le parapluie et éviter ainsi un bruit repérable de la rue. Ensuite, le trou étant assez large pour un homme, ils descendent le parapluie dans le magasin, fixent une corde à nœuds au plancher et se laissent glisser vers le butin. Ne reste alors qu'à repartir par le même chemin.

Une fois le coup fait, les cambrioleurs se rendent chez le receleur, le « fourgat », pour écouler le fruit de leurs rapines. Autre figure de ce milieu spécial à la lisière de la pègre, ces derniers exercent généralement les professions de brocanteurs, de bijoutiers et même de chiffonniers. On trouve parmi eux d'anciens truands comme Gros Papa, qui a débuté cambrioleur, ou Jean, dit Mon Oncle, ancien roulottier qui mourut à la centrale de Beaulieu, condamné à cinq ans de réclusion.

Baptistin Travail, le précurseur

À la Belle Époque, le prince du chalumeau s'appelle Baptistin Travail, dit Titin. Véritable légende du Milieu, ce Marseillais commence à manier la flamme oxhydrique dès 1907. Fils de maréchal-ferrant de la banlieue marseillaise, son père voulait en faire un forgeron. Raté ! Titin sera cambrioleur. Petit, plutôt chétif, rien ne laisse présager son avenir de chef de bande. Loin d'être un tendre, Titin porte deux calibres lors de ses opérations. Une fois son matériel mis au point, le garçon se lance dans le business. Le Crédit Lyonnais de Marseille est sa première cible. Il enchaîne avec le coffre de la mairie de la ville. Butin : 40 000 francs. Des jaloux ne tardent pas à se manifester, réclamant une part sur la recette. Titin refuse et part pour Nice et sa Riviera. Un complice le précède avec les deux valises contenant le réservoir d'acétylène dissous, le tube d'oxygène, le chalumeau découpeur et quelques pinces. Les bagages compromettants sont déposés dans un bar ami près de la gare.

À Nice, Titin s'attaque à une bijouterie du centre-ville située sous les arcades. L'équipe perce le mur d'un commerce voisin pour s'introduire dans la place. Mais le chalumeau, mal réglé, fait des dégâts. L'intérieur du coffre fond, dégageant une épaisse fumée. Seul un diamant échappe aux flammes. Baptistin part pour Turin le « laver », tandis que Pastis, le porteur de valises, le rapporte à Marseille. Au retour du patron, il exige sa part en échange du matériel. Le soir même, il est tué : prétextant le partage du butin, Titin convie Pastis et deux complices à se rendre en voiture à cheval au puits Fondacle. En chemin, l'homme assis derrière Pastis l'étrangle et son corps est jeté dans le puits. Interrogé, Titin nie et ressort libre.

Mais son coup le plus célèbre est le cambriolage du coffre-fort du tribunal d'Alger. En compagnie de Janin les Dents en or (ou Gueule d'or), truand marseillais comme lui, il s'y présente la veille du 14 juillet 1911. Habillés

de blouses blanches, ils se font passer pour des électriciens chargés d'installer les décorations de la fête nationale.

À l'occasion, Titin ne dédaigne pas la carambouille. La même année, il se rend à Toulon – alors capitale de l'opium et dont les trafiquants se réunissent dans les bars du port – et vend à des officiers vingt-cinq pots d'opium, qui s'avère être du goudron…

Il enchaîne ensuite les ouvertures de coffres, et finit par être arrêté. La Première Guerre mondiale survient. Il aurait alors été missionné par l'État pour cambrioler le coffre de la légation d'Allemagne à Berne. Sans doute l'une des premières collusions des services avec la truanderie. Le coup réussi, il se serait remis à son compte. Entre-temps, Janin, son complice, s'est installé à Rio de Janeiro où il officie comme proxénète. Condamné à la relégation, il s'est évadé de Guyane. Recherché, Baptistin l'y rejoint en s'embarquant à Barcelone par l'intermédiaire de Bordes, qui y tient une auberge. Il compte trafiquer les pierres. Arrêté, il est extradé vers la France. Janin embarque avec lui. À l'escale espagnole de Barcelone, Baptistin s'enfuit et gagne Tanger où il est finalement capturé. Incarcéré à Fresnes, il est condamné aux travaux forcés et envoyé en Guyane où il finit ses jours. Janin, resté à Barcelone, est arrêté alors que sa femme vole un client… Adieu à son quartier natal de la Belle-de-Mai à Marseille, et rebonjour à la Guyane !

Profession : ouvreur

D'autres ouvreurs se tailleront une solide réputation avant et pendant la Première Guerre mondiale. Parmi eux, Jules Bonnot, né en 1876, redoutable cambrioleur bien que n'appartenant pas au Milieu. Le 26 janvier 1909, la police perquisitionne sa planque et trouve, outre des rouleaux de fausse monnaie, huit chalumeaux oxyacétyléniques et un manuel intitulé *La Manière de se servir des chalumeaux*, technique qu'il avait mise en pratique en ouvrant chez un notaire de Vienne ainsi qu'à l'usine Singer. Ou encore Jean Castelli, un athlète né en 1890 et qui travaille avec un certain Mosca, son assistant. Tous deux sont d'ex-ouvriers métallurgistes de l'arsenal de Toulon, où ils maniaient le chalumeau et où ils continuent d'emprunter le matériel nécessaire à leurs expéditions. Pour les trouver, il suffit de fréquenter le bar des Hommes de la ville, l'Entracte. Si Castelli apprécie la rapidité du chalumeau, il ne dédaigne pas l'emploi du foret électrique. Il

faut d'abord placer contre la porte la « ventouse », une plaque carrée de vingt-cinq kilos, percée de quatre trous en carré et d'un cinquième en son milieu, juste sous les boutons, à mi-hauteur, tenues par quatre mains. Puis, à l'aide d'un pointeau, marquer l'emplacement des cinq trous et retirer la plaque. Ensuite, grâce à une douille voleuse adaptée à une lampe, il faut brancher le foret. Ne pas oublier de l'emmailloter de chiffons pour en atténuer le bruit et de prévoir de l'huile à verser pendant l'opération. Une fois les trous percés dans la porte, il faut les agrandir à l'aide de tarauds de trois tailles différentes. La plaque replacée, les trous concordent. Il faut alors boulonner les quatre trous. Reste le cinquième, dans lequel le boulon est vissé à fond. Millimètre par millimètre, on le manœuvre à l'aide d'une clé rallongée d'un tube pour augmenter la puissance. Après deux heures d'efforts, la ventouse arrache les serrures de sécurité du coffre.

Lors d'un casse en 1921, accompagné du Lyonnais Jean-Baptiste Buisson, Castelli tire sur un veilleur du dépôt de trains de marchandises qui les a surpris. Premier meurtre – impuni – pour l'aîné des Buisson. Quelque temps après, en octobre 1921, Castelli et Mosca sont arrêtés en flagrant délit lors d'un cambriolage et condamnés à huit ans de travaux forcés. Castelli finit sa détention guyanaise à l'île Royale.

D'autres truands ont inscrit leurs noms au panthéon des cambrioleurs : Petitdemange, qui perfectionna les outils et fut l'un des premiers à endormir les victimes au chloroforme ; Almayer, condamné à treize ans de travaux forcés en 1878 et qui s'évada de Guyane peu après ; Cayro, condamné à dix ans de travaux ; Dufour de Belleville, condamné à vingt ans de travaux pour le cambriolage de l'hôtel de Mme Ledru-Rollin en 1887 ; Képi de la Courtille, ancien Bat' d'Af' envoyé au bagne pour cambriolage qui s'évada, vint retrouver sa femme la Grande Louise avant de se faire reprendre ; Dubois, qui prit la perpétuité pour un cambriolage suivi d'une tentative de meurtre sur un policier et des passants. Et encore, Colonel, condamné à vingt ans de travaux forcés, et Louis Carel, condamné à dix ans en 1905. Son équipe suivait les déplacements du président de la République et cambriolait les appartements des curieux massés sur son passage.

Enfin, Henri-Léon Scheffer, surnommé Georges l'Artilleur, a lui aussi laissé son nom dans les annales du crime. Moins glorieusement. Le 30 octobre 1902, il est arrêté pour le meurtre d'un domestique rue du Faubourg-Saint-Honoré, perpétré après un cambriolage. L'anthropométrie naissante vient de signer sa première victoire. L'Artilleur avait laissé ses

traces de pouce sur le battant d’une vitrine dans le salon. À l’avenir, les truands se muniront de gants…

Monnaie de singe

Aux côtés des ouvreurs et cambrioleurs, les faux-monnayeurs créent eux leurs propres richesses. Notamment en falsifiant les pièces d’argent. Trois procédés sont utilisés en cette fin de siècle : la fonte pleine, la presse et la galvanoplastie. Le premier est le plus simple et celui qui requiert le moins d’outillage. Il s’agit de réaliser un moule en plâtre des pièces de un, deux ou cinq francs et d’y verser un mélange de plomb, d’argent et d’étain. L’important étant d’avoir sous la main des pièces « fleurs de coin », c’est-à-dire suffisamment neuves pour que les reliefs soient très nets. Et de bien doser les différents éléments afin de copier le plus fidèlement possible poids et sonorité. Cette dernière, par exemple, est atténuée par l’excès de plomb.

La technique de la presse sollicite un outillage spécialisé coûteux et des complices habiles. Il faut fabriquer des lingots, des machines à vapeur pour les laminer, un emporte-pièce pour le découpage puis une presse pour l’impression tripartite (face, pile et tranche) et enfin un chalumeau pour éliminer les bavures.

La galvanoplastie consiste, elle, à couler une robe d’argent sur une pièce moulée. Mais la pièce ainsi obtenue est peu résistante.

Des petits malins de Belleville fabriquent également de fausses médailles bénites en argent qu’ils expédient par caisses entières sur les lieux de pèlerinage.

Les plus habiles s’essaient eux aux faux billets grâce aux presses, couleurs et autres planches à imprimer.

Faites vos jeux

Et puis il y a ceux qui ont fait un métier du passe-temps favori des truands : les joueurs.

Les cercles clandestins, abrités dans les sous-sols de certains cafés, sont le point de rencontre du Milieu. L’un des rares endroits où le pégriot côtoie le caïd.

Jusqu’en 1837, la Ferme des jeux perçoit des taxes sur les maisons de jeu publiques. Supprimées sous Louis-Philippe, elles sont remplacées par des

cercles autorisés sous l'autorité du ministère de l'intérieur. Auxquels s'ajoutent des cercles tolérés et bien sûr des tripots clandestins. Ces derniers sont d'abord l'apanage des veuves bien nées qui reçoivent après le repas les joueurs fortunés. Les tables d'hôtes proposent parties de baccara et de whist, un jeu américain. C'est seulement sous la IIIe République que la pègre s'y intéresse. Aux tricheurs professionnels, qu'on appelle « les Grecs », s'ajoutent les tenanciers de cercles clandestins. Et leurs protecteurs, qui fournissent notamment les videurs et découragent les jaloux.

À partir de 1890, les agents de la brigade des jeux pourchassent les parties de baraque, chasseur, moine ou cardinal, des combinaisons de billards qui admettent un nombre de joueurs illimité. La baraque est un plan incliné muni de trous numérotés. Après avoir fait une bande, le joueur doit placer la boule sur le plus fort numéro. Même principe pour le chasseur où les numéros sont remplacés par des figures d'animaux. Le chien est alors gagnant. Quant au moine ou cardinal, il s'agit de faire tomber une quille rouge parmi trente-deux. Dix ans plus tard, priorité est donnée aux roulettes clandestines des rues Charras et de Courcelles. Mais le Milieu se retrouve surtout autour des champs de course. Dès 1875, les preneurs de paris clandestins (cahier en main, ils proposent leurs cotes) délaissent la rue pour investir les hippodromes. Certains bookmakers font des fortunes. Les plus malins officient dans l'enceinte du pesage, avec la complicité des agents de la brigade des jeux. Ces derniers jouent des chevaux différents chez plusieurs books, se contentant d'empocher l'argent du gagnant sans rembourser les autres.

Mais à partir de mars 1891, et la suppression des paris aux courses accompagnée de l'instauration du pari mutuel, la police – alors forte d'une centaine d'agents – chasse les joueurs des pelouses d'Auteuil et de Longchamp. Obligés de fermer leur parapluie et de cacher leurs ardoises, ils se transforment en bonneteurs. Récidivistes, interdits de séjour, souteneurs et autres s'y mettent. Les jours de courses et de grandes épreuves hippiques, la pègre se retrouve dans les avenues du bois de Boulogne ou dans le parc de Chantilly, par équipes de cinq ou six (le teneur de jeu et ses complices, comme le dégraisseur, qui ramasse l'argent au cas où le teneur serait arrêté), surveillées par des guetteurs qui signalent l'arrivée de la première brigade des recherches, courses et jeu.

Parfois, on compte jusqu'à trente tables ou parapluies de bonneteau (pour replier le jeu plus vite). Le jeu, simple, est destiné aux perdants des courses

qui veulent se refaire. Trois cartes sont retournées dont l'une est gagnante. Au parieur de deviner et de remporter une fois sa mise. Dans la foule, un joueur gagne à tous les coups, c'est le baron (le complice) chargé d'allécher le client qui, lui, perd invariablement après deux ou trois réussites destinées à l'appâter. Le bonneteur y veille grâce à une dizaine de techniques différentes. Les équipes écument les guinguettes et les chemins qui mènent aux champs de Saint-Ouen, Maisons-Laffitte, Colombes, Le Vésinet… À partir de 1895, poussés par la répression policière, les bonneteurs d'envergure – surnommés les castors – se rabattent sur les trains express des grandes lignes, notamment sur ceux de l'Ouest à la saison des courses de Deauville, Dieppe, Caen… Avantage de la décentralisation, les inspecteurs des jeux de la préfecture de Paris ne peuvent pas les suivre. Et la Sûreté générale, qui a autorité sur le reste du territoire, est embryonnaire. Pourtant, André Benoist, jeune inspecteur des jeux (surnommé par la pègre Barbe d'or ou Jésus-Christ) qui deviendra directeur de la police judiciaire, bénéficie d'une tolérance de sa direction après l'arrestation d'une équipe à Creil. Cette dernière, fameuse, est composée de Raymond le Balafré, Pivert, Drouin, dit l'Étudiant, d'Ely le Rabouin et du teneur de cartes Perruchot, dit Pieds-Noirs. Certains bonneteurs sont recherchés pour tenir des parties. C'est le cas de trois arcans de Belleville – le Môme Lanterne, Quiqui et Noiraut – qui travaillent en commandite pour des truands dans d'autres quartiers de Paris. Avec la mauvaise habitude de disparaître avec les gains des parties.

Outre le bonneteau, d'autres jeux de rue sont proposés aux caves qui veulent tenter la chance. Malheureusement pour eux, ces parties ne doivent souvent rien au hasard. Dans les foires et les fêtes foraines, les souteneurs proposent de jouer à la parfaite ou la consolation (une toile cirée, six cases numérotées et une boîte truquée dans laquelle on agite les dés, ces derniers sont gagnants s'ils affichent le numéro misé…), les huit couleurs, la table basse, le billard à cheminée, la jarretière, la ratière, le quarante-huit, la pipe à Thomas, le vingt-cinq…

Le jeu, comme le cambriolage, mélange les différents milieux de la capitale. Les champs de courses, les foires et les quartiers d'habitations chic, créant des zones de travail neutre, poussent les voyous à se déplacer et à se rencontrer. Le Milieu parisien se met alors en place.

Au tournant du siècle, un quartier va achever de le fédérer.

4.

Tous à Montmartre, le nouveau royaume

Si les portes Saint-Martin et Saint-Denis ainsi que le faubourg Montmartre sont devenus au cours du XIXe siècle le royaume de la pègre moderne, un nouveau quartier l'attire. À partir de 1880, Montmartre est la nouvelle vedette parisienne. Tout commence en 1881. Cette année-là, le Chat noir de Salis ouvre ses portes. Le cabaret est installé au 84, boulevard Rochechouart, dans un ancien bureau de poste. La bohème s'y installe. Il est remplacé en 1885 par le Mirliton de Bruant, chantre de la pègre parisienne. Quelques années plus tard, en 1889, le Moulin-Rouge, suivi par une multitude d'établissements – restaurants, bars… –, investit à son tour le bas de la Butte. En cette fin de siècle, Montmartre efface peu à peu les boulevards, anciens quartiers de plaisir. Déjà, vers 1875, les souteneurs fréquentent le bal de l'Élysée-Montmartre, au 80 du boulevard Rochechouart. Ouvert en 1806, c'est le plus ancien du quartier.

À la même époque, deux bistrots du même boulevard sont réputés pour recevoir les affranchis de haut rang : Chez Buffet et Chez la Mère des maques. Cette dernière, une jeune mère de famille qui tient son établissement avec son mari, accueille les souteneurs, les bonneteurs et leurs barons. Son mari, Alexandre, qui comme elle réprouve la clientèle, renseigne à l'occasion la police.

Lentement, mais sûrement, les mauvais garçons prennent possession du quartier, délimité par le Rochechouart au nord et qui descend au sud vers le faubourg Montmartre, à quelques minutes des Halles. Au tournant du siècle, quelques-uns en sont déjà les vedettes : Paul le Boucher, dont la femme travaille rue Fontaine ; son associé Jalby, dit Paul le Cocher, un hercule de trente ans. Tous deux sont souteneurs et cambrioleurs et seront arrêtés en 1893 pour le casse d'un hôtel particulier avenue Marceau. Le 27 janvier de la même année, ils avaient délesté le marquis de Panisse-Passis de quatre cent cinquante-sept pièces d'argenterie et de six tableaux de l'école hollandaise ainsi que d'un certain nombre de valeurs. Pour accéder à ces

dernières, ils avaient ouvert le coffre à l'aide d'un outil de vingt kilos fabriqué maison. Une sorte de serre-joint dont le cadre supportait un vilebrequin et son foret.

Le quartier et ses balises malfrates

Il faut attendre 1910 pour que le Milieu jette définitivement son dévolu sur Montmartre. Cette année-là, les derniers tapis-francs des Halles, l'Ange Gabriel (où un meurtre a eu lieu) et le Caveau des Innocents, ferment leurs portes. La Belle de nuit, elle, s'est éteinte en 1907. Les habitués montent alors à Montmartre.

Trois enseignes se partagent cette clientèle spéciale. Le bar Franco-belge, avenue de Clichy, est le rendez-vous des souteneurs à casquettes. Les « terreurs » et leurs filles se réunissent autour de son zinc en fer à cheval. Les hommes en melon et bottines – la classe supérieure – tiennent eux leurs assises à quelques mètres de là, au Petit Maxim's.

Sur la place Pigalle, le café de la Nouvelle Athènes, délaissé en 1885 par sa clientèle d'artistes (c'est le rendez-vous des impressionnistes) depuis l'installation sur la place du cabaret du Rat mort, est investi par le Milieu. Avec une prédominance de la catégorie supérieure, bien que les marlous le fréquentent également. Pour accueillir ses nouveaux clients, la Nouvelle Athènes a gardé ses grandes glaces et ses banquettes en moleskine d'avant 1870.

Au Petit Maxim's se retrouve l'équipe de Coco Gâteau, casseurs, cambrioleurs mais pas souteneurs. Coco (qui mourra dans les tranchées), épaulé par Bibi l'Assassin, Cyrano, Pitus de Grenelle, tué lors d'une rixe à la Nouvelle Athènes, est d'ailleurs en guerre avec les traitants, les négociants de femmes installés au bar la Kermesse, rue des Abbesses.

D'autres vindicatifs en veulent aux marchands de viande. René Lambert, surnommé le Grand René et plus tard René de Londres, les a mis à l'amende. Ce dernier est né en 1887 à Grenelle, dans le XVe arrondissement, où ses parents tiennent une boucherie. À dix-huit ans, il s'engage et, après une bagarre avec son lieutenant, finit à Biribi. Disciplinaire à Biskra en Algérie, il s'évade et regagne Paris, où il entre dans la carrière entouré d'une bande de ruffians pour moitié sortis des bagnes africains. C'est un solide gaillard d'un mètre quatre-vingt-cinq qui porte beau avec son canotier à ruban de soie. Le bistrot des Quatre-Saisons,

à l’angle des rues Lepic et Véron, est son quartier général. Avec ses associés, Julot le Voûté, Patte de Dinde, Michel Cropp, Raoul Pinsol, dit le Fou, Georges Hainnaux, dit Jo la Terreur, et consorts, le Grand René tente de mettre en coupe réglée Paris et ses macs. Les règlements de comptes se multipliant, l’équipe prend le large et s’abrite à Londres en 1911, le temps de laisser passer la répression policière.

Miroir, le plus beau des Parisiens

À Montmartre, nouvelle capitale des plaisirs, le jeu est présent sous toutes ses formes. Notamment place Pigalle, au café des Omnibus, où débute alors, cartes maquillées en main, le jeune Tribout (qui tiendra après-guerre le célèbre cercle Frolic’s).

Mais le coin n’a pas l’exclusivité. Dans le Paris de la Belle Époque, les cercles clandestins ne manquent pas. Les plus courus sont situés rue La Ferrière, rue de Courcelles, tenu par André qui deviendra patron du casino de Deauville et du cercle Haussmann (il avait commencé en 1900 à la Ferme, avenue Victor-Hugo), et aussi rue du Croissant où l’on joue au café du Croissant (celui de Jaurès) et chez Gutenberg.

Aux Halles, subsiste tout de même l’un des cercles de jeu clandestins de la pègre, abrité Chez Monin. La partie de faro y est tenue par l’un des plus beaux proxénètes de Paris, Alphonse Lecrocq, dit Miroir. Au volant de sa Delaunay-Belleville, accompagné de sa chienne Chaudepisse et de son bossu rencontré place d’Italie, Miroir a fière allure. Illettré, il a néanmoins réussi dans la carrière. Celle-ci prendra fin en 1939. Miroir, devenu patron du bordel de Capdenac dans le Lot, se pend à un arbre.

À la Belle Époque, dans son sillage, on croise souvent Dédé Nez-Cassé, de son vrai nom André Langevin. Comme Miroir, il officie la nuit dans les cercles où il a pour élève Angelo Galboni, l’un des futurs caïds parisiens et londoniens de l’entre-deux-guerres.

Dédé est un hercule de cent vingt kilos. Souteneur et indicateur à ses heures, il s’affiche alors avec une belle brune surnommée la Panthère. Pas pour longtemps. Un soir de 1909, au bal Ladira, porte Saint-Martin, il est abattu par Cucu, un jeune cambrioleur-souteneur. Ce dernier sera raccourci par Deibler, boulevard Arago, devant la prison de la Santé.

À la veille de la Première Guerre mondiale, si Montmartre et ses nuits attirent le Milieu parisien, celui-ci ne délaisse pas pour autant ses anciens

quartiers. Ces messieurs gardent leurs bureaux aux portes Saint-Martin et Saint-Denis, ainsi qu’au faubourg Montmartre, beaucoup plus calme pour traiter les affaires.

5.

Marseille, l’autre capitale de la pègre

Marseille est l’autre grande ville de la pègre française. Et, comme à Paris, le Milieu y est en pleine formation.

Ici, le nervi en bleu de marin remplace le marlou en bourgeron de toile, mais le principe est le même. Des bandes qui cohabitent dans un même quartier forment un petit Milieu à son échelle. Il y a les mecs d’Endoume, de Samatan, du Rouet, des Carmes… Jusqu’à ce que ces messieurs trouvent un terrain de jeu commun. À Paris, le rôle est tenu par les Grands Boulevards, ici c’est le « quartier réservé ».

Le « quartier réservé », nouveau terrain de jeu

En 1863, le baron de Maupas, préfet des Bouches-du-Rhône, crée une zone franche de prostitution dans une partie du quartier Saint-Jean, haut lieu historique de la ville. Couvrant une dizaine de rues, il s’étend entre les rues de la Reynarde à l’est, du Radeau à l’ouest, de la Caisserie au nord, de la Loge et de Lancerie au sud. Les filles s’installent dans les ruelles qui montent du vieux bassin vers le quartier du Panier. Ou plutôt dans les maisons qui occupent les anciens hôtels de la noblesse locale. En 1882, le quartier en compte quatre-vingt-huit, dont une quinzaine pour la seule rue Bouterie. Une peine de prison frappant les isolées, peu de femmes travaillent alors sur le pavé marseillais. Mais, très vite, les filles de rue, en carte, créent un second quartier réservé dans les rues des Récollettes, de Sénac, ou du Tubanneau, du Théâtre-Français, etc., dans le Ier arrondissement, au-delà du cours Belzunce.

La pègre investit rapidement ces nouveaux royaumes. Saint-Jean, quartier de plaisir avec ses maisons, ses bars et ses restaurants, devient le repaire des souteneurs de haut vol. Tout comme dans le faubourg Montmartre, ils s’installent pourvoyeurs-placeurs et, plus officieusement tenanciers de maisons. Mais, à la différence de Paris (le Milieu parisien a tout de même

connu – mais dans une moindre mesure – des batailles rangées du côté du boulevard Sébastopol et une série de règlements de comptes restés mystérieux sur le haut de la butte Montmartre entre 1910 et 1912), les marlous des faubourgs lorgnent sur le gâteau. Et pour cause. Le quartier qui donne sur le vieux bassin est situé entre le Vieux-Port et les bassins de la Joliette. Une vraie mine d'or depuis que la cité est l'un des premiers ports du monde. Les bateaux qui font l'Afrique et l'Extrême-Orient (le canal de Suez a été ouvert en 1869) déversent leurs lots de marins en goguette directement dans les bras des filles. Et ici, le cheptel peut difficilement être augmenté. Il n'y a pas de place pour tout le monde dans le petit quartier et ses maisons. Les pensionnaires y sont limitées.

La bande de Saint-Mauront, au nord-ouest de la Joliette, est la plus vindicative. Les gars de Saint-Jean la considèrent comme un vulgaire ramassis de va-nu-pieds. En espadrilles peut-être, mais aux dents longues sûrement. À partir de 1900, des batailles rangées vont animer régulièrement les rues du vieux quartier. Tout aurait commencé à cause d'une femme. François Albertini, dit le Fou, caïd de Saint-Jean, aurait enlevé la fille du Blond, souteneur de Saint-Mauront. Ce dernier, accompagné de quelques confrères et du caïd local, Louis Ausset, dit Testasse, serait descendu vers Saint-Jean, aurait tué deux Saint-Jeanins et mis en coupe réglée le quartier réservé. Le temps pour Saint-Mauront de relever quelques compteurs et les hommes de Saint-Jean, surnommés également la bande des Vingt et un, effectuaient une contre-offensive. Un front fut ensuite tracé sur les étendues du Lazaret. Ces terrains vagues connurent une multitude de règlements de comptes entre les deux équipes, jusqu'en 1911 et la condamnation à mort par contumace du Fou, parti pour l'Amérique du Sud, et l'arrestation de Testasse.

À partir de 1905, de longues périodes d'accalmie ont quand même permis au Milieu naissant de s'enrichir. Le business s'est ouvert. Comme dans le reste de la France, la prostitution cloîtrée se transforme. De cent vingt-cinq en 1873 dans le quartier réservé, les maisons closes chutent à douze en 1897. En réalité, la plupart se sont transformées en maisons ouvertes, des établissements de passe qui accueillent les filles le temps de la besogne. La tenancière ne reçoit plus que le prix de la chambre. Les prostituées – et leurs hommes – gardent la comptée. En parallèle, de nouveaux établissements s'installent dans les quartiers de l'Opéra et de la préfecture, préfigurant le déclin du quartier réservé dans l'entre-deux-guerres.

De quelques ruffians de la Côte

En 1910, Marseille concentre la majorité des truands de la Côte. Outre la prostitution, ces messieurs sont spécialisés dans le jeu, bien sûr, mais aussi dans les fausses pièces d'identité, les faux passeports, les fausses cartes d'électeurs et la fausse monnaie. Sans oublier la fabrication d'outils très spéciaux. La ville est le quartier général d'où partent les raids malfrats. La bande de l'As de trèfle travaille entre Toulon et la cité phocéenne, cambriolant villas, musées, églises… D'autres poussent jusque dans le Gard et l'Hérault. Victor Babilé, dit Double Face, vieux truand local condamné à mort par contumace pour meurtre et inventeur du cigare au chloroforme pour détrousser les voyageurs des trains internationaux, renseigne les équipes.

Et bien sûr, il y a la bande de Baptistin Travail, le cauchemar des banquiers et des bijoutiers. Tous ces chevaliers de la cambriole connaissent Jules, dit le Corse, l'un des plus fameux monte-en-l'air de Marseille, une fine pince comme on dit. Et aussi le meilleur receleur du coin. En relation avec des banquiers véreux de Milan, il écoule les titres avant qu'ils ne soient publiés dans le journal des oppositions. En 1911, condamné pour la neuvième fois, il est bon pour la relégation à vie en Guyane.

Contrôlé à Toulon par la Sûreté générale, qui le suit alors qu'il prépare un coup dans une bijouterie de la ville avec Titin, il est pris en flagrant délit de violation d'interdiction de séjour. Et collabore. Un de ses équipiers – il emploie un courrier pour transporter matériel et butin – se fait serrer avec une valise contenant des titres volés. Puis c'est au tour de Bain, autre cambrioleur fameux, de prendre dix ans et la relégation en prime. Bain, chef de la bande des Croque-morts, pillait les appartements et villas des défunts pendant leur enterrement… Grillé, Jules échappe à une tentative de meurtre dans un bar d'Endoume, rendez-vous des boulistes de la pègre, et s'enfuit à Barcelone.

Au tournant du siècle, dans les grandes villes, un Milieu municipal se forme. Composé des meilleurs éléments de chaque quartier, il se retrouve dans les nouvelles zones franches de la prostitution. Les affaires se structurent, le pouvoir se concentre, la hiérarchie s'établit. Et, déjà, une pègre nationale se profile. Durant les vingt dernières années du XIXe siècle, les échanges nord-sud se sont multipliés. La prise en main par les truands de la prostitution en maison les a conduits à se déplacer. En quelques

décennies, le voyou sort de son quartier, découvre sa ville et le reste du pays. La caste prestigieuse des « Voyageurs » est née.

DEUXIÈME PARTIE

LES VOYAGEURS (1860-1914), ROIS DE LA TRAITE DES BLANCHES

Dès la fin du XIXe siècle, les voleurs de tous les pays se déplacent. À chaque Exposition universelle en France, des cohortes d'escrocs et de pickpockets débarquent d'Angleterre, d'Italie, d'Allemagne.

L'inverse est également vrai. Les voyous français, forts de leur position géographique, franchissent rapidement les frontières. Sous la IIIe République, Bruxelles est un refuge pour la pègre. Les évadés et recherchés s'y cachent, et les voleurs aguerris s'y retirent entre deux affaires. C'est le cas de Contesenne, roi de l'évasion de la fin du XIXe siècle. En novembre 1880, celui-ci dévalise le général comte de Schramm. De nuit, il s'introduit dans son pavillon de la Courneuve avec un complice, Théodore Sonnet, un rustre qui a travaillé chez le général. Les cambrioleurs repartent avec une somme colossale : 700 000 francs en valeurs plus des bijoux. Le coup fait, et les bijoux fondus, ils s'embarquent avec deux compagnes pour New York. Après quelques jours dans le Nouveau Monde, le duo regagne l'Europe. Plus précisément Bruxelles où il se fait arrêter. Extradé, Contesenne est condamné à vingt ans de travaux forcés le 31 juillet 1881. Sonnet, lui, s'en tire avec huit ans. Après avoir vainement tenté de scier le plancher du wagon cellulaire qui le transfère vers le port d'embarquement, Contesenne se fait la belle au bagne de Nouvelle-Calédonie. Repris à Mons en Belgique, où il s'était réfugié, il est de nouveau condamné à vingt ans… et s'échappe de la prison de Charleroi. Arrêté à Avesnes pour une série de cambriolages, il écope de la perpétuité et part pour la Guyane, d'où il s'évade en 1890, sans être repris.

Si Anvers est la place idéale pour les pierres, Londres est la meilleure pour le recel des titres volés. À l'époque, la loi anglaise permet aux hommes d'affaires d'acheter des titres sans justifier de leur provenance. Jusqu'en octobre 1902, où le parlement anglais adopte une loi punissant de deux à cinq ans de prison le businessman véreux. La capitale anglaise reste tout de même l'éden des voleurs. Les truands peuvent y écouler au meilleur prix l'or, et certaines valeurs. Mais mieux vaut éviter de casser dans l'île : les peines de *hard labour* y sont sévères.

Pourtant, ces hommes ne constituent qu'une infime partie des Voyageurs malhonnêtes. Le gros de la troupe est fourni par les proxénètes.

1.

À la conquête du Nouveau Monde

Établies entre le nord et le sud de la France, les filières de la prostitution conduisent rapidement les Hommes au-delà des frontières hexagonales. D'abord dans les pays limitrophes et leurs grands centres de prostitution : Anvers, Bruxelles, Hambourg, Londres… Puis bientôt aux États-Unis, en Égypte et surtout en Amérique du Sud.

La Française, produit d'exportation

Traite des Blanches. À la fin du XIXe siècle, le mot est sur toutes les lèvres. Chaque semaine, les grands journaux évoquent ce fléau. La révolution industrielle née au milieu du siècle a poussé les ruraux vers les villes. Elle a aussi favorisé les migrations internationales. L'apparition des grandes entreprises, le développement des moyens de transport ont jeté dans les bateaux nombre de candidats au travail et à la fortune. Et dans leur sillage se sont embarqués des exportateurs bien spéciaux : les proxénètes qui exploitaient les filles de manière artisanale se lancent dans le trafic organisé. Jusque-là, ces messieurs envoyaient leurs colis d'une ville à l'autre sur le territoire national ou dans les capitales voisines. Dorénavant, ils exportent au-delà des mers. Particulièrement la Française, dont la réputation a depuis longtemps traversé les frontières. Ces hommes, qu'on appellera désormais les Voyageurs, vont faire la fortune du Milieu. Pendant plus de quarante ans, le trafic de femmes va leur assurer avenir et réputation. Les pionniers deviendront des légendes et leurs exploits un modèle pour plusieurs générations de mauvais garçons.

Le rêve américain

En cette fin de siècle, la destination la plus courue est l'Amérique du Sud et en particulier Buenos Aires en Argentine et Montevideo en Uruguay.

L'Argentine est le grenier à blé de l'Europe et une terre d'accueil pour les candidats à l'exil. À la fin du XIXe siècle, des milliers d'émigrants débarquent des cargos en quête de la terre promise. Le pays est surnommé la petite Europe et Buenos Aires, le Paris de l'Amérique.

Devenue capitale en 1880, la ville rayonne culturellement et économiquement En 1887, elle couvre 18 000 hectares contre 7 900 pour Paris. Mais cette dernière reste l'exemple à suivre pour sa petite sœur argentine. L'agrandissement de la capitale est l'œuvre de Julio A. Roca, élu président de la République d'Argentine en 1880. L'homme est jeune et dynamique. Il développe le pays alors en plein essor, s'attelant notamment à la construction d'un réseau de chemin de fer national. Grâce à ses ressources agricoles, l'Argentine est prospère, mais la main-d'œuvre fait défaut. Les immigrants méditerranéens (principalement des Italiens) ainsi que juifs russes et polonais s'embarquent massivement. Ces bras sont jeunes et célibataires et sur place, les filles manquent…

Profitant du cousinage avec Paris qui limite le dépaysement, et de la réputation des petites femmes de France, les souteneurs français adoptent ce nouvel eldorado.

Si la grande majorité des filles proviennent d'Europe de l'Est (Empires russe, austro-hongrois…), un contingent de Françaises – les *Franchuchas* – se défend dans les bordels de la capitale argentine. Du 1er janvier 1899 au 31 décembre 1901, trois cent cinquante Françaises sont inscrites comme prostituées.

Les pionniers des deux Amériques

Antoine le Zouave est parmi les premiers à s'installer. Originaire de Paris, il est condamné en 1902 à vingt ans de travaux forcés pour meurtre. Direction la Guyane. Le garçon, proxénète, a alors une trentaine d'années. Quelques semaines après son arrivée au pénitencier principal de Cayenne, il s'évade en compagnie de douze compagnons. Et se réfugie, après un long périple, avec quelques-uns d'entre eux à Buenos Aires. Il fait alors venir sa maîtresse restée à Paris qui reprend aussitôt ses activités de prostituée de luxe. Après quelques mois, et devant l'importance des gains, le couple fait venir des « amies » afin de renforcer l'écurie. Ils envoient ensuite des billets à d'autres connaissances qui viennent immédiatement grossir les rangs. Le bruit se répand et d'autres évadés de l'enfer vert rejoignent le Zouave. Ces

proxénètes en rupture de ban font venir leurs femmes sur leurs deniers ou en empruntant à Antoine. En moins d'un an, le réseau compte une trentaine de gagneuses. Et, deux ans après son arrivée, Antoine le Zouave possède un bordel avec quinze pensionnaires. Au bout de dix ans, il détient cinq grandes maisons dans le pays. Le système est alors rodé. En 1911, le gouvernement décide de fermer les bordels de Buenos Aires pour leur substituer des *casitas*, maisonnettes abritant une seule femme. Antoine, qui s'est constitué un solide carnet d'adresses grâce à sa fortune, achète un grand nombre de ces concessions.

En deux ans, cette prérogative lui rapporte plusieurs millions. Entre-temps, il a ouvert l'Aéroclub, calle Lavalle, un bar-restaurant où travaillent une soixantaine d'évadés. Finalement expulsé d'Argentine au début des années vingt, il sillonne les pays d'Amérique du Sud avec son équipe de filles. En 1931, c'est la fin du voyage. Réfugié au Panamá, il entre à l'hôpital pour une appendicite. Il y meurt à soixante ans des suites d'une complication postopératoire due à son obésité. Et laisse une fortune de plus d'un million de dollars à son fils qui achève alors ses études de médecine aux États-Unis.

Parmi les compagnons de cavale du Zouave, le plus fameux est sans doute le Gros Chiché. Alors qu'Antoine fait venir sa femme de France, Chiché Tomasini séduit lui une femme de chambre française travaillant sur un paquebot en provenance de Barcelone. Il loue avec son compagnon un petit café-restaurant et y installe Maria, qui sert la clientèle et la soulage au besoin. Le bistrot devient le lieu de rendez-vous des évadés de la Guyane. Cette petite colonie use alors de ses talents de voleurs et de contrebandiers pour survivre. Sur les conseils de Chiché et d'Antoine, elle se met vite au « pain de fesses ». François Malatesta, le maître d'hôtel d'un paquebot, quitte le bord et ouvre, calle Libertad, un restaurant. Lequel devient un repaire de Françaises.

C'est le début du chemin de Buenos Aires. De jeunes souteneurs, majoritairement corses et marseillais, s'engouffrent dans la brèche et quittent le Midi. L'immigration des voyous insulaires n'a rien d'étonnant. Ils ne font que suivre leurs compatriotes honnêtes, mais forcés au départ. Depuis la fin du Second Empire, l'économie de l'île est à l'agonie, conséquence d'une grave crise agricole qui a touché différents secteurs de la production : vignoble phylloxéré, céréaliculture concurrencée par les blés étrangers, production laitière sans débouchés… Le secteur industriel y est

embryonnaire. L'émigration explose entre 1890 et la Première Guerre mondiale. Majoritairement en direction du continent, le midi de la France en général, Marseille et son quartier du Panier en particulier, et aussi à Paris. Une autre partie choisit l'exil temporaire, vers l'empire colonial naissant et ses débouchés dans la fonction publique ainsi que vers l'Amérique du Nord et du Sud, où les marins du cap Corse sont déjà installés, notamment au Chili, au Venezuela et en Argentine.

Venezuela, Cuba, Mexique… terres de cocagne

Les précurseurs du voyage crapuleux se nomment Louis Orsoni, dit Patate, ou encore François Albertini, dit le Fou, chef de la bande des Vingt et un de Saint-Jean.

Ce dernier s'installe au Venezuela vers 1907 et monte des maisons à Caracas et à Maracaibo avant de rejoindre ses collègues à Buenos Aires en 1912. Dans les années trente, le Fou devenu millionnaire se posera au Mexique. À l'origine, l'arrivée des Françaises au Venezuela tient du hasard. Voulant s'installer à Cuba – la route de La Havane a été ouverte par Sauveur Janello, dit le Noir, un ancien de Saint-Jean parti en 1907 et condamné à mort par contumace en 1908 – deux souteneurs corses embarquent avec leur gagne-pain. Malheureusement pour eux, les jeunes femmes sont refoulées à la douane et priées de réembarquer. Le capitaine les dépose à la première escale : La Guayra, au Venezuela. À Caracas, elles sont vite repérées par la colonie d'évadés qui hantent la ville et qui s'empressent de les prendre en main. Avec l'argent gagné, elles font venir leurs hommes.

Dans le sillage de Sauveur le Noir, une certaine Élisa est la première femme à s'installer à La Havane. Associée au chef de l'immigration, elle fait venir deux autres filles de Barcelone. Leurs hommes – Vincent le Borgne et Francis les Yeux-Bleus – s'associent alors avec des évadés de la Guyane.

À Mexico, c'est une fois encore les évadés du bagne qui tiennent le haut du pavé, pour la plupart des nervis marseillais. Les caïds locaux s'appellent Marius la Voix d'or et Jean le Tatoué. Anciens des cours d'assises, arrachés des « durs », ils imposent leur loi sur la colonie. Et tiennent la prostitution de luxe. Le gros des prostituées, elles, officient rue du Docteur-Ruiz et dans le quartier de la poste. Les portes vitrées de leur *crible* (petite chambre avec

pas de porte) sont peintes de petits drapeaux français. L'élite des voyous – Bibi la Loire, l'Oreille-Coupée, Gaëtan, dit le Vicomte de Jolibois, ou encore l'Allumette, concessionnaire de tous les *cribles*, et Raoul le Blond qui se retirera et achètera une boucherie – se retrouve au bar Salvin.

Les États-Unis ou la conquête de l'Ouest

La ruée vers l'or sud-américain est renforcée par l'arrivée des proxénètes d'Amérique du Nord. À New York, en Californie, tout comme au Canada, nombreux sont les bordels tenus depuis la deuxième moitié du XIXe siècle par des Hexagonaux. Dès 1848, migrants et voyageurs français se rendent en Californie et au Mexique. Les premiers truands suivent quelques années après. Profitant des ruées vers l'or successives, ils satisfont au plaisir des milliers de célibataires, qui se cassent le dos et se gèlent les pieds à ramasser des petits cailloux dorés. Aussi vite dépensés au bordel local.

Vers la fin du siècle, la moitié des filles s'arrête à New York. L'autre moitié poursuit sa route vers Boston et Chicago, sous la coupe de Maurice l'Oranais et, plus loin, vers l'Ouest. Cinq Français, dont Rapha le Boiteux, dirigent le business à San Francisco. Pour contrer les autorités du port, les femmes passent par le Mexique ou le Canada.

François Dejou est l'un de ces Californiens d'adoption. Né à Aurillac en 1853, il s'engage à dix-huit ans dans les zouaves, d'où il déserte pour s'exiler à Barcelone et devenir souteneur dans le Barrio Chino. Parti recruter une gagneuse à Perpignan, il est arrêté et condamné par le conseil de guerre à quelques années d'atelier de travaux publics. Direction Biribi. Sorti du bagne africain, il part finir son engagement au Bat' d'Af'. Et se sauve en 1885, pour gagner Barcelone, et s'embarquer pour San Francisco. De là, il rejoint le Brésil, après un circuit en Amérique du Sud et centrale. Rentré en France en 1920, sous une fausse identité, il repart en 1926 pour les Antilles françaises puis le Salvador où il exerce son métier de souteneur, la concession automobile qu'il avait montée à Paris ayant fait faillite. Enfin, en 1930, il rentre en France, à Brest, puis en 1933 s'installe à Rouen où il multiplie les cambriolages entre 1935 et 1937, depuis son quartier général du bar de l'Opéra tenu par Henri Vienne, dit les Petits-Pieds, un garçon rencontré au Panamá. Soupçonné en 1937 pour les cambriolages, il est finalement relâché. L'ancien pionnier a alors soixante-quatorze ans.

Mais à partir de 1910, les souteneurs ne sont plus les bienvenus aux États-Unis. Une campagne moralisatrice s'empare de l'Amérique progressiste, et déclenche une série d'enquêtes sur la prostitution. De 1911 à 1916, c'est l'hystérie collective. Les autorités arrêtent plusieurs milliers de proxénètes locaux et quelques Français comme Émile Chaillet qui convoie des filles jusque dans les bordels de Seattle. Chassés des États-Unis, les macs vont descendre vers le sud. Certains s'arrêtent à La Havane, d'autres à Maracaibo au Venezuela où l'on a découvert du pétrole, beaucoup vont à Buenos Aires.

La « remonte » ou la pêche aux filles

Après quelques années de rodage, le système est en place. À chacun sa tâche. Les hommes installés évitent de faire le voyage. Beaucoup sont en cavale. Ils écrivent au pays pour assurer le recrutement des nouvelles. On appelle ça faire la « remonte ». Des jeunes aux dents longues se chargent d'approvisionner les maisons d'outre-mer. Les Hommes vont à la pêche directement ou s'adressent à des bureaux de placement, les mêmes qui fournissent les enseignes de province. À Paris, les placeurs ou pour-voyeurs-courtiers se retrouvent dans une trentaine d'établissements (bars, tavernes, restaurants…) situés pour la plupart rue du Faubourg-Montmartre, mais aussi boulevard Saint-Denis, rue Montmartre, rue Saint-Martin, rue Blondel, boulevard Sébastopol. À Marseille, le roi des marchands de femmes se nomme Coco l'Algérien. Son concurrent direct est Momon des Carmes qui tient un bar quai de la Fraternité.

La grande majorité des filles sont consentantes. Ce sont des professionnelles qui voient là de quoi gagner rapidement leur retraite du pavé. Avec les gains faramineux, leur homme pourra acheter plus rapidement un petit commerce qu'elles tiendront : bar, mais aussi hôtel, bal et maison pour les plus belles réussites. L'objectif de tout proxénète. Nul besoin d'aller promettre à de jeunes artistes des tournées triomphales aux antipodes, les candidates sont assez nombreuses. Au début de la traite, certaines filles sont dupées par des agents artistiques peu scrupuleux ou des agences de placement en femmes de ménage et autres cuisinières. Les recruteurs fréquentent également les sorties d'usine et les bals à la recherche de chair fraîche. Mais très vite, ils se tournent vers les

affranchies. Pour les acheminer à destination, plusieurs voies sont possibles. La plus fréquentée passe par Barcelone.

Au début du siècle, les formalités sont réduites au minimum : pas de passeport, peu de contrôles. Mais au fur et à mesure que la répression s'accentue, toutes les ruses sont bonnes pour passer les contrôles. Les filles s'embarquent souvent seules et sont réceptionnées à l'arrivée. Les mineures, qualifiées de faux poids, sont munies de faux papiers ou voyagent clandestinement dans les soutes, les conduites d'air… Avec la complicité de membres d'équipage.

2.

Tous les chemins mènent au tapin

L'Égypte, porte de l'Orient

D'autres destinations accueillent les filles de France. À la fin du XIXe siècle, l'Égypte est l'autre grande place de la prostitution internationale. S'y retrouvent Russes, Roumains, Italiens, Grecs, Autrichiens, Maltais et bien sûr Français. Avec la guerre de Sécession américaine en 1863, qui tarit la production de coton sudiste, les récoltes égyptiennes connaissent un essor formidable. La ville d'Alexandrie devient une importante place commerciale et le premier port de la Méditerranée en 1870.

Alexandrie est alors la plaque tournante du trafic de femmes en Orient. Un commerce qui n'est pas interdit par la loi égyptienne. Du coup, tous les trafiquants s'y retrouvent. Les Européens y convoient leurs filles, lesquelles atterrissent dans les mains des grossistes égyptiens qui traitent avec les marchands orientaux. Elles partent pour le Bosphore, Beyrouth mais aussi pour Bombay, Singapour, Saigon, Shanghai… En arrivant, elles sont formées quelque temps sur les rives du Nil avant de rejoindre leur affectation. À Alexandrie, Honoré le Fou est l'un des pionniers français. Il se charge de réguler les envois de filles pour la saison touristique. Comme ses collègues, il est implanté dans le quartier réservé, le Guenehah, rendez-vous de toute la pègre méditerranéenne. Un peu partout se dissimulent des maisons de passe clandestines, dans les rues Galice-Bey, Missale, Pereira… Les marins de toutes nationalités s'y pressent pour profiter des filles d'amour. Au Caire, c'est dans le quartier de Fish Market que l'on rencontre des Marguerite et des Marcelle. Les trois secteurs de Ezbekiek, Clot Bey et Wagh Berka forment le quartier des escaliers. De chaque côté des rues reliées par des marches de pierre, se tiennent les petits bordels ouverts sur le défilé des passants. Quelques bars, dont le Moulin-Rouge, offrent de l'ombre aux maîtres de ces dames.

Klondike, Australie, Transvaal… l'aventure c'est l'aventure

En marge de ces destinations vedettes, d'autres aventuriers se risquent dans des contrées plus lointaines. Eugène, un Parisien, a choisi le Klondike, dans la froide Alaska. Au milieu des placers, il abat des arbres, qu'il débite en rondins pour ériger une cabane. À l'intérieur sa femme et ses deux « assistantes » reçoivent les chercheurs d'or. Eugène trône à l'entrée derrière un comptoir de bois et encaisse les pépites d'or. Il y gagne le surnom d'Eugène le Forçat. Un autre, Charlie de Marseille, fait flotter le drapeau français sur le toit de son bordel.

Pilote le Tatoué, après avoir fait les Amériques, est le premier à s'installer en Australie. En 1900, à l'âge de quarante-cinq ans, ce dur de dur, ancien Bat' d'Af, se pose à Melbourne avec sa femme et une fille d'amour (sorte de doublard). La première meurt et la seconde lui est ravie par un éleveur local. Tentant de la reprendre, il est condamné à un an de prison pour traite et à l'issue de sa peine rembarque pour l'Argentine d'où il rentre définitivement en 1912.

Nez-Pointu et son comparse Georges le Cuirassier approvisionnent, eux, le Japon et l'Afrique du Sud. Dans ce pays, l'essor des mines du Transvaal et la forte présence de soldats anglais offrent un nouveau marché à l'amour tarifé. À Johannesburg, en 1896, on compte deux hommes blancs pour une femme blanche et dix noirs pour une noire. En 1900, les autorités recensent plus de mille prostituées européennes, arrivées de fraîche date avec leurs deux cent cinquante souteneurs depuis les ports anglais de Southampton et de Portsmouth. D'abord cantonnées aux grandes villes, elles battent le pavé de Durban, East London, Port Elizabeth, Capetown, où prostituée se dit alors *french girl.* Jusqu'en 1899, les filles arpentent Alderley Street mais, harcelées par la police, elles se réfugient en maison. Dès 1895, elles envahissent l'intérieur du pays à la faveur de l'installation du chemin de fer pour relier les mines. Nombreux sont les macs français de New York à débarquer alors. Ils ont suivi les souteneurs juifs new-yorkais, dont le fameux Joe Silver, arrivé de Londres en 1898. Ce dernier fonde le Club américain, qui regroupe ses congénères et défend leurs intérêts. Chez les Français, c'est Georges le Cuirassier, un costaud proche du Club américain, qui prédomine. Il va chercher les filles jusqu'à Vladivostok pour accompagner l'immigration d'origine asiatique. Son vieux commis Nénesse le Riche se charge de convoyer les femmes à coups de trique et à bon port.

D’autres fournisseurs se partagent le marché sud-africain : Paul Pompier, qui finira dans la misère après avoir flambé au jeu, Hayum, dont la femme Sarah Bach a tenu des maisons en Australie, au Transvaal, à Johannesburg, et à Paris au 3, rue Laferrière, établissement qu’elle a vendu en avril 1900 pour en ouvrir un au Cap. Ou encore leur associé Beaucourt, directeur de music-hall à Rio avant de s’installer au Cap en 1901, et le vieux Télé, au nez rongé par la maladie, qui finira vendeur de billets sur les boulevards ; Champagne, habillé comme un clergyman, qui deviendra tenancier au Luxembourg ; et aussi Jean la Tête d’argent qui, une fois revenu, acheta une maison rue Saint-Laurent à Nîmes et tua un proxénète trop gourmand de deux balles dans la tête. À vingt ans, Jean la Tête d’argent poussait une charrette à bras pour vendre du sable des rivières aux cafés de Paris. Aventurier dans l’âme, il quitta son dur labeur pour exercer ses talents de traitant au Transvaal aussi bien que dans les Balkans, en Turquie ou à Port-Arthur.

Le gros Arthur D., dit l’Édredon, ravitaillait lui une maison close de Johannesburg tenue par une Française, la dame Boisgontier. En parallèle, pour s’attirer les bonnes grâces des agriculteurs protestants, il publiait une feuille religieuse remplie de cantiques. Durant la guerre du Transvaal (1899-1902), il vend des munitions et des armes aux Sud-Africains et espionne pour le compte des Anglais. Après son arrestation pour deux faux poids embarqués au Havre, il se retire dans le centre de la France et propose sur les marchés des paquets de foin haché sous l’étiquette « thé du Transvaal ».

Mais la prostitution en Afrique du Sud n’a jamais été une industrie stable. Les multiples campagnes abolitionnistes qui émaillent le tournant du siècle rendent les affaires difficiles. Et en 1906, une enquête administrative épure le milieu de la prostitution, chassant définitivement les souteneurs étrangers dont les départs s’étalent jusqu’en 1910.

L’empire colonial des bordels

En Afrique du Nord, où les Corses sont fortement implantés, c’est la Tunisie qui offre les meilleurs débouchés. À Tunis, le quartier réservé est divisé en trois secteurs. Dans la rue Sidi-Abdallah-Guèche, les Européennes travaillent seules dans des petites boutiques. Rue El-Mektar s’alignent les traditionnelles maisons closes tandis que la médina est le champ clos des

prostituées indigènes. La rue Sidi-Abdallah, large de deux mètres, propose des deux côtés de l'artère ses magasins ouverts la nuit. Là, devant les filles qui attendent en silence sur le pas de leur porte, déambulent les soldats de l'armée d'Afrique : joyeux, tirailleurs, zouaves, etc. Mais la saison venue, tout comme à Alger, les entrepreneurs pourvoient également aux besoins des touristes en important des nouvelles de Paris. Les hommes, eux, attendent au bar Napoléon, derrière la porte qui ouvre sur le quartier réservé. Aux côtés des bordels de Tunis et d'Alger, dont le quartier réservé se tient au pied de la Casbah et où les Corses ont investi, nombre de petits établissements – comme à Mareth et à Tataouine en Tunisie – parsèment le territoire (partout où sont les casernes), accueillant chacun leur lot de Françaises. Sans compter les bordels militaires de campagne qui suivent la troupe en manœuvre.

Après la Première Guerre mondiale, au temps du protectorat, Monsieur Robert, lui, règne sur les établissements de Syrie, du Liban et du djebel Druze. Chargé par un général d'organiser le soulagement des troupes, il ouvre dix-huit établissements avec deux cents femmes – indigènes et Françaises – à Alep, Damas, Beyrouth, Tripoli, Hama et Hems. Les prostituées peuvent y entrer dès l'âge de douze ans…

Seuls le Maroc et le Sénégal sont à peu près préservés. Pour une simple raison : la loi interdit aux placeurs d'y exporter des femmes. En théorie…

En revanche, les colonies d'Extrême-Orient n'échappent pas à la prostitution.

Les Françaises travaillent dans les trente-deux bordels de Saigon, situés dans les rues Marchaise, d'Ayot et Boresse. À Haiphong, six maisons se partagent la clientèle du quai de Canton et du boulevard Chevassieux. À Phnom Penh, les établissements japonais, cambodgiens et annamites sont au nombre de vingt-trois.

Pour atteindre l'Asie, deux routes s'offrent aux filles. L'une faite d'étapes : Alexandrie, Beyrouth, Istanbul, l'autre, directe, à destination de Saigon, capitale de l'Indochine française, et de sa rue Catinat où Corses et Parisiens tiennent leurs assises. Dans tout le pays, ils sont une quarantaine à officier. À Hanoï, au Tonkin, les souteneurs sont surnommés les Hommes du Belvédère, du nom de l'hôtel qu'ils fréquentent.

Dans les colonies, nombre de truands corses se défendent. Il faut dire que la Corse se classe en tête des départements pour son immigration coloniale. La fonction publique est l'un des rares débouchés possibles pour améliorer

le statut social des insulaires. Sur place, ils forment une communauté soudée – plus encore que sur l'île où le sens du clan et de la famille est déjà important – qui perpétue les traditions du pays. Dès le départ, les migrants sont placés outre-mer par le système clanique grâce à l'homme politique local, au clientélisme et aux réseaux familiaux, dynamisés par la crise économique. Les nouveaux arrivants sont pris en charge par les structures d'entraide et les amicales corses. Les voyous ne sont donc pas en terre inconnue.

Londres, le plus grand lupanar du monde

Mais bien avant de tenter la grande aventure au-delà des mers, la pègre française s'est déjà fait les dents à l'export. Depuis 1875, les truands de l'Hexagone ont investi Londres et ses quartiers à filles du West End : Piccadilly Circus, Mayfair, Soho, etc., le coin des théâtres, des music-halls et des restaurants, bref, des plaisirs.

Londres est à l'époque surnommé « le plus grand bordel du monde ». L'Angleterre victorienne baigne dans l'hypocrisie. Si elle condamne officiellement la pratique, elle la justifie officieusement par le concept de « double standard ». D'un côté, la vertu et la famille incarnées par l'épouse dévouée, de l'autre l'instinct et le plaisir assouvi par la prostituée. Depuis la fermeture des maisons en 1886 – dès 1875, l'Angleterre fut le premier pays au monde à prôner l'abolitionnisme sous l'impulsion de Mme Buttler, femme de pasteur –, la prostitution se pratique dans les *flats*, des appartements qui abritent une fille et sa gouvernante. Cette dernière est une ancienne fille soumise, bilingue, qui aide l'autre dans son commerce. Une fois installée, la fille de joie fait la tournée des bars et restaurants de son quartier, laissant derrière elle son adresse et quelquefois une photo. Ensuite, il ne reste plus qu'à attendre le client. La fin de la prostitution cloîtrée place les filles sous la coupe des souteneurs locaux. Peu doués, ils sont bientôt évincés par les Français, les Belges, les Maltais…

D'abord installés à Brighton, sur la côte sud, investissant cafés et petits hôtels, les proxénètes français sont ensuite remontés jusqu'à Londres pour coloniser Soho. Dès 1880, la communauté s'implante. Les professionnels viennent « en remonte » à Paris pour s'approvisionner ou bien confient leurs intérêts à Francisco, l'un des meilleurs pourvoyeurs du faubourg Montmartre. Ce dernier fournit également Birmingham, New York et

Chicago. Certaines Françaises travaillent dans la rue. C’est le cas des filles de la bande des Ternes. Cette dernière, responsable d’une cinquantaine de cambriolages d’appartements et d’hôtels particuliers dans les quartiers du parc Monceau et de l’Étoile, fait tapiner ses femmes autour de Leicester Square.

Auguste le Barbu, un ancien fort des Halles qui avait fait partie de la Commune et qui s’est réfugié à Londres en 1871, reçoit ces promeneuses dans les chambres de sa maison, qui sert également de quartier général à la pègre française, tout comme les cafés l’Étoile ou Delmonico. Parmi les habitués, Renard, cambrioleur et souteneur parisien dont le surnom londonien est Grosse-Tête, et son frère, Gros-Cul, qui s’est installé après avoir été expulsé de Bruxelles.

Au tournant du siècle, les Français sont solidement implantés. Un certain Dominique, dont le bureau est le café le Caveau algérien, rue du Faubourg-Montmartre, a pris la relève et expédie les femmes de l’autre côté de la Manche. Aucune formalité à accomplir, pas de passeport ni de visa à obtenir, seul le prix du bateau est à acquitter. Sur place, les filles sont réceptionnées dans les quartiers généraux de ces messieurs, le Café algérien à Dean Street, et le bar Franco-belge à Wardow Street. Le premier réunit une faune interlope : évadés, recherchés, souteneurs… Les caïds s’y rendent entourés de leurs équipes de « bouledogues », les gardes du corps. Les nouveaux maîtres du pavé londonien s’appellent Théo de Montparnasse, qui tua en 1908 Auguste Polly, dit le Dénicheur (rendu célèbre par la valse de Daniderff), sur le boulevard de Clichy(3). Condamné aux travaux forcés à perpétuité, il meurt en s’évadant de la Guyane. Ou encore Charlot Mandoline, Charlot le Balafré, Georges et René le Havrais…

On rencontre également ces messieurs dans Old Compton Street, au café Frascati tenu par un ancien bistrotier de la rue Lepic à Montmartre, au Helvetia Bar, au Suisse, à l’Amiral Duncan, aux Petits Oiseaux. La rue abrite également l’hôtel de Dieppe, tenu par M. Dumas et dans lequel officie sa femme.

Mais, surtout, cette artère abrite l’une des pires bandes du Milieu français, l’équipe de fer du Grand René Lambert, dit René de Londres. Après leur fuite parisienne en 1911, René et sa bande réitèrent leurs prétentions à Londres. Ici comme à Paris, ils comptent racketter les maquereaux, faire de la « reprise individuelle » comme on dit à l’époque. Dans la capitale anglaise, des durs de durs viennent grossir les rangs : Dédé de Dunkerke,

Zizi l'Algérien, Bibi la Gloire, Coco la Vache, Albert l'Arabe, Mimoun les Beaux-Yeux, Max le Rouge… Ce dernier, Max Kassel, dit le Rouquin, puis le Rouge, débarque en 1907 après s'être fait la main à Paris. Anvers et Bruxelles. Aidé de deux comparses, Georges Nez-Fin (mort fou à Londres en 1919) et Max Chaussettes, il oblige les receleurs à accepter ses marchandises au prix fort (à la suite d'un conflit avec Auguste le Dragon, il part pour Buenos Aires puis Montréal et enfin revient à Londres où il meurt assassiné en 1936).

Certains sont eux-mêmes souteneurs, d'autres ne pratiquent que la reprise : ils débarquent dans un *flat* comme clients et embarquent les économies de la dame. Son homme n'a plus qu'à s'adresser à l'équipe de fer pour les réclamations… Les souteneurs ont bien tenté d'éliminer l'équipe, mais sans succès. Un soir de 1912, la confrérie des spoliés dépêche des porte-flingues dans Old Compton Street, mais seul Zizi l'Algérien écope d'une balle dans l'épaule. Finalement, après le braquage de Ladouce, un « Américain » en remonte qui transite par Londres, l'équipe est convoquée par la communauté des proxénètes. Parmi les diverses nationalités représentées – Maltais, Allemands, Polonais… – les Français ont envoyé comme émissaires Antonio Castanero et Charlot Balada qui tiennent un club de danse dans le West End et qui régneront – avec d'autres – sur le Milieu londonien jusqu'à la fin des années vingt. L'affaire s'arrange – Ladouce a volé la femme d'un voyou à Paris – et l'équipe de fer pressée par la police regagne Paris en 1916. René Lambert meurt en 1923 d'une phtisie. À ses obsèques, au cimetière de Bagneux, tout ce que le Milieu compte de caïds est présent.

3.

La grande guerre
ou le temps des bonnes affaires

2 août 1914, mobilisation générale. La Première Guerre mondiale est déclarée. Les gars du Milieu s'interrogent : faut-il prendre la route de l'exil ou partir la fleur au fusil ? Habitués de la cavale, animés d'un sens chique relatif, nombre de ces messieurs choisissent la première solution. Empruntant les routes classiques, ils s'embarquent pour l'étranger : Parisiens comme Marseillais gagnent le Barrio chino de Barcelone ou Buenos Aires avec une ou deux filles. D'autant que dans les premières semaines, les affaires sont difficiles. Les sept mille prostituées inscrites sont inquiètes. Vont-elles être parquées dans des camps spéciaux hors du camp retranché de Paris comme en 1870 et astreintes à des tâches laborieuses ? La plupart des filles désertent le coin de trottoir pour se réfugier chez elles. Certaines essaient de se rapprocher des dépôts de province où leurs hommes ont été convoqués avant de rejoindre le front. À l'annonce de l'avancée des Allemands vers Paris, ces dames partent se réfugier dans le Midi et le Sud-Ouest. La majorité des maisons de la capitale ferment leurs portes. Seuls quelques établissements continuent de tourner avec un personnel restreint : deux ou trois femmes au lieu de la quinzaine habituelle. Puis la bataille de la Marne arrête l'avance teutonne et rassure les populations.

La belle vie à Paris

À l'automne 1914, maisons closes et maisons de rendez-vous rouvrent timidement leurs portes. Monsieur Maurice, lui, s'est refusé à fermer. Ses quatre filles n'ont pas cessé d'accueillir les rares clients du Panier fleuri, à l'angle du boulevard de la Chapelle et de la rue Caillé. Maurice a acheté le bordel en 1910. Fils d'Auvergnats, il a gravi les échelons de la pègre durant la Belle Époque. Officiellement, il a été aide-machiniste dans un théâtre avant de devenir ordonnateur des cérémonies pour une compagnie de

pompes funèbres. En 1910 donc, il emprunte 1 200 francs à Loulou, patron rue Grégoire-de-Tours, pour acheter le Panier fleuri alors à vendre. Il transforme la maison basse au toit de zinc et aux allures de bouge en lupanar propret avec toit neuf et plancher de sapin. En 1914, Maurice est mobilisé dans les services auxiliaires. Il achète une moto, se met à la disposition du gouvernement général de Paris, et devient l'estafette d'un général. Un an après, il est réformé et se consacre entièrement à la bonne marche de son commerce, lequel, comme les autres maisons, redevient prospère dès 1915.

Cette année-là en effet, les affaires reprennent à Paris. Le conflit se prolonge, d'autres armées entrent en lice. Les soldats français et étrangers investissent la capitale : permission de détente, blessés convalescents…

La prostitution explose. Dès 1916, les maisons parisiennes engrangent à nouveau les bénéfices. Pour les quelques macs restés à Montmartre, c'est la belle vie. Ils font bombance dans leurs repaires : au Cyrano, au café de la place Blanche, chez Léon, rue Lepic, à la Muse, rue de Douai, à la Kermesse, rue des Abbesses… L'été, ces messieurs se rendent chez Louis Miquel, un souteneur réputé qui tient une guinguette à Villeneuve-Triage. Au programme : pêche et vélo la journée, poker et filles d'amour le soir. Le dimanche, Louis fait dancing sur le parquet ciré installé à l'extérieur. Et Mimile Vacher fait tourner les couples. On y rencontre le gratin : Edmond Saureau, patron rue Blondel, Albert Marquant, le joueur Albert le Girond, Jean de Belle ville et le petit Mustapha qui partiront en Amérique, Maryland qui deviendra taulier rue Laferrière, l'Algérien Albert le Zouave, Miroir qui pousse la chansonnette de sa voix puissante, Lazare qui fait bosser une dizaine de filles, Gilbert qui a survécu au coup de couteau que Georges l'Anglais lui assena lors d'une partie de belote et devint patron à Lille après-guerre, Jésus qui mourra poitrinaire…

Et aussi Coco Lacet, qui avant-guerre était vendeur de lacets ambulants. Devenu souteneur dans un Pigalle déserté, il traîne aux courses et fait la connaissance d'un lad d'une grande écurie. Introduit, le jeu lui sourit. Il achète un cheval, puis un deuxième. Après quelques succès, il fait le book pour ses copains proxénètes.

Les combattants de l'amour tarifé

Les meilleurs coups ne se font pas dans la capitale. L'argent, le gros, il faut aller le chercher dans la poche des soldats, à l'avant et dans les camps. Sous les bombes où meurent parfois les filles et dans les villes de garnison.

L'appât du gain attire les Hommes. Certains remontent de l'arrière, investissent et font rapidement fortune. Comme Auguste le Rabouin, qui deviendra le plus grand taulier de France après-guerre et dont nous reparlerons plus tard. Mais aussi Rossi, qui monte un bordel à Châlons-sur-Marne, Octave qui exploite deux maisons à Nantes et à Brest…

Les « Américains », hommes du Voyage qui ont déjà l'expérience du patronat, se gardent bien de rentrer en France et d'investir les fortunes faites outre-Atlantique. Histoire d'être en règle pour la suite, certains arrivent à se faire réformer sur place avec l'aide de médecins complaisants, agréés par l'ambassade. Avant la déclaration de guerre, une poignée d'entre eux sont pourtant déjà revenus en France, bien malgré eux et scandalisés après la fermeture des maisons de Buenos Aires en 1912, décrétée par le conseil municipal. Parmi les expropriés qui tenaient les plus belles enseignes de la capitale argentine, beaucoup sont ruinés : Laurent, soixante-douze ans, homme estimé, pris en charge par les tauliers de Paris qui lui assurent une rente mensuelle jusqu'à sa mort en 1925 ; Damiani le Corse, âgé alors de soixante ans… Difficile aussi d'investir pour ceux qui sont en délicatesse avec la justice, comme la Glue, évadé des « durs » (les travaux forcés) qui débarque à Bordeaux avec des faux papiers et qui fera carrière après-guerre en Allemagne…

Georges Pratt est l'un des rares de la fournée 1912 à investir. Parti de Marseille en 1902, il a depuis économisé une belle somme. En cure pour ses varices à Bagnoles-de-l'Orne, il se met en tête de créer un casino pour la riche clientèle étrangère. Associé aux notables locaux qui ignorent son passé, il inaugure son casino en grande pompe le 12 mai 1914. Mobilisé quelques mois plus tard, il est finalement fait prisonnier. Son casino est transformé en hôpital. À la fin de la guerre, ruiné, Georges vend ses parts et rembarque avec deux gagneuses à destination de Buenos Aires. Au moins est-il arrivé à bon port. Plus chanceux que le Gros Pépé de Saint-Ouen, parti en 1915 de Santander avec la femme d'un ami à destination des Amériques, et coulé avec le *Sussex* par un sous-marin allemand.

Les premiers pas de Maurice Jalabert

Parmi les voyageurs, quelques hommes d'affaires avisés ont flairé le bon coup. Dont Maurice Jalabert, futur patron du Chabanais, considéré dans les années trente comme l'une des plus belles maisons closes du monde.

À la Belle Époque, Maurice a fait le voyage de Londres. Mais ses deux femmes n'ont pas supporté le climat et après deux ans d'activité en dents de scie, Maurice a jeté son dévolu sur Montréal. Au Québec, les recettes escomptées ne sont pas au rendez-vous. Il s'enfonce alors vers l'Alaska où il trouve le filon. Les chercheurs d'or et autres trappeurs vivent de longs mois isolés, sans distractions. Alors quand Maurice leur présente ses deux filles de vingt ans… c'est la fortune assurée en peaux de renard, de loutre et autres pépites d'or. Les gains, mis à l'abri tous les quinze jours, ne sont que bénéfices. Maurice n'a ni loyer ni condé…

En 1914, des liasses plein les poches, il rentre en France et achète une vieille tolérance à Calais. Après l'avoir retapée, il y installe trois filles. Bingo ! Calais est le centre de rassemblement des troupes étrangères. Anglais, Canadiens puis Américains laissent leur solde à Maurice. La maison compte bientôt une quinzaine de pensionnaires qui tournent toutes les six semaines. Un arrêté ministériel interdit en effet aux femmes de demeurer plus longtemps dans une même maison, sous peine de fermeture de l'établissement. Non pas pour se reposer des soixante clients quotidiens, mais pour empêcher celles-ci de relever les numéros des régiments et suivre les mouvements de troupe. En fonds, Maurice achète ensuite à Saint-Omer, puis s'associe avec le Rabouin et crée plusieurs petites boîtes à l'arrière. Qu'il fermera à l'armistice pour acheter le Chabanais en association avec un Voyageur rentré au pays, François Aitelli, dit Tché-Tché.

Et puis il y a la cohorte des voyous partis aux combats. Ceux qui, assoiffés d'action, se sont engagés, et les autres, qui ont répondu à l'appel. Versés dans des corps combattants, ils sont nombreux à tomber dans les tranchées. La plupart, anciens joyeux, retrouvent le bataillon d'infanterie légère d'Afrique. Ceux du 1er Bila combattent au Maroc jusqu'en 1918, tout comme leurs potes du 4e. Les bataillonnaires affectés au 2e et au 3e connaissent, eux, les joies de la guerre en métropole. En novembre 1914, les gars du 2e embarquent à Casablanca, et connaissent Verdun en 1916. Rembarqués en janvier 1918, ils se battent jusqu'en novembre au Maroc. Ceux du 3e sont affectés au nettoyage des tranchées de 1914 à 1918. Le bataillon de marche devient célèbre pour ses coups de main et ses actions de nuit. En 1918, il est à Reims, avant de rentrer à Casablanca à son tour.

Entre-temps, au printemps 1918, les Allemands ont de nouveau menacé Paris, cette fois avec leur grosse Bertha. L'heure est aux restrictions. Il n'y a plus de lumière, les rues sont sombres pour économiser le charbon, les cafés et les restaurants ferment à neuf heures. Il est interdit de servir de l'alcool aux filles et aux militaires. Mais, cette fois, les bordels continuent de tourner. On vient y boire en cachette, derrière les rideaux tirés, et les habitués continuent la fête dans les abris lors des alertes.

En novembre 1918, l'armistice est signé. Mais pas la fin des conflits. À Montmartre comme à Marseille, les souteneurs doivent affronter la concurrence des déserteurs noirs américains qui jettent leur dévolu sur les filles. Tout comme l'avaient fait, deux ans auparavant, les joyeux en transit au fort Saint-Jean, à deux pas du quartier réservé de Marseille. Pendant quelques mois, les truands en uniforme vont défier leurs confrères civils dans les ruelles du quartier réservé.

Mais tous ces désagréments vont vite s'effacer. En 1921, une première amnistie blanchit les condamnés militaires. Biribi est vidé de ces insoumis et autres déserteurs malchanceux. En 1925, c'est au tour des déserteurs tout court d'être amnistiés.

TROISIÈME PARTIE

LE MILIEU ENTRE EN SCÈNE (1919-1939)

Avec les années vingt s’ouvre une ère de prospérité pour les truands.

La Première Guerre mondiale va révolutionner la pègre. En la faisant basculer définitivement, à l’image de la société, dans la modernité.

Les terreurs à casquette ont disparu dans la tourmente. Les Hommes du Faubourg, les trafiquants, minoritaires à la Belle Époque, deviennent le modèle du Milieu. Durant la première décennie, une nouvelle pègre se profile, qui s’installera définitivement dans les années trente. Les attributs du marlou laissent progressivement place aux costumes, aux pompes bicolores, aux feutres, aux villas et aux voitures. Ce Milieu, composé de voyous trop jeunes pour avoir connu la guerre, et d’anciens passés au travers, s’adapte à son temps. Le travail à la dure disparaît, laissant place au trafic de toutes sortes : came, armes et, de plus en plus, chair humaine.

1.

Le deuxième souffle de la traite

Au lendemain de la grande boucherie, la pègre doit se réorganiser. Heureusement pour elle, elle va connaître sa deuxième ruée vers l'or. Une fois encore avec la traite des Blanches.

À l'ombre des pyramides

C'est d'abord l'Égypte qui offre les débouchés les plus florissants. À la fin des années dix, Alexandrie et Le Caire abritent une importante communauté de hors-la-loi français. Parmi eux, deux personnages qui deviendront les patrons de Marseille et qui font là leurs premières armes, Paul Carbone et François Spirito, avec leurs femmes respectives : Marcelle, dite Lola, et Angèle, dite Nina. Le duo officie dans l'ombre d'Honoré le Fou. Autour du doyen des souteneurs français, ils sont nombreux à se répartir le gâteau, comme Dominique Paoleschi, futur caïd de Marseille. Né à Sartène en Corse en 1899, le Beau Doumé fait ses classes en 1919 dans la marine. Il en rapporte un certain goût de l'aventure et une belle collection de tatouages qui lui couvrent le corps. En sortant de la royale, comme ses deux frères aînés, Dominique s'installe souteneur à Marseille. Histoire d'arrondir ses fins de mois, il expédie sa Cornélia au Palmier à Tunis. Averti par un copain bastiais qu'un certain Angelo le Sicilien le double en ramassant une partie de la comptée à sa place, Dominique s'embarque et lui règle son compte à coups de revolver. De là, il s'enfuit en Égypte. En 1929, la cour d'assises de Tunis le condamne à mort par contumace. Au Caire, il installe Cornélia, bientôt rejointe par deux autres gagneuses. Dénoncé par un jaloux, en 1930, il est extradé vers la France pour y répondre du crime d'Angelo. Il est acquitté pour folie et envoyé dans un asile d'où il sort quelques semaines plus tard. Et entame une belle carrière sur le continent.

Dans les années trente, les autorités d'Alexandrie ferment la plupart des maisons de passe clandestines. Dans le quartier réservé de Guenenah, en

remplacement de la centaine de boutiques qui occupaient les quatre cents maisonnettes, elles installent une centaine de blocs qui abritent deux magasins sur chaque face. Propres et fonctionnels.

Aux côtés des filles, une nouvelle source de revenus fait son apparition, la drogue. L'Égypte est alors le royaume des stupéfiants : haschich du Liban et de Syrie, opium de Chine et d'Istanbul, tous les psychotropes sont disponibles sur les bords du Nil. La consommation locale augmente sous l'effet des importations massives. Depuis la fin du XIXe siècle, l'Égypte est une plaque tournante, mais, à partir des années vingt, avec l'augmentation de la consommation en Occident, le trafic explose. Entre-temps, nombre de proxénètes français ont été expulsés. Colonisée par les Anglais en 1882, protectorat de la Couronne depuis 1914, l'Égypte est secouée par des émeutes à partir de 1919. En 1922, le pays accède à l'indépendance. Peu après, le gouvernement prend des mesures pour expulser les marchands d'amour – qui reviendront moins nombreux dans les années suivantes. Mais ces derniers ont eu le temps de nouer des contacts avec les trafiquants locaux qui, dans les années à venir, approvisionneront en drogue les truands français, et notamment marseillais. Nombre des reconduits à la frontière se tournent alors vers Londres, qui connaît depuis 1920 – grâce à un taux de change très avantageux de la livre, et à la faible distance de Paris – un nouvel engouement.

À eux les petites Françaises

Mais, devant l'afflux de souteneurs français, les lois ont changé depuis le début du siècle. Pour envoyer des femmes sur le sol anglais, il faut maintenant un passeport en règle. En 1922, pour contourner la législation, les proxénètes concoctent pour leurs dames des mariages blancs avec des sujets britanniques. Seule solution pour une Française qui veut recevoir à domicile. Ces messieurs s'arrangent de temps en temps avec des maires de leur connaissance pour célébrer ces unions.

L'un des truands à l'origine de ce système s'appelle Angelo Galboni. Il est de ceux qui ont suivi la route de l'exode d'Égypte à Londres. Italien, né en 1894, il a grandi à Nice puis à Marseille. Petit, trapu, vif et rusé, il ne tarde pas à se faire une réputation rue Bouterie dans le quartier réservé, alors dominé par un de ses compatriotes, Donato. Un soir, Angelo essuie une fusillade et ramasse une balle dans l'avant-bras. Direction Milan pour

se mettre au vert dans l'importante communauté des souteneurs français. Ses filles travaillent dans le quartier de la pègre, porte Chinoise. De là, il se rend au Caire d'où il est expulsé avec ses collègues. Passage par Paris où il tient ses assises à Anvers (boulevard Rochechouart), dirige une partie de faro chez Monin aux Halles et fait travailler trois filles dans une célèbre maison de la rue de Hanovre. L'opportunité anglaise s'offrant à lui, il prend le chemin de Londres en s'arrêtant au passage à Boulogne-sur-Mer et Folkestone. Arrivé à Londres, il retrouve des amis de jeunesse : César le Niçois, Raymond le Boxeur, les frères Gory… Ses relations lui trouvent un *flat* où installer une fille. Mais, chassée par la police qui traque les proxénètes français, elle propose ses charmes pour une demi-livre dans Regent Street et Oxford Street. Pendant ce temps, Angelo l'attend dans un bar : au Perroquet bleu. Pour compléter les gains du trottoir, il s'installe bookmaker et hante les champs de courses de New Market. Angelo s'essaie également au métier de pickpocket et s'acoquine avec des receleurs juifs du taudis de White Chapel. Mais rien n'égale les revenus du pain de fesses en appartement Pour contourner la loi, Angelo et ses acolytes mettent alors au point la technique du mariage blanc. Lorsqu'ils attendent une cargaison de femmes, les trafiquants font la tournée des bouges du port à la recherche de marins au chômage. Pour quelques livres, ces derniers se marient l'après-midi même avec des Françaises inconnues qu'ils ne reverront jamais. La technique est bonne : Angelo mourra riche à Londres en 1964.

Raoul de Soho, lui, monte une agence matrimoniale. Arrivé en 1918, à l'âge de vingt ans, il est pris en main par un certain Pierre alors qu'il s'essaie comme souteneur à White Chapel. Pierre, dont la femme Germaine travaille à Piccadilly depuis quinze ans dans un appartement de rendez-vous, finira tenancier à Saint-Malo. Raoul industrialise le système des mariages blancs. Il loue un bureau dans Kemp Road, près de Queen's Park, et recrute des rabatteurs qui recherchent clochards, ivrognes, chômeurs… Raoul s'enrichit, achète deux pubs sur Dean Street et Charlotte Street ainsi qu'un salon de thé sur Shaftsbury Avenue. Il ouvre une succursale de son agence à Amsterdam, en association avec Maurice le Russe, trafiquant de stups. Fortune faite, il envoie sa femme Jenny, une Anglaise, tenir une maison au Cap, en Afrique du Sud. Sa carrière est brutalement interrompue par une balle, un soir à Londres.

Casimir et Charlot, deux caïds de Londres

D’autres grands seigneurs règnent sur la capitale anglaise. Le plus célèbre d’entre eux est sans doute Casimir Micheletti. Né en Algérie, il est issu d’une famille respectable. Ses parents sont commerçants et deux de ses oncles des hommes politiques réputés du département d’Afrique du Nord. Micheletti commence sa carrière en Amérique du Sud avant de revenir s’installer à Londres. Là, il s’associe avec un colosse nommé Charlot Balada, un autre Algérien arrivé à la Belle Époque. Ce dernier a également une excellente réputation dans le Milieu, aussi bien à Montmartre qu’à Piccadilly.

Parti simple soldat en 1914, il est après la Marne versé à sa demande dans l’aviation. Revenu décoré, il fête ses médailles au restaurant Pagès, rue du Faubourg-Saint-Martin, avec quelques confrères célèbres et leurs dames. Puis reprend rapidement son métier de souteneur. Et repart donc pour la capitale anglaise. Ses trois filles lui assurent alors une rente confortable.

Il meurt abattu en 1927. Casimir Micheletti, qui gagne beaucoup d’argent à Tunis, Londres et en Amérique du Sud, a la parole facile. Un soir, dans un cabaret londonien, Berthier se plaint de lui. Balada, présent, prend sa défense. L’autre, pris de panique, tire… Berthier reconnu irresponsable prend le chemin de l’asile avant de s’enfuir en Afrique, une fois libéré. Micheletti, chanceux, échappe à de nombreuses vengeances. Un soir, à la sortie d’un cercle de jeu clandestin, une querelle l’oppose à Dédé, un danseur mondain patron de bar. Micheletti lui doit de l’argent, il lui propose de l’emmener en taxi. L’autre refuse, se fait traiter de dégonflé et… lui tire deux fois dans la poitrine. La première balle est déviée par la boucle de la bretelle, la seconde par le porte-cigarettes en argent. Depuis l’Algérien sort avec un journal plié en quatre dans lequel il glisse un 7.65 parabellum. Mais autour de lui, c’est l’hécatombe. Les caïds londoniens se déciment entre eux. En septembre 1929, au Palmier, place Blanche, l’un des frères Gory accuse Eugène Gode de le traiter d’indic. Il lui tire dessus et tue Albert l’Algérien, également attablé avec eux. Gory est lynché par la foule et meurt dans un sanatorium, mal remis de ses blessures. Gode tombe deux mois plus tard alors qu’il s’est réfugié à Tunis. Dans le quartier réservé, on le retrouve avec une baïonnette de tirailleur plantée entre les épaules. Enfin, en juillet 1930, c’est au tour d’un certain Adet de finir cloué par un coup de revolver sur son fauteuil au théâtre de Marseille.

Micheletti, lui, meurt trois semaines plus tard à Pigalle. Il a cinquante ans. En 1929, une bande de Français avait fait un hold-up à Londres avec la

complicité d’un policier appelé Bob. Peu après, Bob était retrouvé râlant au bord d’une route. La police soupçonnait un balafré. Micheletti fut entendu ; à Montevideo, il avait reçu un coup de couteau qui lui avait laissé une estafilade courant du bas de la joue au cou en tournant autour du menton. Il fut expulsé vers la France.

En août 1930, il est attablé à la brasserie Champigneuls, boulevard des Batignolles, en compagnie de deux copains. Arrive Antonio Castañero, dit l’Espagnol, autre caïd des bas-fonds londoniens. Les deux hommes sont ennemis. Depuis la fin de la guerre, ils s’affrontent pour le gâteau londonien. Le trio quitte l’établissement, prend la rue de Turin puis celle de Petrograd sans voir que l’Espagnol les suit. Là, Antonio sort son arme et abat Micheletti par-derrière d’une balle dans la tête. Arrêté par un agent le pistolet à la main, il est condamné aux travaux forcés et meurt au bagne quelques années plus tard.

À partir de 1935, Londres perd de son charme. Les mariages blancs sont annulés. Les truands ont pourtant trouvé une autre méthode. Ils envoient leurs femmes au Canada, où elles se marient grâce à une organisation similaire puis, devenues anglaises, reviennent à Londres. Mais rien n’y fait. Scotland Yard a décidé de sévir. La police harcèle les Françaises de Gérard Street, de Lisle Street, de Freeth Street. Début 1936, la répression monte encore d’un cran après le meurtre de Max Kassel, dit le Rouge, et de Jeanne Cotton, qui travaille en *flat* dans Lexington Street. Sept souteneurs fraîchement débarqués sont expulsés. Les Hommes désertent leur repaire, le café Frascati. Ils évitent de se montrer chez Jones, à Dean Street, ou dans le quartier de Zoo Square où ils jouent au faro, au billard et à la passe anglaise dans une brasserie et où ils se retrouvent au Bridge Club.

Shanghai

Dans l’entre-deux-guerres, le port chinois, et plus spécifiquement la concession française, accueille son lot de truands. À Shanghai, les Parisiens se réunissent au Central, les Corses et les Marseillais vont au Prado ou au Caveau Montmartre, tenu par Paoletti, un ancien adjudant de la coloniale. La concession est surnommée par les Américains « le petit Chicago ». Avec l’argent des filles, les voyous achètent des machines à sous, dont les Chinois sont friands. D’autres font la contrebande des armes. Et bien sûr celle de la drogue, l’opium brut destiné à l’Europe. Créé après la seconde

guerre de l'opium (1858), Shanghai a détrôné Canton, en devenant la nouvelle capitale mondiale de la fée grise. La Chine, en proie aux troubles politiques, est alors un paradis pour les voyous. La concession internationale, où vivent quelques milliers d'Occidentaux, concentre tout l'argent du pays. Et tous les trafics s'y pratiquent.

Buenos Aires, capitale du vice

Si, après l'Égypte, Londres constitue une valeur sûre, c'est Buenos Aires qui va donner sa pleine mesure. À partir des années vingt, le chemin inauguré par les pionniers se transforme en autoroute. L'Amérique du Sud subit alors une déferlante de prostituées françaises. Durant la Grande Guerre, l'Argentine a accueilli sa plus grosse vague d'immigration. La ville de Buenos Aires est passée de 210 000 habitants en 1880 à plus d'un million et demi. De Montmartre à Marseille, tous les proxénètes veulent faire les Amériques. Les hommes en place depuis une vingtaine d'années ont installé des structures qui ne demandent qu'à se développer. Les maisons closes ont fermé en 1911 sur décision de la nouvelle majorité socialiste de la ville (à Buenos Aires, en janvier 1904 déjà, une loi avait interdit, en théorie, les grandes maisons, autorisant uniquement des établissements à trois filles). Elles ont tout de suite été remplacées par le système des *casitas* qui abritent une fille et sa gouvernante. Cette dernière, qui s'occupe des rendez-vous et du nettoyage, doit avoir plus de quarante-cinq ans. Derrière le rideau de la porte d'entrée, se trouve un petit salon d'attente, une chambre et un cabinet de toilette. À la fin des années vingt, les autorités estiment leur nombre à deux mille pour environ trois mille prostituées. Elles sont possédées pour la plupart par les anciens patrons de maison qui se sont empressés de mettre la main dessus. Certains peuvent en avoir plus d'une cinquantaine. Le système est simple : les gains de la passe sont partagés en deux parts égales entre le proxénète et le propriétaire. La fille, elle…

De *casitas*, il en existe de toutes sortes, de la plus luxueuse à la plus misérable. Les Français placent leurs femmes dans la première catégorie, la plus chic. Leurs *casitas* occupent La Quadra, un quartier constitué de pâtés de maisons de cent mètres de côté qui accueillent chacun une *casita*, avec porte basse à rideau. Les taudis du quartier de la Boca – le port de Buenos Aires – sont la chasse gardée des souteneurs juifs polonais, qui préfèrent

gagner sur la quantité des passes. Exploitant les jeunes filles juives arrachées aux villages d'Europe orientale, ils sont les plus nombreux. Depuis 1880, ils sont organisés au sein de la Ziy Migdal qui devient une association officielle en 1906. La *Franchucha* est, elle, un article de luxe.

Si l'entente est plutôt cordiale, quelques conflits surviennent néanmoins entre les deux communautés. Notamment lors de la célèbre grève des macs en mai 1911.

La grève des macs

Vers 1910, les Polonais, majoritaires, commencent à ouvrir des maisons. Afin de concurrencer les propriétaires français, ils cassent les prix et offrent des avances aux proxénètes. Pour marquer leur désapprobation, les bordeliers français désertent l'Aéroclub, leur quartier général. Et décident, en représailles, d'augmenter les frais de leurs pensionnaires. Chaque semaine, ils leur retirent quelques pesos au titre des charges : visite médicale, nourriture, etc.

Leurs gains s'en trouvant réduits, les souteneurs de ces dames renâclent et convoquent les propriétaires à l'Aéroclub. La discussion tourne à l'orage, les macs se mettent en grève. Et décident de manifester. Ils défilent dans la rue, drapeau tricolore en tête du cortège, encadrés par un service de sécurité. Les filles arborent, elles, leur polochon sous le bras. En riposte, les tenanciers embauchent des Polonaises. Les souteneurs répliquent en envahissant les maisons et en chassant les remplaçantes. En conséquence des troubles, le conseil municipal décide la fermeture des maisons pour les remplacer par le système des *casitas.* Nombre de tenanciers français décident alors de rentrer au pays. D'autres prennent le chemin de la province, le Campo, où sont autorisées les maisons. Les Polonais achètent eux massivement ces fameuses *casitas.*

Mais les différends existent aussi entre proxénètes français. La communauté, loin d'être unanimement soudée, est régulièrement fissurée par les conflits d'intérêts. Durant la Première Guerre mondiale, entre 1916 et 1917, deux caïds se partagent la suprématie du marché : Jean Otto, un Parisien, et Vincent Tetti, leader des méridionaux, Corses et Marseillais. Quelques années après, entre 1920 et 1924, la lutte oppose cette fois les Français aux Argentins. Les souteneurs locaux se mettent en tête de séduire les *Franchuchas.* Des fusillades éclatent et des hommes tombent.

Le Campo ou le bon air de la campagne

Seul Buenos Aires fonctionne avec des *casitas*. Dans le Campo, les maisons subsistent. Avec une clientèle plus rustre que celle de la capitale. Les immenses territoires annexés pendant les cinquante dernières années sont peuplés de célibataires dont les filles et l'alcool sont les seules distractions. De la frontière du Paraguay et de la Bolivie au nord, à la Patagonie au sud, les jours de paie et les week-ends, les files d'attente s'allongent devant les établissements de réconfort. On y envoie les récalcitrantes, filles punies ou les besogneuses que l'abattage – soixante-dix à quatre-vingts passes quotidiennes – ne rebute pas. Si Buenos Aires tient le haut de l'affiche, le Campo aussi connaît sa hiérarchie.

Les taules de San Fernando constituent le dessus du panier. Dans cette ville de grande banlieue à deux heures de la capitale, trois immenses bâtisses se partagent les recettes de l'amour vénal. Leurs portes sont gardées par deux « vigilants » armés de matraque qui assurent la fouille et calment les plus fougueux. Les chambres des trente filles sont disposées autour d'un grand patio. Une centaine d'hommes y circulent et discutent par petits groupes. Tous ne consomment pas, ils s'y promènent aussi. La maquerelle surveille, assise sur une estrade. Les petits souteneurs – la grande majorité – qui accompagnent leur femme en province sont logés dans les *privates*, sortes d'auberges attenantes à la maison, où les filles leur rendent visite lors des permissions. Les hommes y prennent leurs repas, souvent en compagnie du taulier qui les loge.

À Mataderos, c'est une maison de quarante femmes qui accueille les exilés de la Pampa. Viennent ensuite Rosario, son port et sa calle Pinchicha. Sur un trottoir s'alignent une douzaine de maisons : le Chat noir, le Chantecler, le Trianon tenu par Henri et sa femme Ginette. Le Paradisio de François Malatesta est la plus belle. Tout comme Henri qui roule en Cadillac, François est riche. Ancien garçon de cabine, tenancier de bar, il a fait fortune dans le Campo grâce à une travailleuse consciencieuse. Et quelques balles distribuées, notamment à Géo le Belge, qui en est mort.

Un continent proche de l'Eldorado

Tous les pays d'Amérique du Sud abritent une colonie de souteneurs français. Plus ou moins fournie. Ces messieurs réceptionnent les femmes

des amis restés en France ou dans les pays alentour et les installent dans les quartiers réservés. Eux passent leur journée au bar, à jouer aux cartes.

L'activité est mobile et, si certains proxénètes sont durablement ancrés, beaucoup ne font que transiter quelques mois avant d'aller chercher fortune ailleurs, dans le pays voisin. Le Milieu voyage entre les capitales et grandes villes du Sud, formant une chaîne commerciale informelle. Les ramifications s'étendent jusqu'au Mexique et à Cuba, dans les Caraïbes.

Montevideo en Uruguay constitue bien souvent la première étape du parcours sud-américain. Aucun visa n'est nécessaire pour entrer dans ce port libre. Et l'Argentine est de l'autre côté du Rio de la Plata… Un bateau le traverse tous les soirs. C'est la patronne de l'hôtel Bianchi sur le port qui se charge de réceptionner les femmes et de les faire passer à Concordia, sur l'autre rive du fleuve.

Au nord, à Caracas, Venezuela, non loin de la Guyane, les filles travaillent dans des *cribles* – petites maisons sans étage – situées dans le Barrio chino, en centre-ville. Le Milieu est majoritairement corse. Les îliens se partagent cercles de jeu et bordels. Au Chili, à Santiago, le caïd local se nomme Henri la Machinette. Il est associé à Bombe, un Marseillais condamné à perpétuité et évadé du bagne. En sus de l'exploitation des filles, les deux hommes trafiquent de l'or.

Sur la côte est, à Rio, les amateurs rencontrent ces dames rua Conde de Lage. Deux bars se partagent le commerce des femmes : d'un côté de la rue, le Bellas Artes, et en face, le Palace. Les vedettes y sont la Belle Savoyarde et Chouchou. L'artère a succédé au Becco des Carmelitas, et aux rues de Lapa et de Gloria, situées en plein centre de la ville et évacuées lors de la visite du roi des Belges en 1922. Il y a aussi le Mangue, quartier de la misère et bas de l'échelle de la prostitution où travaillent deux mille filles. En Colombie, c'est à Baranquilla que les filles exercent. Dans le Barrio, l'entrée de leur *crible* doit être cachée par un grand paravent jaune, remplacé la nuit par une lampe au-dessus de la porte. Lima, au Pérou, est fermé aux macs depuis 1919. Jusqu'alors discrets, les souteneurs arrivés en 1915 ont dû se manifester pour contrer la concurrence locale. Les autorités ont peu apprécié. Léon le Fourreur s'installe alors en Argentine où il monte une maison avant de devenir propriétaire à Paris. De même pour Pierre d'Agen, qui a avancé les fonds à son cousin Gustave le Relégué, pour qu'il achète une des femmes du Grand Louis. Gustave est un évadé, condamné pour vol par les assises de la Gironde. Un ancien Californien, Rapha le

Boiteux, achète l'hôtel le plus luxueux de Panamá tandis que Tintin le Parisien – spécialiste des dés truqués à la passe anglaise – s'offre une maison à Mendoza, dans le Campo.

Barcelone ou la route du succès

Si le marché américain est florissant, encore faut-il y accéder. Les nombreuses campagnes menées par la Société des Nations contre la traite des Blanches rendent les départs toujours plus difficiles. Les possibilités pour gagner la terre promise sont aussi nombreuses que les contrôles. On embarque à Bordeaux, à Santander, La Corogne, Anvers, Boulogne-sur-Mer, Marseille… Mais la voie royale reste Barcelone. Traditionnellement, la cité catalane a toujours servi de refuge aux voyous en cavale. C'est aussi le dépôt de la traite. Les filles y travaillent sur les ramblas ou en maison, le temps de gagner le prix du billet. Leurs hommes attendent eux dans une des pensions du Barrio chino. La filière de Barcelone est organisée, entre autres, par Jean la Perruque, taulier à Córdoba. Au 15, rue de l'Union, la pension Bordes est le rendez-vous des Voyageurs. Solide gaillard, Bordes fournit des faux passeports, des états civils pour les mineures, des livrets de mariage et même des certificats de congrégation religieuse destinés à de fausses nonnes. Il est également en relation avec les employés des compagnies maritimes.

L'un des pensionnaires, Sauveur l'Acrobate, y guette les jeunes proxénètes. Lorsqu'ils embarquent, il organise une fausse descente de police à bord, forçant l'homme à quitter le navire quelques minutes avant le départ. La femme est alors prise en main à l'arrivée par les amis de Sauveur. Et si l'homme a embarqué, d'autres pièges l'attendent, en la personne de Nico l'Arabe, un des premiers arrivés en Argentine. Faux policier, il arrête les nouveaux qui débarquent et prélève sa dîme.

Bordes a un concurrent, César Curti, un ancien Voyageur expulsé d'Amérique, qui tient une pension calle Conda Alsalto. Suite à des rivalités, aux dénonciations d'indicateurs (beaucoup disent qu'ils le sont eux-mêmes), César et Bordes ferment leurs établissements à la fin des années vingt.

La route de l'Amérique du Sud n'est pas réservée aux exploitants de femmes. Elle tente aussi de nombreux évadés, des types en cavale ou en délicatesse avec des concurrents. Certains souteneurs de Rio et Buenos

Aires se sont d'ailleurs fait une spécialité de détrousser – ils disent « faire soldat » – les voyous traqués. Mais ce n'est sûrement pas le cas d'Antoine La Rocca.

Antoine La Rocca, un vindicatif

Antoine La Rocca, dit l'Excommunié, ou la Scoumoune, n'est pas homme à se laisser intimider. Originaire de Naples, il est arrivé à Marseille très jeune avec sa mère. Installé dans le quartier Saint-Jean, le petit cireur de bottes devient l'enfant chéri du quartier réservé. En grandissant, il s'acoquine avec les gars de Saint-Jean et prend part à la bagarre qui les oppose à ceux de Saint-Chaumont. Sa réputation grandit rapidement à la faveur de ses exploits et de ses séjours à la prison de Chave. Exploitant quelques femmes, il met en coupe réglée les vieux quartiers. Notamment Saint-Jean, et ses maisons : chez Aline, au Cythéria, au Chat noir… Aidé de son lieutenant Jérôme Colombani, il applique son règlement. Caïd de la bande de Saint-Jean, il abat au bar Pacha un des frères Russo. En effet, les Russo de la bande de Saint-Mauront ont ennuyé la femme d'un ami de Toine. Les règlements de comptes s'ensuivent, jusqu'à ce qu'Antoine mitraille la bande adverse lors d'un enterrement. Le Milieu le surnomme alors Scomunicato, la Scoumoune, l'Excommunié. Mais, lors d'un séjour à Chave, les Russo abattent un de ses lieutenants, Fondacci. Alors, un soir de juin 1923, Antoine rend visite aux frères, nouveaux propriétaires du bar chez Pierre, rue Saint-Laurent. En leur absence, il exécute un serveur, un marin et la maîtresse de l'aîné des Russo. Condamné à mort par contumace, il disparaît du pavé marseillais.

Antoine part pour Gênes, Naples et enfin Alexandrie. Ayant besoin d'argent, il se met à pratiquer la reprise sur les trafiquants de femmes de la ville. D'un coup de feu, il casse la jambe d'un récalcitrant appelé Émile Sclavi. Quelque temps après, Antoine fuit le pays des pyramides soupçonné d'avoir également refroidi un souteneur du nom d'Eugène Trido, et débarque en Argentine en 1924. Les tenanciers de maisons s'occupent de lui à son arrivée : costume, pécule et une chambre dans une pension tenue par Hippolyte le Cuisinier, calle Charcas. Afin de lui assurer un avenir proche, l'amicale lui propose l'ex-femme de René le Borgne qui a définitivement quitté l'Argentine et l'a mise en vente. En parallèle, Antoine prélève une dîme aux souteneurs eux-mêmes, avec plus ou moins de

réussite. Un soir, il débarque dans le repaire des Algériens, à la pension de Simon la Bosse, calle Rivadavia. Les accusant d'avoir dénoncé un Italien qui deux jours plus tôt a tué l'un d'eux, Émile Bacri, l'Excommunié leur ponctionne deux mille pesos. Il envoie l'argent moins sa part à Antoine Palmaccio, le meurtrier marseillais, qui a réussi à s'enfuir à bord du paquebot *Lutecia* et s'est réfugié à Bordeaux, où il sera pris trois mois plus tard et condamné à sept ans de réclusion par la cour d'assises d'Aix. Fort de son nouveau statut dans le Milieu argentin, La Rocca se met à redistribuer aux pauvres, la cohorte des souteneurs minables, mais il garde sa commission… Afin de nourrir sa légende, il donne dix mille pesos à un lépreux évadé du bagne qui veut revoir sa mère en France avant de mourir. Pour secourir d'autres évadés, et s'enrichir, il rackette le Recreo parisien, le cercle de la communauté, tenu par deux anciens trafiquants français. Épaulé par cinq complices, il vend également ses services aux souteneurs, notamment en 1928, pour les débarrasser d'une bande d'Argentins qui rançonnent les filles en *casitas.* Après moult péripéties, Antoine La Rocca se réfugie à Rosario et fréquente les tables de jeux, tout en continuant ses prélèvements. Mais bientôt l'air argentin devient pour lui malsain. Récalcitrants et mauvais payeurs menacent sa santé. Et l'Argentine commence l'expulsion de ces immigrés d'un genre spécial. L'Excommunié débarque alors à Barcelone.

La fin de Barcelone

Un dimanche de juin 1933, alors qu'il se rend aux courses de taureaux en compagnie de Parraviccini, un Corse de Montmartre réfugié en Espagne, Antoine La Rocca est arrêté par l'inspecteur français Maizaud et par les hommes du commissaire espagnol Andreo. Les deux hommes en cavale s'apprêtaient à embarquer dans les jours suivants pour le Mexique. Après quelques mois de prison, Antoine est extradé et jugé pour le triple meurtre de la rue Saint-Laurent par la cour d'assises d'Aix. Le 19 mars 1935, il est condamné à quinze ans de réclusion et dix ans d'interdiction de séjour. Le 10 août 1946, il regagne Marseille, libre. Ses amis trouvent à la vieille gloire du Milieu une place de videur à Montmartre, au Monico, place Pigalle, situé au-dessus de la Nouvelle Athènes. En attendant mieux. Mais, en octobre 1947, il est abattu à la porte du cabaret de Pigalle. Le crime est resté impuni.

L’inspecteur de la Crim, Maizaud, policier français d’élite, n’était pas venu à Barcelone pour Antoine. La veille, il a arrêté un certain Souques qui a descendu un truand du nom de Miallet rue d’Aboukir, à Paris. Et dans la foulée, Pierre Conrié, dit Pierrot le Fou (premier du nom), titulaire de seize condamnations et recherché pour le meurtre d’un Bordelais et le mitraillage d’un couple de marchands de vin rue Élysée-des-Beaux-Arts. Réfugié à Barcelone, il vit grâce aux mandats envoyés par sa femme Georgette Roque, dite Monette, qui arpente le trottoir parisien. Pierrot le Fou, qui veut jouer au caïd auprès des collègues, est balancé avant de s’embarquer pour les Amériques, qu’il finit tout de même par atteindre, mais du côté de Cayenne… Nombre de contumax français qui fréquentent les ramblas, la rue Nou et le café Oriente finissent dans les filets de l’inspecteur Maizaud : Louis Pietri, condamné à mort par contumace par les assises d’Aix et homme de main d’Albert Philimondi, un des plus puissants propriétaires d’Argentine. Nénette l’Algérien, relégué évadé, Michel le Niçois, taulier d’Argentine qui s’était évadé du bagne, Antoine le Corse, évadé de Guyane et expulsé d’Argentine, Victor Alfred Olivier, dit Olivier le Balafré, cinquième homme du braquage de la poste Saint-Barnabé à Marseille, qui avait échappé aux policiers marseillais en se cachant dans une malle de vivres emportée par un bateau. En janvier 1934, une loi fait passer le service d’ordre public du pouvoir central de Madrid au gouvernement catalan qui applique avec rigueur la législation sur le vagabondage. L’hécatombe commence alors pour les truands épargnés par la rafle de Maizaud. À la frontière, Fiolat, réclamé par le parquet de Nîmes pour assassinat depuis le 30 mai 1933, est expulsé le 6 août 1934 de Puiguerda, ville où il s’était réfugié. Quinze autres arrestations suivent. À Barcelone, la brigade spéciale multiplie les descentes. Dans un bar de la rue Cardinal-Casanas, elle arrête deux contumax et deux évadés. Le Barrio chino est nettoyé et les maisons du quartier (chez Rita, À la Sevillana, chez Mme Petit, la doyenne des maisons closes…) réglementées. Barcelone est finie.

La guerre d’Espagne n’arrange pas non plus les affaires du Milieu. Les républicains ont tué dans sa baignoire Forcada, le plus riche tenancier de Barcelone, et embarqué les derniers Américains restés en ville.

2.

De Cayenne à Buenos Aires, les amis du bagne

Si les voyous en délicatesse avec la justice évitent Barcelone avant la traversée transatlantique, les évadés de l'enfer vert guyanais – les véritables pionniers – continuent eux d'affluer en Argentine.

L'aventure tient de l'épopée, mais elle n'est pas impossible. En conséquence, nombre de voyous français incarcérés dans les prisons centrales de métropole rêvent de faire leur peine dans le chaud et humide climat de la Guyane. Deux routes sont envisageables pour se faire la belle : passer par la forêt ou embarquer sur un canot et tenter d'atteindre le Venezuela. Au programme : Indiens chasseurs de têtes au service de l'administration, jaguars, fourmis mortelles et autres joyeusetés de la jungle. Pour la version marine ce sont lames de fond, noyade, soif, faim et requins. Avec le risque d'aborder dans un pays qui pratique l'extradition.

Le Milieu s'est évidemment reconstitué dans les différents bagnes qui parsèment la colonie française. Les durs condamnés aux travaux forcés y tiennent les trafics, les parties de manille et de passe anglaise, et font la loi dans la case commune la nuit tombée. Pour parfaire leur situation, ils s'attribuent les places et emplois enviés par le commun des détenus. Ce qui facilite les cavales. Émile Courgibet a sans doute réussi l'une des plus fameuses, que Papillon s'attribuera en grande partie. L'exploit a valu à son auteur le surnom d'Émile l'Évadé et une bonne réputation au sein de la truanderie.

Émile l'Évadé

À l'origine, Courgibet n'est pas un voyou. Né le 25 juillet 1898 à Paris dans le XIIIe arrondissement, il est pourtant issu d'une famille de truands. De la mère aux frères en passant par le père, aucun n'est innocent. Émile, lui, est sérieux. Il devient donc apprenti chez son oncle, ébéniste rue du

Faubourg-Saint-Antoine. Arrive la guerre, il s'engage. Blessé aux Éparges en 1917, il est envoyé en convalescence à Choisy-le-Roi. Il y rencontre Marité. À la fin de la permission, Émile déserte pour les beaux yeux de la jeune fille. Le couple s'installe dans le XVIIe… et Émile donne deux coups de couteau à sa dulcinée. Deux versions s'opposent : fille soumise, Marité est plantée par le mac qui s'occupait d'elle et qui s'arrange pour faire accuser Courgibet. La deuxième : Émile découvre sa véritable occupation et la tue.

Courgibet ramasse huit ans de travaux forcés le 18 novembre 1918. Une fois en Guyane, il ne pense plus qu'à s'évader. Trois ans après, le 10 septembre 1922, sous prétexte d'aller laver son linge, il s'enfuit en forêt accompagné de deux détenus. Commence alors une épopée de presque dix ans. Les évadés franchissent le fleuve Maroni qui sépare la Guyane française de son homologue hollandaise. Une fois à Marienburg, ils se font embaucher dans une mine de bauxite. Là, ils retrouvent d'autres évadés et avec eux achètent une pirogue baptisée *La Belle.* À bord, ils sont treize à prendre le large en direction du Venezuela. Mais une fois passée l'embouchure du fleuve, l'embarcation est prise dans les courants et chavire. Deux hommes coulent à pic, sept autres sont dévorés par les requins qui infestent la zone. Émile, avec deux compagnons, réussit à gagner un petit îlot. L'un y perd la raison et l'autre, parti faire un tour, disparaît mystérieusement. Courgibet décide de tenter sa chance à la nage malgré les dents de la mer qui rôdent. Après quatorze heures de natation, il échoue sur une plage. Recueilli par des Indiens, il est soigné par la tribu. Huit jours après, il est sur pied et se fait embaucher dans une plantation d'hévéas puis dans une mine d'or de la région de Caïo au Venezuela. Harassé par le travail effectué dans des conditions abominables, il est accueilli dans un ranch de la région et employé comme homme à tout faire. Un an après, il décide de rejoindre son frère, mac à Buenos Aires. Il affronte à nouveau les terribles forêts, les marais pestilentiels et s'écroule, gagné par la fièvre. Une femme, Maranita, s'occupe de lui et le soigne avec des plantes. Courgibet, rétabli, reste trois ans avec elle et lui fait deux enfants. Enfin, en 1929, il atteint Caracas, capitale du Venezuela. Il y est embauché comme ébéniste, achète avec son pécule de faux papiers et embarque pour Valparaiso au Chili. De là, il traverse la cordillère des Andes et deux mois après pose le pied à Buenos Aires. Son frère Maurice le serre dans ses bras. En 1931, il débarque à Bilbao en Espagne et travaille pendant

trois ans comme ébéniste. Il y rencontre Émile Buisson. En 1933, rentré en France, il part avec le frère de Mimile à Shanghai. De retour au pays, il intègre une équipe de braqueurs lyonnais qui compte les frères Buisson, et après moult rebondissements, à la suite du hold-up de Troyes en 1937, finira sa vie à New York.

Forçats et souteneurs

Au début des années vingt, les évadés du bagne arrivant dans les grandes villes d'Amérique latine sont pris en charge par le Milieu. Pendant quelques mois, les hommes leur prêtent une femme ou deux pour démarrer, le temps qu'ils puissent en acheter une. Des quêtes sont organisées au nom d'une association informelle : « Les amis des durs » (durs désignant les travaux forcés). Ensuite, ils s'installent à leur compte et, dans l'impossibilité de se rendre en Europe, font venir les filles. On les trouve un peu partout sur la côte entre l'Argentine et Cristóbal, dans la zone du canal de Panamá et sur la côte atlantique entre Valparaiso et Panamá City. Dans cette dernière ville, neuf évadés contrôlent le trafic de femmes. D'autres sont partis en Colombie où une colonie d'évadés venus du Venezuela voisin s'est installée à Santa María, capitale de l'État de Magdalena. À Bogotá, la vingtaine de Français en cavale se retrouve au Bar français dans le quartier réservé. Au Chili, à Santiago, d'autres bagnards en fuite se joignent aux Hommes déjà en place.

Le 1er décembre 1922, la cour d'assises de la Seine a condamné Émile Julien Coquart, dit Milo les Belles-Dents, René Jean, boucher à la Villette, et Lucien Tissier, bookmaker et souteneur, à vingt ans de travaux forcés pour un meurtre sordide commis à la Villette. Les trois hommes s'évadent en 1926 et atterrissent au Chili où ils retrouvent la femme de Tissier qui les attend. Là, ils s'acoquinent avec Lucien les Yeux-Bleus, Henri la Machinette, Gustave le Havrais… Milo fait venir une fille de Paris, envoyée par un copain, et lui adjoint un doublard, puis une troisième femme. Avant d'être raflé avec ses collègues par les hommes du général Hanez qui expulse tout ce beau monde en 1928. Tissier choisit Los Angeles, Milo opte pour l'Argentine, plus précisément San Juan, où il place ses filles dans la seule maison de la ville, le Chat blanc, tenue par Momo Mareuil. Mauvaise pioche. À San Juan, durant l'hiver 1929, se joue en effet une triste histoire. Capitale de l'État du même nom, cette petite ville propre et coquette de

seize mille habitants est située à mille deux cents kilomètres de Buenos Aires. Une seule maison assouvit les ardeurs masculines de la contrée. Le Chat blanc, établissement modeste de l'allée 9-de-Julio, propose cinq créoles et cinq Françaises de second choix. Le gouverneur, Aldo Cantoni, ne tolère la boîte qu'à la condition expresse que nul mauvais garçon ne s'installe à San Juan. De mèche avec la police locale corrompue, ces messieurs se cachent dans le *private* attenant à la maison, passant leurs journées à boire et à jouer aux cartes avec le tenancier, sans possibilité de sortir, ou alors discrètement la nuit venue. L'exclusivité du Chat blanc faisant de San Juan l'un des meilleurs marchés d'amour d'Argentine, personne ne songe à quitter le coin. Le manège des souteneurs aurait pu durer si la femme de Momo Mareuil n'avait exigé le départ des créoles, qu'elle n'apprécie guère. Pour se venger, celles-ci dénoncent les souteneurs cachés. Le gouverneur enferme les femmes à la prison et condamne les hommes à un mois de travaux d'intérêt général avant d'expulser tout ce petit monde par le train jusqu'à la frontière chilienne, avec ordre de quitter l'Argentine en passant les montagnes à pied. Pour accélérer le mouvement, le lieutenant qui encadre les soldats fait tirer sur le groupe. Milo Coquart est blessé à l'épaule. Pierre le Lyonnais tombe dans une crevasse et les rescapés atteignent le Chili avec l'aide d'ouvriers qui réparent la ligne de chemin de fer Buenos Aires-Valparaiso. L'orage passé, la troupe reprend le train pour Mendoza, en Argentine.

Des amitiés politiques

Pour assurer leur tranquillité, les forçats évadés bénéficient des connaissances et contacts développés par le Milieu en Argentine. Pour mener à bien ses affaires, la pègre entretient un réseau de relations politiques à travers le pays. La corruption au sein de la police, les accointances avec les politiques permettent de transgresser, par exemple, la loi sur les mineures. Les voyous versent également de l'argent aux comités électoraux pour ouvrir des maisons. Les évadés, eux, jouent les agents électoraux pour les hommes politiques du Campo. Raphaela, chef de la police de Córdoba, fait appel à Padovani et Terrassoni, deux évadés, pour aider à la réélection de son candidat à la présidentielle, en les chargeant de confisquer les *libretos* – livrets militaires qui permettent de voter – des adversaires politiques. De 1922 à 1928, le président Alvear a laissé les

souteneurs travailler. Les lois réglementant la prostitution ne sont pas appliquées (la loi Palacios de septembre 1919 et celle d'octobre 1921 visant à interdire le proxénétisme). En décembre 1925, sous la pression internationale, une ordonnance supprime le renouvellement des concessions des *casitas.* Avec le temps, elle aurait dû supprimer toute prostitution étrangère, mais elle ne fut pas mise en place. Lors des élections de 1928, le Milieu se mobilise en faveur d'Alvear. Les souteneurs jouent les agents électoraux. Mais c'est son adversaire Yrigoyen qui devient le nouveau président argentin (après un premier mandat de 1916 à 1922). Par vengeance, le nouveau président chasse les proxénètes qui partent se réfugier au Chili, de l'autre côté de la cordillère des Andes. Mais en septembre 1930, le général Uriburu destitue Yrigoyen et le 30 novembre 1930, un décret-ordonnance autorise le remplacement des femmes dans les maisons… Le répit est de courte durée. En avril 1933, nouveau changement de politique : le général Justo remplace Uriburu et interdit la prostitution. La chasse est ouverte. Les souteneurs fuient majoritairement en direction de Barcelone. Le Chili, l'Uruguay – sous la pression internationale – ont déjà interdit leurs activités et le Brésil est difficile d'accès. À Buenos Aires, les maisons sont fermées et les hommes internés à la prison de Villa Devoto. Trente-trois mille pesos sont recueillis dans le Milieu pour les frais d'avocat. Dans le Campo, la procédure est plus lente. Certains gouverneurs tentent de sauver leurs protégés, sans grand espoir. Les tenanciers, qui avaient été autorisés à construire de somptueux immeubles en béton quatre ans auparavant, sont obligés de plier bagage. Les plus riches propriétaires veulent se rebeller, sans succès. Beaucoup sont arrêtés : les hommes du *private* du Paradis d'Henri le Cocher, Nicole l'Arabe, Michili et Juan Paoletti, revenu de Marseille pour reprendre les affaires de son frère Pieca, abattu quelques mois auparavant.

Quelques-uns échappent aux rafles : à Mendoza, Momo, qui tient trois maisons, est l'un des rares. Il visitait un établissement en province. C'est aussi le cas de Baptiste Carango, dit le Grand ou le Niçois, tenancier du Pont vert à Mendoza, qui s'est réfugié avec sa femme Gigolette dans leur propriété de Manzanares. Cette dernière est la plus riche tenancière d'Amérique : arrivée à Montevideo dans les bagages d'un certain Victor, elle fut vendue à Albert Mori qui la plaça dans sa maison, et couverte de bijoux par un banquier qui lui fit construire une maison de tolérance calle Charcas. Elle avait vingt et un ans.

Le Grand Baptiste

Né en 1890, Baptiste Carango, dit le Grand Baptiste, semble prédestiné : sa mère tient un des bordels du vieux Nice. Et lui offre la meilleure éducation : lycée et messe tous les dimanches. Mais à quinze ans, Baptiste est déjà l'amant d'une ancienne charcutière de Marseille qui l'entretient. À dix-huit, il surveille ses deux filles dans la rue des Victoires. À vingt, il part sous les drapeaux mais, incorporé dans une batterie alpine, il garde le contact avec ses dames. De retour à Nice, il fait la connaissance des premiers Américains de retour de Buenos Aires. Impressionné par les bagues et les portefeuilles garnis de ces messieurs, il s'embarque pour la Boca, le port de Buenos Aires, repaire de bouges et de filles de joie. C'est le pactole. Baptiste délaisse bientôt le détail et achète une maison de vingt-cinq pensionnaires à Córdoba, en association avec Curibert, un Parisien. Mais les deux jeunes macs n'ont pas assez de métier pour rivaliser avec leurs aînés. À Córdoba, la concurrence est sévère : Mimoun l'Algérien qui dans les années trente exploitera un grand cabaret de femmes de Buenos Aires, le Pigal's, mais aussi Mirabel qui tient le Sotano, intime du chef de la police et président du comité électoral. À Marseille, à la Belle Époque, Mirabel a été le plus célèbre des maîtres chanteurs, ponctionnant de l'argent aux femmes mariées après les avoir séduites.

À Córdoba la chance tourne. Poussé lui aussi par la concurrence, Mirabel rentre en France vers 1925 et s'installe à Mulhouse où les maisons closes ont fermé en 1927. Quasi ruiné, il repart en Argentine et exploite une petite boîte dans un coin de la province de Mendoza. Baptiste, lui, se résout à vendre son affaire à Pieca Paoletti (l'un des plus riches tenanciers) et redémarre à zéro avec ses trois femmes. Entre-temps, la guerre éclate. Le Niçois se fait réformer contre deux mille pesos par un médecin compatissant, agréé par le consulat de France. Baptiste a le cœur hypertrophié… Deux de ses femmes travaillent en maison, la troisième, le soir, dans les dancings. Mais Ferrer, un souteneur catalan, lui enlève Lucie, son premier doublard. Après avoir blessé le Catalan, Baptiste s'enfuit pour Barcelone. De retour, il achète, sur les conseils de sa femme Hélène, la Maison dorée à Mendoza. Peu après, il vend Hélène au gouverneur de la province, client et amoureux de la belle. Riche, Baptiste rentre en France pour perdre aussitôt sa fortune au casino de Monte-Carlo. À Paris, il reconstitue son cheptel avec deux filles. Son ami Maurice Jalabert, le patron

du Chabanais, lui prête l'argent pour repartir à Buenos Aires. Sur place, l'une de ses filles tombe malade. Marcel Garessio, un des ténors de la traite, riche à millions, lui propose la direction du Pont vert, dont il est copropriétaire avec Gigolette. Marcel lui vend ses parts, avec des traites payables tous les trois mois. La maison n'est pas très florissante. Gigolette a du mal à concurrencer Tintin le Parisien (qui finit tenancier d'une maison rue de Provence, à Paris). Mais, aidée de Baptiste qui devient son homme, les affaires finissent par s'arranger. Baptiste prend môme pour secrétaire un évadé du nom de Rancarelli. La maison devient un bel établissement et Baptiste, un notable passionné de chasse.

La fin des haricots américains

Tous n'ont pas la chance d'échapper aux autorités. Après leurs arrestations, les hommes pris sont regroupés à Buenos Aires et embarqués à bord de bateaux à destination de l'Europe. À chaque escale, ils sont étroitement surveillés. Mais à Rio, une dizaine d'entre eux s'échappent. Beaucoup ne rejoindront pas l'Hexagone où ils sont recherchés, préférant d'autres pays européens : Espagne, Belgique, Angleterre, Pays-Bas… Magnanime, le gouvernement argentin leur a laissé le choix du port de débarquement.

Mais pour tous, c'est la fin de l'âge d'or de la traite en Amérique. Après une quarantaine d'années de prospérité. Certains ne reverront jamais la France, morts de maladie, d'une balle ou d'un coup de couteau. D'autres, devenus d'honnêtes commerçants, choisissent de rester. Certains, nostalgiques, tentent d'y retourner, tel Henri le Cocher qui repart avec Ginette. Mais il est expulsé à nouveau. Ginette réussit à rester pour vendre la maison, sans succès. Elle part alors pour Buenos Aires et atterrit comme laveuse de linge dans un débit de boissons. Elle n'est pas la seule à finir dans la misère. François les Yeux-Bleus abandonne à Mendoza sa femme Simone, qui est malade…

En 1937, la prostitution est définitivement interdite sur tout le territoire d'Argentine, et les maisons closes…

Malgré la fermeture de la route, la traite continuera aux Amériques dans les années d'après-guerre, mais de manière plus confidentielle. Dorénavant, elle va toucher principalement les colonies françaises d'Afrique.

3.

Ces messieurs les propriétaires

Les Amériques ont permis aux plus habiles souteneurs de devenir tenanciers de maison et d'amasser des fortunes. La traite a fait la puissance financière de la pègre française et lui permet d'acquérir un statut jamais atteint. Les petits proxénètes aventuriers sont devenus de riches propriétaires, des hommes d'affaires avisés qui ont investi dans l'Hexagone. Grâce à l'argent de la prostitution industrielle, ces messieurs ont acquis parmi les plus belles maisons de Paris et de province, et par là même développé un certain nombre de relations dans le monde des affaires et de la politique.

Dès les débuts de la traite, les pionniers sont rentrés investir au pays. Avant la Seconde Guerre mondiale, certains sont devenus des commerçants aisés. On les appelle déjà les bordeliers.

Rendez-vous place Blanche

Avant-guerre, Auguste Nez-Cassé, qui avait « fait les États-Unis », tenait le bar le Central, faubourg Saint-Denis, en association avec Philippe Roques. Milo la Java ou l'Argentin, de son vrai nom Louis-Hermann Schweitzer, a fait lui la route de Buenos Aires en 1898. Revenu riche, il investit dans la Boule d'or, rue des Voiliers à La Rochelle, une maison tenue par sa femme Ariette. Et continue de profiter de la manne américaine comme placeur. Son bureau est au bar Le Cyrano, faubourg Saint-Martin. Il traite plus de trois cents femmes par an qu'il expédie tous azimuts : la Belle Poule à Moulins, le Chat noir à Dunkerque, le 100 à Saigon, le Tabarin à Verdun, la Belle Kabyle à Bougie, Algérie… Si Milo la Java travaille toujours, la majorité de ses collègues vit de ses rentes.

Ces messieurs, qui affichent costume de prix, bagues aux doigts, diamant en épingle de cravate, chaussures bicolores et borsalino dernier cri et, pour certains, de superbes voitures, se retrouvent d'abord sur les cafés du

boulevard Sébastopol avant de s'installer définitivement en 1920 place Blanche. Là, ils se rencontrent au Cyrano, puis, en 1931, à la brasserie Graff (place Blanche) qui draine le tout-Paris, ainsi qu'au Café de la place Blanche et plus précisément en son sous-sol, dans une salle surnommée l'Aquarium. Après avoir descendu trois marches, le visiteur y rencontre le gratin : François Aitelli, dit Tché-Tché, devenu propriétaire du Hanovre au n° 4 de la rue éponyme, Nez-Pointu et Georges le Cuirassier qui avaient alimenté l'Afrique du Sud et le Japon. Après avoir acheté des maisons à Lyon et à Reims, les deux hommes ont investi à Paris et sont devenus copropriétaires du Chabanais, l'une des plus prestigieuses enseignes de la capitale. Ils le cèdent à Ernest le Sourd qui le revend à son tour à Maurice Jalabert. Jean la Tête d'argent, qui avait fait le Transvaal, l'Égypte, les Balkans, a lui acheté le 12, rue de l'Étoile, à Nîmes.

Henri Griffaut, dit Riton de Rouen, élevé par son oncle, et qui fut d'abord plombier à Charonne, est parti en 1919 pour le Mexique, le Brésil et l'Argentine. À son retour, il achète le 23-25, rue des Cordeliers, à Rouen. Édouard la Carpe, ancien camelot des Grands Boulevards qui fit fortune à Rio de Janeiro, achète à Grenoble et Calais avant d'acquérir à Paris où il possède une loge à l'Opéra. Coco le Riche a lui aussi réussi. Il tient à Paris deux maisons. Fauché en pleine jeunesse, il s'offre par testament interposé un enterrement digne des plus grands avec corbillard à plumets et chevaux noirs.

Charles Codebo, lui, tient le Moulin galant, rue de Fourcy, la plus célèbre des douze maisons d'abattage de Paris. Situé dans le quartier Saint-Paul, l'établissement ne fait pas dans le raffinement. Ici, c'est plutôt l'industrie lourde avec cinquante à quatre-vingts passes par jour pour les filles. Charles Codebo, dit Charlot des Fortifs, a fait les Amériques avec ses deux favorites, Marie et Lucie. Il suivait les poseurs de rails de chemin de fer à travers le pays. À chaque étape, il débarquait de sa carriole le nécessaire pour construire sa chambre d'amour et le bar attenant. De retour au pays, il s'installe avec elles dans un appartement du boulevard Saint-Martin. Lucie s'occupe du Fourcy et Marie goûte un repos bien mérité au milieu des antiquités collectionnées par le patron.

Le Beau Fraisette

Autre belle réussite du milieu, Marcel Jamet, dit Fraisette. Né en 1878, le garçon débute à dix-huit ans dans le métier. Après une quinzaine d'années de maquereautage, il est mobilisé en 1914 et part pour la durée de la guerre. À l'armistice, il quitte Paris pour l'Argentine, où la boisson préférée de sa femme, le Vichy-fraise, lui vaut son surnom. Fort de la réussite de madame, il s'adjoint d'autres filles. En 1924, de retour à Paris avec un beau capital, Marcel achète un hôtel particulier avenue Junot et cherche à investir dans une maison. Mais il lui faut d'abord trouver femme pour ouvrir l'établissement. Ce sera Fernande, rencontrée au Chabanais où elle officie sous le prénom de Doriane. Il achète alors le 122, rue de Provence, une petite maison de quatre filles, qui deviendra le One Two Two, l'un des plus prestigieux bordels du monde avec soixante-cinq femmes. Le grand salon est un jardin peint en trompe-l'œil, avec vraies-fausses colonnades de temple grec, gazon, lierre et feuillage artificiels… En 1933, il ajoute quatre étages aux trois existants. Les vingt-deux chambres offrent chacune leur ambiance : le wagon avec déroulement du paysage derrière la vitre de la portière, l'igloo, la cabine de transatlantique… Sans oublier les deux galeries des glaces, les dix salons et surtout la salle à manger qui fait de l'établissement un bobinard à part. Sa table, l'une des plus chères de Paris, offre invariablement le même menu : caviar, bœuf à la ficelle, desserts et champagne. Le tout-Paris s'y retrouve pour dîner.

De bons bourgeois

Les tauliers excitent les convoitises et la jalousie des jeunes du Milieu. Ils attisent la haine de ceux qui sont restés des vrais de vrais : casseurs, cambrioleurs et autres souteneurs… Parce qu'une fois devenus patrons de maison, ils renient vite leurs origines. Le marlou se métamorphose alors en honnête commerçant. Eux qui criaient volontiers « Mort aux vaches » dans leur jeunesse s'empressent désormais de saluer le commissaire du quartier.

Antoine le Corse, dit Chin-Chin le Magnifique, est de ceux-là. À dix-sept ans, il quitte l'île de Beauté pour Marseille. Rapidement, il se fait des relations, dont Coco l'Algérien, un placeur qui l'initie au métier d'Homme. Libéré du service militaire, Antoine installe ses conquêtes à Montpellier, à Toulouse, à Aix-en-Provence. Il s'embarque alors avec ses trois femmes pour Buenos Aires, Rio de Janeiro, Santa Fé, La Havane… Une fois rentré en France, il achète une maison à Calais, 13, rue des Cinq-Boulets, qu'il

met au nom de Carmen, la plus jeune. La guerre survient sans désappointer ses quinze pensionnaires. Il revend ensuite la maison avec un large bénéfice et s'installe à Paris où il acquiert un très bel établissement de trente-cinq filles. Antoine, devenu un homme respectable, fréquente les grandes tables de la capitale et ses cercles. L'homme possède deux voitures et habite une villa cossue de la Varenne-Saint-Hilaire, sur les bords de Marne.

La Varenne, c'est la ville des tenanciers. Elle accueille vingt gros bordeliers de la capitale, qui y possèdent leur luxueuse résidence secondaire. Les week-ends d'été, ils pèchent le goujon dans les barques plates autour des îles de Champigny et, le soir, dégustent leur anisette à la terrasse des guinguettes.

Les tenanciers évitent les bars du Milieu, bien qu'à la première alerte (racket et autres jalousies), ils en retrouvent vite le chemin. Devenus riches, ils s'affichent dans les boîtes à la mode, les grands restaurants et dans les cercles de jeu.

Refuge de la bonne compagnie, comme le Frolic's, situé au coin de la rue Grammont et des boulevards, et sis à côté de la brasserie Grammont, autre lieu de rendez-vous, le Frolic's est tenu par Tribout, joueur professionnel, et Michel l'italien qui sera tué en 1931 d'un coup de poing à la carotide, alors qu'il dîne chez Lauger, avenue des Champs-Élysées. Joueur avant-guerre, Tribout se fait réformer et en 1918 devient book. Heureux en affaires, il ouvre le Cercle hippique et sportif, au 2, passage de l'Horloge, avec façade au 6 du boulevard des Italiens, dans l'ancien théâtre Robert-Houdin. Son associé est Michel Quirico, dit Michel l'italien, figure de la porte Saint-Martin. Tribout n'a pas quitté la capitale, mais Michel a lui ravitaillé les bordels de Turquie, de Roumanie et d'Algérie. Pendant la traversée, il escroquait les gogos avec son équipe de joueurs qui écumait les paquebots. Au Cercle hippique, qui a conservé les décorations d'Houdini – crânes, figures de mages et d'astrologues –, on joue au baccara et à la baraque, un billard transformé en roulette, avec des cuvettes multicolores. Leurs premiers clients sont les patrons de maisons qui connaissent les deux hommes, mais aussi des books et autres souteneurs corses et marseillais. Ces clients d'un genre spécial rabattent à la table de jeu des pigeons qui se font plumer par Oscar. Celui-ci leur fait la spécialité maison : les suites préparées. Le jeu est organisé de telle manière que les battages successifs ne le dérangent pas. Son habileté à la triche lui sera fatale en 1925…

À cette époque, le boulevard Haussmann est percé à hauteur du passage de l'Horloge. Le Cercle est exproprié. C'est avec les indemnités que Tribout et l'italien fondent le Frolic's, de l'autre côté du boulevard, à la place d'un cabaret monté par Mistinguett. La salle en sous-sol est refaite avec promenoir, bar, restaurant et table de jeu à la place de la piste de danse. En 1934, le cercle, que l'on appelle l'Ancien 6 en mémoire du Cercle hippique, connaît quelques désagréments à l'occasion de l'affaire Stavisky, car l'escroc était un habitué.

La prostitution s'industrialise

Depuis la guerre 14-18, la plupart des bordels sont passés aux mains des Hommes. De manière occulte puisque la loi leur interdit toujours d'en être les directeurs. Sous l'impulsion des ex-sou-teneurs, la prostitution en maison passe la vitesse supérieure et s'industrialise. La version traditionnelle de la maison « artisanale » s'efface pour laisser place à un phénomène de concentration des enseignes. Devant l'importance des investissements, les riches souteneurs montent des associations pour moderniser les maisons et rivaliser avec la concurrence. Dans les cafés de la porte Saint-Martin, on propose le cours des parts à vendre dans les établissements, ce qui permet d'échapper au fisc. Selon la loi, la tolérance est gratuite, seul se paie le mobilier de la maison. Et c'est l'administration qui en théorie fixe le prix du « matériel garnissant l'immeuble ». Le véritable prix est donc négocié en dessous-de-table. Maurice Jalabert (ancien de l'Alaska ayant fait fortune durant la guerre), propriétaire du Chabanais, qui avait racheté les parts de ses associés Nez-Pointu, Georges le Cuirassé et Ernest le Sourd, se retrouve ainsi en 1936 à la tête d'une affaire valant huit millions de l'époque. Pour la vendre, il est obligé de la scinder en quatre ou cinq parts. En parallèle, il est également propriétaire de l'Apollo, rue de Clichy, le fameux cinéma des voyous. À la séance de vingt-deux heures, braqueurs, cambrioleurs, souteneurs s'y pressent, accompagnés de leurs dames. Ces soirs-là, selon l'expression consacrée dans le Milieu, ils sont « de jugulaire ». Le cumul des activités est à la mode. En plus d'être bookmakers, comme beaucoup, certains tenanciers lancent les premiers sex-shops. Par correspondance, ils proposent sur catalogue tout l'éventail des accessoires de maisons : menottes, chaînes, fouet, cuissardes, dessous, préservatifs… jusqu'aux bornes de photos

stéréo – un procédé de prise de vue en relief – qui, pour une pièce, offre cinq vues coquines.

La politique dans le bal

En sus d'apporter richesses et respectabilité aux hommes qui les tiennent, les maisons vont également rapprocher deux milieux jusque-là peu familiers : celui de la politique et celui de la pègre. Depuis 1804, les établissements sont régis par le système de la tolérance, bien souvent accordée par la police après recommandation de quelques appuis bien placés. Beaucoup touchent des pots-de-vin, policiers comme politiciens. Et pour s'assurer du soutien de chacun, les tauliers n'hésitent pas à ouvrir leur capital. Députés, ministres, sénateurs, banquiers placent leurs économies dans les maisons closes.

Pour obtenir l'ouverture du Sphinx, bordel haut de gamme et atypique car il est mixte, un homme du Voyage, Georges Lemestre, propose des parts à ses relations politiciennes. Georges les a rencontrées au restaurant Chez Nine, une Marseillaise qui tient une des tables les plus courues de Paris. À l'image d'Albert Sarraut (que l'on dit très proche du Sphinx), des hommes politiques, députés, sénateurs, des avocats célèbres (Torres, Garçon, Ceccaldi…) et des chanteurs dînent dans son restaurant. Martel, associé de Georges Lemestre, et ancien boucher, possède une chasse où se retrouve le week-end un certain nombre de personnalités. Finalement, Georges obtient l'autorisation du préfet de police Chiappe pour ouvrir le 31, rue Edgar-Quinet – situé à côté du cimetière Montparnasse. Il a le tact de remettre une petite enveloppe au président des commerçants du quartier. Inauguré en 1931, le Sphinx devient rapidement l'une des meilleures maisons de Paris. En 1937, elle compte cent vingt pensionnaires.

Gare aux abolitionnistes

Des appuis politiques, il en faut à ces messieurs. Parce que si l'activité est florissante, elle peut s'avérer précaire. Dans les années vingt, les tenants de la fermeture, soutenus par la Société des Nations, invoquent la traite des Blanches, forme moderne d'esclavagisme. Les politiciens, actionnaires occultes des maisons, sont autant de voix susceptibles, à l'Assemblée, de

s’opposer aux abolitionnistes. Les campagnes pour la fermeture sont récurrentes.

Déjà, en 1881, Colmar avait été la première ville d’Europe à interdire les maisons. En 1923, la Commission de prophylaxie des maladies vénériennes instituée au ministère de l’Hygiène lance une campagne pour la fermeture. En février 1926, le préfet du Bas-Rhin ordonne la fermeture des quinze maisons de tolérance de Strasbourg – ruelle des Bœufs, quai de la Bruche, impasse de la Mauve et rue des Pêcheurs. D’autres villes suivent : Haguenau, Mulhouse en 1927, Roubaix, Hazebrouck, Sarreguemines, Oyonnax et Grenoble en 1930, Nancy et Sedan en 1931, Castres en 1932… Les tenanciers tremblent. Et certains contre-attaquent. Le Rabouin en tête.

Le Rabouin, plus gros tenancier de France

Auguste M., dit le Rabouin, est, avec dix-huit établissements, le plus gros tenancier de France. Son surnom – qui signifie « le romanichel » – lui vient d’être né en 1871 dans une roulotte. Après une enfance de rapines, de rempaillage de chaises et de tressage de paniers d’osier, il se marie. À vingt ans, propriétaire de sa roulotte, il vend sur les foires et les marchés de campagne des boutons de manchette. Sa femme, elle, lit l’avenir dans le tarot. Après trois ans de labeur, Auguste, à la tête de 25 000 francs, achète la Sous-Préfecture, une maison close d’Angoulême. La garnison de la ville ayant fait fructifier son capital, le Rabouin acquiert alors deux autres établissements à Ruffec et Barbezieux, qu’il confie à ses frères. Avec la guerre, il veut investir dans un port et met la Sous-Préfecture en gérance. Il achète la Lune, 18, rue des Galions au Havre. Matelots et soldats perdent leur solde entre les cuisses de ses pensionnaires et font sa richesse. Deux ou trois fois par an, Auguste se rend chez un marchand de biens de la capitale pour agrandir son parc. En quatre ans, il s’adjuge des maisons à Beauvais, Angers, Rouen et Abbeville. L’armistice signé, il achète une maison à Paris et une autre à Strasbourg, ruelle des Bœufs. Fort de sa quinzaine d’enseignes et de ses participations dans cinq autres établissements, il s’installe dans un vaste appartement bourgeois de la place de la République.

Après quelques mois de cette existence paisible, il se lance de nouveau dans les investissements. Et confie à la femme de Coco le Balafré la gérance d’une maison de rendez-vous de la rue des Mathurins. Pour sa part, il fréquente les bars de remonte de la porte Saint-Martin et du faubourg

Montmartre. La corporation lui attribue de puissantes relations et le consulte régulièrement sur des questions fiscales et policières. Il intervient quelquefois. À la demande d'Auguste le Corse, par exemple, il sauve le Château d'eau, menacé de fermeture. Une autre fois, il obtient l'autorisation d'agrandir les Belles Poules au 32, rue Blondel. Auguste avait acheté un hôtel situé au 34 pour le transformer en maison. La préfecture refusant d'accorder de nouvelles tolérances, il s'associe avec Charlot l'italien de retour de Montevideo qui a racheté la boîte de Monsieur Pierre, au 32, en association avec Charlot de Reims. Le consortium s'agrandit également avec l'apport du 25, rue Sainte-Apolline, appartenant à Charlot le Zouave et qui communique grâce à un couloir. Le Rabouin, aidé de son truand de frère, est devenu l'homme incontournable. Mais bien qu'affecté par la perte de sa maison strasbourgeoise, il refuse de se syndiquer pour défendre les intérêts de la profession.

L'Amicale des maîtres d'hôtels

En effet, fin 1925, la fermeture de Strasbourg incite un tenancier de cette ville à adresser un courrier à la corporation lui proposant de créer une association de défense appelée La Maison. Celle-ci apporterait une existence légale et la possibilité d'avoir recours à la justice. Le Rabouin s'y oppose prétextant que le métier ne doit pas s'institutionnaliser, et dit préférer les négociations de l'ombre à la lumière des tribunaux. Mais lorsque Mulhouse s'y met en 1927, le Rabouin change d'avis. Dans un bar de Montmartre, il réunit une cinquantaine de tenanciers et crée officieusement l'Amicale des maîtres et maîtresses d'hôtels meublés de France et des colonies, autrement dit le Syndicat des tenanciers. Les fonds réunis, l'Amicale édite un organe de défense appelé *Rires et sourires.* Sur la couverture, figure la mention : publication trimestrielle. Siège administratif : au Parnasse. Mais un seul numéro voit le jour. Les caisses se sont vidées, du fait d'un administrateur indélicat. Lors d'une réunion au Parnasse, petit bar de Montmartre, cet administrateur est révoqué ainsi que les autres membres du bureau : la réunion tourne au pugilat, le patron du Sénat à Toulouse se battant avec celui de la présidence à Lorient. L'Amicale, au bureau reconstitué, édite entre 1927 et 1931 cinq brochures et un livre illustré, qui sont envoyés gratuitement aux parlementaires, aux préfets et aux maires des villes de plus de cinq mille habitants. Ils vont

jusqu'à payer une conférencière qui tient une vingtaine de réunions publiques accompagnée de médecins réputés. L'Amicale édite également de fausses brochures de l'Union temporaire, association abolitionniste, vantant les mérites des maisons… Si certaines villes sont tombées – Haguenau, Grenoble, Castres… – d'autres ont résisté comme La Rochelle. Des établissements ont même été créés au Puy, à Ollioules, à Cuers… La situation n'est donc pas si critique. Depuis 1927, il existe même le *Guide rose*, un ouvrage qui succède à l'annuaire *Reirum* du XIXe siècle et recense toutes les maisons de France avec force détails sur leurs spécialités et leurs commodités.

Le Rabouin, croyant à sa bonne étoile et en l'avenir, prépare sa succession (sa femme est décédée en 1924 dans un accident de voiture). En 1928, il marie sa fille Alice à Henri les Petits-Pieds, un garçon d'expérience, de son vrai nom Henri Vienne. En 1907, à vingt et un ans, cumulant les condamnations, il est relégué en Guyane, mais il s'évade et part pour Panamá où il devient restaurateur et traitant de femmes. En 1918, la prescription aidant, il rentre en France où il achète un bordel dans le camp militaire de Coëtquidan, et se rend ensuite acquéreur des trois maisons de Chartres, au 15, 19 et 123 de la rue des Juifs. En 1928, il épouse Alice qui, en dot, apporte la Lune. Malheureusement, elle meurt en 1931, peu après avoir donné un fils au Petits-Pieds. Celui-ci restitue la Lune, se remarie avec Marguerite Fontaine et achète le bar de l'Opéra à Rouen. Jugeant son beau-fils indigne de lui succéder, le Rabouin meurt à la tête de son empire fin 1931, à l'âge de soixante ans. À son enterrement à Paris, plus de deux cents tauliers sont réunis pour lui rendre un dernier hommage.

L'association lui survit. Mais l'heure est grave. La réunion officieuse de l'Amicale du 28 avril 1937 – l'assemblée générale regroupe six cent vingt-sept tenanciers sur mille trois cents – en témoigne. L'année précédente, en 1936, Henri Sellier, ministre de la Santé publique, a déposé un projet de loi abolitionniste devant le Sénat. Lors de sa réunion, l'Amicale organise un fonds de défense, doté de 49 millions, sur la base de 1 000 francs par 100 000 francs de bénéfices, pour assurer sa contre-offensive. C'est un succès. Le projet est alors limité à l'aspect sanitaire et, deux ans après, la commission de législation n'a pas encore nommé son rapporteur. Finalement, le ministre tombe et la guerre arrive, offrant un peu de répit.

4.

Marseille, de faux airs de Chicago

Si les tenanciers ont noué des relations avec les hommes politiques, à Paris et en province, c'est à Marseille que les liens sont les plus forts. Au point de conférer à la ville un petit air de Chicago. Dans l'entre-deux-guerres, les pratiques du clientélisme et de l'électoralisme sont à leur apogée. Et particulièrement en vigueur dans la communauté corse.

Simon Sabiani importe le clientélisme

Dans l'île, au village, le clan prédomine. Les familles suivent un chef plus qu'un parti. L'idéologie est secondaire, la fidélité et la reconnaissance priment de génération en génération. Le schéma a été transposé à Marseille, même si la presse de l'époque l'a largement exagéré. Dans la cité phocéenne, les morts confient leurs cartes d'électeurs aux souteneurs pour qu'ils accomplissent leurs dernières volontés. D'autres votants pratiquent le toboggan, qui consiste à déclencher une bagarre dans le bureau de vote et, à la faveur de la mêlée, à garnir l'urne à satiété. Les tenanciers de bars, eux, vendent leurs fonds agrémentés d'un stock de cartes d'électeurs laissées par les marins et autres voyageurs de commerce. En échange, les hommes politiques arrangent les affaires de leurs agents électoraux : femme incarcérée, interdiction de séjour levée, emplois fictifs…

L'homme qui incarne le mieux ce système s'appelle Simon Sabiani. Né en 1888 à Casamaccioli, Sabiani a fait carrière à Marseille. Non sans rebondissements. En 1919, il est conseiller municipal sur la liste radicale de Simon Flaissières. En 1922, il est conseiller d'arrondissement communiste, puis conseiller général en 1925 et député en 1928 sur la liste des Indépendants. En 1929, il fonde une liste de coalition avec Flaissières, ancien maire socialiste, et avec le Dr Tissot. Ce dernier est élu maire en 1931, mais c'est son adjoint Sabiani qui dirige la ville jusqu'en 1935.

L’année suivante, il est battu aux législatives par François Billoux, candidat communiste.

Dans l’ombre de Sabiani, s’agitent deux borsalinos, et pas n’importe lesquels. Ceux de Paul Venture Carbone et de François Spirito, les deux plus beaux voyous de la ville. Les gangsters jouent les agents électoraux. Leurs hommes soutiennent le candidat Sabiani lors de ses réunions politiques, empêchant ses adversaires de perturber la séance. À l’inverse, il leur est fortement recommandé d’animer les discours de la concurrence, à l’aide de quelques gros bras gouailleurs. Chaque liste a sa force de frappe recrutée dans la pègre. Celle de Carbone et Spirito est évidemment la plus forte. En 1936, Jean-Noël, dit Jeannot, frère de Paul Carbone, que Sabiani a nommé responsable du stade municipal, tire sur un homme de main de Ferri Pisani, adversaire de Sabiani. Alfred Pegazzano, trente-six ans, ex-champion de France de poids welter, écope d’une balle dans la cuisse. Aucune plainte n’est déposée.

Carbone et Spirito, une association exceptionnelle

Paul Venture Carbone est né le 1er février 1894 à Propriano en Corse. Mais c’est très jeune que son père, navigateur aux Messageries maritimes, installe la famille au Panier, le quartier traditionnel de la communauté. Élève studieux, il passe son certificat à l’école de la Major mais doit arrêter ses études pour aider sa mère, devenue veuve, et ses deux jeunes frères, François et Jean. À douze ans, il commence par vendre le journal du soir, *Le Soleil du Midi*, puis s’embauche comme matelot sur une tartane qui transporte du sable jusqu’au Vieux-Port. Ses heures de loisir, il les passe dans les rues du Panier et les bals de Saint-Jean.

Grand, le torse puissant, un cou de taureau, le garçon a les arguments pour se faire entendre lors des parties de dés. Et ne s’en prive pas. Les coups distribués lui valent d’être repéré par les services de police. Et à l’heure de l’appel sous les drapeaux, c’est au bataillon d’Afrique qu’il échoue en 1914. La guerre le surprend sous les drapeaux et l’envoie combattre avec son unité, d’abord au Maroc, puis en 1917 dans les tranchées de Verdun. Blessé, il en rapporte la médaille militaire pour avoir sauvé son supérieur. Et une multitude de tatouages.

Sur ses bras s’enroulent des serpents multicolores, sur son dos s’étalent des visages de femmes et des fleurs, son cou arbore les pointillés de la

guillotine, et sa poitrine, une tête de Maure entourée des inscriptions « Vive Napoléon », « Vive Laetitia », « Austerlitz », « Baraka », « Honneur et patrie », « Merde »…

Devenu un caïd du Milieu, fréquentant hommes d'affaires et politiciens, il tentera d'enlever ses tatouages en les repiquant au lait fermenté et en les frottant au gros sel. Il fera même brûler les obscénités qui décoraient ses poignets. À défaut de les faire disparaître, il cachera ses bouzilles sous des chemisettes de soie, commandées spécialement, et portées sous ses chemises.

L'armistice signé, Carbone se consacre au commerce des femmes. Sa réputation et sa force tranquille lui assurent une place de choix parmi les souteneurs. Mais très vite, l'ambitieux accompagne sa femme Lola en Égypte, de l'autre côté de la Méditerranée. Il y renforce sa puissance et étend son pouvoir. D'autres femmes suivent.

Au Caire, il se lie définitivement avec celui qui deviendra son double pendant plus de quinze ans, François Spirito, dit Lydro en raison des cicatrices de variole qui lui mangent les joues. Spirito est né en 1900 à Itri, en Italie du Sud. Enfance difficile et arrivée à treize ans à Marseille. Plus grand et plus fin que Carbone, c'est un séducteur. Un temps danseur mondain puis amant d'une tenancière de la rue de la Reynarde, Spirito, anciennement appelé le Beau Ficelle, rencontre Carbone au pied des pyramides où il exerce comme proxénète. La légende veut qu'il ait sauvé d'une mort certaine Carbone enterré vivant dans le désert par des concurrents égyptiens.

C'est ensuite l'eldorado argentin qui s'ouvre à eux, ou plus exactement à leurs femmes, ces messieurs se contentant de recevoir les mandats. Lola, prostituée de luxe, délaisse la *casita* et exerce en appartement à Buenos Aires, entourée de ses belles-sœurs, Francine, femme de Jeannot Carbone, et Mathilde, femme de François, dit Tchichakoff, embarquées en 1928 à Barcelone sur le *Champollion.* Paul, lui, reste avec sa mère qui tient une pension au 2, rue Audimard, à côté de son appartement. Entre-temps, les duettistes se sont taillé une réputation dans le Milieu marseillais. Très vite, ils sont passés au racket, à l'image des gangsters américains qui instaurent des redevances sur une grande échelle. Les primeurs de la ville sont priés de verser leur dîme, puis les bouchers, les épiciers, et bien sûr les bars, hôtels de passe et autres bordels. Cette manne permet aux compères de faire prospérer leurs affaires. Ils prennent des parts dans les maisons de la Côte,

de gré ou de force, à Cannes, Nice, Marseille… Les récalcitrants plient rapidement devant la persuasion dont font preuve les hommes de main de Carbone et Spirito. En 1929, ils achètent une maison au Caire, la Rose des sables, et y envoient des bateaux complets de filles. À Tunis, en Argentine, ils investissent dans le commerce de l'amour, le seul qui permette de faire un franc avec zéro franc et par là même de financer des trafics plus bénéfiques. Comme la drogue.

Les stupéfiants sont déjà inscrits au registre des plaisirs depuis la deuxième moitié du XIXe siècle. À la Belle Époque, l'opium se taille la plus belle part. Importées de Shanghai *via* l'Indochine, les fumeries fleurissent dans les villes portuaires. Principalement là où la coloniale et la royale séjournent : Marseille, Toulon, puis Bordeaux, Nantes, Brest, Le Havre. On y fume le chandoo, la pâte d'opium, dans des pipes, couchés sur des nattes. La fée grise gagne la société civile et la capitale. À Paris, les fumeries pullulent. Les autorités tentent de les fermer en 1909. En théorie, depuis 1908, seules les pharmacies en vendent sur ordonnance. Mais à partir de 1910, une poudre magique, la cocaïne, se répand chez les filles de joie.

Cocaïne et filles soumises

Isolé en 1859 par Nieman, un chimiste viennois, l'alcaloïde de la feuille de coca dépasse alors le cadre de la chirurgie. Sa réputation de stimulant et d'aphrodisiaque attire les fêtards de la butte Montmartre, les artistes et bien sûr les filles soumises. La prise est rapide, ne nécessite aucune installation, au contraire de l'opium. À Montmartre, des trafiquants comme Georges Schlin, trente ans, qui tient ses assises au P'tit Maxim's, un repaire de truands de haute volée, distribuent la poudre aux filles. Georges, qui anime une équipe de six revendeurs, a des références dans le Milieu. Avec son frère Albert, il forme un beau tandem de tenanciers de bars et de maisons, notamment, pour Albert, le 56, rue Taitbout. René de Londres essaya de mettre Georges à l'amende en 1910. Sans succès. Pourtant, lors d'une rixe entre les deux bandes, rue des Abbesses, deux associés de Schlin s'écroulent. Quelque temps après, c'est Marcel du Perreux, équipier du Grand René, qui est blessé par Sanson les Yeux-Tatoués lequel fraye, lui, avec Schlin. D'autres trafiquent. Le roi de la coco à l'époque est surnommé Malaussena. Il tombe durant la guerre lors d'une permission. Son concurrent direct est Grand-Père. Il fait équipe avec Robert de

Rochechouart qui se fournit en Allemagne. Mais ce n’est qu’avec la Grande Guerre que la drogue rejoint définitivement les bas-fonds. En 1916, la poudre devient illégale et le trafic se criminalise. Le commerce, l’usage en société et la possession des produits sont pénalisés. Depuis sa création en 1914, la brigade mondaine a d’ailleurs sa section spécialisée dans la lutte contre le trafic illégal de stupéfiants (en réalité le service des stups existe depuis 1910, il était alors rattaché au service des garnis, constituant le service mixte S). Aux côtés de l’inspecteur principal et de son adjoint chargé du contrôle des maisons, de deux enquêteurs chargés de la traite des Blanches et des enquêtes recommandées, de deux archivistes, six enquêteurs sont chargés des stupéfiants.

Malgré ces premières mesures, la neige continue de tomber en toutes saisons à Montmartre. Dans les cabarets, les consommatrices, revendeuses, guettent le client. Sur un signe, elles se dirigent vers les toilettes et glissent les sachets de C derrière un tuyau. En sortant, le client leur donne le prix de la prise. Les petites mains du royaume des plaisirs – vendeuses de fleurs, violonistes de cabaret… – propagent ainsi la « poudre folle ».

La cocaïne est la plupart du temps fournie par des pharmaciens véreux, des garçons de laboratoire ou achetée directement en Europe aux usines qui la produisent. Notamment en Allemagne, dont la plus célèbre et la plus importante du monde est Merck Darmstadt. De là, elle part pour la Suisse, la Belgique où les trafiquants la paient et l’acheminent à Paris.

Carbone, lui, est transitaire en cocaïne. Il s’en procure auprès des usines et officiellement l’expédie à l’étranger. Il n’est pas interdit d’acheter de la drogue si elle est destinée à l’export. Un décret de la Société des nations de février 1925 a instauré un système de certificats d’importation et d’exportation. Nombre de trafiquants en profitent alors. En toute légalité.

Mais Venture et Spirito misent plus haut, sur l’opium. Et là où habituellement passent de petites quantités, le duo va industrialiser la contrebande.

La pâte brune arrive en gros

Depuis le début du siècle, la concession française de Shanghai est une grosse exportatrice. L’importation d’opium venue d’Inde, légale depuis 1860, a constitué l’un des principaux facteurs de développement de la ville. La Chine est ensuite devenue un pays producteur et Shanghai une place

d’export. Mais, en 1919, le gouvernement impérial et les puissances étrangères ont signé conjointement l’interdiction de production et d’importation. Au moins en théorie. La contrebande se développe, et la concession internationale en devient la plaque tournante. Les marins qui font les lignes d’Extrême-Orient se chargent de l’acheminer en France.

Bientôt, l’Égypte en devient la capitale.

Les Marseillais se sont tournés vers le trafic en s’implantant au pays des pyramides. Sur les bords du Nil, les revendeurs sont nombreux qui proposent de l’opium d’Extrême-Orient. La liaison Alexandrie-Marseille n’est pas très longue et les bateaux sont fréquents. Carbone recrute parmi les équipages quelques marins plus audacieux que la moyenne.

Les Corses ne manquent pas dans la profession. Les navigateurs de l’île se sont installés les premiers dans le quartier du Panier, à la fin du XIXe siècle. Avant-guerre, les Corses quittent leur île et se posent dans ces ruelles qui surplombent le Vieux-Port d’un côté et les bassins de la Joliette de l’autre. La plupart des jeunes de la communauté, sans formation, s’embarquent pour quelques années.

Habitués à toutes sortes de trafics, les matelots qui font, entre autres, la Chine ne sont pas difficiles à convaincre. Au port de la Joliette, ils ont trouvé une parade pour déjouer les contrôles de la douane. Le quai d’arrivée des longs-courriers est le même que celui qui sert au départ des cargos qui font la navette Marseille-Sète. Le tour de passe-passe consiste à décharger les stups et à les mêler aux ballots qui partent à Sète. Débarquée sans problème, la drogue est acheminée à Marseille par le rail. La gare Saint-Charles reçoit également la cocaïne en provenance de Suisse. Loin de porter les sacs, Carbone et Spirito ont eux la main-mise sur le marché. Et ils innovent. La technique d’importation est simple : pour déjouer les contrôles portuaires, l’opium est conditionné dans des sacs goudronnés étanches lancés à la mer à l’approche du port et réceptionnés par les barques des pêcheurs des Goudes sous les yeux des deux truands qui dégustent leur bouillabaisse aux Roches blanches.

Au départ, les voyous se contentent d’importer de l’opium brut, revendu et consommé comme tel dans les fumeries du Vieux-Port. Mais bientôt, le goût des consommateurs change et la pipe est remplacée par la ligne, voire par la seringue.

L’héroïne entre en scène

Peu à peu, les fumeries d'opium se raréfient. À la fin des années vingt, elles ont quasiment disparu. Trop coûteuses, repérables par le va-et-vient des clients et la fumée, les toxicomanes leur préfèrent la seringue hypodermique Pravaz. Inventée par Charles Gabriel Pravaz en 1850, elle accompagne et favorise le développement de la morphine, principal alcaloïde de l'opium et le plus puissant des antalgiques, découvert en 1804 par Armand Seguin. L'héroïne, un dérivé de la morphine mis au point par les laboratoires allemands Bayer en 1898, en démultiplie les effets. À partir de 1925, les trafiquants poussent les consommateurs vers cette drogue meilleur marché et qui fidélise la clientèle par son pouvoir addictif.

Mais le marché français de l'héroïne est restreint. Heureusement, d'autres clients se présentent. Effet pervers de la prohibition ? Depuis les années vingt, les Américains ont adopté la poudre magique. Créant même, en 1921, une dizaine de centres de désintoxication. Et si Spirito est en charge de gérer cette activité précise, ce n'est pas un hasard. C'est lui qui met sur pied toute la filière, depuis l'achat du brut égyptien jusqu'à sa revente aux Américains. À New York, l'activité est aux mains des gangs siciliens, napolitains et juifs.

À la fin des années vingt, Arnold Rothstein, gangster juif présenté aujourd'hui comme le père spirituel du crime organisé américain, se lance dans le commerce des stupéfiants. Son homme de terrain chargé de sillonner l'Europe à la recherche de la marchandise s'appelle Yasha Katzenberg. Il achète aux usines, mais, à partir de 1931, la Société des nations réglemente la production mondiale en limitant la fabrication de chaque pays à son usage personnel et médical. Déjà, en France, le décret du 20 mars 1930 réglemente la production en mettant fin à la profession de courtier en toxiques et en supprimant un certain nombre d'usines. Fini les achats légaux. Les intermédiaires se tournent alors vers les fournisseurs occultes. Entre-temps, c'est Louis Lepke, autre figure du crime new-yorkais, qui a repris les affaires de Rothstein à sa mort en 1928. Côté italien, c'est Vito Genovese, qui évolue dans l'ombre du boss des boss, Lucky Luciano, qui tient les rênes de la drogue. Originaire de Naples, il se rend en Italie au début des années trente pour affiner ses contacts avec les trafiquants italiens et français. Spirito, né en Italie du Sud, entretient de son côté un certain nombre de relations avec son pays d'origine. La boucle est bouclée.

Pour répondre à la demande, Carbone et Spirito se lancent donc dans le raffinage dans le sud de la France. L'opération a de multiples avantages : augmenter les prix de vente et faciliter le transport. Avant l'exportation, l'opium brut prenait le chemin de Paris, alors centre principal de consommation de l'Hexagone. Les laboratoires y sont installés.

L'école française de la chimie

L'installation d'un laboratoire clandestin, si elle demande une certaine infrastructure, n'est pas chose compliquée. Un pavillon tranquille et un peu d'outillage en vente libre : tamis, verrerie de laboratoire, séchoir, four, pompe à vide… Et côté matières premières, tout est aussi facile d'accès : bicarbonate de soude, acide chlorhydrique, acétone, alcool, anhydride acétique… Le problème, c'est la recette, maintenue secrète par Bayer. Et bien sûr le tour de main qui distingue le grouillot du grand chef. Pendant plusieurs décennies, la France va fournir les meilleurs sauciers de la planète. Et l'homme qui est à l'origine du savoir-faire à la française s'appelle Charles Fortin. C'est un ancien chimiste déchu. Amateur de filles et de jeu, il fréquente Pigalle et ses cercles de jeu clandestins, rendez-vous des malfrats, à l'image du Canard amoureux, un bar de nuit qui abrite une partie de faro à la nuit tombée. Une trappe située à droite du comptoir y conduit à la salle. Parmi les joueurs assis sur les bancs ou restés debout, Fortin tient sa place en compagnie de ses deux chiens blancs, des loulous de Poméranie. Pour assouvir ses passions, à partir de 1925, âgé d'une cinquantaine d'années, il raffine dans son laboratoire installé dans une villa de Bezons, en banlieue. À la fin des années trente, Charles Fortin se laisse prendre définitivement par son démon et finit comme bookmaker.

Mais avant, il forme Dominique Albertini, un Corse d'origine italienne, ancien préparateur en pharmacie, qui devient le raffineur de Carbone et Spirito.

Les compères installent leur laboratoire à Bandol, dans une villa isolée au milieu des pins et des vignes. La drogue une fois prête est confiée à des marins qui font la traversée à destination de New York. Nous sommes loin des quantités d'aujourd'hui. Le marché est alors balbutiant et les passeurs embarquent quelques centaines de grammes.

La *French Connection* – terme générique – est lancée. Elle se développera après-guerre. Albertini, devenu l'un des plus gros trafiquants

des années cinquante, meurt en 1970 à la prison des Baumettes à Marseille. Au préalable, il a formé son demi-frère Joseph Cesari, né en 1915 à Bastia. Après avoir commencé comme transporteur alors qu'il était marin dans les années trente, Cesari est élu meilleur chimiste de l'après-guerre. Avant d'être épinglé dans la *French Connection*, il forme à son tour de nombreux élèves qui finissent d'asseoir la réputation de la chimie française…

Devant les bénéfices réalisés, les marins comme Cesari sont nombreux à monter leur propre filière. Des voyous aussi, comme les frères Aranci. L'aîné, Marius, est arrêté en 1929 avec cinq kilos d'opium et en 1934 se trouve mêlé à un trafic couvrant trois tonnes. L'homme travaille avec ses deux frères, Antoine et Joseph. Le trio finit sa carrière en 1960, arrêté pour la dernière fois dans un trafic d'héroïne à destination des États-Unis. Carbone et Spirito laissent faire. En échange, ces hommes leur rendent des services…

La mondialisation

Marseille n'a pas le monopole du trafic. Si, géographiquement, la ville est bien placée pour recevoir la drogue du Moyen et du Proche-Orient, Paris en reste la capitale. Principal centre de consommation, c'est aussi le haut lieu du raffinage jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. En région parisienne, la drogue arrive par la route ou le chemin de fer, avant d'être embarquée dans le port du Havre.

À la fermeture d'un certain nombre de fabriques en 1930, des laboratoires clandestins vont s'installer en région parisienne : à Livry-Gargan, à Argenteuil, Bagnolet, Montmorency, Rosny-sous-Bois… et même en plein Paris. En juin 1935, à treize heures, un laboratoire explose au 220, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris. Sans doute lors du chauffage de la morphine base avec l'acétone, un accident classique. Dans la villa louée par M. Chebab, repris de justice condamné plusieurs fois pour escroquerie et abus de confiance, les policiers trouvent cinquante kilos d'héroïne. Les chimistes sont les frères Annavi, Benjamin et Isaac, arrivés de Bulgarie quelques mois plus tôt. Dans le Milieu, on cite les noms de Carbone et Spirito comme commanditaires… Plusieurs bandes, qui contrôlent le trafic, recrutent des chimistes comme Henri Guibon, ancien du Comptoir des alcaloïdes, Marinot, arrêté en 1934 dans son officine de la rue Petit à Saint-Denis, ou encore Bernard Pessis, qui travaille pour la bande du trafiquant

Lyon. Ce dernier est un ancien associé des frères grecs Heliopoulos qui, avec d'autres trafiquants comme Del Gratio et les frères Taranto, fournissent le marché américain. Avec l'organisation du trafic international entre Shanghai, Istanbul, Belgrade, Sofia, Alexandrie, Port-Saïd, Marseille, Paris, Le Havre, New York et Montréal, naît l'Office central de répression du trafic des stupéfiants en 1933.

Les patrons de Marseille

Femmes, racket, drogue… Carbone et Spirito ne s'arrêtent pas là. Grâce à leurs contacts avec les responsables des dockers, ils tiennent le port. Le duo trempe dans tous les trafics de la Côte : armes en 1936 à destination de l'Espagne franquiste, trucages de combats de boxe – Spirito en est fan et son cousin Francis Buonaugura est champion de France des poids coq sous le nom de Kid Francis… jusqu'à la fausse monnaie et autres copies hors la loi.

En 1929, la Sûreté générale démantèle un réseau de faussaires qu'elle traque depuis plusieurs années. Depuis 1922 exactement. Cette année apparaît sur le marché des faux timbres de vingt-cinq centimes. Deux ans après circulent des bons de la Défense nationale dérobés au cours d'un cambriolage au bureau de poste de la rue Vauvenargues, à Paris. Leurs numéros sont falsifiés. En 1925, 26, 27, 28, 29, la bande contrefait des bons de 1 000 et 10 000 francs, des mandats postaux, des coupons de rente, etc. En 1929, un indicateur du Milieu marseillais met enfin les policiers sur la piste. Les enquêteurs sont venus de Paris, sans alerter leurs collègues locaux, pour éviter les fuites… la bande ayant de nombreuses connexions à la préfecture et dans les différents services municipaux. Le 23 août, Martini, le graveur, et Intertiglia, le typographe, sont arrêtés au 98, rue Grignan. Dans leur appartement au troisième étage, les policiers parisiens découvrent une imprimerie clandestine, véritable caverne d'Ali Baba : planches lithographiques gravées destinées aux faux bons de la Défense, faux timbres, fausses cartes d'identité, faux passeports, fausses cartes de mutilé…

Martini, dit le Beau Markin, cinquante ans, baraqué portant beau, est un ancien lithographe et graveur. Avant de mal tourner, il tenait boutique sur le quai du Canal, mais prenait l'apéritif avec les mauvais garçons, au bar Titin notamment. Les truands, mis au courant de ses talents, ne tardèrent pas à

l'employer. Et Martini fournit le Milieu marseillais pendant des années, sans doute couvert par le duo Carbone-Spirito. Malgré les années de travaux forcés, Martini et Intertiglia ne parlèrent pas.

Les caïds de Marseille sont les rois de la Canebière. Surtout à partir de 1931, et l'accession de Sabiani au poste d'adjoint au maire. Costume des plus grands tailleurs, voitures, soupers aux meilleures tables de la ville, fréquentation assidue du casino de Monte-Carlo, ils mènent grand train. Carbone possède un voilier amarré à Bandol, la *Roselyne*, du nom de la fille de son avocat, Me Ceccaldi. Spirito est patron de l'Amical bar, où il joue les juges de paix entre gens du Milieu. Carbone reçoit à la brasserie Beauvau, qu'il a ouverte à deux pas du Vieux-Port. Le tout-Paris y vient en curieux rencontrer les gangsters. Surtout depuis leur relaxe dans l'affaire Prince et l'accueil triomphal que leur a réservé Marseille et son adjoint Simon Sabiani. Ils étaient mis en cause par l'inspecteur Bonny dans l'affaire du conseiller Prince, suicidé par une locomotive à la Combe-aux-Fées (sur la ligne Paris-Dijon) et mêlé à l'affaire Stavisky. Après une incarcération de vingt jours à Dijon, les deux hommes sont relâchés et rentrent en avril à Marseille. Sur le quai de la gare deux mille personnes les attendent. Simon Sabiani a orchestré la réception, proclamant par des affiches placardées partout dans la ville son amitié pour les truands.

Les forces vives du Vieux-Port

Mais Carbone et Spirito ne sont évidemment pas les seuls voyous de Marseille. Déjà, ceux qui régneront en maître après-guerre font leurs armes aux abords du Vieux-Port.

Depuis la guerre, la pègre a changé. Les bandes de voyous qui se partageaient la ville ont pratiquement disparu. Les rois du couteau des bandes de Saint-Jean et Saint-Mauront ont vieilli. La rivalité entre les deux équipes se termine par la fusillade du bar des frères Russo, caïds de Saint-Mauront et par le départ du tireur, Antoine La Rocca. Seuls les jeunes souteneurs conservent l'habit traditionnel du pégriot : casquette, vareuse de marin et espadrilles aux pieds. Les apprentis proxénètes s'exercent à la séduction dans les bals et particulièrement au bar Saint-Jean, fréquenté par les Hommes les plus prometteurs. Les petits truands y lèvent les cagoles qui feront leur fortune, et leur permettront d'arborer des chemises de soie brodées à leurs noms, coupées sur mesure chez Séverin, des complets

signés du tailleur de la rue Colbert, un superbe feutre et des chaussures bicolores, faites par le bottier du Grand Marcel, l'homme le plus élégant de la ville. Les voyous tourbillonnent également Aux Planches, près de la plage du Prado, ou aux Camélias, rendez-vous des hommes du Voyage tenus par Coco et Chois Gueule en or, lourdement armés pour prévenir les bagarres.

Mais, durant les quelques années qui suivent l'armistice, les proxénètes subissent une concurrence imprévue. La guerre a laissé les femmes seules, nombre de leurs hommes n'en sont pas revenus. Des places sont à prendre. Les Noirs s'en chargent. Mobilisés durant les dernières années de la guerre, les tirailleurs sénégalais et autres soldats des colonies se retrouvent sur le pavé marseillais et s'y plaisent. Les prostituées du quartier réservé ne sont pas non plus indifférentes à leurs charmes. Et certains tenanciers encouragent ces protecteurs moins gourmands que leurs prédécesseurs. Une association est née. Mais bientôt, quelques survivants de la Grande Guerre reviennent, et réclament leur dû. Les deux camps s'affrontent, des hommes tombent. Au début des années vingt, Blancs et Noirs vont cohabiter. Les premiers se cantonnent au quartier réservé, devenu une attraction touristique mentionnée dans les guides insolites de la ville, les autres s'installent sur la place du Grand-Théâtre (encore appelé l'Opéra), haut lieu de la prostitution situé à deux pas de la Canebière. Et dans les rues alentour : rue Darse, rue Paradis, rue Sainte… Les mauvais garçons – casseurs, souteneurs, braqueurs – se retrouvent dans les bars des rues Molière, Corneille, Haxo, Saint-Saëns. Rue Vacon, c'est le rendez-vous des trafiquants de stupéfiants qui y ont leur comptoir. La truanderie est également présente dans le quartier de la Belle-de-Mai, au cours Belzunce, rue Thubaneau, rue Poids-de-la-Farine et rue Bernard-du-Bois, au Rouet, aux Carmes…

Nombre de macs logent au Rich' Hôtel, rue Longue-des-Capucins, en bordure des secteurs de prostitution de leurs femmes. La journée, les navigateurs immobiles – ils sont souvent inscrits maritimes pour justifier de leurs revenus – jouent aux cartes en attendant ces dames. Là se croisent les différentes strates de la corporation : placeurs, petits souteneurs, hommes de poids, Voyageurs… L'aristocratie adjoint au trafic des femmes celui des stupéfiants.

Le Milieu fréquente également le bar des Colonies au 80, rue Bernard-Dubois. Depuis 1928, il est la propriété d'un Corse nommé Antoine

Guérini. Grand, fin, Antoine est aussi froid que bel homme. Il est alors en pleine ascension.

Les frères Guérini

Antoine Guérini est né en 1902 à Calenzana, en Corse. Le père, Félix, bûcheron, a du mal à faire vivre sa famille : cinq garçons, Antoine, Barthélémy, François, Pascal, Pierre, Lucien, et deux filles, Toussainte et Restitude. En 1922, Mémé, le deuxième, qui a alors quatorze ans, est le premier à partir. Il s'embarque pour Bordeaux où un épicier cousin de son père l'attend. Grâce à lui, Mémé travaille ensuite à l'hôpital comme aide-infirmier. Ce qui lui permet d'apprendre le français. À Bordeaux, il rencontre un ami de son père, Titi Colonna, trente-six ans, truand en affaires à Bordeaux, Nice et Marseille. En sus d'autres Hommes, il lui présente Léonie, une tireuse de cartes.

En 1923, Antoine débarque sur le continent à son tour pour effectuer son service militaire dans les chasseurs alpins à Annecy. L'année d'après, il est démobilisé. Son mentor, Jacques Costa, lui trouve une place dans une brasserie niçoise. Son frère décide alors de le rejoindre. Léonie suit, arrête les cartes pour le trottoir et devient la protégée de Mémé, qui n'a pas plus de seize ans. Barman, Antoine se fait des relations dans le Milieu niçois. Il rend des services et commence à mettre un pied dans le circuit. Son mutisme, sa froideur, sa bonne mentalité le font remarquer. En 1928, Mémé rentre en Corse pour le service militaire. Entre-temps, Antoine s'est mis au travail sur les conseils de Titi Colonna, l'ami de la famille. Très vite, le garçon a surveillé sa première fille rue Thubaneau. Deux ans après, il lui adjoint un doublard. Antoine Guérini commence à se faire un nom. Depuis 1924, il est agent électoral de la section socialiste – une tradition familiale – dans la troisième circonscription, celle du Panier. Cette année-là, aux législatives, il fait le coup de poing pour les députés Fernand Buisson et Canavelli, qui gagnent et renforcent ainsi le pouvoir de Flaissières, maire socialiste de la ville. En 1928, possédant quelques filles, Antoine prend le bar des Colonies. Pour le tenir, il fait venir Mémé. À vingt-deux ans, légèrement plus petit que son frère, Barthélémy a la même détermination que lui. Les frères inaugurent une association qui va durer quarante ans. Prometteur, Antoine ne peut asseoir son pouvoir sans l'assentiment du caïd du milieu corse, Paul Carbone. Celui-ci l'a remarqué et l'autorise à aligner

ses filles en échange de quelques coups de main. Notamment convaincre les tenanciers récalcitrants, comme en juin 1929, où il rackette un Niçois, André Raiberti, qui refuse de céder des parts à Carbone. Les frères Guérini attaquent la partie de passe anglaise tenue par le tenancier dans un tripot voisin de sa maison du vieux Nice. Le coup a été indiqué par Carlo, un de ses hommes. La balance finit avec deux balles dans le corps, le mois suivant.

Toujours en 1929, il hérite d'une maison de rendez-vous à côté de la préfecture. Propriété d'une veuve du Milieu qui n'hésite pas à abattre un ex-amoureux encombrant. Dans le Milieu, les rumeurs attribuent le crime à Antoine… À vingt-sept ans, ce dernier est devenu un Homme. Dix femmes travaillent pour lui, et il possède un bar et une maison. Aux élections législatives de 1932, les troupes d'Antoine se rangent du côté socialiste qui perd face à la droite d'Eugène Pierre. Sabiani, soutenu par Carbone et Spirito et premier maire adjoint depuis 1931, qui s'est rapproché de la droite, gagne face à Ferri Pisani dans la troisième circonscription. Celles de 1935 remettent aux prises les mêmes équipes, même si le combat est faussé, les deux camps s'étant entendus pour limiter les dégâts. À la sortie d'une réunion électorale près de la gare Saint-Charles, des coups de feu éclatent entre les belligérants. Sous la charge des hommes de Carbone, Antoine et les siens refluent vers le palais Longchamps et ses jardins. La bataille se poursuit autour des cages du zoo qui perd à l'occasion un potamochère de Madagascar, seule victime de la soirée. Tasso, le candidat soutenu par les Guérini, l'emporte et dirige la ville jusqu'en 1937, où les commandes sont confiées à un administrateur extraordinaire nommé par le gouvernement.

Au printemps 1936, les frères achètent le bar de l'Étoile, rue Thubaneau. Ils en font un établissement de luxe avec cercle de jeu au sous-sol. Pour l'inauguration, tout le gratin de la police, de la politique et des affaires est là. Antoine, ayant besoin de main-d'œuvre de confiance, fait venir trois de ses frères – François, Pascal et Pierre – de Calenzana. Le sixième, Lucien, souffrant, reste au village aux côtés de ses parents. Les sœurs viennent aussi, qui tiennent le bar avec leur frère François. Peu après, deux nouvelles maisons et un bar tombent dans l'escarcelle d'Antoine. Fernand Ansaldi, propriétaire de maisons à Salon-de-Provence et rue Bouterie à Marseille, ainsi que d'un bar près de l'Opéra, est victime d'une attaque. Contraint à la retraite en Corse, il laisse ses biens à Antoine. Les Guérini élargissent leur

portefeuille de bordels avec une enseigne toulousaine et deux algéroises. À la veille de la guerre, ils sont à la tête d'un petit empire.

Une autre fratrie, les Renucci

D'autres futurs caïds de l'après-guerre grandissent dans l'ombre de Carbone et Spirito : Jacques Ulysse, traitant de Rio, Joseph Piereschi, dit Fume-Cigarette, souteneur, les frères Antoine et Jules Santini, souteneurs également, Dominique Paoleschi, *idem,* et bien d'autres. Parmi eux, Jo Renucci, l'une des plus belles figures des années cinquante.

Le petit Jo – il mesure un mètre soixante-deux – commence à faire parler de lui à la fin des années vingt, lorsque Carbone et Spirito mettent la main sur les maisons de la Côte.

Joseph Antoine Renucci est né le 6 juillet 1908 à Marseille. Le père, Séraphin, et la mère, Angèle-Marie, sont originaires de Zicavo en Corse. Petit et peu costaud, Jo est particulièrement intelligent, prudent et rusé. Mais, vu sa corpulence, il ne peut s'imposer que par les armes, ce qui lui vaut d'être arrêté pour port d'armes à Saint-Éloi-les-Mines, le 8 janvier 1928. Le 11, il est condamné à quinze jours de prison, qu'il exécute à Riom. Cinq mois plus tard, il est soupçonné de vol à Marseille et, faute de preuves, relaxé. En 1929, il commence à travailler pour Carbone, servant d'homme de main. À vingt et un ans, on le craint. Le Milieu lui attribue deux meurtres. Son nom est déjà un passeport. Ses deux frères Noël et Barthélémy l'ont précédé. Noël est le grand spécialiste des jeux dans la région. Il tient notamment un cercle à Marseille. Et puis les Renucci sont liés aux Carbone. Jeannot, le frère de Paul et son bras droit, a épousé Francine Salducci, dont la sœur Françoise épouse Noël Renucci. Dans les années trente, Jo s'affirme et son nom est cité dans plusieurs hold-up, sans qu'il soit pourtant inquiété. Sauf en 1934, où il effectue un an de préventive à Alger pour un braquage d'encaisseurs, avant d'être innocenté. À part cet intermède, il engrange non-lieu sur non-lieu. Dans les affaires de la trésorerie générale d'Aubagne, du Crédit Lyonnais de Bignolles, du courrier postal d'Antibes, des encaisseurs de Nice… Durant cette décennie, il ne glane que de petites condamnations : mars 1930, trois mois pour port d'armes à Marseille, novembre 1932, six mois pour vol, mai 1934, six mois pour port d'armes. Entretemps, le jeune homme a été réformé pour fracture de la rotule du genou gauche. Officiellement, depuis 1935, il est importateur

d’agrumes. Parallèlement, il se met à la politique et fraie dans l’entourage de l’ancien président Fernand Buisson. C’est son frère qui l’a présenté. Noël est agent électoral de M. Rouvier, directeur de l’Hôtel-Dieu. Rouvier, protégé du président Buisson, se fait élire aux Goudes, petit port de pêche au sud de la ville. Un coin que Carbone connaît bien car il y surveille ses livraisons.

Le 19 décembre 1939, Jo Renucci est soupçonné d’être un des trois auteurs du braquage d’un transporteur de fonds de l’entrepôt de tabac de Toulon. Butin : 320 000 francs de l’époque. Mais Jo a un alibi en béton. Il est relaxé une fois de plus. Enfin, peu avant la guerre, en 1940, il est officiellement représentant en champagne et domicilié chez son frère Noël, alors patron d’une boîte, le Dan’s, rue Haxo. Jo n’a pas fini de faire parler de lui…

5.

Sur la Côte et en province

La pègre marseillaise ne se contente pas de la cité phocéenne. La toile d'araignée corse s'étend aux autres villes de la Côte. Antoine Guérini est venu de Nice à Marseille pour s'imposer ensuite dans la région. À l'image de Carbone et Spirito. Les trois grands centres de la pègre azuréenne sont Marseille, Toulon et Nice.

Fanfan, patron à Nice

Cette dernière ville – dont la pègre est commune à Menton – est relativement tranquille, le Milieu y fait ses affaires en toute discrétion. Excepté en septembre 1933, où Fanfan, l'un des caïds du coin, se fait descendre. Depuis quelque temps, des Marseillais veulent prendre le contrôle de la pègre locale, et rackettent les filles de Nice. L'ambiance est tendue. Cette nuit-là, Fanfan débarque à trois heures du matin à la brasserie de Madrid, rue Honoré-Sauvan. Il est accompagné de trois amis, Simon Antomarchi, Edmond Gautier et Roger Morand. Vers quatre heures, il sort sur le trottoir poursuivre une conversation avec un quatrième homme. Quelques minutes après, deux coups de feu claquent. Fanfan s'écroule, mort. De son vrai nom Joseph Bottero, il avait trente-cinq ans. Ancien chef de bande durant la Première Guerre mondiale – il a alors dix-sept-ans – il est soupçonné du meurtre du brigadier de police Roman, mais bénéficie d'un non-lieu. Dans la foulée, il est condamné à six mois pour cambriolage. À dix-huit ans, en 1920, il devient souteneur. Puis se lance dans les stups. Le 17 janvier 1930, il est condamné à six mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour pour trafic de stupéfiants dans la région cannoise. Mais, des parlementaires ayant intercédé en sa faveur, il est autorisé à séjourner à Nice. Où il prélève sa dîme sur les maisons, encaisse les paris et sert d'agent électoral. Avant de mourir.

Pourtant, les règlements de comptes ne sont pas très fréquents. Sauf à l'occasion des élections. En 1926, Ciccioli, dit la Besta, truand et agent électoral, tue Albergucci, un adversaire, place de la Gare. En 1932, des affrontements éclatent lors des législatives et des cantonales. Les troupes de De Lussatz (voyou originaire de Monaco implanté à Nice et Menton, et homme de main de Carbone et Spirito à Paris) mettent en coupe réglée la circonscription de Menton et le secteur de Beausoleil. Jean Alpozzo, dit Jeannot, ancien boxeur arrivé de Marseille à Menton en 1920, est descendu. En 1931, il a fondé le Boxing club puis ouvert un bar, le Paris palace, et deux maisons, le Cristal palace et la Casa bianca à Menton et Sospel. Il est abattu en sortant du bar Edmond par une décharge de calibre 12 : une balle en pleine tête. Son assassin présumé, Joseph Gasiglia, patron du bar le Tunis et mari de Tripette, sous-maîtresse du Chat noir à Menton, est relaxé en avril 1936. Parmi les gros bonnets de la ville, on compte également Stefanini, arrivé de Cannes en 1931 et patron du bar le Saint-Michel.

Toulon, les Graziani en première ligne

D'autres caïds subissent la pression de la concurrence. Surtout à Toulon, deuxième marché de la Côte après Marseille. Dans la rade, les bandes s'affrontent pour le contrôle des affaires : baraques à sous, stups et bien sûr filles. Ces dernières sont d'un très bon rapport, grâce aux matelots de la flotte qui débarquent par dizaines dans le quartier réservé près du port, dans la basse ville : le Chapeau rouge, que l'on nommera après-guerre Chicago. Une trentaine de maisons aux volets clos accueillent les clients : le Pigall's, la Java, les Trois Étoiles, le Cythéria, le Chat noir… Les Hommes, eux, se retrouvent au bar de l'Entracte. Un duo de frères règne sur le Chapeau rouge, ce sont les Graziani. Originaires de Lucciana en Corse, ils sont venus jeunes sur le continent. Avant la guerre, âgés d'une vingtaine d'années, ils ne sont encore que des souteneurs prometteurs. Mais, dans les années trente, Philippe et Jean sont devenus les caïds de la ville. Ils ont survécu à l'épuration policière du quartier en 1920-1921. Au village natal en Corse, où Dominique le troisième frère est resté cultiver la terre, on admire leur réussite financière et on apprécie leur générosité. À Toulon, Jean, qui tient deux maisons, préside le syndicat des tenanciers, tandis que Philippe est patron du Montmartre, un bordel de la rue des Remparts. La générosité des frères n'est pas cantonnée à l'île de Beauté. À Toulon, ils distribuent

vêtements et nourriture aux plus démunis. Et se forgent de solides amitiés parmi les politiques. En 1928, pour la première fois, ils soutiennent la candidature d'un Corse qui a promis d'obtenir la grâce d'un matelot, Simon Scagliola, condamné à vingt ans de travaux forcés pour meurtre dans le quartier réservé. L'année 1933 les voit s'affronter avec des concurrents marseillais. Le 6 mars, Barthélémy Mignone s'écroule devant un café de la place d'Italie, le ventre ouvert d'une hanche à l'autre. Le 26 novembre, François Magaja, qui fréquente Chez Margot, un bouge de marins à Toulon, est retrouvé mort par balle au flanc des collines de Brousseau. Après un séjour à Nice, le cambrioleur, souteneur, trafiquant de stups venait de se réinstaller au pays. Le 28 novembre, c'est au tour d'Alexandre Chiappe de choir sur le trottoir de la rue Dumont-d'Urville. Dans la foulée, Antoine Paganelli, parti chercher deux filles à Marseille, tombe de quatre balles boulevard Gustave-Gamay.

En août 1934, ce sont des souteneurs arabes qui tentent alors de faire plier les Graziani. Le 15 août, Amélie Lucciani, dite Mimi de Bandol, reçoit une raclée près de la place du Théâtre par un Arabe marseillais, Abdel Guerrachi. En s'enfuyant celui-ci ouvre le feu sur les Toulonnais. Le soir, boulevard de Strasbourg, les deux bandes s'affrontent. D'un côté Abdel Guerrachi, Youssef Bouthemgoun et Ahmed Brahim, de l'autre Gustave Chiapollini, Noël Costa, Georges Colombani, Antoine Langelotti, Joseph Badani, Philippe Graziani et Sylvestre Nicolai, neveu des Graziani. Guerrachi est blessé et arrêté. Il dénonce les Graziani. Mais à la barre, il se rétracte. Guerrachi est condamné à un an de prison. Entre-temps, Louis Antonacci de Marseille est abattu à la sortie de la Vague bleue, une maison du Brusc (près de Sanary) où officie sa femme Rosette Santucci.

En juillet 1935, Guerrachi est de retour à Toulon. Pour y mourir. Le 17 août, deux autos le coincent rue Henry-Poptoureau et leurs occupants l'abattent. Les Graziani sont arrêtés sur dénonciation du patron du Post' Hôtel. Un bookmaker se présente et les innocente. L'hôtel brûle et les Graziani sortent après quelques mois de préventive. Pendant ce temps, les règlements de comptes non élucidés se poursuivent sur la place du Théâtre : le 26 avril, Jean René est tué par Joseph Ferracci ; le 19 mai, c'est César Taccola qui est blessé au même endroit : le 14 juin, Charles Eyglunen se prend trois balles dans le ventre. À sa sortie de l'hôpital, il abat Gesto Biamonti à la fête de la Loubière. Le 18 juillet, Catherine Alessander est blessée de deux balles par Étienne Angelo Gracchi. Enfin, le 26 octobre,

César Taccola tire sur un membre de la bande Graziani, Gustave Chiappolini, et le rate. Gustave, lui, fait mouche de deux balles dans le ventre. Retour à l'hôpital pour Taccola. En 1936, se déroule un règlement de comptes à l'américaine : boulevard Clemenceau à Hyères, une voiture est mitraillée par un tireur planqué dans une vespasienne. Le conducteur, Dominique Rocca, vingt-six ans, né à Calenzana, est tué d'une balle en pleine tête ; le passager, Antoine Mattéi, quarante et un ans, est blessé.

Pourtant, jusqu'au 24 septembre 1937 les Graziani résistent aux affrontements. Ce jour-là, Philippe est abattu. Pour une histoire de fille et d'honneur. Quelque temps auparavant, Graziani a pris la femme d'un autre, en l'occurrence un jeune du nom d'Ange Salicetti. Ange avait séduit une belle travaillant quai Cronstadt et l'avait placée en maison, mais Graziani avait lui aussi succombé aux charmes de Taki et souhaitait donner une leçon à ce jeunot arrogant. Pour s'expliquer, les deux hommes se rencontrent dans un bar de Marseille. La discussion tourne court et Graziani gifle Ange. Le lendemain, Graziani est attablé au bar de la Source, une maison des gorges d'Ollioules, avec deux amis, Martin et Muscatelli. Peu avant minuit, Taki signale à Graziani qu'Ange est dehors et veut lui parler. À peine sorti, il est foudroyé par les tirs de Salicetti et de son neveu Quilici, lesquels s'empressent de lever le camp dans la voiture de Marcel Rafaëlli, ancien policier et cousin d'Ange qui a mal tourné. Arrêté, ce dernier précède Ange qui est incarcéré. Un mois après, Rafaëlli est abattu devant son garage par Ange Fontana, un ami de Salicetti.

À l'issue de leur procès en 1938, Quilici et Salicetti sont condamnés à huit ans de réclusion et vingt ans d'interdiction de séjour. Quant à Jean Graziani, le frère survivant, il disparaît à jamais après le verdict. Il a fait la grave erreur de se porter partie civile… Les principaux protagonistes à l'ombre ou enterrés, on aurait pu croire l'affaire terminée. Elle allait durer treize ans, et Salicetti devenir un des patrons du Montmartre corse de l'après-guerre.

Grand, sec, frisé, portant lunettes, Salicetti est surnommé le Séminariste. Il est né en octobre 1914 sur l'île Saint-Joseph en Guyane, pénitencier où son père était surveillant. À douze ans, il quitte le bagne pour la Corse. L'ex-enfant de chœur entre au petit séminaire d'Ajaccio à dix-sept ans. Mais après quelques mois, il quitte les ordres et regagne son village pour deux ans. Puis, en 1933, il part pour Toulon et intègre l'arsenal, où sa sœur l'a précédé, comme apprenti soudeur. Il y traîne dans les bars malfamés.

Entre-temps, il est viré de l'arsenal pour avoir fracturé le crâne d'un contremaître en lui lançant une pièce de métal. Il retrouve Quilici et devient l'amant d'une tenancière. Salicetti se lance alors comme souteneur. Mais survient l'affaire Taki et les huit années de prison…

Quelques bastions de tricards

Avignon est la ville ouverte la plus fréquentée des Bouches-du-Rhône. S'y entassent plus de deux cents « tricards », les interdits de séjour. La loi de 1885 prévoit d'appliquer cette peine aux malfaiteurs récidivistes. Pour lutter contre la faune urbaine et son milieu criminel, l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 impose l'interdiction de séjour, soit : « la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le gouvernement avant sa libération ». En clair, il s'agit d'éloigner des villes les truands à leur sortie de prison, et particulièrement les souteneurs, pour les empêcher d'exercer. Les tricards sont donc rassemblés dans des villes ouvertes dont la liste est dressée par les autorités. Problème : en les rassemblant, on recrée un Milieu, tout en facilitant la délation. Pour avoir le droit de reparaître en ville, certains n'hésitent pas à laisser traîner leurs oreilles… En théorie, l'attribution de passe-droit est interdite par une circulaire du 12 janvier 1935. Sans grand effet. Pour améliorer la législation, un décret entré en application le 1er juillet 1936 modifie la loi. Il décentralise les interdits de séjour en désignant cette fois les villes qui leur sont fermées. Soit les départements de la Seine, de la Seine-et-Oise et des Alpes-Maritimes, les villes de Paris, Lyon, Marseille, Aix-en-Provence, Saint-Étienne, Strasbourg et Nice. De plus, un carnet anthropométrique est désormais remis à l'indésirable. Il doit être visé tous les deux mois par le commissaire de la ville où l'interdit de séjour a obtenu le « condé de résidence », renouvelable de trois mois en trois mois. Ce qui permet de suivre le gars à la trace.

En attendant la modification de 1936, Avignon est ce qu'on appelle un bastion de tricards (à Paris, ce sont Meaux et Creil). Tous les anciens du palais de justice d'Aix, passés par la prison Chave à Marseille ou la centrale de Nîmes, se donnent rendez-vous dans la ville. On peut d'ailleurs y travailler puisque la cité des Papes abrite un quartier réservé au pied de la butte et du parc. Cette promiscuité d'individus génère des conflits. En octobre 1934, Michel Nicolini, dit Michel le Corse, abat la femme d'un

autre proscrit, Djidioui Ammar, qui est en taule à Marseille pour violation de sa trique. Auparavant, il était à Lyon le caïd de la Guille, faubourg de la capitale des Gaules. Le Corse vient de tirer trois mois à la maison d'arrêt d'Avignon pour port d'armes. Avant, il avait fait dix ans pour meurtre sur son île. La femme d'Ammar, Benijkleff Oueirdia, dite Oujda la Tatouée, qui revenait de Marseille, échange des mots avec celle de Michel, également tricarde. Michel intervient, Oujda s'enfuit. Quelques heures après, Michel la descend alors qu'elle est attablée en terrasse du restaurant des Ouvriers.

À Cavaillon, autre ville de tricards, ce n'est guère plus calme. En août 1936, Ange Quaranta tue Fernande Marcelle Helvicqs, une sous-maîtresse de deux maisons de la rue de la Visitation à Toulon. Elle sortait du Coquet bar, face à l'hôtel de ville.

Enfin, dans le tiercé gagnant des villes ouvertes, on trouve Toulouse.

Dans la ville rose, les tricards s'affrontent aux locaux. Ou, devrait-on dire, les Corses s'opposent aux Toulousains. L'année 1936 voit tomber un souteneur du cru : Émile Gouazé, patron du Cyrnos bar, à l'angle des rues de Constantine et de Castellane, écope d'une balle dans le front. Il venait d'acheter le zinc à Michel le Corse, qui tient la maison de Pamiers. L'agresseur est un certain Salini, tricard, souteneur et corse, qui rackette les maisons de la rue du Canal. Déjà, en 1930, Jacquemain, un fils de famille dévoyé, est blessé avec un ami – Marqueysat, ancien champion de boxe des Pyrénées devenu souteneur – dans une fusillade. Jacquemain, proxénète, s'était fait racketter par des Corses, Baldini et Boeri. Venu avec des renforts, il se fait tirer comme un lapin rue Lafaille par des comparses de Baldini. En 1935, un autre Corse descend un certain Marceau, souteneur de la rue du Canal, à la sortie du Chalet à Pamiers.

Trois ans auparavant, le plus vieux maquereau de la ville a été abattu. Michel Chaussat, dit le Pacha rouge, en guerre contre les Corses depuis dix ans, est tombé à Bordeaux dans un bar du quai de Bacalan. Venu voir son fils boxer en ville, il a accueilli douze balles à travers la vitre.

Pègres de province

Port international, Bordeaux est évidemment un marché intéressant pour la prostitution. Et les Hommes en place sont souvent des ex-Voyageurs. Monmon Coste, une figure de la ville, est parti en 1933 pour l'Amérique du Sud. À son retour au pays en 1936, il achète une maison tandis que sa

femme se spécialise dans les trains transcontinentaux. Elle y officie comme prostituée et pratique l'entôlage sur ses clients, c'est-à-dire qu'elle les vole. Monmon est installé à Meriadeck, qui forme avec Galles et Langlois les quartiers réservés de la ville.

Avec, là encore, leur lot de règlements de comptes. En avril 1933, Gabriel Lachaume, dit le Beau Gaby, est refroidi au Caprice bar, à l'angle de la rue de Galles, par Gaston Barnetche, dit le Bayonnais, et Joseph Lacaze, dit Jojo. En 1936, on assiste à de nouveaux échanges d'artillerie : huit morts en trois mois. Lieu d'embarquement pour les Amériques, le port de Bordeaux intéresse aussi le Milieu pour ses quais, et les marchandises qu'on y décharge. Des équipes spécialisées les subtilisent à l'aide de voitures volées. Et puis, bien sûr, Bordeaux est un des grands ports de la traite.

En France, la pègre est installée partout où existent des quartiers réservés : Nantes et son quai de la Fosse, Le Havre et sa rue des Galions, qui part du quai de Southampton, et où les bordels se touchent. Beaucoup ont été modernisés pendant la guerre de 1914 pour recevoir la troupe. La ville est aussi la plaque tournante de nombreux trafics : alcool (champagne, cognac, etc.), au temps de la prohibition américaine avec les équipes de « bouteilleurs » qui se livrent une guerre sans merci, remplacé par la drogue à destination des États-Unis et les femmes pour l'Amérique du Sud. Les Hommes fréquentent le bar de Jean, l'un des caïds locaux de la traite qui tient la Louison, sur l'île Saint-François. Mais aussi les enseignes de la rue des Drapiers, qui traverse le quartier Notre-Dame, l'ex-fief des apaches locaux d'avant guerre, la bande des Lapins rouges emmenés par Mémé, un ancien des ateliers de travaux publics, le bagne militaire d'Afrique du Nord.

Outre les ports, d'autres villes ont leur pègre locale : Grenoble et Clermont-Ferrand, les industrielles, Strasbourg, qui n'abrite pourtant plus de maisons depuis 1925, mais qui, ville de garnisons oblige, propose ses filles dans la « petite France » et dans le Finkwiller, rue des Moulins, rue du Bain-aux-Plantes, quai Worthel, rue des Dentelles. Les truands s'entassent, eux, dans les deux hôtels et le bar Chez Maurice, encadrant le pont Saint-Martin qui enjambe l'Ill.

Au nord c'est Lille et son vieux quartier qui regroupe le Milieu. Les proxénètes se donnent rendez-vous rue Neuve, rue Saint-Nicolas, rue de Béthune, et spécialement dans les bars de la rue des Arts et de la rue des Tanneurs. Les bordels ne sont pas loin, rue de l'Abc. Ici, deux courants s'affrontent : souteneurs et contrebandiers. Ces derniers, qui se regroupent

porte d'Arras, au sud de Lille dans le quartier de Wazennes, trafiquent surtout du tabac belge acheté 8 francs le kilo et vendu en France 40 francs. Le sac de trente kilos rapporte plus d'un mois de salaire. Les ouvriers leur achètent 10 francs les deux cent cinquante grammes, payés 2 francs au détail en Belgique. Les gros trafiquants délèguent et ainsi amassent jusqu'à 10 000 francs par mois. Les durs de la ville se nomment Maurice Leume et ses frères, Baptiste Morel, receleur associé à ses cinq frères dont les plus jeunes, des jumeaux, ont connu la colonie de Belle-Île, Henri Gravelin, dit le Grand Henri (un mètre quatre-vingt-quinze) ou la Terreur de Wazennes, un joueur qui finira tué d'une balle. Le jeu est d'ailleurs une des spécialités locales. Les paris clandestins sont florissants et les books nombreux. Ainsi que les indics, qui se recrutent parmi les bistrotiers de la région : à Douai, c'est Fernandez, un ancien de Buenos Aires qui tient un café rue de Paris ; Bozo tient lui deux bars à Calais et Valenciennes. À Dunkerque, c'est le croupier Ottavioni qui renseigne.

Mais c'est dans les grandes villes que le Milieu tient ses assises. Et bien évidemment dans la plus grande de toutes, Paris.

6.

Paris-sur-Crime

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le Milieu cherche ses marques. À Paris, comme ailleurs, nombre de voyous sont tombés dans la boue des tranchées. Ceux qui rentrent de la boucherie retrouvent leurs femmes et les rares visages amis. En parallèle, une nouvelle génération de truands voit le jour, trop jeune pour avoir connu la riflette. Et surtout, les Parisiens ne sont plus chez eux. Il leur faut maintenant composer avec les importés. Toute la province débarque dans la capitale. Les valeurs montantes du Milieu sont obligées de s'exiler de leur province, pour ne pas entrer en conflit avec les Hommes en place. Des quatre coins de la France, la truanderie vient tenter sa chance.

Portes Saint-Denis et Saint-Martin

Depuis la fin du XIXe siècle, le fief des Parisiens n'a pas changé : le faubourg Saint-Martin, les portes Saint-Martin et Saint-Denis, les boulevards de Strasbourg et de Sébastopol. Les rues adjacentes abritent les bars des Hommes. Souvent de petits estaminets sombres et enfumés, nichés dans des recoins. Dans le faubourg Saint-Martin, dans le quartier des spectacles, on en compte six, disséminés au milieu des établissements pour artistes, comédiens et chanteurs. Mais leur véritable QG, c'est la Madelon, porte Saint-Denis. Les consommateurs n'y boivent pas d'alcool, mais des Vittel-menthe ou cassis, la boisson de la pègre.

Mieux vaut garder la tête froide. En fin d'après-midi, les Hommes, levés depuis peu, arrivent. Le quartier est le haut du pavé du truand parisien. D'autres coins de la capitale ont leur pègre : Bastille, Belleville, Grenelle, la Chapelle et Barbès, qui fréquente le Tourbillon, bal de la rue de Tanger – et bien sûr la zone qui entoure Paris : Saint-Ouen, Montreuil, le Kremlin-Bicêtre. Et puis, les boulevards extérieurs, notamment au nord, qui longent les fortifications et dont la démolition commence après la Première Guerre

mondiale. C’est le coin des terreurs, descendants des apaches à casquettes et espadrilles, qui se disputent les filles au couteau entre deux parties de passe anglaise. Quelques-uns des meilleurs spécimens deviendront les grands noms de demain. En attendant, les jeunes vrais de vrais sortent rarement de leur quartier pour se mêler aux Hommes, qui portent le feutre.

Ces derniers sont connus pour être souteneurs et joueurs, et quelquefois voleurs. En sus des filles qu’ils font travailler sur le Sébasto, quelques-uns d’entre eux tiennent les « parties » de la ville. Le jeu est l’une des grandes activités du Milieu. La nuit tombée, les voyous se retrouvent dans les tapis clandestins. Là, on joue au poker, ailleurs c’est la passe anglaise ou le faro. Autour de ces tables, dissimulées dans les sous-sols ou arrière-salles de bistrots, se retrouvent les différentes spécialités de la pègre. Les cambrioleurs, casseurs, proxénètes et trafiquants divers venus des quatre coins de Paris se mêlent. On s’y rencontre, on prend des nouvelles, on monte des affaires… Ce sont majoritairement les Parisiens, chez eux, qui tiennent les parties.

Eugène des Gravilliers, truand donneur

Le plus connu d’entre eux est Eugène des Gravilliers. L’un des personnages les plus controversés de la pègre française. Et dont la réputation de donneur a entaché l’aura des Parisiens.

Gégène tient ses assises au bal des Gravilliers, dans la rue du même nom. L’établissement était déjà connu avant-guerre pour être un rendez-vous d’escarpes et de rôdeurs. À l’époque, il était abrité dans l’arrière-salle d’un marchand de vin et réunissait toute la faune des Halles voisines. Eugène Charrier fréquente l’endroit tenu par Eugène Pélissier, dit les Allumettes (il porte une cotte de maille sous son chandail), et y récolte son surnom. Avant 1914, le jeune homme, né le 28 juillet 1886 à Brive-la-Gaillarde, sévit dans le métro comme voleur à la tire. Sa femme Titine lui confectionne des petits sachets de sable qu’il glisse sous les jupes des femmes à la place du porte-monnaie. La substitution laisse à Gégène le temps de s’éloigner discrètement. Mais les condamnations s’accumulent ainsi que les séjours en prison. La relégation menace. Après un ultime emprisonnement, il décide de changer de spécialité. Il obtient l’autorisation de vendre du poisson dans une poussette et se fait alors appeler Gégène la Sardine. Mais une rencontre avec Roger Sole change son destin. Le père de Roger tient un café à l’angle

des rues Vieille-du-Temple et des Francs-Bourgeois. Le bar abrite une partie de faro, un jeu introduit par les Juifs d'Algérie particulièrement prisé des truands. Gégène s'y fait la main jusqu'en 1926. Grâce aux relations du père de Roger dans la police, les deux garçons ouvrent une partie de faro aux Halles. S'y retrouvent tous les voleurs, souteneurs et casseurs de Paris. Dans cette ambiance, les langues se délient et les oreilles des tenanciers traînent. En échange des renseignements recueillis, la tranquillité de la partie est assurée.

Gégène possède aussi trois femmes qui travaillent aux Halles, habillées de la même manière : bottines rouges à lacets noirs, jupe courte, tablier plissé, bas noirs et col roulé. Dans le Milieu, la rumeur se répand que Gravilliers bénéficie d'un condé. Du coup, des malfrats lui proposent de s'associer. Le patron du Perroquet, quai des Tournelles, où se tient une partie de passe anglaise, fait appel à ses services, moyennant cinquante pour cent des revenus. Eugène organise également des parties de baccara, pour les interdits de cercle. En contrepartie, des Gravilliers livre aux policiers voyous et affaires. Dans le Milieu, sa réputation d'indicateur est faite. Mais, personne n'ose l'affronter. Eugène est un mauvais fer. Courageux, grand et fort, il est impitoyable les armes à la main : en l'occurrence un marteau, qu'une de ses trois femmes tient à sa disposition, caché dans un journal. À ses pieds se tient sa chienne bas rouge, Fifine. Résultat, le garçon prospère sans trop d'ennuis. Excepté une balle dans le bras, récoltée à la Villette, et un coup de couteau reçu à l'épaule porte Saint-Martin. En parallèle du jeu, il revend les bijoux achetés une somme dérisoire aux joueurs aux abois. Dans le Milieu, on le dit richissime. Mais Eugène vit simplement, sans ostentation. Ses soirées, il les passe de bar en bar, aux Halles, buvant énormément de vin et dînant avec de vieilles putes qu'il fait ensuite monter.

N'ayant peur de rien, il répond à Georges Simenon. Ce dernier a écrit en 1934 que les bijoux de Stavisky avaient été revendus par de minables indicateurs : Roger Sole et Eugène des Gravilliers. Dans *Paris-Soir,* Gégène publie, sous la plume du reporter Maurice Roy, un rectificatif qui le présente comme le premier informateur de la police de France, tombeur, notamment, des assassins du train cinq et de la bande des Polonais. Et il termine : « J'ai jadis appartenu à un milieu d'hommes d'honneur. Aujourd'hui, c'est un milieu d'hommes donneurs. Sans H. » Les premiers avaient en juillet 1921 volé sous la menace de leurs armes les passagers du PLM. Un officier français avait été tué. Les seconds, au nombre de dix-

neuf, s'étaient distingués de juillet 1924 à février 1925 par dix-sept assassinats et soixante-huit cambriolages. Une fois leurs coups faits en province, principalement contre des fermiers, ils venaient à Paris faire la fête à Montmartre.

Durant la Seconde Guerre mondiale, Gégène – sans ses amis policiers – se planque pour échapper aux truands gestapistes qui se feraient un plaisir de le descendre. Il délaisse sa villa de Villeneuve-Saint-Georges pour se réfugier avec sa femme Titine, dans sa maison de Bouteille, non loin de Sully-sur-Loire. Après la guerre, il refait surface et tente de remonter ses cercles clandestins. Chaque année, à Noël, il gratifie la brigade mondaine d'une dinde. Jusqu'à sa mort naturelle le 21 décembre 1970. À son enterrement, le 24, la Mondaine délègue quatre représentants.

Le démon du jeu

Une des parties de Gégène se tient chez Monin, aux Halles, sous la direction d'Angelo Galboni, le caïd qui partage son temps entre Londres et Paris – il a été formé par Dédé Nez-Cassé, tué par Cucu. À la table, en entrant, la clientèle juive joue au faro ; dans l'arrière-salle, ce sont les truands qui s'affrontent à la passe anglaise. Angelo tiendra également une autre partie pour Gégène, dans l'arrière-salle d'un bouge de la rue des Rosiers.

Mais Gégène n'est pas le seul à tenir des cercles clandestins : Maurice le Flambeur, alcoolique notoire, propriétaire d'un bar rue Saint-Denis est superviseur d'un course par course rue Montpensier, près du Palais-Royal. Les interdits de champs de courses viennent y miser aux mêmes cotes qu'à l'hippodrome.

Ils peuvent aussi s'adresser aux books du pesage : Charles Fortain, pionnier de la poudre blanche, qui a abandonné son laboratoire pour les hippodromes, le Gros Gaby, un pacifiste qui opère à l'Hôtel de Ville, Petit Duc, qui vers 1910 était un spécialiste de la pincette à la passe anglaise (une technique qui permet de sortir au dé le numéro choisi)…

Lucien l'Avocat (qui sera tué par l'aîné des frères Buisson après-guerre) tient lui, en toute légalité, le Cercle de l'industrie sur les boulevards.

Les Parisiens sont quelques dizaines à battre le pavé. Mais seuls quelques grands noms surnagent de la faune : Milo Jacquot, caïd de Saint-Ouen qui sera abattu en 1936 par un demi-sel – comme beaucoup – surnommé

Gorillette devant le bar l'Olympic, rue Ganneron. Mais aussi Eugène Rubin, dont le fief est aux Gobelins, Émile Aguais, dit Milo les Belles-Dents, patron du Panier fleuri, une maison d'abattage à la Chapelle, la bande d'Armand le Fou (un pied-noir qui finira gestapiste), Charlot le Zouave et Charles Paletot de cuir, en guerre contre les Corses, notamment pour le contrôle de certaines maisons parisiennes.

Montmartre, capitale de la pègre

Dans les années vingt, le Milieu occupe toujours le périmètre des Grands Boulevards. Mais il se déplace vers Pigalle. L'annexion commencée au début du siècle se poursuit. La majorité des maisons parisiennes se situent dans le IXe arrondissement, dans le périmètre qui va des boulevards au bas de la Butte. L'arrondissement est aussi le siège de la prostitution de rue.

Dans les années trente, Montmartre devient l'épicentre de la pègre. Haut lieu de la fête nocturne, ses cabarets et boîtes à la mode attirent les truands qui y font couler le champagne : la brasserie Graff, place Blanche, le Rat mort, 7, rue Pigalle, l'Ange rouge, le Royal bar, le Zelly's, le Pigall's, le Tabarin, l'El Garon, le Monico, le Capitol, l'Abbaye de Thélème… Mais, c'est surtout au Petit Jardin, tenu par le père Combet, que les caïds se retrouvent.

Le bal – ou plutôt dancing à l'époque – est situé au 26 de l'avenue de Clichy, près de la place, à quelques mètres du bar l'Olympic. Le Petit Jardin, c'est le rendez-vous du gratin. Une fois la porte franchie, le visiteur parcourt une salle tout en longueur. Sur la gauche, un comptoir, en face, des tables avec séparations pour les joueurs de belote. Sur le mur, un énorme miroir pour que les danseurs puissent s'admirer avant l'entrée en piste. Quelques marches à gravir, et voilà la salle de bal. Au balcon, l'orchestre distille son musette. Les durs s'affichent dans leurs costumes gris taillés sur mesure par Lucas, du boulevard de Clichy, ou par Dresler, de la rue Fontaine. Pas de femmes de truands ici. Les dames de ces messieurs n'ont rien à faire au bal, et il ferait beau voir qu'elles dansent avec les collègues ! Mieux vaut éviter les histoires. En revanche, c'est le rendez-vous des bonniches et des ouvrières qui viennent danser chez les arcans. Plus rarement des femmes du monde qui viennent s'encanailler. Pour ceux qui ne trouveraient pas leur bonheur au Petit Jardin, un peu plus haut sur

l’avenue de Clichy, le dancing Tahiti offre un terrain de chasse facile aux souteneurs.

D’autres bals accueillent des voyous : Chez Ladira, faubourg Saint-Martin, et les Gravilliers, principalement. Les pâles marlous – comme on surnomme les voyous de seconde zone – fréquentent eux la Bastille, son Petit Balcon, passage Thiéré, et la rue de Lappe. Ceux de la Chapelle et de Barbès vont au Tourbillon, rue de Tanger.

Mais contrairement à la fin du XIXe siècle, où les voyous se contentent des lieux de plaisir, à partir des années vingt et surtout trente, ils installent au bas de la Butte leurs quartiers généraux. La place Blanche, la place Pigalle et les rues autour – rue Fontaine, rue de Douai, rue de Bruxelles, rue Duperré, rue Henri-Monnier, rue Pigalle – voient fleurir les bars du Milieu. Tout le monde peut y entrer, mais peu y consomment. Le cave qui s’y risque déclenche à son entrée le mutisme général de la clientèle, et s’attire des regards lourds à supporter. Si le malaise ambiant n’a pas dissuadé l’intrépide, le barman s’en charge : il n’y a plus rien à boire, le bar est à sec, le verre à 50 francs… Après, ne restent que les coups.

À Pigalle, les Parisiens comme Charlot Paletot de cuir, les frères Traucaze, Georges Hainnaux, Miroir et les autres se retrouvent au Crystal bar, rue de Bruxelles. La place Blanche est – on l’a vu – le rendez-vous des trafiquants de femmes. Les Voyageurs se sont installés à la brasserie Graff et au café de la Place blanche. Les anciens, pionniers de l’international, alors âgés de plus de cinquante ans, restent entre eux. Les jeunes proxénètes se postent, eux, autour des guéridons de la brasserie Müller. À l’heure de l’apéritif, sanglés dans leurs complets bleu pétrole ou gris, chapeau rabattu sur les yeux, diamant – souvent faux – à l’auriculaire et sur la cravate, ils observent les passantes, avec l’œil des spécialistes. Depuis la fin de la guerre, le feutre a remplacé la casquette et le melon. Surtout depuis que les exploits des gangsters de Chicago défraient la chronique internationale. Et que les voyous bien de chez nous se sont rués au Pathé Wepler de la place Clichy pour admirer Paul Muni dans *Scarface*, sorti en 1933.

La loi du calibre

La ressemblance ne s’arrête pas là. À l’image de leurs homologues américains, les messieurs du chapeau gris – comme on les surnomme – usent et abusent des fusillades. À partir de 1925, les règlements de comptes

se multiplient. À Marseille, sur la Côte, on se tire dessus allègrement et Montmartre n'est pas en reste. La nuit, les rues du bas de la Butte résonnent des coups de feu.

Depuis la guerre, les pistolets se sont répandus dans le Milieu.

Le browning remporte la palme. Fabriqué aux États-Unis avant d'être manufacturé en Belgique, il se décline en calibre 6.35, 7.65 ou 9 mm. Mais ce sont les deux premiers qui ont la faveur des truands. Le 7 est discret et le 6 carrément de poche. Au menu sont également disponibles des beretta italiens et des astra espagnols. Dans les années trente, arrive le colt 1911 débarqué avec l'armée américaine en 1917.

En France, la truanderie n'est pas adepte du mitraillage motorisé. Les équipes ne disposant pas de mitraillette, ou alors très rarement, on s'entre-tue peu par automobile interposée. Non, la technique privilégiée, c'est l'embuscade. Ou le raid frontal. Les armes sont petites et les portées de tir limitées. On est presque dans la configuration du duel, le courage en moins. Les garçons sont abattus dans le dos, ou de face, en tout cas par surprise… Ce qui fait dire aux anciens caïds – adeptes du couteau et de la bagarre à la loyale – que la mentalité a disparu et la vraie pègre avec. L'exécution de Clichy, en juillet 1931, en est le parfait exemple. Robert Pagé est blessé et Marcel Lacoste tué par un tireur caché derrière des arbustes. À leur sortie du café des Sports, boulevard Victor-Hugo, il a traversé et leur a tiré dessus.

Enoch Poznanki, dit la Volga, a eu lui le triste privilège d'être le premier à partir en balade : une promenade calquée sur le modèle américain. Le 12 juin 1933, Robert Convié, dit le Manchot, à qui Enoch a ravi sa femme Régine Fontrey, l'embarque en voiture avec deux copains à la sortie de l'Ange rouge, dancing de la rue Fontaine et rendez-vous du Milieu. Le corps d'Enoch est retrouvé le lendemain criblé de balles dans le bois de Boulogne.

Seules quelques terreurs jouent encore de leur lame. En juillet 1931, François Cherbouquet est tué à l'ancienne, rue Vincent, par Camille Allés, un ancien de la colonie correctionnelle d'Eysses, passé par les Bat' d'Af. En novembre 1932, c'est Marius Dubois, dit Pierrot le Balafré, de la zone annexée du XIVe et dont la femme Zina travaille aux Halles, qui plante Charles Blond, dit Charlot le Pâle, un souteneur de Montparnasse. Les femmes sont la principale raison de ces règlements de comptes. Beaucoup de demi-sel qui veulent nager dans le Milieu et se faire une réputation

convoitent le bien de leurs collègues. C’est le cas d’un certain Cremona, croupier qui en 1932 veut devenir souteneur. Il enlève alors la femme d’un vrai de vrai, Henri Guitton, dit la Douceur. Peu fidèle à son surnom, Henri l’envoie *ad patres* pistolet au poing. En retour, les truands arrivés ne se privent pas de délester les petits nouveaux d’une fille à l’avenir prometteur. Histoire de rappeler à chacun la hiérarchie. Pas un mois ne se passe sans que le sang ne coule dans le quartier. Preuve de sa fréquentation.

Parfois, le tireur est motivé par la défense de sa réputation. Un garçon se doit d’avoir une bonne cote pour gravir les échelons du Milieu. Pour peu qu’un malintentionné raconte qu’il est un donneur ou un dégonflé dans les bars de Montmartre et du faubourg Saint-Martin et l’intéressé n’aura d’autre choix que de laver l’affront, sous peine d’être définitivement disqualifié. De même pour une mauvaise parole prononcée : les écarts de langage demandent réparation. C’est l’histoire du fameux Papillon, de son vrai nom Henri Charrière. Ancien des sections spéciales de la marine de Calvi, le jeune homme débarque à Montmartre pour s’y faire un nom. Une nuit de 1930 à Pigalle, Papi rencontre Jo les Grands-Pieds et Tutur. Le premier, de son vrai nom Georges Peignot, est bourguignon(4). Jo refuse de serrer la main de Papillon. Étonnement du garçon. Mais Jo lui explique qu’un certain Legrand raconte qu’il est indic dans un commissariat du XVIIIe… Et lui souffle que l’autre est en ce moment au Clichy tabac, sur le boulevard, à côté de la rue Germain-Pilon. Papillon ne peut laisser passer l’affront. Il part chercher son 6.35 dans sa chambre d’hôtel de la rue Tholozé et fonce au Clichy tabac. Il en sort avec Legrand et lui tire une balle dans le ventre, pensant lui infliger une simple blessure. Malheureusement l’autre meurt et Henri Charrière est condamné en octobre 1931 aux travaux forcés à perpétuité.

Pour surnager les hommes doivent savoir tenir leurs femmes et assurer leur réputation. Surtout que le paysage criminel se modifie sérieusement dans l’entre-deux-guerres. Les occasions de régler des comptes se multiplient. Les Parisiens doivent défendre leur territoire et affronter leurs homologues provinciaux. À l’échelle d’une ville comme Paris, les bandes ont fusionné pour créer une pègre municipale voire régionale. Mais à partir de 1920, ces milieux devenus régionaux se rencontrent. Alors se dessine une pègre nationale dont l’épicentre est Paris. Et les conflits d’intérêts surgissent.

7.

La province à Paris. Les Corses s'installent

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la pègre est régionale. Les maquereaux frayent dans leurs aquariums respectifs – Marseille, Paris, Lyon… – sans lorgner sur le baquet du voisin. À l'exode rural du XIXe siècle n'ont pas encore succédé les échanges interurbains. À Paris, durant la Belle Époque, on évoque les nervis de Marseille comme on parle de tribus lointaines. Après un rapprochement à l'échelle de leur région, ceux qu'on appelle les importés se risquent sur le pavé parisien à partir des années vingt. Comme pour l'artiste, Paris est la dernière marche à gravir. La mosaïque ethnique du Milieu se compose de spécialités régionales. Nos chères provinces exportent maintenant le maquereau sauce corse, ou le braquage à la mode lyonnaise et stéphanoise. La Première Guerre mondiale a favorisé le brassage des populations. Les petits gars en uniforme ont vu du pays et beaucoup d'entre eux rêvent maintenant d'en découdre à la capitale. Les lumières de Paris brillent dans les pupilles des arcans de tout l'Hexagone. C'est le début de la régionalisation du Milieu. Avec sa hiérarchie. Difficile d'en connaître l'origine mais il suffit d'une affaire mal réalisée ou d'une balance pour discréditer toute une province. En bas de l'échelle des réputations, se trouvent les Niçois. « Aux Niçois tout le mal qu'on pense » dit le dicton pégriot. Au voyou fraîchement débarqué, on demande l'origine. S'il est de Nice, il devra faire doublement ses preuves. À l'inverse, les garçons de Lyon et Saint-Étienne possèdent la meilleure cote. Ils passent pour être des durs, implacables, et de toute confiance. Mais vers 1925, ce sont les Corses qui arrivent en tête de l'armée du crime provincial par le nombre et la force.

Les éclaireurs du faubourg

Avant-guerre, Paris héberge déjà une petite colonie d'insulaires. Aux alentours de 1907, ces messieurs tiennent leurs assises dans le faubourg

Montmartre. Certains bars du quartier, à mi-chemin entre Montmartre et les Halles, accueillent les chapeaux melon et bottines cirées des caïds. Ici, c'est le royaume de la traite, des trafiquants de viande, où se côtoient Marseillais, Corses – ce sont souvent les mêmes – et truands venus d'Afrique du Nord. Ces messieurs ne se mélangent pas à la faune locale, ils sont là pour traiter des affaires, organiser le va-et-vient des filles, leur descente vers le Sud, à Marseille, et de l'autre côté de la Méditerranée. Les petites Bretonnes et les filles des terrils transitent par Paris avant de prendre la route du soleil, qui au mieux se terminera au quartier Saint-Jean, sinon dans un bordel tunisien ou algérien, aux portes du Sahara. Ou plus loin encore, en Afrique noire, dans les colonies françaises, à égayer le quotidien de la troupe et des colons. Sans grand espoir de retour. À la veille de la Première Guerre mondiale, la traite explose. C'est la grande époque des Américains. Après l'Égypte, Londres, le rêve américain attire les barbeaux. Si à Buenos Aires la sueur des filles coule à flots, le fric l'accompagne. Les macs ont de l'argent à investir et Pigalle, nouveau royaume du plaisir parisien, ne demande qu'à être conquis.

S'ils représentent une grosse partie des mauvais garçons, les Corses sont aussi les plus touchés par l'émigration forcée. Commencé à la fin du Second Empire, l'exil économique se poursuit après la Première Guerre mondiale, à Marseille, dans le Midi et à Paris. L'avenir professionnel des jeunes Corses est compromis. Tout au moins pour la majorité d'illettrés et de garçons sans bagage scolaire venus pour la plupart de leurs villages. Les autres, qui possèdent le certificat d'études ou encore mieux, embrassent la fonction publique pour devenir, par exemple, les grands commissaires de police de l'après-Seconde Guerre mondiale. La « carte postale » du jeune berger corse qui débarque sur le continent n'est pas qu'une légende. Sans qualification, il est parrainé par des anciens, truands du même village, de la même famille, qui lui trouvent un travail. Plutôt dans le proxénétisme où ils sont bien implantés. C'est la tradition du Milieu et c'est le plus facile pour commencer. Pas d'investissement, ni de connaissances particulières requises. Deux mètres de trottoir suffisent alors que pour le vol, le cambriolage et autres attaques à main armée, mieux vaut avoir des compétences, des contacts pour trouver le coup, une équipe, et une bonne connaissance de la topographie du coin… Bref, il faut être implanté depuis un petit moment. Et puis le vol n'est pas une spécialité de la communauté.

La prostitution si, depuis quelques années et les premières implantations marseillaises.

Les Corses, ou la déferlante méditerranéenne

À la fin de la guerre, l'accent chantant du Sud commence donc à résonner dans les bars et les boîtes de Montmartre. Les Corses ne se cantonnent plus au faubourg, ils se hissent jusqu'au pied de la Butte et s'installent. Durant les années vingt, ils prennent pied et investissent dans les établissements de Pigalle. La communauté mange la bouillabaisse au restaurant Chez Nine, rue Victor-Massé, près du bal Tabarin, et chez Alexis, un Ajaccien qui reçoit le gratin de l'île : artistes, hommes politiques, avocats, voyous… Sans encore régner en maîtres, ils constituent déjà le groupe le plus solidaire. On travaille par famille, par village, l'esprit de clan prédomine. Les maquereaux corses se déplacent en bancs pour protéger leurs intérêts contre les différents groupes ethniques. Notamment les propriétaires des lieux, les Parisiens. Ces derniers ne les tiennent pas en haute estime. Jalousie ou réel mépris ? En tout cas, les locaux voient d'un mauvais œil ces concurrents prendre pied en leur royaume. Et pour ne rien arranger, les voyous du début des années vingt, tout du moins ceux de la vieille école, regrettent le combat à la loyale. Avant-guerre, la différence de force de deux adversaires se compensait avec un couteau. La lame effilée mettait tout le monde sur un pied d'égalité, comme le pistolet d'ailleurs. Mais à la différence de ce dernier, le couteau nécessitait un savoir-faire et, à tout le moins, de la ruse et du courage. L'abandon de l'eustache et du pistolet bouledogue marque la fin des cicatrices. Le temps des durs et d'une certaine mentalité est définitivement révolu. Les Corses importent la vendetta, le browning remplace la lupara, le fusil à canon scié du bandit d'honneur du maquis. Comme en Sardaigne et en Sicile, les Corses ont le « culte » des armes. On chasse beaucoup et, dans les villages, on applique la vendetta, qui remplace une loi trop lointaine qui ne se déplace pas jusque-là. Le citoyen rend alors justice lui-même. La tradition est importée par les voyous. On dégaine sans sommation. Une parole, un différend et ce sont les canons qui parlent. Dès le début des années vingt, ils ont pris leurs marques. En témoigne, en 1923, le coup de feu tiré par Long, dit le Toulonnais, sur un certain Agostino. La scène se déroule dans un bar de la rue Lemercier fréquenté uniquement par des Corses et des Marseillais. Long ne prend que

huit mois, mais sera abattu en août 1936 par un proxénète sénégalais, ancien tirailleur.

Les Parisiens se rebiffent

L'installation des Corses provoque des remous dans le panier aux crabes. Les Parisiens, bien que moins soudés, comptent dans leurs rangs de fines gâchettes. En 1927, Jo Rizo, dit Jo le Balafré – qui finira organisateur de combats de boxe aux États-Unis après la guerre –, est obligé de défendre son bien contre la bande de Toussaint d'Ajaccio. C'est au Mexique que Jo a hérité de la couture qui lui barre le visage. Là-bas, au début des années vingt, il a tenté de soulever la femme d'un certain Albert qui avant de mourir lui a laissé un souvenir avec son rasoir. Très élégant : costume, feutre gris, chaussures bicolores, chemise de soie, épingle de cravate et diam's aux doigts, Jo Rizo est un beau poisson. Joséphine, l'unique femme qu'il fait travailler à Londres, rapporte gros. La dame a trouvé les faveurs d'un riche banquier de la City. En 1927, donc, elle rentre à Paris lestée de cinq millions de livres sterling. Le Balafré en investit une partie dans le Gaiety Hôtel, rue Fontaine. Et exauce le rêve de toute bonne gagneuse en mariant Joséphine. La noce se déroule au Gaiety en compagnie de quelques beaux truands parisiens comme Miroir. Les bouchons de champagne fusent, et les invités guinchent. Mais, vers 4 heures du matin, le Balafré est réclamé au Lisieux, bar situé à l'angle de la rue Fontaine et de la rue de Douai. Ce repaire de Corses est érigé à un carrefour qui s'ouvre sur la place Blanche et la place Pigalle. C'est un hôtel de cinq étages, occupé par un bar légèrement enfoncé dans la chaussée. L'endroit, stratégique, permet de contrôler les mouvements du quartier. Accompagné d'Angelo Galboni, un des caïds de Londres, et de Georges Hainnaux, dit Jo la Terreur, ancien de l'équipe de fer de René de Londres, Rizo s'y rend. Toussaint et sa coterie l'attendent. Les Corses aimeraient bien croquer dans le beau gâteau à cinq millions. Mais la proie se révèle trop coriace. Pas de mise à l'amende pour Jo Rizzo.

Montmartre, succursale de Marseille

Il sera de plus en plus difficile de résister aux îliens.

À partir de 1930, le Milieu corse impose son hégémonie sur Pigalle. C'est d'abord le grand retour des Américains, chassés d'Argentine et du reste de

la cordillère, qui rejoignent les pionniers installés depuis une dizaine d'années. Les rapatriés investissent en masse dans les bars, les cafés, les hôtels, les maisons de tolérance. Eux sont des Corses de Marseille, bien souvent nés dans l'île, mais qui ont fait leurs classes cours Belzunce. Dans leur sillage, suivent les petits poissons fraîchement débarqués. Les jeunes nés au pays sont un vivier sans fin pour leurs aînés. Les caïds de Paris recrutent au village. Munis d'un mot de recommandation, les jeunes viennent trouver leurs aînés déjà installés. On leur confie les petites tâches : surveillance des prostituées, message, colis… contre un peu d'argent de poche qui leur permet de commencer à briller auprès des filles et à traîner dans les bars. Jusqu'au jour où leurs talents de chasseurs de sangliers vont pouvoir s'exprimer. L'aîné leur confie une mission et les minots se transforment en porte-flingue, inscrivant ainsi leur nom dans la geste du Milieu. En retour, on leur offre une gagneuse ou une combine juteuse et les voilà lancés. Les jeunes de Marseille partent en stage à Paris se faire la main avant de redescendre avec une réputation.

Dans la capitale, les Corses installent leurs assises rue Fontaine, au Bar mondain, ou au Lisieux. Également rue de Douai, au bar Chez Fanfan pourtant créé par un Lyonnais, Fanfan Lhéritier, ou Chez Dante, officiellement appelé le bar du Cinéma, le quartier général des caïds, petit bistrot miteux situé entre les portes du 65 et du 67, dans les derniers mètres avant la place Cichy, sous les auvents d'un cinéma. Le bar appartient à un costaud nommé Dante Tortorelli, et dont le vrai prénom est François. C'est le rendez-vous des trafiquants de femmes et de drogue, le haut du panier du Milieu corse. Les femmes d'Amérique du Sud y envoient les mandats à leurs hommes restés à Montmartre. Pour y boire un verre, mieux vaut être homme de poids. Le proxénète de seconde classe n'y est pas toléré, encore moins le cave entré par hasard. Dans le fond, les tables accueillent les joueurs de cartes entourés d'autres qui restent debout, le chapeau rejeté en arrière. Les murs jaunis par la fumée laissent apparaître quelques trous, souvenirs de coups de feu échangés un soir. C'est la grande époque des règlements de comptes, avec pour stand de tir la rue Fontaine où se tient l'Ange rouge, un dancing où ces messieurs font leurs courses.

De quelques querelles commerciales

En janvier 1932, Martino, un placier, se fait dessouder alors qu'il descend la rue Fontaine. Il vient de quitter la Boule noire, un cabaret du boulevard de Clichy. Les proxénètes parisiens du faubourg Saint-Martin et de la porte Saint-Denis digèrent mal la concurrence du Corse qui leur rafle le marché des grandes maisons. Les assassins filent par la rue Antoinette. Les Corses décident d'une riposte immédiate et tout ce petit monde se retrouve… rue Fontaine. Les Parisiens choisissent de se poster à hauteur du Zelly's, un dancing au numéro 16 de la rue. Les Corses s'installent eux au 23, sur le trottoir d'en face. On échange des tirs nourris qui finissent par toucher un Parisien, emmené par trois camarades, tandis qu'un Corse et une clocharde qui dormait dans un coin restent à terre. Jean-Paul Dary, de Montcolle, a été touché à la tête, la balle lui a crevé un œil. Il s'en sort (il tiendra un hôtel de passe rue de Douai, après-guerre).

Six mois auparavant, est tombé Pierre Crucciani, revenu depuis trois ans de Buenos Aires et qui comptait parmi les plus gros trafiquants de la ville argentine. Il envoyait des filles au pays des gauchos, munies de diplômes d'assistantes au Laboratoire français d'études sur la peste bubonique. Crucciani vivait à Paris dans un hôtel de la rue Frochot avec une femme de maison, Marie Gubin. Il avait un doublard piqué récemment à un Parisien. Un jour, les deux hommes se rencontrent rue Milton. Le Parisien court vers Crucciani et tire cinq fois.

D'autres, qui s'allient aux Corses, tombent sous les balles parisiennes. En 1935, Edmond Grandclaude, un Vosgien de quarante ans, est abattu à quatre heures du matin à la Croix de Malte, fameux bar de placeur situé au 53, rue du Faubourg-Saint-Martin. Le garçon était titulaire de deux condamnations pour port d'armes, vol et rébellion.

Le charme trouble du maquis

Mais bien souvent, les locaux ont du mal à lutter avec les importés. Une question de nombre, mais aussi de séduction. Les souteneurs de l'île exercent une fascination trouble sur les femmes du trottoir parisien. Leurs manières, leur charme méditerranéen, leur fierté, leur orgueil et surtout leur façon de traiter les filles, à la dure, attirent les prostituées. Les femmes de voyous aiment les hommes, les machos, qui les dominent et tiennent leur rang. Les filles du boulevard Sébastopol suivent les papillons de nuit corses jusqu'aux lumières de Pigalle. En 1934, l'une d'elles, la brune Mimi la

Rouge, rencontre à Montmartre Robert Guitton, un caïd des boulevards. Ce dernier s'est mis en tête de faire de la reprise sur les femmes de la rue de Douai. Il lui ordonne de quitter son mac corse. Elle refuse, il la gifle. De Chez Dante, un groupe accourt et, depuis le trottoir d'en face, abat le Parisien de six coups de revolver. Le tireur, Jean Petit, l'homme de Mimi, est du village d'Olmetto. Ses trois complices, Dominique Cristini, Vincent Albertini et Paul Taddéi (qui tiendra un hôtel de passe rue Tholozé après-guerre) sont tous de Bastia. À Montmartre, plus personne ne compte les morts. En juillet 1933, Grisoni, dit Antoine le Frisé, aboyeur dans un cercle clandestin de la porte Saint-Denis, se fait prendre sa femme par René le Placeur. Grisoni le fauche de cinq balles dans la poitrine à la terrasse de la brasserie du Globe, boulevard Sébastopol. En octobre 1934, un escroc, book et dealer, Louis Lefèvre, dit P'tit Louis la Guinche, se gausse des insulaires en compagnie de son neveu, Gilles le Pierrot, dans un bar de la rue Fontaine. Le Bar mondain est un rendez-vous de Corses. À la sortie, les deux moqueurs – qui sont en délicatesse avec les Corses pour une histoire de cocaïne – écopent d'une balle dans l'aine pour Louis et d'une dans le ventre pour Gilles.

Les anciens ne se reconnaissent plus dans ce Milieu. Les nervis marseillais et les Corses ont apporté la vente stricte des femmes, la drogue et le revolver sorti à tout propos. Les vrais de vrais de la capitale déplorent le manque de savoir-vivre de leurs nouveaux adversaires. Le temps de la force pure est terminé. C'est maintenant celui des trafiquants.

Le Capitaine des Corses

S'ils dominent par le nombre, les Corses sont loin d'être unis. Après avoir fait montre d'une certaine entente face aux indigènes, ils hiérarchisent leur propre communauté. C'est le début des vendettas entre bandes qui ne cesseront d'ensanglanter le pavé de Montmartre pendant leurs quarante ans de règne.

Après une dizaine d'années d'installation, les îliens sont fortement implantés et les caïds de la communauté sont en place. L'un des plus, sinon le plus, redoutés est Joseph Marini, dit le Capitaine des Corses, dont le bureau est situé Chez Dante, rue de Douai. On l'aperçoit également au bal du Petit Jardin, boulevard de Clichy, rendez-vous du gratin de la pègre. Petit, mince, le visage épais et le regard perçant, il règne sur la communauté

et ses acquis : bars, boîtes… Joseph Marini a commencé dans la carrière après la Première Guerre mondiale. Né en 1898, à Calenzana en Corse, il est incarcéré à dix-sept ans dans une colonie pénitentiaire, puis dirigé à vingt ans vers le Bat' d'Af. Sorti en 1921, il fait ses classes de souteneur dans le quartier Saint-Jean à Marseille. Au Rich' Hôtel, rue Longue-des-Capucins, il passe ses journées à taper le carton avec ses collègues. En 1923, il est condamné à six mois pour proxénétisme, effectués à la prison Chave. À sa sortie, il décide de monter à Paris et commence son ascension dans le Milieu corse de la capitale. Elle ne doit rien au hasard, Joseph traîne une réputation de dur. À Marseille, on s'interroge encore sur le sort de Colomba, son ancienne gagneuse. Pendant qu'il était à l'ombre, la brune de Calvi a goûté à la liberté. Pas faite pour la prostitution, elle veut rentrer chez sa mère. À sa sortie de prison, Joseph acquiesce : qu'elle s'en aille. Colomba file prendre son billet pour le *Napoléon* qui lève l'ancre le lendemain matin. Leur dernière soirée, ils la passeront avec le meilleur ami de Joseph, Antoine Peretti, qui, pour fêter son élargissement, les a invités « aux Planches », le bal de Saint-Jean. Il y a là Marini, Colomba, Antoine et sa femme Marie Coli, qui monte à l'hôtel Venise, vers la rue de l'Arbre. (Après le départ d'Antoine en 1925 – pour commencer une carrière qui fera de lui un des empereurs du jeu, et l'un des hommes les plus riches du Milieu – elle deviendra, quelques années après, la femme de Dominique Paoleschi, caïd marseillais.) Ce soir-là donc, les deux jeunes souteneurs arrosent leurs retrouvailles au champagne. L'ambiance est à la fête, Joseph fait danser les filles. Vers minuit, Marini propose à Colomba de la raccompagner. Elle veut faire son sac. Une heure après, le Corse réapparaît. La jeune femme, elle, jamais plus…

En 1924, une fois à Montmartre, Marini s'établit comme souteneur. En jeune entrepreneur ambitieux et audacieux, il adjoint rapidement un doublard à sa femme Lola qui fait les boulevards autour de l'Opéra. Avec les filles, il est implacable. Sa dureté assoit sa réputation. Recruté en 1925, le doublard de dix-sept ans s'appelle Dédée. Pas vraiment jolie, elle n'est pas non plus très futée. Et avec ça, mauvaise gagneuse. Un matin, lassé de ses maigres comptées, il la laisse filer. Dédée se prostitue alors à Levallois, où elle racole chauffeurs de taxi et conducteurs de poids lourds. Mais Marini l'a suivie. Il l'observe ainsi que son nouveau protecteur, un petit souteneur nommé Bosio. Un mois après, Joseph apparaît au bistrot-QG de Bosio et le met à l'amende… en faisant cadeau des intérêts.

En 1926, il est surnommé le Capitaine. En 1928, il est blessé dans une fusillade à Pigalle. Quatre ans après, rebelote. En février 1932, rue Fontaine, il esquive les balles plus vite que son porte-flingue, Jean le Corse, qui est blessé.

En 1934, Joseph est devenu un homme de poids, un caïd de Montmartre. Son appétit d'argent, son remarquable sang-froid et sa théâtralité naturelle l'ont imposé. Il habite un superbe cinq-pièces, 8, square de la Dordogne, près de la porte de Courcelles, et roule en cabriolet de grande classe, une Hupmobile de 80 000 francs.

Parmi ses sociaux de Chez Dante : Dominique Carlotti, Ange Foata, François Sierra, Mario Parraviccini… Ce dernier a tué en 1933 un certain Barrek, un Arabe qui se prostitue sur les boulevards extérieurs déguisé en marin. Parraviccini file se cacher à Barcelone. Arrêté à la faveur d'une rafle opérée en juin, il est extradé. Après quelques mois à la Santé, il est jugé à Paris. Son avocat lui fournit un alibi et lui obtient un non-lieu. Il regagne Montmartre et retrouve son clan. Pour peu de temps.

En novembre 1935, en compagnie d'un certain Filippi, il accompagne Joseph. Marini rackette les patrons du Royal bar, un bistrot situé à l'angle de la rue des Martyrs et du boulevard Rochechouart. Ils extorquent 5 000 francs à la patronne, une Auvergnate. Pour décider les récalcitrants, la méthode est simple : on casse tout, les flics viennent et la boîte ferme. L'année suivante, le trio remet ça. Multipliant par dix ses prétentions. Mais, entre-temps, le Royal bar est devenu le rendez-vous d'une autre bande corse – qui fréquente également le dancing la Boule noire où elle a une banquette réservée. L'Amicale passe ses après-midi à jouer aux cartes ou à siroter en terrasse. Les tenanciers du Royal se sont fait un nouvel ami du chef, Poli, dit Louis le Marseillais, un vieux caïd du coin. Poli vient à la rencontre de Marini avec deux amis. Les balles volent. Parraviccini reste à terre, truffé de neuf projectiles, Marini et Filippi sont blessés. Poli, touché, se cache derrière un rideau, le temps que ses associés l'exfiltrent. Il s'éteint un peu plus tard en toute discrétion.

Le Capitaine, remis de ses blessures et sorti de prison début 1936, augmente son capital et agrandit son royaume. À Montmartre, on dit qu'il rackette une vingtaine d'établissements. Régulièrement, il descend à Marseille ou en Corse pour assurer les périodes électorales. En janvier 1937, il est accusé d'avoir fait sauter, sur la route de Saulieu, le camion, avec son chauffeur, qui transportait son salon Louis XV et sa salle à manger

Empire. Dans le but de toucher la prime d'assurance… L'avant du camion ainsi que ses réservoirs sont intacts. En outre Marini déclare 250 000 francs de perte, alors que la veuve du chauffeur soutient que la cargaison se monte à quelques milliers de francs. Les biens précieux de Joseph ont été planqués par un complice, Paul Breton, dit Paulo, patron du bar l'Honolulu. Marini se dit, lui, victime d'un règlement de comptes. En réalité, le chauffeur, couvert de dettes – sa compagnie de transport et son bar de la rue Juvin sont en faillite –, devait faire sauter le camion, mais sans lui. Erreur de manipulation…

Des années plus tard, lorsqu'un truand lui fera remarquer la présence d'une victime en la personne du chauffeur, Marini aura cette réflexion : « Ce n'était qu'un cave…» D'une intelligence remarquable, Marini est analphabète. Et surtout, il a très mauvais caractère. Ce qui lui vaut d'être évité par une bonne partie du Milieu.

Ce fait divers, qui envoie Joseph en prison à Dijon pour quelques mois, marque le début de la fin pour le caïd. Déjà en 1934, l'affaire du Rat mort (voir plus loin) avait entamé sa réputation, puis en 1935 la tentative manquée contre le Royal, et en 1936, il s'englue dans des trafics d'armes foireux à destination de l'Espagne franquiste (beaucoup s'y sont essayés à Montmartre en manigançant diverses carambouilles : faux camions blindés, casques découpés dans des bidons de tôle, armes défectueuses… Sans grand succès), et enfin, en 1937, l'histoire du camion…

Dans les années cinquante, Joseph, plus ou moins retiré des affaires, est toujours habillé à l'ancienne, avec diamants en boutons de manchettes et en épingle de cravate. Son plus jeune frère, Nonce, exploite un bar rue de Bruxelles, l'autre, Horace, un rade rue Aristide-Bruant, avec leur sœur, mariée à Frédo le Sicilien. Toujours tiré à quatre épingles, le Capitaine refuse d'aller au restaurant avec des amis dont les chaussures ne sont pas cirées… À la fin de sa vie, l'ami de Carbone, d'Antoine Peretti, de Jean Colonna et de tant de caïds corses, partage son temps entre son appartement de la porte Maillot et le terrain de boules du bois de Boulogne. Devenu veuf, il est retrouvé mort un matin de 1984. Le vieux truand de quatre-vingt-six ans avait fait don de son corps à la science…

Les années stups

Ces hommes ont fait leur classe pendant les années vingt. À une époque dorée. C'était l'apogée de la traite avec le chemin de Buenos Aires qui a permis des fortunes, et la déferlante de la cocaïne à Montmartre. Mais à partir de 1933, la route des Amériques est barrée. Et depuis 1930, la prostitution de rue fait moins recette. Les marmites ont du mal à nourrir leurs hommes. Avec la crise économique de 1929, les affaires sont devenues dures. Les flics font la chasse, les rafles se multiplient et les filles croupissent à la prison Saint-Lazare. Heureusement pour les affranchis, l'héroïne attire – toute proportion gardée – une clientèle de plus en plus importante (essentiellement composée d'artistes et de riches désœuvrés). Un produit qui jusqu'ici partait pour les États-Unis.

Les grossistes se partagent alors le marché parisien, principal centre de consommation de l'Hexagone. Pour distribuer la camelote, ils s'appuient sur des revendeurs qui eux-mêmes tiennent des fournisseurs qui distribuent aux clients. Parmi les bandes qui contrôlent le marché parisien et plus précisément celui de Montmartre, l'une est particulièrement florissante. Elle écoule de l'héroïne – produite en banlieue par un chimiste allemand – et de la cocaïne. Ses patrons en sont les trois frères Stefani.

Né le 20 avril 1902 à Porto-Vecchio (de Peretti Marie et Stefani Noël), Jean-Paul, l'aîné, est un ancien tenancier d'Ajaccio. Une de ses pensionnaires ne faisant pas le poids, il a eu des ennuis. Il a également comparu devant la cour d'assises de Bastia pour un meurtre, dont il fut acquitté. Légitime défense. Avec son capital, il est venu s'installer à Paris. En juin 1933, il est jugé pour vol et acquitté au bénéfice du doute. Lors de son arrestation, il a affirmé s'appeler Jean Cerani, né en mars 1902 à Propriano. Courant 1933, les ennuis continuent. Son nom apparaît dans une affaire de stupéfiants. En mars, trois hommes – Sciarli, Moziconnaci, Carlotti – sont arrêtés à Moret-sur-Loing, à la faveur d'un contrôle routier. Dans le coffre de leur voiture, les gendarmes découvrent cent cinquante kilos d'opium. Selon la carte grise, le véhicule, qui remontait de Marseille, appartient à Jean-Paul Stefani… qui ne sera pas inquiété. Le quartier général de la famille est le Lisieux, tapis de la rue Fontaine où l'on rencontre entre autres les frères Toussaint et Mario d'Ajaccio, François les Grosses-Lèvres, Julot le Corse… La prospérité du commerce des frères – Jean-Paul habite rue Jules-Bourdais à la porte de Champerret et roule en Mercedes dernier cri avec chauffeur – attire les gourmands. Et les jaloux. Comme Angelin Foata.

Vendetta à Pigalle

Né en Corse en 1908, Foata est fils de gendarme et neveu de chanoine. À vingt et un ans, il s'engage comme garçon de cuisine à bord d'un paquebot des Messageries maritimes. Après une altercation avec son maître d'hôtel, Ange débarque à Marseille, et suit les conseils de son cousin proxénète. En 1934, Foata est un homme respecté à Montmartre. Trafiquant de femmes et de drogue, il est un ami de Joseph Marini.

Cette année-là, fort de l'appui de Joseph le Caïd, Foata va affronter Jean-Paul Stefani.

En décembre, trois truands corses sont arrêtés dans un restaurant de l'avenue Trudaine. Joseph Rocca-Serra (dont on entendra parler sous l'Occupation), Vincent Battestini et André Antonelli sont des trafiquants de drogue liés à Joseph Marini. Alliés à un certain Orsoni, ils écoulent la marchandise à des revendeurs qui écument les bars et restaurants de Montmartre.

La poudre leur est fournie par Jean Coateval, employé de la Compagnie des wagons-lits. Précédemment affecté à la ligne Paris-Sofia, Coateval travaille maintenant au dépôt des trains à Villeneuve-Prairie. À Sofia, la drogue est cachée dans l'extincteur de la cabine 13. Une fois à la gare de Lyon, le train est orienté vers le dépôt de Villeneuve où la marchandise est récupérée par Coateval, qui la stocke sur place dans sa villa. L'équipe arrêtée, Ange Foata commence à se répandre dans les bars. Les trois hommes auraient été donnés par les Stefani. Il est vrai que les frères n'ont jamais été inquiétés par la police… Foata a de bonnes raisons de répandre ces rumeurs. Depuis que les Stefani ont racheté 50 000 francs son laboratoire de Nanterre (qui appartenait en fait à Marini, qui l'avait racheté au trafiquant Heliopoulos) et le chimiste allemand qui y officie, les bénéfices s'envolent. Puisque c'est « grâce » à lui, Foata a donc réclamé une participation sur l'affaire. Et, devant leur refus, cherche à se venger.

Stefani, averti, décide de planquer Foata. Le soir du 24 décembre 1934, on lui signale la présence de l'Ange au Rat mort, un cabaret de la place Pigalle tenu par Mattéi, un compatriote corse. Foata vient y réveillonner après avoir dîné dans le quartier. Il est accompagné de sa maîtresse Madeleine Keusch, une demi-mondaine, et du fils de celle-ci, François, âgé de cinq ans. Peu avant minuit, Stefani passe le bras entre les rideaux de l'entrée, ouvre le feu sur Foata qui a le réflexe de plonger sous la table. Il

s’en tire avec une égratignure. Le petit François, lui, a récolté une balle perdue dans le ventre. À huit heures du matin, il meurt à l’hôpital après avoir été opéré. Stefani cavale par la rue Frochot, sème en apparence le personnel de l’établissement qui le poursuit. Mais peu après, Stefani se fait arrêter lors d’un contrôle de rue. Incarcéré, il attend deux ans son procès qui s’ouvre le 26 novembre 1936. Entre-temps, Ginette, sa femme, est tombée malade. Dominique Paoleschi, caïd marseillais et cousin germain de Stefani, a fait revenir la sienne du Brésil où elle travaille depuis une dizaine de mois, pour la soigner. Mais atteinte d’une tuberculose, Ginette s’éteint dans l’appartement de la porte de Champerret. Stefani, accompagné de quatre policiers, est autorisé à la voir sur son lit de mort et à suivre son enterrement.

Pour préparer sa défense dans le procès Foata, Stefani a fait appel à deux ténors du barreau : Me Morro-Giafferi, avocat de la pègre, et Me Ceccaldi, l’avocat de Carbone et Spirito. Le système de défense est simple : Stefani n’est pas coupable… c’est son frère aîné, Bébé, qui a fait le coup. Et Bébé, manque de pot pour tout le monde, est mort entre-temps. Il a été descendu la nuit même du drame, au bar Charles, rue Fontaine. Tonio Silvestri, le tireur, est un proxénète analphabète et rustre. Appartenant au clan Foata, il a voulu se faire une réputation en abattant Stefani. Il fuit pour éviter la vengeance des frères. Mais un soir à Marseille, une voiture passe, un coup de feu claque et Tonio s’en va. Au procès, tout se déroule comme prévu. Étienne a tué le petit François, et a été abattu après. Stefani sort libre du tribunal. Dans le camp adverse, personne ne conteste. Foata n’est pas venu déposer aux assises. Stefani, hors des hauts murs, est maintenant vulnérable… La vendetta peut être exécutée. Le lendemain de son élargissement, Stefani se rend sur la tombe de Ginette au cimetière de Thiais. Il est accompagné de Doumé Paoleschi, son cousin, qui se trouve dans une position délicate. Il est ami avec l’autre partie, mais les liens du sang…

Ce matin-là donc, les deux hommes, et les belles-sœurs de Stefani, traversent les allées du cimetière lorsque les balles fusent. Paoleschi en prend plusieurs dans le ventre (dix-sept perforations de l’intestin), Stefani plonge entre deux tombes – une balle a traversé son chapeau – et les femmes s’enfuient. Foata, persuadé que le premier geste de son ennemi serait pour sa femme, planquait derrière la chapelle. Équipé comme pour la

chasse au sanglier, il avait un fusil démontable et deux jours de vivres. Les fossoyeurs du cimetière l'arrêtent d'un coup de bêche derrière la nuque, alors qu'il s'enfuit. Il est condamné à sept ans de travaux forcés. Le verdict est sévère, Foata ayant avoué, à la limite de se charger, peut-être pour éviter de sortir trop tôt… Détenu à Fresnes pendant la guerre, il est un prisonnier modèle. Après-guerre, il achète un bar rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris. Retiré en Corse, il y meurt à plus de quatre-vingts ans.

Stefani, de nouveau tranquille, lève une prostituée appelée Simone Langelé, qui fait l'entraîneuse chez Maxim's. En mac respectueux des coutumes il paie sa dîme à l'ancien protecteur, un petit souteneur nommé André Manguin, ancien boucher de la Villette. Sauf qu'apparemment, la note n'est pas très élevée. Manguin, moqué par quelques voyous du coin, clame à qui veut l'entendre qu'il va rectifier le tir et le 10 août… Pour une fois le caïd rescapé sort sans ses quatre gardes du corps : Stefani est en balade avec son ami Jean Lorichi, vingt-six ans. Il croise Manguin rue Fontaine. Celui-ci prend peur et fait feu quatre fois. Stefani, vingt-neuf ans, s'écroule et meurt à Lariboisière, sans avoir touché à son 7.65. Manguin est arrêté par des passants et acquitté le 27 novembre 1937 pour légitime défense. Mais dans la famille Stefani, après Étienne et Jean-Paul, il reste un frère, Marcel, le cadet. Le garçon prend Simone sous sa coupe et prépare sa vengeance. Il apprend que Manguin est avec une brune à Cannes. En juillet 1938, Marcel est posté sur le pont Carnot, près de la gare. Il est en compagnie de Paul Vesperini, une fine gâchette qu'il a fait venir de Sartène, en Corse. Les deux hommes ont garé leur Hotchkiss bleu sombre, et laissé le moteur de la conduite intérieure tourner. Habillés de casquettes blanches de golfeurs et de chemisettes, ils s'appuient nonchalamment contre le parapet du pont. Vers vingt-trois heures, Manguin croise leur route en rentrant se coucher et sert de cible. Les tirs croisés le clouent sur place. Pour finir, chacun lui tire une balle dans un genou, avant de s'enfuir par la route du Cannet.

L'ombre de Carbone et Spirito

Stefani, Marini, Poli… À Paris plane également l'ombre des fameux Carbone et Spirito, les rois de la Canebière. La femme de Carbone, Marcelle, possède un appartement boulevard Pereire. Le duo a des intérêts dans la capitale, gérés jusqu'en 1936 par Antoine Nicolini, un ancien

violoniste classique. En juillet 1931, le nom de Paul Carbone est cité dans une affaire de vol. Un homme d'affaires grec se fait dévaliser ses bijoux chez lui rue Michel-Ange. Il réussit à s'enfuir et dénonce ses agresseurs, un Russe et Carbone. Le lendemain, la victime se rétracte… Les Marseillais investissent dans les bars et les boîtes de Montmartre, mais aussi dans les bordels comme le Moulin galant, rue de Fourcy, dans le quartier Saint-Paul. Les établissements de nuit de Montmartre – cabarets, boîtes, restaurants à la mode – tenus pas des Corses attirent les personnalités les plus en vue de la communauté : le préfet de police de Paris, Jean Chiappe, nommé depuis 1927 (surnommé le Napoléon de Paris, il fut directeur de la Sûreté nationale de 1924 à 1927), son neveu Carbuccia, directeur du journal *Gringoire* qui fait campagne pour la libération des truands dans l'affaire Prince… tous sont des amis des gangsters marseillais. Tout ce joli monde dîne au restaurant Chez Nine, ou à la Crèmerie, rue Le Chapelais, repaire de voyous corses où se produit un chanteur qui monte, Tino Rossi – ses premiers succès datent de 1936. Carbone et Spirito fréquentent les meilleures tables de la capitale, notamment chez Cotty, avenue de Wagram, mais aussi ses champs de courses et ses cercles de jeu.

Gaëtan Lherbon, baron de Lussatz

Dans ce domaine, leur homme de confiance à Paris est Gaëtan Lherbon, baron de Lussatz. C'est sans doute le seul aristocrate du Milieu. Sa famille compte de brillants aînés : son grand-père, le général de division Lherbon de Lussatz, a commandé les forts d'Aumale, son oncle, le général Amédée Guérin de Tourville, a présidé le conseil de la guerre, son père, marquis, est lui simple lieutenant. Après vingt ans de service, le lieutenant de Lussatz quitte l'armée pour s'installer à Monte-Carlo. La direction du casino, nouvellement créé, lui offre un poste important. Sa femme lui donne quatre enfants dont Gaëtan, qui naît en 1888. Le père tombe malade et, pendant quinze ans, sa femme l'assiste et s'occupe de la progéniture. À neuf ans, le Baron fait sa première fugue. Il est arrêté à la frontière italienne dans un wagon de troisième classe. À treize ans, on le retrouve sur un cargo à Nice, déguisé en mousse. Un an plus tard, à Liverpool, le jeune aventurier prend le large comme aide-chauffeur sur un paquebot qui fait les deux Amériques. Au programme, une vie de misère et de souffrance. Après deux ans de labeur, il gagne Londres. Au hasard de ses pérégrinations, il atterrit comme

serveur au Café français, dans le quartier de Dey Street. L'établissement est un repaire de souteneurs français, évadés, tricards, voleurs et autres truands. Il y apprend la mentalité et les traditions qui régissent ce milieu. Mal inspiré, à quinze ans, il accepte le rendez-vous galant d'une fille de joie, et se fait surprendre par son protecteur. Correction sévère pour les amants. Le lendemain, il prend son poste, l'œil poché et les lèvres tuméfiées. Les clients commentent la punition et se scindent en deux groupes, les uns jugeant le tabassage mérité, les autres excessif, surtout pour un petit cave. Les deux camps finissent par s'expliquer sur les bords de la Tamise. Les supporters du Baron en sortent vainqueurs et l'adoubent homme du Milieu, malgré la transgression d'une des règles les plus implacables de la pègre : ne pas toucher à la femme d'un collègue.

À dix-huit ans, en 1906, muni de recommandations l'apprenti pégriot débarque à Montmartre. Il y enchaîne les bagarres au couteau et au rasoir et gagne ses premiers galons dans la pègre. Il devient Gaston Baron, gentleman des boulevards extérieurs. Un jour, un camarade lui vend un coupon de tissu de trois mètres pour se tailler un costume. Quelque temps après, il atterrit à la Santé pour vol et recel. L'étoffe avait été dérobée chez un tailleur de la rue Vivienne : trois mois de prison. Première condamnation et première fiche au sommier. Malgré sa condamnation et son absence de formation professionnelle, il tente de se relever et devient agent théâtral à 100 francs par mois. Il reçoit la clientèle et contrôle la présence des artistes. En 1914, il signe un contrat de coassocié pour la saison d'été des Folies-Bergère. Toutes ses économies passent dans la revue à grand spectacle. La salle est comble et la fortune proche. Mais après huit jours de représentations, c'est la mobilisation générale. Ruiné, de Lussatz s'engage, pour la durée de la guerre, en septembre 1914. Blessé en juin 1916, il est réformé, puis rappelé et mis en congé le 10 avril 1919. En 1920, le voilà de nouveau sur le pavé de Montmartre, où il devient représentant en vins d'une maison de Beaune. Le soir, il fréquente les bars de la rue de Douai.

Au sortir de la guerre, les établissements doivent fermer à vingt-deux heures. Les chambres et salles d'hôtels constituent alors des bistrots improvisés et clandestins. S'y retrouvent filles de joie, mauvais garçons, rebuts des armées alliées. C'est le cas au Parisiana hôtel, rue de Douai : là, dans une chambre, des truands marseillais et corses finissent une partie de cartes commencée dans un bar voisin. Vers trois heures du matin, des mots sont échangés, un des joueurs est pris en train de tricher. C'est le baron de

Lussatz. Il se lève, recule vers la porte et de panique tue un certain Fournier, marseillais, qui a esquissé un mouvement pour saisir son arme. Muni des papiers d'un ami, Lussatz se cache à Marseille. Mais les bars louches et les meublés de la cité phocéenne sont l'objet de rafles. Une artiste a été tuée chez elle par deux rôdeurs. Le Baron se réfugie alors à la Madrague, chez un pêcheur. Après un mois, d'autres pêcheurs l'embarquent à Menton et le déposent en Italie. Il veut gagner Naples et de là les États-Unis. Les policiers français le rattrapent à Milan, où il habite un hôtel. Un indic de Montmartre a donné le nom d'emprunt sous lequel il reçoit son courrier. Après sept mois à la prison Saint-Victor, remplie des prisonniers politiques du nouveau régime fasciste, il est extradé à Nice, d'où on l'envoie à Paris. Durant quatre mois, il fait le tour des prisons de l'est de la France en wagon cellulaire : Chambéry, Vesoul, Chaumont, Chalon, Reims… Le train ramasse les futurs forçats. Quinze jours après son arrivée à Paris, il est libre : légitime défense. À partir de là, fini les coups durs. Le Baron se lance dans le jeu.

En 1925, il habite rue Caulaincourt au-dessus d'un restaurant qui sert de bureau à deux books. Initié, il devient à son tour bookmaker sur les champs de courses, alors domaine réservé des étrangers. À Saint-Cloud, il se mêle à Alexandre le Syrien, au groupe des Grecs, à Michel l'italien, copropriétaire avec Tribout du cercle de jeu Frolic's. Auréolé d'une certaine réputation, le baron de Lussatz, lui, fréquente les parties de faro de Montmartre et les courses. En 1927, il tient un restaurant de nuit en plein cœur de Montmartre, le Grand Capitole, une boîte appartenant à M. P. Santovili, administrateur des établissements Santos, qui tient plusieurs maisons à Paris. Pendant deux ans, le Baron contient le soir les bagarres et les orgies, et l'après-midi fait ses affaires aux courtines. Ensuite, c'est un cabaret à l'enseigne du Grand Duc. Devenu une figure des Années folles. Il organise des soirées privées pour sa clientèle d'hommes politiques, et rentre dans leur intimité. On lui fait des confidences, et on apprécie ses jugements. Ces messieurs l'emmènent avec eux en tournée dans leurs circonscriptions. Il devient leur agent électoral. À cette époque, Lussatz commence à faire des allers et retours en Pullman entre la Côte et Paris. Il se fait un nom sur la Riviera, circule en complets signés des meilleurs tailleurs dans son cabriolet bleu et fréquente les cercles, de Nice à Marseille et Monaco. À l'occasion, il renoue avec ses parents et visite sa mère, rue Grimaldi, avant d'entamer ses virées nocturnes. Entraînant quelques comparses, il devient le garde du

corps du prince Carol de Roumanie, alors en exil et menacé d'assassinat. Il déjoue de nombreux complots visant à éliminer le futur roi Charles. Maître Henri Torrès lui demande d'assurer sa sécurité : il doit défendre Schwartzbard, l'assassin de Hetman Petlioura, un Russe blanc. Juif polonais, Schwartzbard a descendu l'ex-chef cosaque, responsable des pogroms d'Ukraine, à la sortie d'un restaurant de la rue Racine. Pour l'occasion le Baron s'adjoint les services de Jo la Terreur, Jo le Balafré et Bébert l'Algérien.

Lors des campagnes électorales, il multiplie les combines pour faire gagner son candidat. Alors qu'un grand avocat lui a confié la sienne, le Baron jette son dévolu sur l'hospice de la circonscription. Venu chercher les votants en voiture pour les conduire au bureau, il assure à la religieuse qu'il travaille pour le compte du candidat opposé. Son avocat est juif et affronte un catholique pratiquant… En 1928, il défend la légitimité princière de Monaco et en 1932 descend à Marseille pour y épauler Carbone et Spirito en vue de l'élection au poste de député de Simon Sabiani.

En 1934, survient l'affaire du conseiller Albert Prince. Ce chef de la section financière du parquet de la Seine est retrouvé mort déchiqueté sur la voie ferrée à la Combe-aux-Fées, près de Dijon. Il était le témoin privilégié des agissements de l'escroc Stavisky. Lussatz y voit l'occasion d'escroquer un peu d'argent à Georges Simenon, qui mène l'enquête pour *Paris-Soir.* Par hasard, le Baron a voyagé dans le Train bleu avec Geo London, chroniqueur du Journal. Ce dernier, qui a eu accès au dossier, commet l'imprudence de confier à Lussatz des détails ignorés de la presse. Le lendemain, 17 mars, le Baron dîne au restaurant Cotty. À la table voisine, le père de Maigret se laisse séduire. Commence alors une belle supercherie. Les assassins seraient des tueurs du Milieu, aux ordres de grossiums des Champs-Élysées. Simenon, sur les conseils du Baron, loue une chambre au Carlton sur les Champs, lieu de rendez-vous des commanditaires. Et d'habitation pour le Baron. L'enquête sort sous le titre « Les gangsters de l'Étoile » et met en scène les principaux acteurs. Mais les noms livrés ne sont en fait que ceux des patrons du Hanovre, du Chabanais, et d'autres maisons de la capitale. Les plus grands bordeliers de Paris… La farce finit mal. L'inspecteur Bonny incarcère le Baron le 29 mars 1934, persuadé qu'il est complice. Le Baron accompagne donc Carbone et Spirito – qui soupçonnent Angelo Galboni d'avoir donné leur nom – à la maison d'arrêt

de Dijon, d'où ils ressortent blanchis après trois semaines de détention. Le Baron, lui, doit encore justifier de quelques peccadilles.

En 1937, le Baron s'installe définitivement sur la Côte d'Azur, où il s'occupe de campagnes électorales. Grâce à ses relations, il décroche l'autorisation d'installer des machines à sous dans la principauté. Finalement, l'aristo aventurier à la gueule de croque-mort et à la réputation d'homme dangereux meurt à Monaco en 1962.

Les machines à sous débarquent

Le Baron s'occupe de certains cercles, et le Corse Pierre Vigo louche lui sur les machines à sous. En 1909, grâce à une tolérance accordée par Clemenceau, des roulettes apparaissent dans les cafés, remplacées très vite par les billards russes. Jusqu'au 4 avril 1934, où les faibles gains tolérés sont définitivement proscrits. Surviennent alors les machines à trois rouleaux ou machines à sous, importées des États-Unis. En argot, ce sont des « baraques », dont l'enjeu se compose officiellement de jetons convertibles en bonbons. Le principal propriétaire parisien des bandits manchots est un ancien coureur automobile du nom de Louis Gérard. Durant l'été 1937, cet honnête commerçant reçoit la visite de son concurrent, Pierre Vigo, patron du Comptoir de gérances et d'appareils automatiques, 22, rue de la Chaussée-d'Antin. Accompagné d'un ami, ce dernier lui met une raclée pour qu'il abandonne son business inoffensif. Mais Vigo a d'autres ambitions. Dans son système, inspiré par les gangs new-yorkais, plutôt que des bonbons, les gagnants perçoivent des billets distribués par le patron du café. Convertis en francs, les bénéfices sont partagés entre le placeur et le bistrotier. L'amende que Vigo impose à Gérard s'élève à 50 000 francs, une fortune : autant fermer tout de suite ! Devant son refus, Vigo délègue Gilbert Romagnino, mêlé à l'affaire Stavisky et patron du bar Merri go round, rue de Berri. Romagnino propose de transiger à 36 000 francs. Louis Gérard fait mine d'accepter, mais il prévient la police qui serre tout le monde au moment de la remise de l'argent. Les autorités interdisent alors définitivement les baraques, le 5 décembre 1937.

Marseille aussi a connu une guerre des machines, qui fleurirent autour du Vieux-Port vers 1931. Différentes bandes s'affrontent alors pour le contrôle

des secteurs, n’hésitant pas à subtiliser les appareils des concurrents. Qui disparurent, comme à Paris, après le décret d’interdiction.

8.

Les régions de la truanderie

Si les Corses prédominent dans ce nouveau Milieu – qui a pour centre Montmartre, et de nouvelles activités comme le trafic de drogue – d'autres importés grossissent les rangs de la pègre parisienne.

Marseillais et Algériens

Le bassin méditerranéen envoie ses troupes à la conquête de Paris. Les Marseillais, qui se confondent souvent avec les Corses, ont depuis le début du siècle élu domicile dans le faubourg Montmartre. Trafiquants de femmes, ils ont peu débordé de cette activité durant la Belle Époque.

Dans les années vingt et trente, ils occupent la partie du faubourg comprise entre le carrefour de Châteaudun et le boulevard Montmartre. Les filles montent dans les hôtels de la rue de Provence, de la rue Bleue, de la rue Bergère, de la rue de la Grange-Batelière. Dans le faubourg, les hommes s'attablent aux bars du trottoir de gauche – en allant vers Montmartre – et y surveillent leurs femmes qui racolent dans les grandes brasseries lumineuses du « ruban » opposé. Mais au fur et à mesure, ils remontent vers la Butte et s'installent après la rue de Châteaudun : rue Fontaine, rue Victor-Massé, rue Saint-Georges…

Les hommes arrivent également de l'autre rive de la Méditerranée. D'Algérie principalement et de Tunisie. On les appelle « les Oranais » ou « les Algériens ». Nombre d'entre eux sont en fait des Corses comme Micheletti et Balada, les caïds de Londres. Ou encore Pascal Bonsignore, surnommé Lili l'Algérien. En octobre 1932, rue Germain-Pilon Lili abat Dominique Parigi, à la sortie d'un cercle clandestin. Le Corse Parigi, arbitre de passe anglaise, est touché d'une balle dans la tête et de deux dans le ventre. Lili est un caïd qui n'en est pas à son coup d'essai. En 1930, il a tué Pierre Trillot, un tricard compromis dans l'attaque d'un encaisseur à Longjumeau. À la suite du coup, Trillot s'est réfugié à Bruxelles, paradis

des proscrits parisiens. Lili le tire à la sortie d'un cercle et se fait arrêter trois mois après à Lisbonne alors qu'il embarque deux filles pour Montevideo. Relâché, il part s'installer rue Duperré, dans le quartier de Pigalle, avant de trouer Parigi.

Mais, le terme « Oranais » désigne surtout les Juifs d'Afrique du Nord. Ces messieurs sont installés dans les parages du faubourg Montmartre. Vers les rues Geoffroy-Marie, de Trévise, Richer, de la Boule-Rouge, Bergère. Et leurs bars entourent les Folies-Bergère. En Afrique du Nord, et en Algérie en particulier, ils tiennent les maisons et le marché de la prostitution. Ils sont arrivés avec le siècle pour pratiquer la traite et se sont installés comme leurs collègues sudistes et trafiquants de femmes au faubourg, qui abrite durant l'entre-deux-guerres une communauté juive, principalement composée de diamantaires.

S'ils font une poussée timide dans le Milieu parisien – ils ne sont encore qu'une poignée – ces Hommes sont déjà installés à Buenos Aires où leur repaire est la pension de Simon la Bosse.

Aux côtés de ces communautés, d'autres régions fournissent leur contingent de mauvais garçons, mais leurs troupes se fondent dans le paysage, sans véritable regroupement ethnique. C'est le cas des Bretons, et du grand Ouest en général, dont l'immigration à Paris est la plus importante, des Nordistes et autres « mecs » de l'est de la France. On finit par les regrouper sous le terme de Parisiens, qui englobe les provinciaux, excepté les Méditerranéens et une tribu qui se distingue, celle des Lyonnais et des Stéphanois, dont la réputation de durs impressionne les collègues.

Lyonnais et Stéphanois : spécialité braqueurs

Les Lyonnais et les Stéphanois, s'ils tâtent du pain de fesses, jouent plutôt du pistolet. Dès 1920, les gars du Rhône font parler la poudre. À Paris, la vingtaine d'hommes de poids – dont Edmond Dufournet, né en 1905, dit le Grand Monmon, André Quarteron, dit Dédé le Stéphanois, né en 1901, Louis Charvon, dit le Grand, né en 1906… – qui constituent ce cercle très fermé a une spécialité, le vol : le casse, le cambriolage et, le summum, le braquage. Pas de banques, non, mais les convoyeurs de paie. Bien que Bonnot ait ouvert la voie des banques dès 1911, il faut attendre que le Lyonnais Charles Desgrandchamps, dit Charlot les Grands-Pieds, attaque la Banque de France à Troyes en 1937 pour asseoir le genre. (Dans le Milieu,

un autre nom circule également, celui de René Blondeau, dit Renard argenté, qui passe pour être le précurseur de l'attaque à main armée au début des années vingt.) Les banques ne deviendront à la mode qu'à cette époque. Quelques gros bras ont suivi l'exemple des Parisiens : le Grand Maurice et Maurice les Lunettes qui s'y attaquent dès 1936, suivis de Charlot les Grands-Pieds l'année suivante.

En attendant, les voyous braquent l'argent qui circule. Deux fois par mois, les jours de paie, les Lyonnais sont postés devant les banques. Dès leur ouverture, ils guettent les allées et venues des livreurs. Lorsque l'un d'eux sort, la musette gonflée, il est suivi. Le voyou repère la voiture, l'heure, l'adresse et l'importance de l'usine, utile pour deviner le pactole. L'opération est répétée, deux fois encore, histoire d'être sûr, et l'affaire est faite à la quatrième sortie.

Dans les années vingt et trente, Lyon est une ville-étape entre Paris et Marseille. La crise de la soie, qui a fait passer le kilo de 300 francs à 60, a laissé nombre d'ouvriers sans emploi et rendu la ville morose. La prostitution faiblit, le jeu aussi. Et la police s'est mis en tête de traquer les truands locaux. La rue de la Guillotière, les abords de la place du Pont et la rive gauche du Rhône, traditionnel quartier général du Milieu, sont délaissés au profit des quartiers périphériques comme Meyzien, Décines, l'Île-du-Roi, Charbonnière. Dans le centre ne subsistent que les filles qui travaillent pour les caïds : Mémé, P'tit Louis, Fifi Chauvant… qui s'opposent tous à leur concurrent algérien, Djanini, venu du pays avec ses femmes.

Si Saint-Étienne alimente les rangs de l'armée du crime, Grenoble, elle, en accueille les tricards. En 1930, ils sont quatre-vingts interdits de séjour à se réunir dans le bar des Hommes, place Clayveson. De là, ils partent écumer la région. Grenoble est l'une des villes industrielles qui se développent dans les années vingt. Du coup, sa région est riche en usines, en coffres et en paies à voler.

L'après-midi, ces messieurs jouent aux boules dans un établissement de la Galochère, tenu par l'un des leurs, à cinq kilomètres de la ville.

En plus des cambrios, les truands locaux excellent dans la contrebande d'alcool et de tabac. Et, bien sûr, le proxénétisme, car il faut satisfaire les ouvriers célibataires accourus en masse dans la région.

Depuis la fermeture des maisons de la ville – le Chat noir, rue de Lorraine, le Palais de cristal, rue des Beaux-Tailleurs, l'Étoile rouge de la

rue Kléber et le 18, de la Grand-Rue –, en 1929, les souteneurs font marner les filles dans les soixante clan-dés, dont la plupart sont rue Saint-François. Avec, pour certaines, des velléités de révolte soutenues par la ligue abolitionniste. Marthe et la Martiniquaise dénoncent ainsi leur homme, le caïd Louis Avrisani, qui écope de trois ans de prison.

À Paris, dans le Milieu, les Lyonnais et les Stéphanois sont à part. Ils évitent de se mélanger aux souteneurs corses et se défient des Parisiens. En 1925, on frôle même la guerre. Et celui qui est au centre de l'intrigue deviendra l'ennemi public numéro un de l'après-guerre. Il s'appelle Émile Buisson. Avec son frère aîné, Jean-Baptiste, dit le Nuss, il partage alors une chambre d'hôtel, passage Brady, derrière la porte Saint-Martin. Petit Mimile, vingt-trois ans, qui n'est alors qu'un débutant, sort du bataillon d'Afrique. Il a rejoint son frère arrivé à Paris en 1921 et qui s'est déjà taillé une réputation. Un soir, Émile décide d'aller draguer de l'autre côté de la rue, chez Ladira, un bal du faubourg Saint-Martin. Mimile gambille avec une jeune femme lorsqu'il prend une claque administrée par une terreur locale.

Pas touche aux filles d'ici ! Émile sort tandis que le frappeur et sa bande ricanent. Sans ciller, il traverse la rue, rentre dans l'hôtel, fouille les combles à la recherche du revolver de son frère puis il refait le chemin en sens inverse et… trois balles pour l'indélicat. Dans le bras et dans l'épaule. La victime s'appelle Marcel Schmidt. Il fait équipe avec Gégène des Gravilliers et Miroir. Remis, Schmidt parle de vengeance dans les bars, menaçant virtuellement les Lyonnais, qui ne tardent pas à en avoir écho. Ces derniers se passent le mot et se retrouvent pour l'apéritif, armes à la main, à la Madelon, porte Saint-Denis, QG des Parisiens. Les Lyonnais menacent, les autres encaissent et écrasent.

Les frères Buisson

Il faut dire que les Lyonnais n'inspirent pas vraiment la contestation. Mimile a la rancune tenace, on l'a vu, et son frère aîné n'est pas non plus un modèle de tendresse. Le Nuss à quarante ans est un vrai de vrai, redouté sur le pavé parisien. C'est lui le vrai caïd du duo. Après-guerre, les frères Buisson deviendront célèbres, surtout Mimile. Déclaré ennemi public numéro un, il sera raccourci en 1956. En attendant, les Lyonnais font leurs armes dans le mitan de l'entre-deux-guerres.

Les Buisson sont de Toulon-sur-Arroux, une petite commune du Bourbonnais à trente kilomètres de Montceau-les-Mines. Le père, François, est un dur. Ancien paysan, il construit des fours de boulanger. Sa règle : ne payer que le bistrot. Ni le loyer, ni les dettes chez les commerçants, rien. Personne ne réclame, il est violent. Au programme, alcool pour lui, et coups pour tout le monde. Sa femme Reine met au monde six enfants : Cassius (mort-né) en 1893, Jean-Baptiste en 1895, Eugénie en 1898, Émile en 1902, Jeanne en 1906 et Emma en 1911. La famille erre au gré des chantiers du père. À Lyon, les enfants traînent le pavé de Vaise, le port des péniches du Rhône. Le père, lui, se contente de ses huit litres de vin quotidiens.

À onze ans, le Nuss, surnom de Jean-Baptiste, attaque ses premiers cambriolages. Mimile est de la partie. Plus petit, il passe par les vasistas de caves. Avec sa sœur Eugénie, le Nuss vole les laitiers de Lyon. À onze ans, il passe un mois à l'école, et à treize ans, direction la mine de Montceau. Pas pour longtemps : le Nuss ne s'y use qu'une journée. Le soir même, il se sauve après avoir volé trois louis à sa grand-mère, direction Marseille et les Amériques en compagnie de son copain Pierrot qui sera guillotiné au début des années vingt pour le meurtre d'une retraitée. Échec et retour à Lyon. À quinze ans, le Nuss fait partie de la bande de Vaise. Un copain l'initie au casse, au maniement de la plume pour fracturer les portes, au perçage au vilebrequin. Mais, en 1911, quelques mois et quelques affaires plus tard, ils se font arrêter, puis interner à Aniane, dans l'Hérault, bagne d'enfants de sinistre réputation. Sa mère, Reine, meurt pendant son séjour. Le père redouble de boisson. Entre deux escapades à Lyon, Mimile vit chez la grand-mère à Montceau tandis qu'Eugénie se prostitue à Lyon, et que les deux autres sœurs sont chez une tante.

Après huit mois de colonie pénitentiaire, Jean-Baptiste se sauve, en 1912, à la faveur d'une révolte. Pendant deux ans, il se cache à Villefranche-sur-Saône sous des noms d'emprunt. En 1914, lassé de la cavale, il s'engage. Le Nuss devient un héros, croix de guerre, médaille militaire, blessé trois fois, fait sergent. En 1917, il rechigne à retourner au casse-pipe et déserte. Direction Toulon et les copains d'Aniane. Il s'acoquine avec deux perceurs de coffres et enchaîne les coups. Il commence à s'habiller et à traîner. Mais, un soir de 1918 à Marseille, une rafle au casino l'envoie devant le conseil de guerre. À la clé, dix ans de travaux forcés au pénitencier militaire de Douéra, en Algérie. Le Nuss succombe aux coutumes locales et se fait tatouer de la tête aux pieds. Sur le cou, il inscrit « Fatalité ». Pour le reste

tout y passe, tête de mort, pelle et pioche croisées, poignard, étoile, cœur… En 1921, l'aîné des Buisson, bénéficiant d'une grâce générale, est libéré. De retour sur le pavé lyonnais, il fait équipe avec des rescapés d'Afrique et recommence casses et cambriolages. Et, dans la foulée, monte à Paris.

Là, il retrouve ses pays, Lyonnais et Stéphanois, qui l'initient au braquage. Il est accompagné d'Henri, dit Riton le Lyonnais, un copain venu avec lui. Seul à savoir conduire, ce dernier est le chauffeur de la bande. En novembre 1921, le Nuss se fait prendre sur un cambriolage : trois ans ferme et cinq d'interdiction de séjour. À Fresnes, le régime de la cagoule est en vigueur. Pour éviter les contacts entre détenus, qui une fois sortis forment l'armée du crime, les autorités les encagoulent. Dès la porte de la cellule franchie, les prisonniers sans visage évoluent dans une semi-obscurité. Après vingt-sept mois de ce régime, il est libéré. Et repris cinq mois après. Re-Fresnes pour six mois. Enfin, en décembre 1924, il est libre. Il part alors se mettre au vert à Besançon, ville ouverte aux tricards. Cette année-là, sa sœur Jeanne meurt à dix-neuf ans de la tuberculose en maison de correction. En 1925, son frère Mimile le rejoint à sa sortie du Bat' d'Af'.

En 1921, Émile, âgé de dix-neuf ans, est tombé pour casse. Dix-huit mois à la maison centrale de Clairvaux et à la sortie direction le bataillon d'Afrique. Les frères reviennent ensemble à la capitale, mais ils ne font pas équipe. Chacun travaille de son côté. Les butins des casses sont écoulés chez un receleur de la rue Saint-Martin ou rue Pastourelle, chez le vieux Charlot, et les soirées passées à l'Empire, boulevard de Strasbourg. Les truands s'y mesurent au poker. Un soir, le Nuss se fait flouer par un nouveau, un Sicilien de Tunis. Son pote Kiki de Dijon, un papier, c'est-à-dire un joueur professionnel, lui signale la tricherie. Le lendemain, le Nuss confond l'indélicat. Plus rapide que l'adversaire, il stoppe la carrière de tricheur du Sicilien d'une balle en pleine tête. Arrêté, il joue le fou et s'en sort avec l'article 65 du code. Irresponsabilité pénale. Le Nuss est interné pour une durée illimitée à l'asile de Villejuif, unité Henri-Colin. Onze mois après, Mimile le fait sortir. Il lui a trouvé une place dans une clinique chic de Chelles. Après trois mois de convalescence, Jean-Baptiste est définitivement libre. Les frères Buisson rentrent à Lyon.

Un soir, au printemps 1927, l'aîné à une altercation avec un Arabe dans une boîte. On sort. Le ton monte, des menaces sont lancées et le Nuss esquive un coup de rasoir qui lui fend le canotier. Mimile, animé par l'esprit de famille, descend l'importun. Premier meurtre du futur ennemi public

numéro un. Sans conséquences. Ils se séparent. Grenoble pour le Nuss, Strasbourg pour Mimile. Le Nuss revient à Paris et en 1931 se fait emballer sur un cambriolage, avenue de la République. Huit ans de réclusion pour vol avec effraction et tentative de meurtre. En route pour la centrale de Melun, puis pour celle d'Ensisheim, près de Mulhouse. Le Nuss s'esquinte un genou pour être transféré à l'hôpital d'où il s'évade en 1932 avec la complicité de ses amis du Bar parisien à Mulhouse, rendez-vous des Lyonnais et des Stéphanois. Son frère, de passage, est de la partie. Planqué à Saint-Ouen, chez les manouches de la zone, le Nuss ne reste pas longtemps. Un jour, alors qu'il attend un ami dans un bar de la rue Pastourelle, il abat Roger Montaurois, Bordelais à la réputation alcoolisée qui l'a menacé. Commence alors une nouvelle association.

Planqué dans une villa de Brie-sur-Marne, le Nuss s'associe avec son frère et deux amis d'amis également en cavale : Émile Courgibet, qui arrive de Barcelone muni d'un passeport suisse, et Charles Desgrandchamps, dit Paturon ou Charlot les Grands-Pieds, qui lui vient de s'évader et a récolté une balle dans le pied. Né en 1908 à Saint-Fons, Desgrandchamps est un redoutable truand lyonnais. Malgré son jeune âge, il est récidiviste et interdit de séjour. Quant à Émile Courgibet, il n'est autre que le fameux Émile l'Évadé dont l'histoire a inspiré Papillon.

Le quatuor multiplie alors les braquages, et avec succès. De nouveau en fonds, l'équipe décide de prendre le large. Jean-Baptiste a un ami corse à Shanghai où sa belle-sœur, la sœur de sa femme Marcelle, est également installée. Elle y a suivi son mari, un truand piémontais. En 1934, donc, le Nuss, Émile Courgibet et leurs femmes embarquent à Gênes sur un cargo japonais. Mimile, non recherché, reste en France ainsi que Charlot, peu enclin aux longs voyages. Vingt-sept jours de mer pour atteindre la Chine. Sur place, avec l'aide de son ami corse, le Nuss trafique les armes. Les cargaisons en provenance d'Europe sont revendues aux communistes de Mao qui se battent contre Tchang Kaï-Chek dans l'arrière-pays. En retour, les communistes paient en opium brut, que les trafiquants français, installés dans la concession internationale et alliés à des Juifs autrichiens et allemands, acheminent vers l'Europe. À l'intérieur du pays, le transport des armes et de la drogue s'effectue à bord de jonques à moteur qui empruntent le fleuve Yang-Tsé jusqu'aux provinces reculées.

Peu de temps après leur arrivée, Mimile débarque avec sa femme Yvonne. Et se joint aux trafiquants d'armes. Fortune faite, Émile et Gibus (le surnom

de Courgibet) ouvrent à Shanghai un dancing, le Fantasio, tandis que le Nuss investit lui dans le Guiletta, un restaurant italien. Mais le mal du pays aidant, le trio quitte l'Empire du milieu pour Paris. Le Nuss fait lui un crochet par San Francisco et la communauté française, dont la frange truande fréquente le café Chez Clément, tenu par un évadé du bagne.

De retour à Paris après quelques mois, le Nuss retrouve la bande. Entre-temps, Desgrandchamps a été condamné à mort par contumace pour avoir grièvement blessé un policier. Peu avant, en octobre 1935, il a été arrêté en compagnie d'Émile Buisson et d'un autre Lyonnais (d'origine corse), Jean Rossi. Ce dernier se distinguera durant l'Occupation dans le réseau de résistance du commissaire Chenevier, spécialiste des Lyonnais et des Stéphanois. Les trois hommes sont montés sur un cambriolage à Lyon à l'aide d'une voiture volée à Paris en septembre. Lors de l'arrestation, une fusillade sans conséquence les a opposés aux policiers.

En 1936, le Nuss écope de cinq ans de réclusion à la suite du cambriolage de l'usine Rhône-Poulenc à Saint-Fons. Le coup a été apporté par Desgrandchamps, originaire du coin, qui a réussi à s'enfuir.

Le Nuss en prison, le Grand Charles va faire équipe avec son petit frère, Mimile, qui est alors un petit truand peu apprécié par ses pairs. Le Milieu laisse entendre qu'il n'aurait pas été très correct en Chine avec de braves garçons. Charlot va le faire entrer dans la cour des grands. En 1937, il met P'tit Mimile sur un coup comme chauffeur. Buisson doit également trouver une voiture. C'est l'affaire, légendaire dans le grand banditisme, du hold-up de Troyes.

16 h 30, le 29 décembre 1937. Quatre hommes descendent d'une Hotchkiss beige à l'angle de la rue Colonel-Driant. Ils se cachent dans une vespasienne, et braquent les trois encaisseurs qui sortent de la Banque de France. Buisson couvre ses comparses en tirant en l'air. Ces derniers, Desgrandchamps, Courgibet et Henri Schlick, dit le Riton, s'emparent des deux sacoches et du portefeuille abritant 1 800 000 francs. Malheureusement pour elle, l'équipe est donnée au commissaire Charles Chenevier, passé pour l'occasion de l'inspection générale des services à la brigade criminelle (c'est ce service qui traite alors les attaques à main armée, pas assez nombreuses pour avoir leur propre brigade). L'indicateur s'appelle Jean-Baptiste Chave, surnommé Nez de braise. Il se distinguera notamment sous l'Occupation au sein de la bande gestapiste de la rue Lauriston. Contre un condé qui lui permettrait de faire travailler sa femme

Marcelle dans une maison de Reims, Chave livre Desgrandchamps et l'organisateur du coup, Jean-Baptiste Berthuin, dit Johanny, tenancier à Troyes. Les Grands-Pieds est arrêté par Chenevier à la sortie de l'appartement d'Auteuil qu'il partage avec sa femme. Justement c'est pour elle, dont il est amoureux fou, que le truand à la mentalité jusqu'alors irréprochable se met à table : Chenevier menace de l'inculper de complicité. Tout le monde plonge. Mimile est arrêté dans le bar qu'il a acheté à Lille et dont le premier étage est réservé à la prostitution. Schlick a lui disparu dans la nature, on ne le reverra d'ailleurs jamais. Quant à Courgibet, après s'être planqué pendant six mois, il s'est embarqué en juin 1938 pour New York, sous le nom de Fernand Châtelain, à bord du paquebot *Normandie*. Pendant sept ans, Courgibet est un employé modèle d'une fabrique de meubles en gros. Enfin, à force d'économies, il s'installe comme ébéniste 227 East 50th Rue. En novembre 1949, devenu un commerçant artisan prospère, il épouse une Californienne. Le seul à avoir son adresse est un Stéphanois du nom de Mahu Allègre. Une lettre pour Courgibet envoyée à Mahu par le Nuss est interceptée. Fernand Châtelain est démasqué et extradé en 1952. Il écope de cinq ans de réclusion devant la cour d'assises de l'Aube. Après deux ans derrière les barreaux, il regagne New York où il coule définitivement des jours tranquilles. Desgrandchamps lui est condamné à perpétuité en 1943. À la centrale de Clairvaux, jouant le fou, il est transféré dans un asile d'où il s'évade en 1946. En juillet 1947, il prend une balle dans le ventre alors qu'il braque le siège social de l'entreprise Le café des gourmets. Après avoir vainement cherché une clinique discrète, ses trois équipiers le déposent devant l'hôpital Tenon où il meurt à l'âge de trente-neuf ans.

Tel fut le dénouement d'un des premiers hold-up motorisés depuis celui de la Société générale de la rue Ordener, à Paris.

9.

Le Milieu sur quatre roues

En effet, depuis ce mois de décembre 1911 et l'exploit de la bande à Bonnot (le 21 décembre 1911, la bande à Bonnot, composée entre autres de Jules Bonnot, Octave Garnier, Raymond Caillemin, Édouard Carouy, braque et tue l'encaisseur amenant en bus puis à pied l'argent du siège de la Société générale, rue de Provence, à la succursale du 156, rue Ordener, dans le XVIIIe arrondissement, à Paris. Les bandits anarchistes font le coup en Delaunay-Belleville, une superbe limousine modèle 1909), peu de truands ont tenté l'aventure. Le braquage de banque – et plus exactement celui de ses encaisseurs – en est à ses balbutiements.

Dans ce genre d'activités, la voiture est l'élément indispensable pour fuir rapidement. Si les bandits anarchistes ont ouvert le bal avant-guerre, il faut attendre les années vingt pour que les truands se mettent au volant. Du temps de Bonnot, il ne suffit pas de savoir conduire, encore faut-il être mécanicien. C'est heureusement son cas, lui qui a été employé des établissements Berliet où il a passé son permis de conduire en 1907, puis a été chauffeur pendant quelques semaines, en 1910, de Ashton Wolfe, romancier anglais spécialisé dans les *detective novels* et collaborateur de Conan Doyle à Londres, et enfin propriétaire d'un atelier de réparation d'automobiles et motocycles, route de la Vienne, à Lyon. Lors des exploits de la bande anarchiste en 1911, M. Lefas, député d'Ille-et-Vilaine, propose de retirer les circonstances atténuantes à tout malfaiteur ayant usé de l'automobile pour préparer et accomplir son méfait ou pour prendre la fuite. Et de condamner au maximum les maquilleurs de plaques et les chauffeurs masqués. Précisons que la police n'est alors dotée que des fameuses bicyclettes de marque Hirondelle qui suffisent à peine à stopper les imprudents qui dépassent les douze kilomètres à l'heure en ville. À la suite de l'affaire, le ministre de l'intérieur alloue de nouveaux crédits pour l'achat de huit automobiles. Le 4 mai 1912, six jours après le décès de

Bonnot, la brigade criminelle est créée, dotée d'automobiles et composée de deux cents hommes armés et entraînés.

Banques, bijouteries, et autres bureaux de poste

Après-guerre, les voitures se démocratisent et se multiplient, commençant même à faire l'objet d'un trafic. En 1919, Wallace Repson est le premier à mettre au point un gang de voleurs de voitures. Déserteur de l'armée américaine en France, il tient quartier général dans un bar de la porte Maillot. À sa suite, les professionnels pullulent. Mais, les autorités, qui depuis 1934 disposent d'une brigade spécialisée, parviennent facilement à retrouver la plupart des véhicules. Les équipes travaillent alors au cassement – la revente des pièces détachées – mais le système est nettement moins rémunérateur.

Dans la pratique, avant-guerre, les véhicules volés servent pour les mauvais coups, rarement pour les banques. À une exception cependant, celle du 16 janvier 1936, lorsque les précurseurs, la bande des Maurice – Maurice Guy, dit le Barman, et ses comparses Maurice Charpentier, dit les Lunettes, et le Grand Maurice Prenant –, attaquent à midi pistolets au poing le Crédit industriel du boulevard Saint-Germain. Sans faire de victimes. Ils sont arrêtés le 11 avril suivant sur renseignement.

Les équipes ciblent plutôt les bureaux de poste, les théâtres, les entreprises, braquant les comptables. L'automobile sert dans les cambriolages à transporter le butin comme en 1928, où les voleurs emportent cent trente kilos d'argent de la rue Elizabeth. Jules Huignard, dit Julot ou l'Homme au marteau, l'utilise lui pour attaquer les bijouteries. Sa technique est simple. La voiture s'arrête devant la vitrine, Jules descend et casse la vitre à l'aide d'une masse de bois. En novembre 1920, il s'attaque à la bijouterie Daval à Suresnes, et en juin 1921, il défonce le carreau de chez Lévy, boulevard Saint-Martin, aidé par un complice qui tient en joue les passants avec une carabine. Il récidive une dernière fois à Lyon avant d'être arrêté avec cinq complices. Cachés dans un chalet de l'avenue Daumesnil à la Varenne-Saint-Hilaire, ils sont repérés à cause de la voiture abandonnée non loin. À l'intérieur se trouvent les armes et les habits de la dernière attaque. En 1921, Julot est condamné à vingt ans de travaux forcés et envoyé en Guyane. Il s'en évade en 1925 et se réfugie à Buenos Aires où il compte de nombreux amis. Mais Huignard veut retrouver Paulo de

Fontenay qui a gardé sa part. Le receleur aurait dû la remettre à la sœur de Jules. Il rentre à Paris et, en février 1930, assouvit sa vengeance en abattant Paulo. Il est arrêté peu après dans un bar de la rue Dauphine et réexpédié en Guyane. En 1933, il s'évade à nouveau et, après avoir traversé une partie de l'Amérique du Sud, atterrit à Haïti où il finit ses jours avec une femme du cru.

La Côte d'Azur n'est pas manchote

L'un des hold-up les plus célèbres de l'entre-deux-guerres – et l'un des plus tragiques – est l'œuvre de Marseillais. Le 21 novembre 1928, une Renault remonte de la Canebière à la rue Colbert et s'arrête près des terrains vagues qui bordent alors la Bourse. Les quatre occupants braquent avec leurs brownings les trois encaisseurs du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie qui passent à pied. Bilan : 385 000 francs et un mort. Les braqueurs sont arrêtés par les hommes de la sûreté marseillaise du commissaire Grisoni. La bande est constituée de truands locaux dont un spécialiste du genre, Griffault, dit la Griffe, un Corse de vingt-neuf ans, agresseur d'un percepteur d'Ajaccio en 1923 à qui il a volé 140 000 francs. Les autres se nomment Toussaint Chiocca, Lucien Leonetti de Propriano, Charles Mariotti, dont la femme, Muguette, est pensionnaire dans une maison de la rue de la Reynarde tenue par Madame Madeleine et son homme, Ricci. On trouve également Joseph Zanetti, dit Chocho le Vautour, et André Chalandini qui, à trente-deux ans, cumule déjà quinze condamnations. L'affaire a été donnée par un ancien employé du Crédit foncier, Ceccaldi, qui tient un bar rue d'Endoume. Et c'est encore chez des bistrotiers que l'on va retrouver le butin. À la Civette provençale, chez Honoré Eyssautier, rue Coutellerie, 126 000 francs, et au bar Lucien, quai du Port, tenu par Lucien Santoni, 17 000 francs. Griffault, le tireur, est condamné à mort. Pour son exécution, le Milieu se presse aux abords de la prison Chave où le bourreau Deibler le raccourcit en mai 1930. Les autres récoltent de cinq à vingt ans de travaux forcés.

À la fin des années vingt et dans les années trente, Marseille concentre une grosse partie des attaques à main armée. Tous les mois, les gangsters du Vieux-Port partent à la chasse au butin. En avril 1932, c'est l'affaire Maucuer. Aidé de trois complices, l'homme attaque le bureau de poste de Saint-Barnabé. L'affaire tourne mal. Maucuer abat trois inspecteurs de

police qui tentent de les arrêter. En avril 1934, il passe lui aussi sous la lame de Deibler, exécuteur des hautes œuvres.

En février 1933, le receveur de l'octroi de la ville est attaqué par des truands en Renault. En novembre 1933, c'est le directeur des pompes funèbres qui perd 110 000 francs. En novembre 1934, les transporteurs de fonds subissent quatre attaques en voiture. La technique est toujours la même : une fois le véhicule bloqué, les voyous arrachent la sacoche et tirent dans les pneus. Pour répondre à l'hécatombe, quelques mois plus tard, une brigade spéciale de protection des transports de fonds est créée dans la ville.

Trop tard, l'attaque est en vogue. Le genre se pratique jusqu'à Oran, où, en avril 1935, trois manutentionnaires de la Banque d'Algérie se font délester de 200 000 francs par le Milieu local.

Le train de l'or

La voiture – et les progrès techniques en général – a fait entrer le crime dans l'époque moderne. Mais l'affaire qui va faire du bruit rappelle plutôt les grandes heures du Far West. En septembre 1938, un train de marchandises transportant cent quatre-vingts kilos d'or ainsi que des diamants et des rubis bruts quitte la gare Saint-Charles à Marseille. Le trésor voyage dans deux malles arrivées par bateau du Congo belge et destinées à la raffinerie Hoeboken, en Belgique. Les malles sont entreposées dans un wagon plombé gardé par deux hommes. Mais, quelques minutes après avoir quitté la gare, de nuit, le train s'arrête bizarrement à hauteur de Saint-Barthélemy. L'équipage, descendu vérifier les wagons, est alors mitraillé par des hommes en bleu de chauffe surgis de derrière une palissade. Alors qu'une partie de l'équipe met en joue les quatre cheminots, une autre se dirige vers le wagon chargé d'or. Le butin est chargé dans une camionnette qui attend, moteur tournant.

Le coup a réuni seize participants. Dont un certain Gu Mêla. Né en juin 1897, le garçon, fils de maçon, est un pur produit du quartier de la Belle-de-Mai à Marseille. Il fait ses classes durant la guerre. Avec ses copains du quartier – qui fournira un grand nombre de beaux truands marseillais – il écume le port et les soutes des cargos. Dans les années vingt, il passe la vitesse supérieure et commence les cambriolages en solitaire. Puis vient le temps des attaques à main armée à Dijon, Valence, Perpignan… Et à Lyon, bien sûr, capitale des Gaules et des braqueurs. Là, en 1933, il s'associe avec

un certain Roland, rencontré au bar des Deux Horloges. Ce dernier lui propose le coffre de la base aérienne de Lyon-Bron. L'équipe comprend sept hommes, dont deux ouvreurs réputés. Les chalumeaux entrent dans la danse… en même temps qu'un sergent de garde, que Gu abat de deux balles dans la tête. Tous s'enfuient les mains vides. Mais Gu est finalement identifié par la police. Des complices arrêtés l'ont balancé. Le 28 octobre 1936, il est condamné à mort par contumace.

De retour à Marseille, il sort l'artillerie : février 1937, il tue à Aix un convoyeur ; mai 1937, il abat un convoyeur de la paie des employés du Gaz en compagnie de copains de la Belle-de-Mai, dont Attilio Deci et Paul Pedusi, cinquante-quatre ans, caïd du coin.

Ce sont ces derniers qui vont proposer le coup du train de l'or à Mêla, pour lui permettre de fuir en Amérique du Sud.

L'affaire a été mûrie à la Centrale de Nîmes. Et, fait exceptionnel, deux bandes de Marseille s'y associent. Ceux de la Belle-de-Mai – outre les deux précités : Émile Long, Rossi, Jean Carrieri… – dont les QG sont les bars du Téléphone et l'Aéroclub, et les gars de Saint-Jean emmenés par un caïd du nom de Paulo Leca – que l'on retrouvera après-guerre dans la fameuse affaire des bijoux de la Bégum et dans le trafic de cigarettes. Le coup du train réalisé, les policiers serrent Rossi – sur indication d'un proxénète et grâce au grand nombre de participants – ainsi que quelques seconds couteaux, et récupèrent une grande partie du butin. Les autres s'éparpillent dans la nature. La plupart se réfugient à Paris. Pedusi s'embarque au Havre pour les États-Unis, tandis que Attilio Deci s'associe avec les Saint-Jeanins sur un coup. Mal lui en prend, c'est une ruse. Il est farci de balles par Paulo Leca pour un vieux contentieux à propos de faux billets. Ses amis balancent son cadavre à la mer au pied des falaises d'Étretat, où il sera retrouvé par la police deux jours plus tard. De son côté, Gu est également monté à Paris d'où il compte partir pour l'Amérique. Mais, encore une fois donné par un indic, il est arrêté en mai 1939 par le commissaire Chenevier.

Expédié à la prison de Castres, il s'en évade le 24 mars 1944. En février, un nouveau codétenu est arrivé : c'est Bernard M., condamné à neuf ans pour une attaque d'une agence immobilière perpétrée à Marseille en octobre 1940. Passé par la colonie pénitentiaire de Mettray à treize ans, en 1933, Bernard a ensuite travaillé à Paris comme typographe pendant cinq ans. Voulant passer en Algérie au début de l'Occupation, il se rend à Marseille. Et n'hésite pas à braquer pour payer son embarquement. Pris, il atterrit donc

à Castres, après quatre ans de détention. Réussissant à se procurer une lame de scie auprès d'un détenu, le jeune homme s'évade avec Mêla et deux complices. Au prix d'acrobaties périlleuses, les quatre hommes se hissent sur le toit pour ensuite descendre dans la rue. Direction Toulouse puis Marseille, où le Milieu les accueille. Gu procure des faux papiers à ses associés de cavale pour passer la ligne de démarcation et rejoindre Paris, ainsi que quelques recommandations dans la capitale, dont son ami marseillais Auguste Ricord – que l'on retrouvera après-guerre en Amérique du Sud. Alors que Bernard part vers son destin – il deviendra l'un des grands braqueurs des années cinquante et soixante – Gu reste à Marseille sous une fausse identité. En ces temps de guerre, la police a mieux à faire. Il s'installe dans le vallon de l'Oriol où il achète une belle propriété. La cinquantaine approchant, Gu se range des voitures. Pas longtemps. En octobre 1946, il est arrêté par trois inspecteurs et conduit à la centrale de Nîmes où il meurt en juillet 1960.

QUATRIÈME PARTIE

LES VOYOUS DANS LA GUERRE (1939-1945)

Durant les années trente, le Milieu s'est modernisé, s'adaptant à de nouvelles activités. Si le braquage est en vogue, le trafic en tout genre a pris une place prépondérante, ainsi que le racket, deux spécialités qui vont connaître des sommets pendant la Seconde Guerre mondiale. Les années d'Occupation vont être parmi les plus belles de la pègre, propices à toutes les magouilles. Qu'ils aient choisi le camp des occupants, celui de la Résistance, les deux ou même aucun, nombre de voyous vont toucher le gros lot. Plus ou moins important selon les compétences, le registre et le camp choisi : de l'intelligence à la cruauté, de la magouille de saucissons à l'entreprise de pillage organisé, des kilos de cuivre volés sur les chantiers aux tonnes de tickets d'alimentation falsifiés, braqués et trafiqués. Avec, à la clé, toutes sortes d'associations politiques, policières, commerçantes et bien au-delà. Les liens avec le monde politique, notamment développés avant-guerre à Marseille, vont apparaître au grand jour.

1.

Paris à l’heure allemande

À la déclaration des hostilités en septembre 1939, le scénario de 1914 ressurgit. Les trompettes sonnent le rappel jusque chez les hors-la-loi. Quelques-uns se font oublier, certains tentent la réforme, les autres prennent la route des casernements et sont nombreux à être mobilisés dans les bataillons d’Afrique. Laval les accueille à la caserne du 16e bataillon de chasseurs d’Afrique. Majoritairement composé d’arcans de l’ouest de la France – Bordelais, Bretons… – le bataillon est envoyé en Alsace. Après deux mois à attendre les Allemands et pour faire cesser les vols dans le voisinage, les bataillonnaires sont dirigés vers l’Algérie, pour finalement être parqués à Bou Denib, dans le désert, à la frontière marocaine. Même régime pour les autres unités de joyeux, en Tunisie comme au Maroc. Les Hommes, jugés dangereux, sont éloignés des combats.

Les indésirables sont internés

Les anciens des cours d’assises, frappés d’une peine infamante, rejoignent eux les sections d’exclus. Pas question de leur donner une arme, ils sont privés de leurs droits civils et militaires. Les braqueurs, les souteneurs, les casseurs, bref une grosse partie de la pègre azuréenne, sont dirigés vers le camp de Carpiane, gardé par des tirailleurs sénégalais. Mais ces messieurs s’accommodent vite de leur détention. Les macs marseillais fournissent des filles au directeur du camp en échange de permissions de sortie. Le soir, les voitures s’arrêtent à la grille pour emmener les voyous faire la tournée des boîtes. Après quelques semaines, les exclus se révoltent et mettent le feu aux baraques de bois. Les deux cent cinquante insurgés sont alors dirigés vers Limoges et un nouveau camp. Ils sont ensuite parqués à Chibron, d’où un certain nombre s’évade. Les autres sont transférés à Sisteron, dans les Basses-Alpes, où ils sont rejoints par le reste de la voyoucratie. Depuis l’armistice de juin 1940, les autorités de Vichy ont décidé d’épurer. À la fin

de l’année, politiques et titulaires d’un casier judiciaire de la Côte d’Azur sont donc enfermés au camp d’internement de Sisteron. D’autres partent pour les baraquements de Mauzac (près de Bergerac). Pour les exclus de Paris et sa région, c’est la même mécanique. En septembre 1939, ils sont envoyés au fort de Vau-jours, en région parisienne, et, l’armistice signé, rejoignent bientôt leurs frères de la pègre au camp du Ruchart. D’autres, bien sûr, ont réussi à passer entre les mailles du filet et se terrent en attendant des jours plus cléments. Ces derniers ne vont pas tarder.

Les tenanciers couleur feldgrau

Alors que nombre de voyous s’impatientent derrière les barbelés des différents camps, d’autres se remplissent déjà les poches. Les tauliers, après avoir détourné la menace de l’abolition de la prostitution en 1938, redoublent d’efforts pour satisfaire la clientèle militaire. Dans les villes de garnison, les bordels sont renforcés pour accueillir la troupe. À Arras, une luxueuse maison est même créée pour absorber le surplus de candidats. Devant l’ampleur du phénomène, le gouvernement renforce le contrôle sanitaire des maisons. Que le troufion se fasse plomber à la guerre oui, mais pas par la syphilis. Un médecin militaire surveille ainsi chaque soldat qui monte. C’est le règne de l’abattage. La moyenne est à cinquante passes par jour. Certains tenanciers ouvrent des établissements réservés aux soldats des colonies. Et l’Amicale envisage même, début 1940, d’affréter un bateau au départ de Dakar pour le transport de prostituées noires afin de satisfaire les soldats africains. Ils n’en auront pas le temps, l’exode et l’armistice changent leurs plans.

Avec l’Occupation, ils ne perdent pas au change : pour la première fois de son histoire, le bordel va devenir légal sous le régime de Vichy. La politique sanitariste est à son apogée. Une circulaire et un arrêté du 24 décembre 1940 autorisent les tenanciers à constituer leur fonds en société anonyme ou en commandite avec obligation d’émettre des actions nominatives. La loi du 31 décembre assimile fiscalement ces commerces officiels aux établissements de spectacle de troisième catégorie. Forte de ce nouveau statut, l’Amicale des tenanciers demande en février 1942 – et l’obtient en avril – son rattachement au Comité d’organisation professionnelle de l’industrie hôtelière.

Les affaires sont prospères. Notamment pour ceux dont l'établissement est réservé à la clientèle allemande. L'armée d'Occupation fait tourner le commerce. Dès son entrée dans Paris, elle a réquisitionné plus de vingt maisons. Six d'entre elles sont réservées aux officiers (One Two Two, Chabanais, Sphinx…) et seize à la troupe. De même en province. Les Allemands favorisent la création de nouvelles enseignes, comme à Roubaix où sept lupanars voient le jour.

Pour garder leur privilège, les tauliers se transforment en auxiliaires des services allemands. La tenancière du 50, rue Saint-Georges, arrêtée pour trafic de devises, son mari Gaston le Belge est obligé de se mettre au service de la Gestapo de l'avenue Foch comme inspecteur des maisons réservées à la Wehrmacht. Il peut ainsi ouvrir au 29, rue Pasquier, une autre enseigne dans le Midi et moderniser son établissement de vingt-cinq filles de la rue Saint-Georges. Codebot, le patron du Fourcy, est lui en relation avec le capitaine Müller, chef du service de liaison de la préfecture de police. Ce qui lui permet, entre autres, d'obtenir des cartes d'alimentation de travailleurs de force pour ses filles. Levillain, qui travaille avec Marcel Jamet, le patron du One two two, sert d'indicateur à Tinckduch, commissaire allemand de la rue des Saussaies. Se faisant passer pour gaulliste, il attire des patriotes, rue de Provence, qu'il fait ensuite arrêter. Certains tenanciers suivent les envahisseurs au Danemark, en Norvège et dans les îles anglo-normandes où ils ouvrent des maisons. En échange de leurs bons et loyaux services, ces messieurs sont les premiers à bénéficier des *ausweiss* et des bons d'essence.

Bien qu'une grosse majorité collabore, d'autres résisteront. Charles Martel, proxénète respecté dans le Milieu qui a des parts dans des maisons, sera déporté. Gérant du Sphinx (Georges Lemestre, son associé, est réfugié dans le Sud avec sa femme), il reçoit les Allemands et, en parallèle, livre des renseignements aux résistants qu'il cache avec leurs armes dans son pavillon de chasse en Sologne. Il reviendra vivant d'Allemagne et finira ses jours dans sa propriété.

Si globalement, le nombre de filles en maison baisse entre 1939 et 1945, la prostitution close est favorisée. En parallèle, et pour renforcer la politique hygiéniste de Vichy, la chasse aux filles de rue est déclarée. Dans les premiers mois de 1940, la lutte contre le racolage s'est intensifiée à Lyon. Et, dès juillet de la même année, une nouvelle loi contre les souteneurs est

promulguée et renforcée en mars 1943. Les filles de rue sont pour la plupart des occasionnelles, dont les maris ou les pères sont souvent prisonniers en Allemagne. Malgré son interdiction, le racolage est toléré. Des quartiers réservés sont délimités avec leurs hôtels spéciaux, appelés domicile de prostitution. Mille deux cents filles, non professionnelles, sont importées des départements de l'Est (pour la langue) pour occuper les trottoirs parisiens et soulager le soldat allemand.

Face à la répression, le Milieu a délaissé son fonds de commerce. Il a beaucoup mieux à faire. Le marché noir est une activité plus lucrative.

Le temps du pillage organisé

L'Occupation est une période d'encanaillement général. La société, dans son ensemble, est mue par l'intérêt. Tout le monde trafique. En premier lieu, des tickets de rationnement. Vrais ou faux. Des truands se spécialisent, imprimant clandestinement de bonnes imitations par centaines, voire par milliers. D'autres vont les chercher à la source en cambriolant et en braquant les mairies qui les stockent avant la distribution aux ayants droit. Le plus gros trafiquant de Paris – et sans doute le plus gros fabricant – est le gros Henri Face, ancien bookmaker du quartier de l'Hôtel de Ville (flambeur invétéré, il perdra tout au jeu après-guerre et mourra dans la misère en 1957). Les précieux papiers passent de main en main dans les bars fréquentés par les truands et les commerçants. En fait, tout se vend et tout s'achète. Surtout depuis que les Allemands ont mis en place le système des bureaux d'achats.

La mécanique de ces bureaux est simple. Lors de la signature de la convention d'armistice à Rethondes le 22 juin 1940, les articles 17 et 18 précisent que : La France ne peut vendre, ni transporter ses stocks de marchandises et ses valeurs économiques, hors de la zone occupée et à l'étranger, sans le contrôle de l'occupant. Et que les frais d'occupation de l'armée allemande en France sont à la charge de l'État français.

Les Allemands, peu soucieux de rapporter du liquide, se mettent à le convertir en matériel et biens de toute sorte. D'un côté, ils réquisitionnent les matières premières et la nourriture dont ils ont besoin, de l'autre ils touchent une somme quotidienne colossale pour leurs frais d'entretien. Avec laquelle ils commencent à acheter tout et n'importe quoi : mobilier, œuvres d'art, etc.

À cela s’ajoutent les soldes et les bons d’achat dépensés par les soldats et fonctionnaires qui ramènent des souvenirs de Paris. Le marché noir peut se développer. Pour faire face à l’afflux de liquidités et éviter une dévaluation massive du franc, les Allemands interdisent en juin 1940 aux Français de constituer des réserves et de les revendre au-delà du prix normal.

Et pour contrer l’escamotage de stocks par leurs producteurs français, ils achètent au-dessus du cours officiel des marchandises qui se raréfient. Peu leur importe, l’argent versé par la France pour subvenir à l’entretien des troupes coule à flots. Le trafic marche ainsi en circuit fermé.

Hermann Brandi ouvre le premier bureau d’achat parisien. Brandi, surnommé Otto, est un agent des services de renseignement allemands, l’Abwehr. Le bureau d’Otto a une double mission : servir de paravent à un réseau de contre-espionnage et lui procurer des revenus pour alimenter sa caisse noire. L’« entreprise » est une réussite. Dans ses bureaux du square du Bois-de-Boulogne, on achète de tout. Peu regardant, voire aveugle, il ne demande ni l’identité du vendeur, ni la provenance des marchandises. Et paie comptant. C’est le paradis pour les voyous. Très vite, l’information circule et les truands de tous bords se mettent en chasse. La razzia commence. Tout est bon à prendre : pièces de cuir, textiles, balles de cuivre… Les casseurs s’en donnent à cœur joie. Bientôt d’autres bureaux voient le jour. Chaque service – Wehrmacht, Luftwaffe, Kriegsmarine, SS… – ouvre le sien. Des bureaux secondaires sont également créés. Les meilleurs éléments du service Otto sont ainsi récompensés : le Belge Georges Delfanne, dit Masuy, Frédéric Martin, dit Rudy von Mérode, ancien entrepreneur de travaux publics à Metz et condamné en 1936 pour espionnage au profit de l’Allemagne et, bien sûr, Henri Lafont, père de la « Carlingue » (la « Gestapo française » en argot) de la rue Lauriston.

Du pognon pour la rue Lauriston

Henri Lafont, de son vrai nom Henri Chamberlain, est né dans le XIIIe arrondissement de Paris en avril 1902. Orphelin, il traîne sur le pavé de Paris – notamment dans le quartier des Halles – et commet quelques larcins. Qui l’envoient jusqu’à sa majorité à la colonie pénitentiaire correctionnelle d’Eysses. Après son service dans les tirailleurs algériens, il s’installe dans le Midi où il écope de quelques condamnations supplémentaires. En 1934, le petit truand est condamné à la relégation en Guyane. Il cavale. De retour à

Paris sous le faux nom de Normand, il travaille chez Simca à Aubervilliers avant de s'occuper du mess de la préfecture de police… Pour s'attirer les bonnes grâces de la police, il a offert une voiture pour une tombola de l'amicale de la préfecture. Après s'être servi dans la caisse, Lafont qui a pris le large est incarcéré en 1940 à la prison du Cherche-Midi pour insoumission et transféré au camp de Cépoy, dans le Loiret, en juin de la même année. À la faveur de l'exode, il s'en échappe avec deux agents allemands et gagne Paris. Ses nouveaux compagnons lui présentent Radecke, un officier de la Wehrmacht rattaché à l'Abwehr, et le fameux Otto.

L'association peut commencer. Après leur avoir servi de guide dans le Paris de la nuit, Lafont propose aux Allemands d'ouvrir un bureau d'achat dans un petit magasin de la rue Tiquetonne puis, le succès aidant, rue Cadet et rue du Faubourg-Saint-Antoine. Le Grand Henri est un collaborateur zélé et particulièrement efficace. Et pour prospérer, il a besoin de se constituer une bonne équipe. Il la recrutera parmi les siens, les proscrits.

Le 6 juillet 1940, Henri Lafont se présente à la prison de Fresnes accompagné par deux sous-officiers allemands et libère cinq truands. Le 8 juillet suivant, c'est vingt et une personnes qu'il fait sortir. Enfin, le lendemain, deux autres repris de justice retrouvent la liberté.

Parmi eux, Adrien Estébetteguy, dit le Basque, Roger Tissier, Marcel Carrier… Mais aussi des anciens policiers, des escrocs en tout genre…

Cette opération déplaît au lieutenant-colonel Rudolph, patron de l'Abwehr. Laffont est contraint de s'exiler à Bordeaux. Aidé de deux bordelais, André Girbes, dit la Rigole, et Robert Moura, souteneur qui fait partie d'une fratrie de cinq truands, et d'Adrien le Basque, il se rachète en capturant Lambrecht, le chef du deuxième bureau belge caché à Toulouse, alors en zone libre, et où les Allemands ne peuvent intervenir. Réhabilité, Lafont enchaîne les missions. Fin 1940 et début 1941, il se rend en Algérie pour installer un poste émetteur. Il est accompagné de truands – le Corse Venturini et Eddy Pagnon – qui, se mêlant de trafic d'or, mettent le 5e bureau français sur leur piste et font échouer l'opération. En juin 1941, Lafont prend sa revanche et neutralise un réseau de résistance hébergé dans une usine de Boulogne. À l'issue de sa période de probation, il regagne Paris et s'installe dans un appartement rue Pierre-Ier-de-Serbie. Sa réputation est faite. Nombre de truands viennent lui proposer leurs services. Surtout ceux qui sont en difficultés avec la justice et qui trouvent là un moyen de se

couvrir. Ces collaborateurs d'une genre spécial écument Paris et sa banlieue à la recherche de marchandises, menaçant et dépouillant plus spécialement les Juifs. Début 1942, Henri Lafont déménage ses bureaux au 93, rue Lauriston, à proximité de la place de l'Étoile. Et enrôle ceux qui étaient jusque-là des collaborateurs extérieurs.

Le service est alors structuré. Du haut de son mètre quatre-vingt-cinq, Lafont se fait appeler Patron. Au fil des mois, sa puissance va augmenter parallèlement à sa fortune. Il roule en Bentley blanche et reçoit le grand monde. Sa bande, passée sous la coupe du Sipo Sd (service de police et de renseignement), est dotée des attributs officiels d'auxiliaire de la police allemande. Laissez-passer, cartes de police, port d'armes permettent à ses membres d'évoluer librement. Sans craindre la police française, bien obligée de faire profil bas. Les rôles sont inversés et les malfrats tout-puissants. Les hommes de Lafont font leurs affaires en parallèle – faux tickets, trafic de devises, d'or, de bijoux… –, reversant un pourcentage au Patron qui les couvre. Les missions officielles ne diffèrent pas beaucoup. Les policiers véreux débarquent dans les appartements de « suspects » et les vident entièrement. Ils rackettent les Juifs qu'ils menacent de déportation. Le pillage se double de véritables opérations de police contre les parachutages et les réseaux de résistants. Plusieurs d'entre eux sont démantelés par les hommes de la rue Lauriston. Qui n'hésitent pas à rendre prolixes les prisonniers à coups de nerf de bœuf et de tabassage généralisé.

Quelques noms se distinguent dans cette bande de sympathiques larrons : René Maie, dit Riri l'Américain, Armand Chirasson, dit le Fou, Georges Liffart, Jean-Baptiste Chave, dit Nez de braise, Abel Danos, dit le Mammouth ou le Danois…

Le Mammouth encaisse rue de la Victoire

Les deux derniers se sont notamment distingués en participant au premier braquage d'importance de l'Occupation.

Le 24 février 1941, quatre hommes surgissent d'une traction et mettent en joue deux employés qui sortent de la banque du Crédit industriel et commercial de la rue de la Victoire à Paris. Les deux encaisseurs qui poussent un chariot de transport de fonds tentent de résister et se font truffer de plomb. Bilan : un mort, un blessé grave et 3 750 000 francs volés. L'équipe, qui s'arrache promptement, est composée d'Émile Buisson (qui

commence à se faire un nom depuis l'affaire de Troyes pour laquelle il a été condamné à perpétuité, arrêté en 1938 et s'est évadé en 1940), de Joseph Rocca-Serra, dit Jeannot le Corse, relation des Buisson qui a trempé dans la came à Montmartre avant-guerre, de Danos et Chave. Abel, qui a alors trente-six ans, est originaire de Dijon où son père est comptable. Comme beaucoup, il a commencé sa carrière par des vols et a fait ses classes au bataillon d'Afrique. Monté à Paris à vingt ans, il écope de cinquante-quatre mois, puis, il prend huit mois en 1933, à vingt-neuf ans. Après avoir démarré comme faux employé du Gaz, il se spécialise dans le cambriolage. Les condamnations tombent. Cinq ans par contumace en 1937, pour port d'armes et infraction à l'interdiction de séjour, même tarif en 1940 pour vol, port d'armes, et transport de substances toxiques… Abel monte les échelons de l'armée du crime. La rumeur veut qu'il ait participé au braquage du train de l'or avec Gu Mêla, ce qui est faux. Danos laisse dire… À Paris, il fréquente les bars de la porte Saint-Martin et noue des amitiés. Avant d'inscrire son nom au panthéon du braquage avec l'affaire de la Victoire.

Jean-Baptiste Chave est, lui, une vieille connaissance de la police. Et pour cause, il est le principal informateur du commissaire Chenevier, spécialiste de la lutte contre le banditisme. Chave a notamment fait tomber pas mal de Lyonnais et de Stéphanois qui ont élu domicile dans l'est de la France, à Strasbourg et Colmar.

Ironie du sort, c'est ce même Chenevier qui est chargé de l'affaire. La bande est rapidement identifiée grâce à la cohorte de balances qui traîne dans le milieu. Buisson est arrêté fin 1941, ainsi que Rocca-Serra. Ce dernier s'évade de la prison des Baumettes et part se réfugier en Corse où il est assassiné dans son village en 1942. En fuite, Danos se fait « serrer » à la faveur d'un contrôle de routine en mars 1942. De sa cellule de la Santé, il écrit au colonel allemand Boemelburg de la rue des Saussaies pour proposer ses services. Celui-ci, sans le faire libérer, transmet sa missive. Peu de temps après, Abel, libre, rejoint les rangs de la rue Lauriston. Où il retrouve Chave, déjà installé, et qui se distinguera dans les mois qui suivent par sa cruauté et sa folie meurtrière.

À Montmartre, on rit quand même

Devenus policiers, les voyous de la rue Lauriston ont gardé leurs habitudes. Ils fréquentent Montmartre, dont quelques bars leur servent de

quartiers généraux. En ces temps d'Occupation, Paris n'a pas beaucoup changé. Les champs de courses et les books engrangent les paris, les cercles et autres tripots clandestins raflent les mises et les cabarets, bars, boîtes et autres restaurants reçoivent leur clientèle de privilégiés. Et incarnent le monde informel des truands.

Les « gestapistes » français se retrouvent Chez Fanfan, rue de Douai, non loin de Chez Dante, mais aussi au Chapiteau, place Pigalle, anciennement l'Abbaye de Thélème. Cette boîte est la propriété de deux truands, Jean Rossi (originaire de Lyon, il a travaillé avec Émile Buisson et Desgrandchamps avant-guerre) et Garcia de la Palmira. Ce dernier est un héros de la Première Guerre, décoré de la croix de guerre et chevalier de la Légion d'honneur. Dans les années trente, il a dirigé plusieurs cercles à Paris et en province. Sous l'Occupation, il travaille pour le contre-espionnage français, ce qui lui vaudra d'être décoré en 1947. (Après-guerre, il deviendra trafiquant de drogue et, une fois riche, investira honnêtement dans le restaurant parisien Murat, une écurie de chevaux de courses et le théâtre Fontaine. Avant de mourir ruiné par le jeu en 1965.) Le duo est associé en sous-main avec Robert Moura, bookmaker (marié à Louise Chrétien, dite Lili, qui deviendra en 1949 la femme légitime de Mémé Guérini) et membre de la rue Lauriston, comme son frère Pierre, tueur alcoolique. Sans avertir leur associé, Rossi et de la Palmira, résistants, auraient reçu l'ordre de monter l'affaire du commandant Maréchal, pseudonyme de Mayeux, chef du service de renseignement de l'aviation. Histoire de glaner des confidences entre deux coupes de champagne.

Le Chapiteau, comme d'autres établissements de Montmartre et de la porte Saint-Martin, connaît son lot de meurtres. Un soir, Rossi aurait descendu Étienne Sisteron, dit le Stéphanois, pour protéger un jeune chanteur qui se produisait sur la scène du cabaret. Les goualantes en anglais d'Yves Montand n'étaient pas au goût du « gestapiste » qui voulait le supprimer.

C'est aussi là que se régla le compte de René Jean, plus tard, en 1945. À trente-cinq ans, le Parisien était un souteneur confirmé, triplé d'un faux policier et d'un trafiquant de tickets d'alimentation. Alors qu'il dînait au Chapiteau en compagnie d'Antoine et Mémé Guérini, montés à Paris pour les cercles de jeu, il se prit de querelle avec un de leurs amis, Toussaint Leca. René Jean, vexé par une réflexion de ce dernier – avec qui il était allé

à la centrale de Nîmes – l'abat trois jours après dans une rue du quartier. Ce fut son tour dix jours plus tard. Les frères de Marseille ne pouvaient laisser passer l'injure…

Phono le Brestois, lui, fut descendu par les sbires de la rue Lauriston début 1943. De son vrai nom Tanguy, propriétaire d'une maison à Étampes, il avait blessé deux d'entre eux au couteau à la sortie d'une boîte : Jean Sartore, dit le Chauve, trafiquant de devises et locataire du 93, et son collègue Auguste Jeunet, dit Cajac. Quelques semaines plus tard, le Brestois était abattu par Lafont en personne chez la Mère Laval, rue d'Aboukir.

La tournée des bars

La Mère Laval est l'un des bars de la porte Saint-Martin, haut lieu du Milieu parisien qui aligne quelques enseignes : le Double Chevron, le bar à Dorothée, passage Saint-Martin, Chez Jo, passage du marché, tenu par Jo de Cassis, un ancien qui a fait l'Italie, et par Bernard M. qui a cavalé avec Gu Mêla de la prison de Castres. Moins connoté mais tout aussi fréquenté, l'Empire, boulevard Sébastopol. Bureau de Paul Dumas, digne représentant de la corporation des escrocs, qui pullulent à cette époque. À cinquante-cinq ans, l'homme a du métier. Sa spécialité, c'est la carambouille au sucre. Une fois l'acheteur en gros trouvé, il lui donne rendez-vous devant un entrepôt. Dans le bar d'en face exactement, où l'attend un complice. Celui-ci fait mine d'aller chercher le directeur – Dumas – à l'entrepôt. Les deux acolytes sortent de ce dernier (précédemment, Dumas y est entré discrètement, affublé d'une blouse blanche et d'un crayon sur l'oreille). Paul Dumas demande un acompte pour les cinq tonnes et fixe rendez-vous pour la semaine suivante. Rencontre qui a bien lieu, toujours dans le café. L'escroc touche le reste de la somme, prétend aller chercher le chauffeur et son camion… et prend la fuite. Imité par son complice qui se rend aux toilettes et sort par la porte de derrière.

Dans Paris, aux Champs-Élysées et à Montparnasse, les lieux de plaisir ne manquent pas. Mais les établissements les plus courus sont à Pigalle : le Gavarnie, à l'angle des rues Chaptal et Pigalle, Chez Augustin, un « gestapiste » qui s'occupe d'un restaurant rue Notre-Dame-de-Lorette, Chez Alexis, le bar de la rue Victor-Massé géré par le Corse Pietrovici, Chez Dominique, rue Victor-Massé, tenu par Dominique Carlotti (ancien de la bande Marini dans la vendetta contre Stefani) associé à Cazauba de la rue

Lauriston, où se produit Tino Rossi, et surtout l'Heure bleue, rue Pigalle, une boîte de luxe prisée par les Hommes de la rue Lauriston. Et par la crème du Milieu. Elle appartient à Joseph Auguste Ricord, truand marseillais ami de Carbone et Spirito, qui a lui aussi rejoint les forces d'occupation en 1942. Né en 1911, il est condamné à l'âge de seize ans à huit mois de prison pour vol et à six mois fermes pour violence et port d'armes. Monté à Paris dans les années trente, après s'être fait la main dans l'ombre de Carbone et Spirito, il officie comme proxénète. Pendant l'Occupation, on dit qu'il contrôle une bonne partie des bordels du nord de la France. Plus sûrement, un bordel de Roubaix, le Soleil, qu'il détient personnellement (il a été réquisitionné avec six autres de la région par les Allemands en janvier 1941, tous récupérés par le truand Palmieri qui les a revendus), et un second bar à Saint-Ouen. L'homme habite un splendide appartement, avenue de Wagram, avec du personnel de maison dont un valet chinois. Recherché au moment de la déclaration de guerre, il s'est évadé de l'infirmerie du fort de Vaujours en décembre 1939. Il s'est ensuite spécialisé dans les « vols au faux policier ». Un genre qui explose pendant la guerre. S'il est pratiqué depuis longtemps, il devient le sport national de la voyoucratie. Profitant de la confusion engendrée par les descentes des nombreux auxiliaires de police et autres officines parallèles, de faux policiers braquent aux quatre coins de Paris. Toutes les cibles (particuliers, commerces…) et toutes les techniques sont bonnes : vraies fausses cartes, fausses cartes, déguisement en volontaires de la légion française – comme l'équipe qui braque les clients de chez Martel avenue de Wagram… Tous les voyous le pratiquent, collabos ou non.

Enfin, dernier haut lieu de ces messieurs, le Chantilly, rue Pigalle. Le cabaret est tenu par Paul Micky (qui fait le book en association avec Louis le Corse) et Antoine Peretti. Ce dernier, né en 1898, est originaire de Zicavo, en Corse du Sud. Il a commencé à Marseille comme souteneur en compagnie de son meilleur ami, Joseph Marini, le Capitaine des Corses. En 1922, le jeune homme qui fait travailler Marie Coli a fière allure. Habillé par Colbert, le tailleur de la haute pègre phocéenne, il arbore des chemises de chez Séverin brodées à ses initiales. En 1925, il monte à Paris avec Marini puis, l'année suivante, se sépare de Marie et quitte le métier, pour se mettre avec Germaine qui exploite une maison de rendez-vous, 92, rue de Provence. Surnommée la Cottora (la Perruque), elle a fait fortune en

Amérique du Sud à la grande époque. C'est le début d'une belle carrière qui lui ouvrira les portes des grands cercles parisiens après-guerre. En attendant, Antoine est le patron du Chantilly, boîte fréquentée pour moitié par des officiers allemands et pour l'autre moitié par des truands, dont la Carlingue au grand complet. Mais surtout beaucoup de Corses qui se disputent à propos de leur engagement en faveur ou non de la collaboration.

La Carlingue fait des petits

En 1942, un groupe de voyous insulaires fait parler de lui. Emmenée par un certain Palmieri (celui des bordels du Nord), cette « bande des Corses » comme on la surnomme, est composée d'auxiliaires occasionnels. Ces hommes, qui prêtent main-forte à l'équipe de Lafont, fréquentent le boulevard Flandrin, où officie Hermann Bickler, un Alsacien condamné pour escroquerie avant-guerre. Ils comptent dans leur rang Joseph Orsini, dit le Sanguinaire, né en 1903 à Bastia, Lucchesi, Scaglia, Disce-polo, qui s'était engagé après le meurtre à Marseille de Valet, dit Petit Cabri (son frère le suivra, puis choisira l'autre camp et sera déporté), Scotti, Ferro, Pompéi, Marius Manuelli, un copain d'enfance de Ricord qui les fréquente un peu, Didi le Portoricain, un ancien de chez Carbone… Et Carbotti qui les trahira en les livrant à la rue Lauriston. Leur manie de travailler pour leur compte et leur pillage désordonné – ils sont spécialisés dans le vol aux faux policiers – excèdent Lafont et ses patrons qui les éliminent un à un, fin 1943. Les rescapés sont intégrés à la Carlingue, tandis que Carbotti est abattu sur ordre de Lafont qui ne goûte guère les traîtres.

D'autres « gestapos », plus petites que celles de Lafont, s'agitent dans Paris. Cette dizaine d'officines recrutent elles aussi des truands. La bande de René Launay, de l'avenue Foch (siège du SD, service de renseignement de la Gestapo), compte une dizaine de malfrats chargés du contre-espionnage. La Gestapo de la rue de la Pompe abrite elle aussi son lot de repris de justice : Fouchet, dit Raoul le Tatoué, Milo le Louf… De même pour l'équipe de Rudy von Mérode de Neuilly où émargeaient Serge de Lentz, cambrioleur homosexuel de l'entre-deux-guerres, ainsi que quelques autres aux casiers chargés. Et qui seront en grande partie éliminés fin 1942 par l'équipe Lafont pour les mêmes raisons que les Corses.

En province aussi, certains voyous se sont ralliés à la cause allemande. Dès l'invasion de la zone libre en novembre 1942, la Gestapo recrute des

auxiliaires français – dont certains hors-la-loi – à Nice, Toulon, Grenoble… À Lyon, où l’officieux Groupe d’action pour la justice sociale de Francis André, composé de truands et d’anciens du PPF, pratique le pillage personnel et le chantage.

Et bien sûr à Marseille, l’autre capitale du Milieu.

2.

Marseille, zone libre… de droit

Début 1941, le préfet des Bouches-du-Rhône a interné les truands du département au camp de Sisteron, dans les Basses-Alpes. Pour en sortir, nombre d'entre eux ont prêté allégeance au nouveau régime. C'est le cas notamment de Carbone et Spirito, qui malgré leur position ont été ramassés comme les autres. Leur internement n'a pas été long, un vieil ami, Simon Sabiani, a rapidement fait jouer ses relations.

À chacun son camp, des affaires pour tous

De 1931 à 1935, le premier adjoint Sabiani a été l'homme fort de la ville, grâce à son vaste réseau d'amitiés et de solidarités. Mais, en 1935, la mairie de Marseille passe aux mains d'Henri Tasso. Battu aux législatives l'année suivante par le communiste Billoux, Sabiani rejoint alors le Parti populaire français de Jacques Doriot en pleine création. Sous l'Occupation, il est un défenseur virulent de la collaboration. (Son fils François mourra sous l'uniforme de la LVF sur le front de l'Est en 1942.) Jusqu'à l'invasion de la zone libre par les Allemands, Carbone et Spirito font profil bas. Mais avec l'installation du SD rue de Paradis, les affaires vont reprendre. Le patron de la Gestapo marseillaise, le capitaine SS Ernst Dunker, dit Delage, est un ancien de l'*unterwelt* berlinois, au sein duquel il s'est distingué comme souteneur et trafiquant avant de s'engager dans les rangs du NSDAP. Le duo affiche rapidement les cartes jaunes de V-mann (hommes de confiance) de la section VI (le renseignement politique) du SD. À l'image des Parisiens, leurs hommes commencent à sillonner la ville, *ausweiss* en main. Perquisitions, suivies de pillage, chantage, toute la gamme y passe. Les duettistes ouvrent leur propre bureau d'achat, rue du Colisée à Paris, géré par Palmieri que fréquente Spirito, et font de l'import-export avec l'Espagne. Depuis 1936, ils contournent le blocus de la France et acheminent aux franquistes espagnols des armes et des munitions. Aidés par

un ami, François Pietri, récemment nommé à l'ambassade de France à Madrid, ils continuent leur export. En retour ils importent oranges, bas de soie et autres denrées rares. En 1942, les compères migrent à Paris où ils retrouvent les amis, Marini et Peretti, entre autres. Carbone a rencontré Germaine Germain, dite Manouche, au casino de Monte-Carlo. Rapidement, il s'installe chez elle boulevard Gouvion-Saint-Cyr, non loin de son appartement du boulevard Pereire occupé par sa femme légitime épousée en 1941. À la fin de l'année, Spirito emménage lui dans un appartement réquisitionné de la capitale (avec sa femme et leurs deux enfants), où il entretient des relations avec la bande des Corses du boulevard Flandrin. Quand il ne trafique pas, il joue les books sur les champs de courses. À Marseille, tout comme Carbone, il est toujours propriétaire de bars. L'une de ses enseignes, l'Amical bar, situé en face du siège du PPF, est un repaire d'Allemands et de collabos. De temps en temps il s'égare du côté de la Potinière, le bar d'Antoine Guérini, à qui il propose des bijoux et de l'argent, butin de perquisitions…

Les Guérini, fidèles de la SFIO, ont eux opté pour la Résistance. Financièrement au moins.

Fin 1940, Marseille grouille de réfugiés. Les plus aisés fréquentent le bar d'Antoine, rue de la Tour, où l'un de ses frères organise une filière pour les faire passer en Corse et en Afrique du Nord. Une route qui sera fermée en mai 1943 avec le torpillage du navire *Général-Bonaparte.* Antoine propose de leur racheter bijoux et or. La famille Guérini exploite alors trois établissements : le bar des Colonies, le bar de l'Étoile et la Potinière. À leur tête, l'aîné jouant la carte de la diplomatie, ne fait pas de vagues, tout en trafiquant les bons d'essence. Dans l'ombre, Mémé aurait été, lui, plus engagé. Les caves des bars auraient accueilli quelques résistants, des truands et des filles en cavale. Frayant avec des réseaux, Barthélémy aurait été obligé en 1943 de s'enfuir en Corse avec ses quatre frères. La SFIO – qui compte dans ses rangs le jeune militant Gaston Defferre – avait rejoint les rangs du Mouvement uni de résistance, coalition anticommuniste créée en février 1943, qui s'oppose aux FTP. Et s'appuie sur la connaissance et le métier des Corses – nombreux à résister – pour agir dans l'ombre. À côté de leurs nouvelles activités, les Guérini contrôlent toujours le « business » des prostituées qu'ils font tourner dans les maisons depuis que Carbone et Spirito leur ont laissé une grosse partie du marché en 1937.

Pastis frelaté, et calanques occupées

Bien qu'animés par des intérêts différents, les deux clans – Carbone et Guérini – observent un *statu quo*, fermant les yeux sur leurs activités respectives.

Dans leur ombre, la faune du Milieu trempe dans tous les trafics. S'adaptant à la nouvelle conjoncture, creusant les failles du système à la recherche du bon filon, qui a notamment le parfum de l'anis. Le gouvernement de Vichy s'est empressé d'interdire le pastis, tenu responsable, avec l'absinthe, de la défaite de 1940. Rapidement, les truands suppléent à la fabrication officielle. Dans les appartements d'immeubles anonymes transformés en laboratoires, ils mettent au point la poudre de pastis et inondent le marché. Libre à chacun après de mélanger le tout avec l'alcool volé dans les hôpitaux ou les bouteilles d'eau-de-vie des paysans. À l'alcool prohibé s'ajoutent les classiques du moment : tickets d'alimentation (fournis entre autres par Jean-Thomas G., dit U Caputu), vrais et faux (imprimés notamment par Paul Leca qui se distinguera dans l'affaire des bijoux de la Bégum), trafics de bons d'essence et faux policiers. Jacques Ulysse, ancien des Amériques, joue au commissaire et multiplie les descentes (il tiendra un restaurant après la guerre, le Roi d'Ithaque). Les policiers hésitent à intervenir ne sachant jamais s'ils ont affaire à des « faux-faux » ou à des auxiliaires allemands.

À Marseille comme à Paris, la vie continue. Uniquement perturbée par quelques détails pratiques. Les calanques à l'ouest de Marseille sont occupées par les soldats allemands qui surveillent la côte, et empêchent les cacous de la ville d'aller se planquer après un casse ou d'exécuter tranquillement leurs contrats. La Redonne, calée entre les pieds de l'aqueduc du Paris-Marseille, qui sert habituellement de stand de tir et de cimetière sous-marin aux vengeurs du Vieux-Port, ferme temporairement.

Au service secret de Robert Blémant

Si certains ont choisi la collaboration, quelques truands travaillent pour les services qui ont migré en zone libre au début de la guerre. En particulier le 5e bureau et l'un de ses dirigeants, le commissaire Robert Blémant. Un homme au parcours exceptionnel, qui quittera la police pour les plus hautes marches du Milieu en passant par la case service secret.

Fils de Louis Blémant, bâtonnier du barreau de Lille, Robert est né en 1911 à Valenciennes. En 1938, il intègre la brigade mobile (PJ) de Lille en qualité d'inspecteur. Il passe ensuite le concours de commissaire et se replie lors de l'exode en 1940 à Marseille. Une ville à laquelle il s'adapte particulièrement bien. Blémant est un homme d'action, qui agit en marge des tracasseries administratives. Sur la Côte, il retrouve Payole, un responsable des services secrets qu'il a connu dans le Nord où il surveillait la frontière. Il se met à son service, de manière informelle, puisque le 5e bureau, replié en zone libre, est interdit par la convention d'armistice. Pendant deux ans, Blémant agit dans l'ombre, se servant d'auxiliaires au casier chargé, tels que Buisson et Danos (repliés à Marseille depuis le braquage de la rue de la Victoire), jusqu'à sa démission de la police. En novembre 1942, lors de l'invasion de la zone libre, il gagne l'Afrique du Nord, rejoint la Direction générale des études et recherches (ancêtre du SDECE et de la DGSE). Cette dernière est le résultat de la fusion des services de Vichy et de la France libre. Une opération réussie par Jacques Soustelle et Achille Peretti. Ce dernier, commissaire de police, qui deviendra maire de Neuilly et président de l'Assemblée nationale, est un camarade de promotion de Blémant. Robert est ensuite attaché à l'état-major du général Giraud à Alger qui prépare le débarquement des Alliés en Afrique du Nord. Ces états de service lui vaudront d'être nommé à la tête de la DST de Nice puis de Marseille à la Libération, avant d'être remercié et de rejoindre le Milieu et le clan Guérini.

À Paris, également, quelques arcans se mettent au service du 5e bureau, le Service de la sécurité militaire. Notamment pour infiltrer l'équipe de la rue Lauriston. Citons le Corse Suzzoni qui en profita pour faire quelques affaires et fut finalement renvoyé par Lafont en janvier 1944 à la suite d'un vol au faux policier.

À Marseille, Louis Raggio, qui a travaillé avec Carbone et Spirito (avant-guerre, il a été arrêté au volant d'un fourgon rempli d'armes qu'il livrait en Espagne pour leur compte), rejoint, lui, les rangs de la Résistance. Propriétaire d'un bistrot à Vichy, il fonde un réseau actif de janvier à octobre 1944 qui compte cent cinquante membres.

Carbone et le Vieux-Port, ou la fin des mythes

La Résistance va involontairement mettre hors circuit l'Al Capone français.

Le 16 décembre 1943, le monde de la truanderie est ébranlé. Paul Carbone, qui remonte à Paris après un voyage d'affaires à Marseille, meurt dans un accident de train. En réalité, un déraillement provoqué par la Résistance, non pas pour éliminer le Corse mais pour supprimer quelques centaines de permissionnaires allemands. Peu avant deux heures du matin, le convoi est secoué par une explosion, la locomotive et quelques wagons basculent dans un petit ravin. Carbone a la jambe droite sectionnée entièrement et la gauche jusqu'au tibia. Il meurt courageusement la cigarette aux lèvres. Le truand a droit à des obsèques grandioses. Plus de trois mille personnes se pressent à Sainte-Marie-des-Batignolles. Toute la pègre, bien sûr, mais aussi des personnalités : le secrétaire d'État Paul Manon, membre du PPF, l'ambassadeur Abetz et bien d'autres dont… Tino Rossi, qui chante l'*Ave Maria.* Bon nombre d'artistes – acteurs, actrices, chanteurs, etc. – se montrèrent en compagnie de voyous notoires, certains eurent avec eux des relations houleuses. À la Libération, les frères Buisson, copains de Fréhel, mirent à l'amende Maurice Chevalier qui l'avait laissée tomber, et dans les années cinquante, Henri Vidal, compagnon de Michèle Morgan, cracha au bassinet pour éviter des ennuis avec des truands bordelais.

Pour préserver sa mère qui adore son Paul, le caïd est inhumé provisoirement au Père-Lachaise dans le caveau d'un petit cousin, Antoine Peretti, patron du Chantilly. Son corps ne sera rapatrié au cimetière de Propriano que quelques années plus tard, à la mort de sa mère. En attendant, en mars 1944, Manouche accouche de son fils, Jean-Paul, qui s'installera aux États-Unis.

Un an auparavant, Marseille a perdu un autre de ses monuments nationaux, le quartier réservé. Sa mauvaise réputation, doublée d'un climat marseillais instable pour l'occupant (des attentats avaient été commis fin 1942), a signé sa fin. Les Allemands l'imaginaient comme un repaire incontrôlable de résistants et trafiquants de tous poils ainsi qu'un refuge pour les déserteurs qui se multipliaient. Son sort fut réglé début 1943. Le 24 janvier, ses quarante mille habitants étaient définitivement évacués. Et du 1er au 17 février, ses quatorze hectares et mille cinq cents immeubles s'écroulèrent sous les explosifs. Le Milieu, celui des caïds, de la haute pègre, entérine alors son installation autour de l'Opéra. Les maisons

disparues, les bars et les hôtels fleurissent de plus belle dans le quartier. Certains truands se transportent également au sud-est du Vieux-Port.

Les autres, cacous des bandes de quartier et « mias » qui tentent de percer dans le « mitan », restent où ils sont.

3.

Sauve-qui-peut et retournement de veste

La disparition de Carbone précède de quelques mois la défaite de son camp.

En mai 1944, l'aviation américaine bombarde Marseille, laissant sur le trottoir mille sept cents morts et causant de nombreux dégâts. La Ruche, le bar de Mathieu Costa, figure locale que l'on retrouvera après-guerre à Montmartre, est littéralement soufflée par une bombe tombée à l'angle de la rue Lulli.

En août 1944, les Alliés débarquent en Provence. Le 27, le général Schaeffer envoie une lettre de reddition au général de Monsabert qui mène la charge. La ville est libérée. Et l'heure des règlements de comptes proche.

Le brassard FFI est à la mode

Les truands les moins en vue ont déjà retourné leur veste. N'attendant pas de tomber entre les mains des vengeurs, ils ont rejoint les rangs des résistants et des libérateurs qui ont considérablement grossi en quelques semaines. Avec l'aide des copains qui ont fait le bon choix, ils se parent des attributs de la respectabilité. Sur la Canebière, quelques collaborateurs du SD arborent maintenant des brassards FFI et déploient une ardeur particulière à chasser les traîtres. Jo Mattéi, qui frayait avec Spirito, est le nouveau chef d'un hypothétique maquis de Provence.

Pendant la semaine qui précède le 25 août, Didi le Portoricain, qui avait quitté Carbone pour les Corses de la rue Flandrin, a participé courageusement aux combats de la libération… du bon côté. Ce qui ne l'empêche pas de finir à Fresnes pour quelques années.

Jo Renucci, lui, a anticipé. Interné à Sisteron après l'armistice, il a réussi à quitter le camp pour rejoindre les casinos de la Côte qu'il fréquente assidûment. En 1942, il est interdit de jeu après avoir triché au casino de Monte-Carlo. L'année suivante, il rejoint Carbone et Spirito au Parti

populaire français, mais il le quitte quelques mois plus tard pour rejoindre le camp de la Résistance. Travaillant pour les services, il est arrêté fin 1943 par la sécurité allemande. Et s'en sort sans trop de dommages grâce à ses amitiés malfrates. Une telle arrestation a valeur de certificat de résistant à la Libération. Le petit Jo fait alors partie des services de la sécurité militaire des FFI. Tout comme Marie Quilici, une cousine de Carbone, passée par les services du SD pendant l'Occupation. Au printemps 1945, usant de ses contacts, Jo se rapproche du MRP dont il rencontre des dirigeants à Paris.

Les têtes d'affiche préfèrent, elles, se faire oublier. Muni de faux papiers au nom de François Mari, François Spirito a franchi la frontière espagnole début août. Prévoyant, il a acheté un bar à Hyères pour sa femme. Grâce à ses contacts américains, il s'embarque ensuite pour le Canada sous une nouvelle identité. De là, Charles Henri Faccia passe à New York. Entre-temps, il a été condamné à mort par contumace. Sabiani, lui aussi promis à la mort, a suivi le même chemin jusqu'en Espagne. Il meurt à Barcelone en 1956.

Les GI's et la nouvelle manne

La Libération ne signe pas l'arrêt des bonnes affaires. Les soldats américains remplacent les Allemands dans le lit des filles de joie et le marché noir bat son plein, avec beaucoup moins de risques que sous la botte teutonne. Les GI's bradent leurs tonnes de marchandises et les déserteurs braquent le reliquat, que la pègre se charge d'écouler. De nouvelles associations se créent, qui se terminent parfois très mal. Le commissaire Giordano, de la Criminelle (chargée à l'époque du banditisme), traque avec succès les fraudeurs US qui se font souvent assassins. Ils n'hésitent pas à descendre les convoyeurs de marchandises pour s'emparer de leur cargaison.

Les camps qui fleurissent un peu partout dans la région sont des hauts lieux du trafic et de la combine. Tout se vend : cigarettes, rations alimentaires, essence, armes, monnaie, objets divers… C'est le règne de la « foire-fouille », du grand déballage. Un petit souteneur marseillais, Jean-Thomas G., a mis au point un trafic lucratif. À l'aide d'une camionnette bâchée dont il a bricolé le plateau pour accueillir des banquettes, il emmène chaque jour une vingtaine de filles au camp américain de Calas.

Carbone et Spirito partis, les Guérini accèdent à la plus haute marche du podium. Forts de leurs liens avec des personnalités de la Résistance, ils sont en position de force. Antoine a bien été inquiété pour ses trafics de bons d'essence, mais le problème s'est résolu rapidement. Mémé recevra lui, le 10 février 1947, une citation à l'ordre de la division du général Olleris, commandant de la IXe région, pour sa conduite courageuse et ses deux blessures lors des combats de la Libération. Elle est accompagnée de la croix de guerre avec étoile d'argent. Les frères rachètent les établissements abandonnés par Spirito et d'autres truands partis précipitamment. La puissance militaire et financière de la fratrie mais aussi ses liens avec les nouveaux politiciens ont facilité les acquisitions. Les Guérini font tomber dans leur escarcelle des bars, des boîtes, des cabarets, des hôtels. Entre autres établissements, le Paradou, rue Saint-Saens, l'Artistique, le Canari vert, l'Amoureux, le Mare nostrum, le Chantilly, le Piccadilly et encore le Lido à Calvi, et d'autres à Paris.

Antoine a également été aidé par un nouvel associé inattendu : de retour d'Afrique du Nord, le commissaire Robert Blémant, fraîchement nommé à la tête de la DST de Marseille – après un passage par Nice – lui propose de marcher avec lui. Depuis 1944, Blémant est chargé de la traque des collabos. Il s'en acquitte avec un acharnement inquiétant. Pour suppléer la timidité de ses hommes, il s'adjoint une cohorte de truands qui cherchent à se faire pardonner. Cette deuxième équipe reprend les bonnes vieilles habitudes et les opérations de police tournent vite au racket féroce au seul profit de M. le Commissaire et de ses peu scrupuleux adjoints.

Durant l'été 1945, Robert décide de voir plus grand. Il prend contact avec Antoine pour lui proposer d'unir leurs efforts. Les dossiers compromettants des collabos fournis par Blémant sous le bras, les hommes d'Antoine font pression sur les propriétaires de bars américains et autres cabarets pour qu'ils cèdent leur fonds de commerce. Les patrons de bars américains qui accueillent matelots et GI's autour de l'Opéra – et qui ne se sont pas mouillés – sont tout de même priés d'envoyer leur contribution. Certains, déjà rackettés par la Military Police, s'y refusent, ce qui donne lieu à quelques bagarres rangées dans le quartier.

Épurations malfrates

En région parisienne, les méthodes et les motivations sont similaires. La chasse aux collabos et surtout à leurs richesses est une pratique en vogue. La DGER recrute des auxiliaires chargés de dénicher les magots constitués pendant l'Occupation. Le 31 octobre 1944, aux termes d'une ordonnance, sont confisqués les profits du marché noir et du commerce avec l'ennemi entre septembre 1939 et décembre 1944. Des truands compromis s'y mettent comme Georges Boucheseiche, ancien de la rue Lauriston qui se distinguera bientôt dans la bande de Pierrot le Fou, et d'autres, mus par la recherche du seul profit comme René Girier, dit la Canne, cambrioleur braqueur qui va lui aussi se singulariser dans les années d'après-guerre.

Les policiers et autres services fournissent les dossiers des intéressés, à charge aux truands de les retrouver. Sur trois affaires, deux vont au commanditaire, la troisième aux exécutants. Les sommes n'ayant jamais été déclarées, tout le monde en croque. Mais travailler pour les services implique d'arrêter les gens. La majorité des truands préfèrent alors se mettre à leur compte et jouer les faux policiers (auparavant ils ont fait le coup déguisé en faux FFI, pour lesquels un brassard suffisait). Le bilan comptable est le même, mais la brochette de suspects est plus large.

Plus question de se cantonner aux seuls collabos officiels, la razzia touche tous les profiteurs de l'époque trouble, industriels comme paysans. La source de renseignements est la même. Les policiers fournissent les tuyaux et touchent leur commission. Les fonctionnaires louent leur insigne le temps de l'opération. Mais la préfecture, mise au courant, cherche à contrecarrer le système en les changeant d'un jour à l'autre.

En 1945, la police est à l'image du reste du pays, complètement désorganisée. Après avoir écarté les brebis galeuses un peu trop compromises, la direction les a réintégrées assez rapidement, ainsi que les policiers « virés » par Vichy. Les deux parties se côtoient… et se compromettent avec les truands qu'ils ont fréquentés dans leurs camps respectifs. La corruption fait rage, au moins autant que la guerre des services. À chacun son fichier et ses affaires.

Une belle pagaille d'autant qu'à la Libération, les FFI ont escamoté quelques dossiers de truands moyennant finance. Et tandis que les faux FFI pullulent, les vrais rejoignent vite l'armée de Leclerc qui fond vers l'Allemagne, alors que les imposteurs sillonnent la ville en traction, mitraillette au poing, exerçant la reprise individuelle des biens spoliés.

La Carlingue s’évapore

Dans la capitale, l’approche de la libération inquiète légitimement les voyous collabos. Dès le début de l’été 1944, le patron de la Carlingue, Henri Laffont, charge son complice Bonny (ancienne vedette policière d’avant-guerre qui avait notamment poursuivi Carbone, Spirito et le baron de Lussatz lors de l’affaire Prince en 1934) d’acheter deux fermes dans l’Yonne pour préparer leur repli. Juin et juillet sont occupés à vider le 93, rue Lauriston et à détruire les documents compromettants. Les hommes de main de la bande se dispersent alors dans la nature. À la mi-juillet, le ménage terminé, Laffont et Bonny, accompagné de sa famille, prennent la route à bord de deux camions, en direction de leurs refuges paysans. Arrivés sur place, à la mi-août, ils se font délester de leurs véhicules par des FFI. La troupe, désireuse d’aller se mettre à l’abri en Espagne, charge l’un des fils Bonny d’aller en quémander d’autres à Paris auprès de Joseph Joannovici, un ferrailleur juif devenu richissime en collaborant aux bureaux d’achat. Ce dernier s’empresse de les dénoncer au commissaire Morin qui n’a plus qu’à les cueillir. Fin de partie pour les dirigeants de la rue Lauriston.

Jugés du 1er au 11 décembre 1944, et reconnus coupables de haute trahison, Laffont et Bonny sont fusillés, en compagnie de quelques sbires, le 26, au fort de Montrouge.

D’autres procès s’étaleront dans les années d’après-guerre au gré des arrestations du reste de la triste bande. Quelques-uns, qui pensaient échapper à leur sort, furent assassinés sans passer par les prétoires, non pas victimes de vengeances, mais de la cupidité d’un certain Dr Petiot.

En mai 1943, Adrien Estebeteguy, dit le Basque, prépare son départ. Il prend contact avec le bon docteur qui laisse savoir dans les bars de la porte Saint-Martin et les bordels – qu’il fréquente assidûment comme les truands qui y font bombance – qu’il s’occupe d’une filière.

Accompagné de Paulette, dite la Chinoise, pute de maison marseillaise, il est gazé dans la pièce secrète aménagée par Petiot dans la cave de son hôtel particulier de la rue Lesueur à Paris (son frère Louis, également proxénète, trafiquant d’or et membre de la Carlingue, poursuivra sa carrière de truand après-guerre). Même sort pour Joseph Piereschi, dit Gé. Ce dernier a débuté comme souteneur à Marseille au début des années vingt avant de « tomber » puis de s’évader. Pour éviter le « placard », il rejoint la rue Lauriston et

s’occupe en parallèle d’un bordel réservé à l’occupant. Il périt avec une de ses filles, Gisèle Rosmy. D’autres truands, sans lien avec la rue Lauriston, mais désireux de prendre le large, finissent rue Lesueur. C’est le cas de François le Corse et Jo Réocreux, dit Jo le Boxeur, connus pour proxénétisme et vol au faux policier.

Les hommes de Laffont quittent le nid avec des fortunes diverses.

Le Constantinois Armand le Fou échappe aux tribunaux et se lance dans le braquage.

Joseph Orsini, dit le Sanguinaire, ancien de la bande des Corses, obtient lui de son ami Garcia de la Palmira (patron du Chapiteau) une attestation précisant qu’il a travaillé pour les services secrets pendant l’Occupation, avant d’être condamné en février 1948 pour atteinte à la sûreté de l’État. Marius Manuelli, copain de Ricord qui fréquente le boulevard Flandrin, est, lui, condamné à quinze ans de prison avant de devenir un honorable restaurateur dans le XVIe arrondissement. Jean-Baptiste Chave, dit Nez de braise, à moins de chance : il est condamné et fusillé. Danos, arrêté à Montreuil fin 1944, s’échappe quelques mois plus tard.

D’autres ont anticipé, achetant des certificats de résistants, notamment auprès d’un faussaire planqué dans une villa de Saint-Cloud. Les plus méfiants ont pris eux la direction de l’Amérique du Sud : la vieille route des Voyageurs est réouverte. Dès mars 1944, alors qu’il héberge des truands en cavale qu’il dissuade de rejoindre la Carlingue, sachant qu’il ne peut plus les couvrir, Ricord prépare son départ. En juillet, il s’enfuit pour l’Espagne, devenue – et notamment Madrid – un repaire de collaborateurs, d’où il gagne ensuite l’Argentine. Il n’est pas le seul. Le Bordelais André la Rigole s’y installe également pour quelques années (revenu dans sa ville natale, il y mourra dans la misère).

Les voyous ne font pas de politique

La pègre est sans doute le seul milieu social qui a échappé à l’épuration… interne s’entend. Les voyous ne font pas de politique. Et se jugent encore moins. Chacun a suivi sa route comme il l’entendait et personne n’y voit à redire. La seule valeur qui compte dans le Milieu c’est l’argent et son propre intérêt. Les collabos ne se sont pas compromis pour un idéal d’Europe nationale socialiste, mais pour échapper à leurs condamnations et s’en mettre plein les poches. Et la vengeance de la pègre ne s’exerce que

lorsque ses intérêts sont menacés. Nullement au nom d’une quelconque morale.

Si quelques hommes sont tombés dans les semaines qui ont suivi la Libération, c’est plus à la faveur du désordre ambiant qu’au nom de la justice. Jo Soro, dit le Catch, est abattu dans son bar Chez Fanfan, qu’il avait repris peu avant la fin des événements. Bien que le bar fût l’un des rendez-vous de la Carlingue, le patron acceptait volontiers les truands mouillés avec la Résistance. Peu de temps auparavant, le Catch avait flingué Robert Moura, « carlingeur » et l’un des patrons du Chapiteau, place Pigalle. Le 16 juillet 1944, accoudés tous deux avec l’acteur Aimos dans une auberge de La Varenne, le champagne aidant, Jo se fait gifler par Moura. Il sort et revient quelques minutes après… et tire à bout portant dans le crâne de Moura qui embrasse une fille. La balle l’ayant traversée, cette dernière s’en tire avec une blessure à la tête.

L’un des frères de Moura, Pierre, également de la Carlingue, s’est lui enfui en Espagne où il est abattu peu après. Autre mort mystérieuse, celle de Dominique Carlotti, descendu au comptoir de son bar de la rue Victor-Massé.

CINQUIÈME PARTIE

LA FIN D’UNE ÉPOQUE (1945-1970)

À la Libération, les amis se retrouvent et les affaires reprennent, à l’image de la bande de Pierrot le Fou qui va défrayer la chronique fin 1946. Une équipe qui mêle anciens gestapistes, résistants et survivants des camps de concentration. Elle pratique ce qui est devenu le sport national de la truanderie d’après-guerre : le braquage.

1.

Crissement de pneus et rafales de « tétine »

Durant la période troublée de la Libération et de l'épuration, les attaques à main armée font des ravages. Les rafales de « tétine », alias la mitraillette, ne sont pas du seul fait des voyous de profession. Nombreux sont les résistants et les collabos qui n'ont pas entendu sonner la fin des combats. Enfouraillés jusqu'aux oreilles, la fougue de la jeunesse et le virus de l'action chevillés au corps, ils n'ont plus qu'à trouver des cibles. À Paris, à Nice, à Marseille… les balles volent bas. L'époque est aux échanges virils. De jour comme de nuit, la police tente d'arrêter les braqueurs et n'hésite pas à arroser les arroseurs. Pour endiguer le phénomène (72 000 affaires dans le département de la Seine pour les six premiers mois de 1945), la préfecture de Paris crée en 1946 la brigade des agressions, rattachée à la brigade criminelle. Le Milieu, déjà peu structuré, est complètement éclaté, désorganisé. Les truands qui ont viré collabos n'ont plus grand-chose à perdre et les jeunes issus de la guerre n'ont pas les scrupules des anciens. Sans compter que les armes pullulent. Elles abondent autant que les porte-flingues. De 1942 à 1945, 4 200 000 armes diverses ont été parachutées sur le territoire. S'y ajoutent les 1 500 000 laissées derrière elle par l'armée allemande et autant d'abandonnées par les armées alliées. De quoi équiper des bataillons de braqueurs. En 1946, les alliés lancent l'opération Junon, histoire de récupérer une partie du matériel en circulation : 500 000 armes sont retrouvées.

Les mitraillettes qui tirent en rafale sont particulièrement prisées par les spécialistes du hold-up, notamment la Sten anglaise et la MP 40 allemande.

La voiture complète la panoplie du gangster. Si l'invention du crime à quatre roues a déjà plus de trente ans, pendant les premiers mois de la Libération, on assiste à l'explosion du genre. À ce petit jeu, la traction remporte tous les suffrages. Produite à 250 000 exemplaires avant-guerre, la 11 CV hante les rues. Ses qualités sont nombreuses : tenue de route remarquable, puissance, changement des trois vitesses au tableau de bord

(la fameuse « cuillère à moutarde »)… Surtout, la police roule jusqu'en 1944 en poussives Renault. Enfin, la 11 CV s'« emprunte » facilement. Une lame de scie dans la portière, un tube pour forcer la poignée ou même un jeu de six fausses clés permettent d'en prendre possession. Les petits voyous se poussent des coudes pour fournir leurs aînés qui montent au braquage. En 1945, le vol de voitures explose.

Pour les 15, modèle plus rare, les équipes suivent de riches industriels et des artistes avant de les serrer armes au poing. Plus puissantes, elles démarrent mieux et surtout, en 1946, la police investit dans des 11 CV. Et envoie ainsi valser l'adage : « Traction avant, police derrière. »

Certaines équipes les bricolent, comme celle de René la Canne. Un ingénieur de chez Citroën s'en occupe : il a déposé des brevets en espérant les vendre à la marque mais ils ont été refusés. René et ses acolytes les récupèrent. Les voitures sont acheminées chez « Geo Trouvetout » à Nantes. Là, il surface les culasses, pose deux carburateurs et améliore certains points faibles, dont les gicleurs qu'il agrandit. Conséquence, le démarrage doit être plus souple pour éviter la noyade. Ce n'est pas très grave, en sortant de la banque, les braqueurs partent discrètement avant de faire le trou quelques rues plus loin. En plus de changer bougies, delco et pneus avant chaque opération, René apporte quelques modifications personnelles. En prévision d'échanges de tirs nourris, il dégotte chez un ferrailleur de Levallois une citerne en plomb avec des parois d'un centimètre et demi qu'il découpe en quatre plaques. Une pour chaque portière. Le fond du réservoir, lui, sert à doubler la paroi qui sépare le coffre de la banquette arrière. Enfin, sur le volant, il monte une longue bielle. En fait, une longue tige de fer recourbée qui sert à conduire tassé sur le siège.

Traction avant, police derrière

Si dans les journaux et les conversations de bistrots, quelques bandes vont se distinguer, dans les faits, elles sont plus d'une dizaine à sillonner les routes en traction. Celle du Constantinois ex-gestapiste, Armand Charisson, dit le Fou, copropriétaire avant-guerre du bordel le Fourcy, ou de Roger Desmoulières, dit la Gabardine. Auxquelles s'ajoutent des Hommes tombés dans les fusillades avec la police : Jo le Dur, Pierre le Tueur, Fernand le Poulet…

L’équipe qui va le mieux incarner cette période et décrocher, *a posteriori*, le surnom de gang des tractions avant, est un pur produit de la guerre. Son noyau dur, celui que l’histoire retiendra, est une parfaite illustration de cette entente cordiale qui règne entre les truands des deux bords.

Là encore, nul chef pour diriger la bande mais une addition de personnalités hautes en couleur. Qui vont s’associer au gré des disponibilités et des opportunités. Contrairement à ce qui a longtemps été écrit, la bande informelle ne suivait aucune stratégie, ne s’était aucunement réparti le territoire en deux zones, nord et sud, pour faire croire aux enquêteurs qu’elle frappait partout et à tout moment, qu’elle était insaisissable. Elle n’en avait pas besoin car les équipes de braqueurs grouillaient à l’époque. C’est un homme qui est à l’origine du mythe, plus précisément un nom, celui de Pierrot le Fou.

Fils de fermier, Pierre Loutrel est originaire de la Sarthe. Il est né le 15 mars 1918 à Château-du-Loir. À seize ans, il s’engage dans la marine, et après un séjour en prison militaire atterrit au 1er Bat’ d’Af’ à Tataouine, dans le Sud tunisien. Il en sort en 1938, non sans avoir collectionné quelques bousilles sur le corps. Sur la poitrine, il arbore l’inscription « Mektoub » (fatalité/destin) sur fond de soleil levant. Sur son poignet droit s’étire une femme nue et son cou affiche « Inch’ Allah » surmonté d’un papillon. Chez les joyeux, le garçon a rencontré Joseph Brahim Attia, qui a lui aussi cédé aux traditions du bataillon. Son mètre quatre-vingt-dix est recouvert d’encre : chaînes brisées sur les chevilles, un portrait de femme dans le dos, une guillotine sur le bras gauche et une prostituée sur le droit, diverses sentences – « Mauvaise tête mais bon cœur », « Fais gaffe » et « Je t’ai vu » sur les genoux… –, trois têtes groupées sur la poitrine qui symbolisent « J’ai cru, j’ai aimé, j’ai souffert…».

Brahim Victor Joseph Attia, Jo pour les intimes, est né sous une mauvaise étoile, le 10 juin 1916, à La Richardais, en Ille-et-Vilaine. Son père Brahim, tunisien, l’a abandonné (il mourra dans la misère à l’hôpital de la Pitié, à Paris, en 1933). À douze ans, il est placé, car ses grands-parents, qui l’ont élevé jusque-là, ne peuvent plus subvenir à ses besoins. Direction Chantelouve, dans l’Isère, où il est recueilli par une famille de fermiers. En 1930, à quatorze ans, pour échapper aux mauvais traitements, il fugue. À Lyon, il écope de six mois de prison, et fait connaissance avec un univers qui va lui devenir familier. À sa sortie, il tente l’école des mousses de Brest dont il est recalé faute d’instruction suffisante. Jo part pour Paris dont il

écume le pavé. Là, il rencontre le Notaire, escroc et faussaire qui voit en lui un espoir de la boxe, mais qui refuse de le laisser se coucher devant un adversaire. Le Notaire en meurt et Jo raccroche les gants. Le jeune homme traîne alors les bars et les bals de la Bastille et s'acoquine avec quelques loulous du quartier. Premières agressions, 6.35 à la main, et retour à la case prison. Sept mois de préventive et non-lieu. Entre-temps il aurait réglé son compte à Vito le Sicilien, meurtrier de son mentor en boxe, le Notaire. Jo commence à se faire un nom au Balajo de la rue de Lappe. En 1936, il est appelé sous les drapeaux et, fort de son pedigree de petit délinquant, part se dorer au soleil de Tataouine. Il y rencontre Loutrel.

À leur sortie du bataillon, les deux compères se perdent de vue. Pierre Loutrel, libéré en 1938, gagne Paris où il travaille comme garçon de café. Il y rencontre Marinette Chadefaux, appelée Jacky par ses collègues de trottoir. Le couple prend un bar-hôtel en gérance, et Pierrot le chemin de l'avenue Foch et des services allemands. Élégant dans ses costumes de prix, Loutrel, plutôt beau garçon, se pavane avec l'insouciance et l'impunité des auxiliaires de la police allemande. Repéré à la suite d'une plainte d'un bistrotier par l'inspecteur Henri Ricordeau, qui tente d'endiguer le racket des collabos, il l'exécute. Plus précisément, il croit l'avoir fait en juin 1944 : Ricordeau, truffé de trois balles dans le ventre et une dans la gorge et laissé pour mort en forêt de Clamart, en réchappe. En juillet, sentant le vent tourner, il s'éclipse et gagne Toulouse. Et, à l'instar de nombre de ses collègues, retourne sa veste. Dès le mois d'août, le lieutenant Déricourt, nouvelle identité de Loutrel, se met au service du DGER et commence la chasse aux collaborateurs. Avec quelques débordements qui l'envoient à la prison Saint-Michel de Toulouse sur la plainte d'un industriel du Tarn-et-Garonne. En décembre, Déricourt-Loutrel cesse le grand nettoyage et jette l'éponge.

Résistants et collabos roulent ensemble

Loutrel n'est plus seul. Il fait désormais équipe avec Raymond Naudy. À vingt-quatre ans, ce fils de cafetier toulousain passé par la Résistance a décidé d'abandonner son métier d'horloger pour rejoindre le Milieu. Il a le goût des armes. Le duo fait alors des allers et retours entre Paris et Marseille. Au cours de l'année 1945, Loutrel présente à son nouvel associé quelques collègues. Henri Feufeu, dit Riton le Tatoué (il est passé par les

Bat' d'Af'), né en 1905 à Saint-Ouen-de-Belin, dans la Sarthe, est un cambrioleur chevronné. Condamné sept fois, il est relégable depuis mars 1945 et de surcroît frappé d'indignité nationale pour collaboration. Marcel Ruard, dit Pepito ou le Gitan, est, lui, un véritable résistant et une connaissance de fraîche date, rencontrée dans les bars de Nice. Né en 1924 à Brive-la-Gaillarde, il est fils d'hôtelier. En 1941, à dix-sept ans, il rejoint un réseau de Résistance et multiplie les coups de main. En 1943, il est membre du groupe Morgan à Nice puis du maquis de la Haute-Loire, et enfin s'engage dans l'armée des Alpes à la Libération. Pris dans une rafle à Nice, le permissionnaire passe sept mois en détention par erreur, à cause d'une vieille note de recherche de la gendarmerie : pendant la guerre, il avait pillé un dépôt de munitions en Corrèze. À sa sortie de prison, il est revenu, révolté, sur la Côte. Une relation de bistrot l'entraîne vers le vol de voiture. Bon élève, Ruard s'en prend ensuite aux camions de l'armée américaine qu'il attaque sur les routes pour enfin passer au fourgon bancaire.

À Paris, en automne 1945, au hasard des tournées des bars de Montmartre, Loutrel retrouve son vieil ami Jo Attia. Ce dernier est amaigri. Il rentre de déportation. À sa sortie du Bat' d'Af', en décembre 1940, Jo a regagné Paris et son Milieu, surtout la porte Saint-Martin où il fréquente le Double Chevron et trouve ses nouveaux associés. Attia cambriole les appartements des privilégiés repliés dans le Midi et séjourne quelque temps en prison. Dehors, il se tourne vers les faux tickets de pain en association avec un gars de la Carlingue et fait dans la « fausse poule » et les trafics en tout genre avec Dominique Carlotti, patron du bar Chez Dominique, rue Victor-Massé.

En mars 1943, il est arrêté avec de faux papiers et atterrit à la troisième division de Fresnes. Le 15 août, il est déporté à Mauthausen où sa conduite exemplaire lui vaudra après-guerre la reconnaissance de ses compagnons de détention : le futur garde des Sceaux Edmond Michelet, le colonel Baumont qui prendra la tête du service de recherche du SDECE qui succède à la DGER… En juin 1945, Jo Attia rentre libre à Paris.

Outre le Grand, il y aussi le Gros Jo. Georges Boucheseiche a travaillé pour les bureaux d'achat pendant l'Occupation avant de rejoindre le DGER et de participer à l'épuration. Pour assurer le tout-venant, sa femme Marie-Louise tient un bordel au 4 de la rue Blondel.

Enfin, Abel Danos, dit Bibil, le Danois ou le Mammouth, est en cavale. En 1941, il s'est illustré dans le braquage de la rue de la Victoire et par la suite dans les rangs de la rue Lauriston. En août 1944, alors qu'il a fui la triste adresse, il se fait arrêter à Montreuil par des FFI. Et s'évade par les toits du dépôt le 18 janvier 1945, pour se cacher à Paris puis aux alentours de Marseille.

À la poursuite des fourgons

À la fin de l'année 1945, tous les protagonistes de l'équipe sont réunis, l'équipée sauvage peut commencer. Le bal s'ouvre en 1946 à Paris. Avec pour cible les transports de fonds. Le 7 février, le fourgon du Crédit Lyonnais est coincé par deux tractions avenue Parmentier. Les mitraillettes sortent et les billets rentrent dans les poches de leurs nouveaux propriétaires. Quatre jours après, même sort devant la gare de Lyon pour les trois employés des PTT et leur précieux chargement. Le 4 mars, ils arrachent la sacoche du trésorier-payeur d'une usine d'aviation d'Issy-les-Moulineaux.

Le 14, à Nice, Naudy, Loutrel et André Girardi, un comparse recruté localement, serrent deux employés du Gaz rue Notre-Dame. Les attaques s'enchaînent. Le 5 avril, la paie des ouvriers d'une entreprise de travaux publics s'envole des bras de son comptable sur la Canebière de Marseille. En mai, c'est l'argent transporté par le directeur du Comptoir national aixois qui disparaît. Le 8 juin, les braqueurs échouent à Cagnes-sur-Mer. La caisse de la banque est vide. Les truands volent une camionnette et embarquent le coffre. À la sortie de la ville, ils tuent un gendarme qui leur fait barrage.

Entre deux coups, les compères prennent du repos avec femmes et champagne dans des villas de location sur la Côte d'Azur. Les affaires sont relativement simples. Si les trajets sont repérés et minutés, les encaisseurs n'opposent pas de résistance face à des truands déterminés et puissamment armés. Mais en juillet 1946, la méthode va changer. Et se compliquer. Pour dévaliser l'hôtel des Postes de Nice, les voyous vont innover.

Le coup a été amené par un copain de Girardi, parent d'un employé bavard qui lui a révélé le mot de passe pour accéder au magot. La cible est la chambre forte de l'établissement, ouverte une fois par jour entre 5 h 15 et 5 h 30 pour le paiement des mandats. Une relation de Ruard le Gitan fournit

une traction avant, conduite par une nouvelle recrue, Laguerre. Autre nouveau, Ruel, dit l'intellectuel, fera le guet au volant d'une seconde voiture, tandis que Raymond Naudy et Pierrot, venus en camionnette conduite par Marcel Ruard, braqueront. Pour établir le quartier général et servir de relais, Pierrot a loué une villa à Antibes. Cinq hommes participent à l'action.

Le 1er juillet 1946, à 5 h 05, la camionnette d'une entreprise de maçonnerie se gare devant la poste centrale, boulevard Thiers. Une traction se gare derrière elle alors qu'une seconde Citroën se poste en retrait à l'angle de la rue Berlioz. Quelques minutes après son arrivée, deux ouvriers sortent de la fourgonnette et se dirigent vers une porte latérale du bâtiment, de gros sacs sur les épaules. Le gardien ne s'inquiète pas de la présence de ces deux peintres attendus depuis des semaines. Les hommes traversent la cour en direction du bâtiment des coffres. Arrivés à sa porte, ils déclinent le mot de passe – « domicile » – et pénètrent sans problème. Ils gagnent alors le premier étage où se trouve la caverne d'Ali Baba, sortent les mitraillettes Sten Mark II des sacs et mettent en joue les deux employés. L'un d'eux, imprudent, bouge un cil et ramasse trois balles dans la peau. Le rescapé s'empresse de remplir les deux sacs de billets avant d'être enfermé dans la chambre forte. Dans une pièce voisine, Pierrot et Raymond ouvrent alors une fenêtre donnant sur le boulevard Thiers et font glisser les sacs jusqu'à Ruard, qui les réceptionne. Le duo descend au rez-de-chaussée, traverse la salle de tri mitraillette et parabellum au poing et sort tranquillement. Il est 5 h 25, l'attaque a duré à peine vingt minutes. La troupe s'arrache et se disperse peu après. Loutrel prend le car pour rentrer tandis que les billets voguent en canot avec Ruard, du cap Ferrat à Sausset-les-Pins. De retour à la villa, la bande procède au partage des trente-trois millions, un butin énorme pour l'époque, les coups précédents ayant rapporté entre deux et dix millions. Parts égales pour tous les protagonistes moins deux millions démonétisés que Pierrot offre à une patronne de boîte qui leur rend des services et leur fournit des filles occasionnellement.

Mais la satisfaction est de courte durée. Très vite, les informations émanent du Milieu, lequel ne goûte guère les pistoleros qui dérangent les affaires. Pour mener à bien leurs trafics et profiter de la prostitution, ces messieurs ont besoin de calme, de stabilité. Et ces dingues de la gâchette qui mettent en émoi la police font trop de vagues. La Méditerranée n'y est pas habituée. Alors les langues se délient pour écarter les importuns, sans

toutefois balancer le coup de la poste. Elles se concentrent sur l'attaque du comptable de la Canebière – et sa mort – qui a eu lieu quatre mois plus tôt. Elles donnent des noms dont celui de Girardi, qui, une fois arrêté, s'empresse de charger Pierrot pour se dédouaner de l'assassinat et se répand par la même occasion sur les activités de la bande, dont l'affaire de la poste.

L'équipe est alors la proie de toutes les dénonciations. On les signale à l'hôtel des Oasis à Bandol chez Jo Ferrand (qui mourra abattu quelques années plus tard à Montmartre) puis à l'hôtel Maxime à Cassis le 14 juillet. Cernés, ils y abattent un policier et en blessent un autre.

Le 18, Marcel Ruard est arrêté avec ses acolytes, exceptés Pierre Loutrel et Raymond Naudy, déjà partis. Jugé en décembre 1949 aux assises d'Aix, le Gitan se charge et prend vingt ans de travaux forcés. Les autres écopent de vingt, dix et dix. L'informateur de cinq et la tenancière de dix-huit mois. Les deux cavaleurs ne seront, eux, jamais jugés.

Mais la femme de Ruard, elle, en entendra parler. Le butin aiguise les appétits de quelques charognards de la pègre qui kidnappent Antoinette Bayonaz, dite Pastissette, et la tabassent pour la faire parler. Sans résultat.

Naudy et Loutrel regagnent alors Paris. Là, les amis ne perdent pas leur temps. Attia, Boucheseiche, Feufeu, entre autres, montent aussi des affaires. Le 1er août, le Comptoir des métaux précieux, chargé par la Banque de France de fondre en lingots l'or récupéré chez les orfèvres, reçoit la visite de gangsters, qui repartent sans les trois cents kilos de précieux métal… Un échec effacé le 24 août : ce jour-là, un fourgon est attaqué rue de Maubeuge. Vers treize heures, le camion postal est stoppé par deux tractions qui lui barrent la route et ses conducteurs sont braqués par quatre hommes armés. Huit millions de raflés.

Enfin, en septembre, Pierrot le Fou va connaître la gloire. Son nom, jusque-là exclusivement connu des policiers, va s'afficher en première page.

Une bande de truands est signalée quai du Petit-Parc à Saint-Maur, en région parisienne. Ils fréquentent assidûment les Marronniers, une auberge des bords de Marne tenue par Lucien, un ancien FFI manchot de Toulouse, copain de Loutrel. Histoire d'en savoir plus, les policiers louent une villa voisine et observent leurs clients, lesquels se révèlent être de beaux crânes soupçonnés de plusieurs attaques à main armée. Les forces de l'ordre investissent la place le 25… pour ne trouver que la maîtresse d'un des

voyous. Ces derniers sont en fait réunis sur l'autre bord, à l'Auberge, sur la commune de Champigny. Alors que le restaurant est discrètement cerné, un enquêteur lâche une rafale malencontreuse qui déchire la nuit, et réveille les « lascars » visés. La porte s'ouvre, un homme apparaît, immédiatement touché par les représentants de la loi. *Idem* pour une silhouette apparue à la fenêtre, mais qui elle sera mortellement touchée. La victime était innocente, c'était le patron de l'endroit. La confusion règne et les rafales volent. Bientôt, quatre cents policiers sont envoyés en renfort. Le siège réunit vingt voitures d'inspecteurs, cinquante motards, trois cars de gardiens de la paix… qui laissent passer une Delahaye pourvue de plaques diplomatiques – elle a été volée à l'ambassade de Suède. La voiture, surgie du quai, a forcé les barrages, malgré deux pneus crevés. Huit cents mètres plus loin, elle est retrouvée vide. Pierrot, son conducteur, en a volé une autre. En effet, Loutrel, qui venait de Joinville, a appris la situation délicate de ses amis. Méprisant le danger, il a mis le cap sur Champigny, mais sans réussir à arracher ses potes, excepté Feufeu. Attia et Boucheseiche ont réussi à filer – Attia, blessé, s'est caché jusqu'au matin dans un jardin et Boucheseiche s'est dissimulé dans une cuve d'eau sous les combles. Plusieurs personnes sont arrêtées dont Jean Rozzi, tenancier à Marseille, et un cadavre est identifié : celui d'André Decurzier, braqueur qui a notamment délesté de deux millions de marchandises et d'un million de francs la bonneterie de Miolens, en juillet, dans l'Oise.

Henri Feufeu est arrêté trois jours plus tard après qu'il eut téléphoné à un garage de Meaux pour récupérer une traction. La police le coince dans un bar de Montmartre où il attend les deux complices chargés de la course. Il ne parle pas et meurt tuberculeux en prison. Jour après jour, il a avalé les crachats d'un prisonnier malade.

La fin de la belle équipe

En octobre, Loutrel monte une affaire quai de la Râpée. Une banque y centralise les recettes des négociants de Bercy. Pierrot le Fou y précède des concurrents de moindre envergure, Moustique, Jeannot le Boxeur et Lucien.

Mais celui qui s'appela d'abord Pierrot la Valise, puis Pierrot la Voiture (il paradait à Montmartre au volant de somptueuses automobiles dont une 202 Peugeot carrossée par Chapron), et enfin le Fou ne verra pas Noël 1946. En novembre, il meurt comme il avait vécu, par les armes. Le 6,

Pierre Loutrel menace le bijoutier Séraphian, rue Boissière, à Paris. Il en veut à ses montres. Alors que le commerçant tente de le désarmer, Loutrel le blesse d'une balle au ventre. La femme de Séraphian quitte alors le magasin. Sur le trottoir deux hommes tentent de l'arrêter. Sans doute les deux Jo, Attia et Boucheseiche. Ensuite, deux versions s'opposent. Selon les témoins, Loutrel sort, soutenu par ses complices qui le portent jusqu'à la traction qui attend le long du trottoir. Il aurait été blessé par Attia qui tentait de neutraliser Séraphian. Selon Attia, Pierrot le Fou regagne seul le véhicule et se tire une balle dans le ventre alors qu'il glisse son pistolet dans sa ceinture, assis sur la banquette arrière. Séraphian étant mort sur le trottoir, cette version a l'avantage de dédouaner de l'assassinat les survivants.

Après un rapide passage chez un médecin de quartier, Loutrel est emmené à la clinique Diderot, avenue Daumesnil, et enregistré sous le nom de Paul Champlain. Le 12 novembre, les deux Jo le récupèrent pour le cacher à Mantes chez Edmond Courtois, un copain des Bat' d'Af. Le transport lui sera fatal. Pierrot le Fou est enterré clandestinement sur une île de la Seine, en face du Limay. Sa compagne, Marinette Chadefaux, disparaît subitement.

Pendant des années, sa mort reste secrète. Les policiers et la presse lui attribuent les coups qui se succèdent. Son ombre plane sur toutes les attaques à main armée. Jusqu'en mai 1949. Après plusieurs heures à sonder le terrain, un des piocheurs touche au but. La police exhume le cadavre de l'ennemi public numéro un. Le tuyau date de juin 1948. Une tenancière de bistrot, veuve d'un truand corse abattu en 1946, et amie de la femme de Courtois, le livre à l'inspecteur Pasteau, en charge des cabarets de Montmartre.

La compagne de Pierrot, Marinette Chadefaux, ne sera elle jamais retrouvée, bien qu'un cadavre de femme ait été déterré non loin du premier. Les truands se méfient des femmes réputées bavardes…

Entre-temps, l'équipe a été démantelée. Attia est arrêté le 11 juillet 1947, lors d'une rafle au bar le Printemps à Marseille. Ses faux papiers ne résistent pas. Le 29, c'est au tour de Boucheseiche de tomber dans les mailles du filet. Un renseignement a conduit les « flics » jusqu'à une villa de Mandelieu. À minuit, le Gros Jo pousse la porte et se fait cueillir par six policiers qui l'attendent dans le salon.

Le Fou tué, les autres « enchristés », ne restent qu'Abel Danos et Raymond Naudy en liberté. Ils vont unir leurs efforts, et continuer le tir au pigeon commencé par Loutrel. Le 28 janvier 1948, Naudy l'impulsif abat un gendarme et en blesse un second grièvement. Il est dix-neuf heures, deux motards établissent un barrage routier sur la nationale 87 entre Montpellier et Montagnac. La routine. Tandis que l'un se soulage derrière un arbre, le second contrôle une traction qui vient de se présenter. Alors qu'il vérifie les numéros du moteur, les deux occupants le braquent. Un paysan à vélo, qui a suivi la scène de loin, prévient une patrouille de gendarmes qui se rend sur le barrage, où ils vont recevoir les balles de Naudy.

Après une escale dans un hôtel de Villeneuve-lès-Avignon, les deux hommes louent une villa au Lavandou, et font venir la famille. Du moins celle de Danos, marié et père de deux enfants. Naudy se contente lui d'une jeune Marseillaise – mais qui va accoucher sous peu. Le 1er mars, Naudy fait de nouveau parler la poudre. Alors qu'ils montent sur un cambriolage, chalumeau dans le coffre, ils se font contrôler à Fréjus. Ils en réchappent, l'un des gendarmes visé par Raymond également. Mais Raymond ne ratera pas sa seconde cible devant la gendarmerie d'Agay quelques minutes plus tard. Sur les onze balles de la rafale, neuf atteignent le maréchal des logis qui tentait de leur barrer la route.

Le climat devenant franchement malsain sur la Côte, la tribu part pour l'Italie. Pas mal de truands anciens collabos s'y planquent entre Gênes et Milan. Ricord y passe ainsi que son neveu Bonsignoure. La communauté milanaise mange chez Cotti, l'ancien restaurateur de l'avenue de Wagram. À Gênes, Danos et Naudy – pris en charge par Carmela Esposito (maîtresse de Luigi Discepolo, ancien carlingeur ; Naudy abattra un inspecteur marseillais qui tentait de l'arrêter en décembre 1946), une ancienne de Marseille qui donne dans les stups – font équipe avec deux Français, Marcel et Giuseppe Lovera, dit George le Franciscain. Le 8 octobre, le quatuor enlève 600 000 livres à deux transporteurs de fonds qui y laissent la vie. Après un ultime braquage le 23 octobre, et une dénonciation à la police, les fugitifs décident de rentrer en France. Ils gagnent Vintimille en car et de là passent la frontière en barque avec femmes et enfants. Ils ont rendez-vous sur une plage de Menton avec un chauffeur de taxi qui les conduira à Nice. Le 1er novembre, à une heure du matin, ils en foulent effectivement le sable et s'engouffrent dans le taxi qui s'arrête vingt mètres plus loin. Contrôle. Les deux agents pensent avoir coincé des contrebandiers. De chaque côté

des portières passager, ils essuient les tirs simultanés de Danos et Naudy. La balle d'Abel traverse la crâne de sa victime. Celle de Raymond ne fait que la blesser à la cuisse. En revanche, la riposte est précise. Naudy reçoit cinq balles et meurt foudroyé. La sixième est pour le poumon de sa compagne Pierrette. Danos prend le volant, qu'il abandonne quelques rues plus loin pour s'enfuir avec sa famille. Dans le taxi gît Pierrette. Elle appelle des secours et accouche d'un enfant mort-né qui rejoint son père sur la table de la morgue.

Après une nuit dans une cahute des environs de Roquebrune, la famille Danos regagne Menton d'où elle rejoint Nice en car. Ensuite, c'est Cagnes, puis Vence où elle est recueillie par Auguste Jeunet, dit Cajac, ancien de la rue Lauriston. Le périple se poursuit par Juan-les-Pins, Châlons-sur-Marne et enfin une auberge des environs de Sennecey-le-Grand. Un copain de Danos vient l'y rejoindre. Roger Lentz, dit Poupon, rapatrie Abel dans une ambulance privée, tandis qu'Hélène Danos et les enfants rentrent à Paris en car.

Dans la capitale, Abel Danos se terre. Coupé du Milieu, le cavaleur se fait, pour survivre, pied-de-biche et casseur de chambres de bonnes. Le 30 novembre, il est surpris à pied d'œuvre, rue de la Boétie. Rattrapé par la foule alors qu'il s'enfuit à vélo et tente de monter dans un bus, il est tabassé et capturé. Le 17 mai 1949, le Mammouth est condamné à mort par la cour d'assises de la Seine. Le jugement est cassé pour vice de forme. Le 29 juin 1951, le tribunal militaire lui signifie la mort, il est exécuté le 14 mars 1952 au fort de Montrouge.

Mimile revient en force

À la même époque, d'autres flingueurs inquiètent encaisseurs et policiers. En 1947, Émile Buisson s'est évadé de la section judiciaire Henri-Colin de l'hôpital psychiatrique de Villejuif.

Depuis les affaires de Troyes en 1937 et de la rue de la Victoire en 1941, Mimile a pris du poids dans le Milieu. Pourtant sa cote n'y est pas très bonne, on le soupçonne de ne pas être régulier. Après le braquage des encaisseurs de la Victoire, il est arrêté dans un train sous une fausse identité pour port d'armes et condamné à un an de prison. Démasqué, en mai 1943, il prend perpète aux assises de Troyes pour le hold-up de 1937. Détenu à la centrale de Clairvaux, il est transféré à la maison d'arrêt de la Santé pour

une instruction à Paris. À la neuvième division, il rencontre Bernard M., spécialiste de l'évasion qui a quitté la prison de Castres en 1944 avec Gu Mêla, condamné pour l'affaire du train de l'or de 1938.

Bernard va indirectement l'aider à s'évader. Remarquant qu'un camarade a été conduit à l'hôpital central des prisons de Fresnes après une crise d'appendicite, il propose une cavale à l'occasion d'un transfert en ambulance. Pour être ensemble dans la voiture qui sera attaquée par des complices, Bernard simulera l'appendicite et Buisson s'automutilera le ventre avec un couteau. Pour rendre crédible le geste, il doit d'abord simuler la folie. Il le fait si bien que, faute d'être emmené à Fresnes pour cause de blessure trop superficielle, il est dirigé vers le service psychiatrique de Villejuif, d'où il s'évade finalement après quelques semaines. Pour sa fausse appendicite, Bernard, transféré à Fresnes, prend lui la direction du mitard.

Buisson s'évade le 3 septembre 1947. Grâce à son frère, le Nuss, qui organise l'opération.

Jean-Baptiste Buisson a été condamné par les assises en 1936 à cinq ans de réclusion suivie de la relégation. Libéré en septembre 1946 de la centrale de Nîmes (il a été gracié de sa relègue), il retrouve les Lyonnais, dont son compagnon de braquage Charles Desgrandchamps, dit Charlot les Grands-Pieds, évadé récemment d'un asile. Les affaires marchent, les banques donnent et le Nuss s'installe avec sa compagne dans un appartement rue du Faubourg-Saint-Martin. Un an après sa libération, il s'attelle à celle de son frère, avec l'aide de copains de Mimile. Ce dernier les a rencontrés en prison. Henri Russac, passé par la Santé, s'est ensuite évadé de l'île de Ré. Roger Dekker a lui croisé la route d'Émile à Clairvaux avant d'être transféré à Caen d'où il s'est fait la malle. Mimile leur a donné l'adresse de son frère. Aidés d'un Stéphanois, les trois hommes arrachent Mimile du quartier judiciaire de Villejuif. Dans la foulée, un braqueur un peu en marge du Milieu et également détenu à Villejuif, René Girier, dit la Canne, se fait la belle avec l'équipe.

Six jours plus tard, ils dévalisent un restaurant, l'Auberge d'Arbois, rue Le Sueur à Paris. Ils sont cinq pour dépouiller les clients de ce restaurant de luxe dans lequel Émile allait dîner avant-guerre. Venus en taxi G7 volé, il y a Russac, Dekker, les deux Buisson et Francis Guillo. Surnommé le P'tit

Francis, ce dernier est né en 1912 à Argentan, dans l'Orne. Faiseuse d'anges, sa mère écope de cinq ans de prison en 1918.

Élevé par son père à Rennes, il commence les casses à quatorze ans puis s'engage dans la marine, connaît la prison maritime et prend la direction de la colonie pénitentiaire d'Aniane en 1929 (qui abrita également le Nuss). Il a dix-sept ans. Il y reste dix-huit mois, travaille par-ci par-là, atterrit à Bordeaux et ramasse six mois au fort du Hâ pour coups et blessures. Il en sort direction Paris, où il travaille à la chaîne chez Renault, jusqu'à la mobilisation de 1939 qui l'envoie au Bat' d'Af. L'armistice signé, il est de retour sur le pavé de Paris et commence les trafics : sucre, cuivre… et braquages en traction (qu'il a achetée au beau-frère d'Émile Buisson, dit le Bombé) avec René Blondeau, dit Renard argenté, qui a fait huit ans pour avoir tiré sur des gendarmes. À la suite de l'attaque d'un diamantaire rue de Maubeuge, Francis est condamné à cinq ans de réclusion et quinze ans d'interdiction de séjour. Et retrouve Mimile à la Santé.

Transféré à Fresnes, il s'en échappe (il était affecté au garage en face du cimetière) aidé de l'extérieur par Henri Ribot, connu à la Santé. Quelques casses et il rentre en contact avec le Nuss.

Si le braquage de l'Auberge d'Arbois a eu lieu sans difficulté, le chemin du retour est parsemé d'embûches. En l'occurrence, deux motards ont pris en chasse la voiture poussive qui se dirige vers un bar ami d'Asnières. Porte de Clichy, le Nuss en touche un qui tombe, blessé. Le second est abattu par Mimile. Arrivé dans Clichy, le Nuss a pilé et le motard a chuté pour l'éviter. Il a une jambe coincée par sa moto. Mimile descend et l'abat d'une rafale de mitraillette.

Le 21 septembre, lors d'une expédition à Andresy pour un casse de coffre, Decker abat Russac qui tournait autour de son amie. Le 26, il se fait arrêter avec le Nuss dans un bar en bas de leur planque près de l'hôpital Saint-Louis. Mimile caché sur les toits parvient à s'échapper. Ils ont été donnés.

Le Nuss est libéré peu après. Decker, lui, enfonce Émile. Un an après, parti pour vingt ans, il s'évade de la centrale de Fontevrault en braquant un gardien dans son mirador. Caché dans un champ, il est abattu avec son complice par les gendarmes de Saumur.

Entre-temps, Émile a rejoint Francis Guillo. Et s'est brouillé – au moins professionnellement – avec son frère. Pendant trois ans, les deux hommes vont multiplier les coups. Pas de grande envergure au début : ils font les

bureaux de PMU, les veilles de courses. Un peu plus audacieux et lucratif, ils signent le vol de la paie de l'usine Saint-Gobain à Aubervilliers. Enfin, ils passent aux transporteurs de fonds à Versailles où siègent de nombreuses banques. Les coups s'enchaînent avec pour complices Henri Ribot et deux nouveaux rencontrés dans un bar : Désiré Polledri et Maurice Yves, dit le Poissonnier. Tous deux vont mourir.

Le 8 juin 1949, Émile abat Désiré Polledri qui avait bossé en solo sans partager. Et puis Buisson voulait le mettre à l'amende après sa gaffe. Désiré a abattu par erreur Maurice le Poissonnier juste avant un braquage qu'ils devaient réaliser. Assis à l'arrière, Polledri avait tiré par inadvertance à travers le siège conducteur alors qu'il assemblait une petite mitraillette entièrement démontable achetée par Guillo.

Francis lui s'est fait arrêter en janvier 1949 à Issy-les-Moulineaux à la suite d'un contrôle de la voiture conduite par Polledri. Dans la mêlée, P'tit Francis a blessé trois policiers. Il va indirectement faire tomber Mimile qui a repris le collier avec Ribot et quelques amateurs. L'étau se resserre autour de lui. En cellule, Guillo confie à un petit truand, Dédé de Deauville, une lettre pour Émile. À faire transiter par son beau-frère le Bombé. Dédé passe d'abord à la Sûreté générale… Le 10 juin 1950, Émile Buisson est arrêté à l'auberge de la mère Odue sur la route de Deauville, près d'Évreux. Il est guillotiné à la Santé le 28 février 1956. Au procès en janvier 1954, Guillo a été condamné à mort. Au bout de treize mois, il est gracié puis, en 1959 sa peine est commuée en vingt ans. Il sort libre en 1970, devient outilleur-ajusteur près de Nancy, et meurt dans les années quatre-vingt, retiré dans un monastère de l'est de la France.

Après l'arrestation de son frère, Jean-Baptiste Buisson a mis le cap sur Lyon où il négocie le cuir avant de prendre un bar à Lille en 1952 avec sa femme et sa fille de deux ans. Et d'abattre la même année Jean et Lucien l'Avocat. En décembre 1952, le Nuss, devant se rendre à Bordeaux, passe par Paris. Il doit y retrouver un ami à la Sirène, un bar de la porte Saint-Martin. Au comptoir, il rencontre Lucien l'Avocat. Ce dernier est accompagné de trois hommes dont un certain Jean… qui traite Mimile de donneur. Erreur ! À cinquante-sept ans, Buisson n'a rien perdu de sa hargne. Il sort, revient avec un 11.43 à la main, tire sur Jean et sur Lucien qui tente de s'interposer. Bilan : deux morts et seize ans de prison. Sorti en 1969, le Nuss meurt dans son lit au début des années quatre-vingt.

Un autre homme croisé lors de l'évasion de Mimile de Villejuif fait parler de lui dans l'après-guerre.

René Girier, dit René la Canne, écume les bijouteries et dépouille les encaisseurs au volant de sa traction avant. Des coups entrecoupés de séjour en prison et de onze évasions, dont la plus célèbre est réalisée en sciant le plancher du fourgon cellulaire qui le ramenait à Fresnes, un matin de novembre 1950.

Pour un billet de dix francs, René atterrit à quinze ans, en 1933, à Saint-Hilaire, en maison de « corrida », de correction.

Engagé dans l'armée pour échapper à son sort, il est dirigé vers Casablanca. Le futur la Canne tombe sur des voyous, parents de marlous de son âge, qui lui procurent des faux papiers pour la réforme et le dirigent sur Marseille. Prise de contact avec le Milieu et départ pour Paris. Installé à Montmartre, rue Dorcel, il fréquente les bars, boit des pastis, noue des contacts… et prend son envol. Pendant la guerre et après. Casses, braquages, il multiplie les coups en traction avant avec ses associés, Antoine Moretti, dont la femme tient un bordel, Pierrot le Notaire… Au fur et à mesure, l'équipe se fait une réputation. Les garçons leur proposent des affaires. Bijoutiers et encaisseurs leur donnent également des tuyaux. Avec les truands de Montmartre, ils s'échangent des voitures, des armes. Les faux papiers, c'est un poulet, commissaire divisionnaire, qui les leur procure. René fréquente le Rustic bar, rue Dorcel, tenu par un ancien mac, Armand les Yeux-Bleus. Un bar où l'on croise Pierrot le Fou, les frères Buisson, Mimile et le Nuss, des gars qui défouraillent pour un rien. Ils sont tranquilles, la rue est sous la surveillance de jeunes voyous chargés de prévenir les hommes de poids des descentes de police. Les bars de voyous pullulent au bas de la Butte, à Pigalle : rue de Douai, rue Lepic, dans le coin du Moulin-Rouge. Les rades et les cercles de jeu se partagent l'emploi du temps des mauvais garçons : poker, « courtines », multicolores… René, lui, va à la pêche sur la Marne. Ce qui lui permet d'économiser sa part du vol de la bijouterie Van Cleef et Arpels de Deauville. Il préfère acheter un hôtel-restaurant dans cette même ville… Le lundi, jour de repos des bonniches, l'équipe traîne au bal du Mikado et loue un petit studio à côté… Le week-end se passe chez la sœur de Tino Rossi à Viernes, Au Beau Soleil, ou, comme de nombreux truands, la bande pêche et joue aux boules à Brie-sur-Marne, à l'auberge du Panier fleuri. Les macs y emmènent leurs mômes passer la nuit. Finalement arrêté par l'inspecteur Borniche en 1951 place de

l’Opéra, René est condamné à huit ans. Il en a déjà fait douze. En haute surveillance à la Santé, il refuse l’aide d’une visiteuse de prison, la princesse Charlotte, la mère de Rainier de Monaco, qui finalement lui obtiendra son billet de sortie en 1956 et lui permettra de se réinsérer comme chef d’entreprise. René, retraité à Reims, meurt en 2000.

Les voleurs ont la cote

L’équipe de Buisson et celle de René Girier ont été mises en l’air par les hommes du commissaire Chenevier. Depuis 1948, l’ancien commissaire divisionnaire de la Sûreté dirige le Groupe de répression du banditisme, nouvellement créé. L’année suivante, des GBR voient le jour dans chacun des dix-sept SRPJ créés en 1947 pour remplacer les brigades mobiles. L’année 1948 a connu la plus forte hausse des affaires de banditisme depuis la Libération. Pour les quatre premiers mois, la police a enregistré trois cent cinquante attaques à main armée. Il y a bien sûr les bandes motorisées à la Buisson, Girier, Attia, etc., et des gangs de pilleurs de châteaux qui sévissent à travers toute la France, volant particulièrement les cheminées, facilement démontables. Mais il s’agit également de quelques-unes des plus belles réalisations malfrates du moment. En dix mois, les affaires s’additionnent : en février, c’est le casse du coffre de l’inspection du travail, pour 10 millions, puis celui du fourgon du Crédit Lyonnais en mai et ses 25 millions ; viennent ensuite les cent quatre-vingts kilos d’or de l’aéroport d’Orly en juillet, et les 28 millions de la caisse de la gare de l’Est en septembre.

Bien sûr, d’autres coups ont fait du bruit dans les années précédentes. Le vol des bijoux de la Môme Moineau, une petite fleuriste devenue chanteuse réaliste, est de ceux-là. En janvier 1947, elle se fait voler 100 millions de bijoux dans l’appartement qu’elle occupe dans un hôtel de Maisons-Laffitte, pendant la réfection de sa propriété. Un indic fait tomber Raymond le Beau-Torse, trente-cinq ans, qui avait loué une chambre au-dessus afin de dévaliser celle de la Môme tandis qu’Edmond le Baron amusait la galerie dans le hall et couvrait le bruit en mettant la radio. Raymond, arrêté en décembre à Paris, balance Edmond.

Le Baron, cambrioleur confirmé, sept fois condamné, est alors en prison. Il sera jugé en 1952, condamné à trois ans, et libéré en février 1953 pour raison de santé, sans que l’on ait retrouvé sa part du butin. Puis de nouveau

arrêté en 1954 pour une série de cambriolages. Le Baron, né en 1920, et qui habite alors le IXe arrondissement de Paris, fait l'unanimité. Intelligent, gentil, il est considéré comme l'un des plus beaux spécialistes de la cambriole. Solitaire, il travaille avec un outil démontable qu'il fait passer auprès des pandores non avertis pour un démonte-pneu. Le Baron sera tué par hasard par une balle perdue lors de la fusillade du bar le Laetitia en 1975, rue Notre-Dame-de-Lorette, en sortant de la Joconde, un comptoir voisin.

Le brillant de la Bégum

Mais le plus fameux coup reste le vol des bijoux de la Bégum, qui provoquera quelques remous dans l'institution policière.

Le 3 août 1949, la Bégum, épouse du richissime Aga Khan, père spirituel des Ismaéliens, se fait délester de ses bijoux. Vers midi, la Cadillac qui emmène le couple de sa villa du Cannet à l'aéroport de Nice est arrêtée par une traction garée sur la route et dont le chauffeur semble se soulager contre un mur. Se retournant brusquement, c'est une mitraillette qu'il exhibe. Deux hommes sortent de la voiture et ramassent le coffret rouge dissimulé au pied de madame. À l'intérieur, 220 millions de francs de bijoux, dont un diamant de vingt-deux carats, la Marquise. La police obtient très vite ses premiers résultats. Grâce à la batterie de la traction retrouvée abandonnée, le chauffeur est identifié. Il s'agit de Roger Sennanedj, trente-huit ans, dit le Gros Roger ou Roger le Juif. En cavale en Suisse, la police pense l'arrêter. Trop tard, son nom est livré à la presse. Et personne ne reverra vivant le Gros Roger, qui aurait pu parler…

L'enquête est au point mort. Heureusement, en janvier 1950, une jeune femme livre au commissaire Mattéi de Marseille le nom de deux des participants (elle paiera cette indiscrétion de sa vie) et l'endroit où les trouver. Il s'agit de Barthélémy Ruberti, dit Mémé, quarante ans, et de François Sanna, dit Chois, cinquante ans. Mémé a joué le cycliste chargé de ralentir la voiture à l'approche de l'endroit du braquage tandis que Chois a tenu une des mitraillettes. Le duo livre le nom des deux autres participants, Jacques Benedetti, quarante-trois ans, originaire de Sartène, et Paul Mondoloni, né en 1916 dans la même ville. Le premier est en prison à Ajaccio tandis que le deuxième est arrêté dans la capitale, son fief. Pendant

la guerre, Mondoloni trafiquait les tickets, ce qui lui valut dix ans de travaux forcés. Il s'évada de la centrale d'Eysses en 1944.

Le coup leur a été indiqué par un Américain retraité installé sur la Côte et proche de la femme de ménage de la Bégum. Mémé et Chois livrent ensuite le nom du commanditaire, Paul Leca. À la suite d'une perquisition chez lui, ce dernier est accroché dans un trafic de cigarettes. Mais Leca est déjà en fuite avec un ami, Charles Vinceleoni, également ami de Mondoloni et patron de la Daurade, sur le Vieux-Port, qui aurait abrité les conciliabules de l'équipe. Paul Leca est un très gros poisson. Né en Corse à Balle di Mezzana en 1906, il a trempé jeune dans divers trafics. En 1936 son nom est cité dans des affaires de vols puis en 1938, dans celle du train de l'or dont il sort avec un non-lieu. Fin 1940, il est interné au camp de Mauzac. De retour à Marseille en septembre 1943, il imprime de faux tickets d'alimentation et travaille pour les services. Ce qui lui vaut une certaine indulgence à la Libération lorsqu'il pille les châteaux et trafique les cigarettes (à Tanger, il possède l'*Eliette*, un superbe yacht) et de faux dollars. Mais, le 3 août, il n'a pu participer à l'attaque. Pour cause, ce jour-là, M. Leca, qui a toutes les apparences de la respectabilité, se mariait avec la fille de Charles Merré, président de la Société des auteurs dramatiques.

Finalement, les bijoux sont rendus. Déposés dans un colis à l'intention de la police. La Marquise sera, elle, retrouvée retaillée chez Mathieu Batistelli, qui tient un bar à Paris. Sur cette rocambolesque affaire se greffera une guerre entre deux hauts fonctionnaires de la police, Valantin, chef de la PJ de la Sûreté, et Bertaux, directeur général de la Sûreté. Le premier accusant le second d'avoir couvert Paul Leca. Bertaux a connu le truand au camp de Mauzac, en Dordogne, où ils étaient détenus ensemble d'octobre 1942 à septembre 1943, date de la libération de Leca. Les deux hommes étaient restés amis malgré des parcours différents. Et puis la future Mme Leca, elle-même fille d'écrivain, appréciait Mme Bertaux, fille de Jules Supervielle.

Au procès, en juin 1953, Sanna est condamné à dix ans, Ruberti (qui sera abattu quelques années après par un mari jaloux) à six ans, Benedetti à huit ans. Le rôle de Bertaux ne sera jamais éclairci, et une partie des bijoux jamais retrouvée. Paul Mondoloni préféra perdre sa caution que de se présenter au procès. Il s'enfuit alors à Cuba où il traitera des affaires beaucoup plus stupéfiantes… Paul Leca, le roi de l'alibi, s'envolera lui pour New York, rejoint par sa femme, et ne réapparaîtra en France qu'en août 1960 pour se constituer prisonnier. Aux assises, en novembre 1961, il écope

de deux ans de prison et d'une amende de 91 millions. Ayant déjà purgé dix-huit mois de préventive, il sort libre. Paul Leca, qui a toujours des participations dans des bars (le Napoli et le Maxim's de Nice), coule alors une retraite paisible dans sa propriété de Sainte-Marguerite, en Provence, et s'éteint dans son lit en février 1966. À sa sortie, Jacques Benedetti, qui s'estimait lésé par le partage des bijoux, flingue Dominique Nicoli, oncle de Mondoloni et homme de poids. Le 14 juillet 1958, il profite des explosions du feu d'artifice pour l'abattre à la terrasse du Suffren, sa brasserie du Vieux-Port.

Arrêté, il repart en prison. En 1977, revenu dans son village de Loretto di Tallano, près de Sartène, il fait un détour à la ville voisine pour demander des comptes à Mondoloni et lui tire dessus. Il est abattu quelque temps plus tard de vingt balles de 11.43 alors qu'il se rend à pied au bar de la Victoire depuis le restaurant où il a déjeuné.

De quelques équipes de braqueurs

Le même jour que la Cadillac, un transport de fonds qui relie la Banque de France d'Aix à une succursale du cours Mirabeau à Marseille a été attaqué. Butin : 25 millions de francs. Un type marié à une fille de taulière a indiqué le coup à Antoine Guérini, dont l'équipe échoue à plusieurs reprises. L'affaire est alors reprise par René le Capitaine et Jo Renucci et exécutée par deux braqueurs assistés de quelques complices qui ne toucheront que des miettes. Jo et René seront inquiétés, sans plus.

Les attaques à main armée, en progression constante depuis le début du siècle, connaissent leur apogée avec l'après-guerre. Le braquage de banques, apparu dans les années 1936 et 1937, se généralise. Les braqueurs forment une caste à part. Même si nombre de proxénètes se joignent aux équipes, le genre reste aux mains de quelques spécialistes.

Les Blouses grises font parler d'elles de 1954 à 1960. Spécialisée dans les fourgons de transports de fonds, la bande marseillaise opère toujours de la même manière : une camionnette bâchée double la cible et l'oblige à s'arrêter ; des hommes affublés d'une blouse grise et de passe-montagne en sortent alors et braquent les convoyeurs. De 1954 à 1958, les Blouses grises réalisent huit coups pour une vingtaine de millions de francs de butin. Derrière la cagoule se cachent des vieux de la vieille. Le Gros Féli est né en 1897, c'est le doyen. Il y a aussi Marius, né trois ans plus tard, qui s'est

évadé du bagne de Guyane en 1940 après cinq ans de relégation. Installé à Haïti, il se marie et fait quatre enfants avant de partir avec sa famille en Amérique du Sud. En 1952, l'envie de revoir le pays le ramène à Marseille où il se lance dans le trafic de cigarettes… avant d'enfiler sa blouse. La bande est complétée par Fanfan, Bébert et Pierre le Boulanger, guère plus jeunes. Vers 1957, pour dynamiser l'équipe, ils s'adjoignent deux jeunes du Panier passés par les bataillons d'Afrique, dont nous reparlerons dans l'affaire du *Combinatie* : Meu Salvati et Sandre Bustico. Ceux-là poursuivront les braquages après le démantèlement du noyau fondateur en 1958. Bustico y laissera la vie en mars 1958, abattu par des gendarmes alors qu'il cassait le coffre de la poste de Peyrolles, en Provence. Arrêté en 1958, Meu sort en 1964 et poursuivra ses activités, notamment en Belgique, jusqu'à sa mort violente en 1972, dans une ruelle du Panier.

D'autres équipes défraieront la chronique des années cinquante et soixante, celle de Pierre Carot, dit le Fou numéro deux (dont fait partie l'ancien gestapiste René Mâle dit RiRi l'Américain), puis quelques bandes de jeunes truands lyonnais dans les années cinquante. Et bien sûr, l'une des plus belles, celle de Bernard M., le garçon qui a fait évader Gu Mêla, caïd du train de l'or, et qui a suggéré son évasion à Mimile à la prison de la Santé.

De 1945 à 1983, date de son dernier coup en Belgique, Bernard M. a fait l'une des plus longues carrières de braqueurs. Il totalise aujourd'hui quarante-cinq ans de prison (il a dépassé le Nuss et ses quarante-trois ans, ou Guy Candor, cambrioleur qui totalise trente-neuf ans, sans compter les années de Bat' d'Af pour ce dernier et Biribi pour le Nuss qui est également passé par les colonies de mineurs comme Bernard), sans avoir jamais fait couler une seule goutte de sang. En effet, après la recrudescence des attaques fin 1940 et durant la décennie cinquante, la justice a alourdi les peines. Guillotine pour les braqueurs assassins, perpète pour les autres. Bernard M. en écope en 1966, après une série de braquages commencée en 1961. Il a été arrêté en 1964 au Whisky à gogo, une boîte de la région bordelaise, alors qu'il allait s'embarquer vers l'Amérique du Sud par l'intermédiaire de la filière Ricord. À son actif, plusieurs dizaines de coups à travers toute la France, avec une équipe composée de rescapés de bandes dissoutes par la justice.

Mais la mode du braquage lancée après-guerre n'est pas éteinte pour autant. Les années soixante-dix en marqueront même le grand retour.

2.

Pour vivre heureux, vivons cachés.

Le mitan a surmonté la guerre sans trop de dégâts. Quelques-uns sont tombés à la Libération, d'autres ont fui, mais le bilan est plutôt positif. À la Libération, les trafics se poursuivent et les billets s'accumulent. Pourtant, la voyoucratie a changé, et les tenants de la vieille école s'en plaignent. La guerre a bouleversé la dorme. Jusque-là, les mecs étaient principalement des enfants du malheur, issus des couches miséreuses. Leur fierté, leur révolte les avaient conduits hors des sentiers laborieux, loin des cheminées d'usines qui se multipliaient depuis le XIXe siècle. Mieux valait se marier avec Mado ou Lulu, ou monter sur une affaire plume ou flingue à la main et dans tous les cas ramasser la monnaie, se vêtir, arroser les amis, flamber dans les parties. Et laisser le cave s'éreinter sur la chaîne de montage en rêvant des congés payés. À la Libération, le Milieu s'est nourri d'une nouvelle population. La guerre a enfanté une nouvelle génération de hors-la-loi, des types tombés dans le trafic pour la plupart et des fondus de la mitraille qui n'ont pas entendu sonner la fin des combats. Les flingueurs à la Pierrot le Fou ou à la Naudy dérangent la pègre traditionnelle en quête de discrétion. Pour vivre heureux, vivons cachés… Et la police le sait qui multiplie les rafles à Marseille comme à Paris dans les bars, les cabarets, pour inciter à la délation. Avec peu de succès au début, car ces braqueurs sont dangereux, rapides à faire taire les bavards. Personne ne veut se mouiller. Pourtant, ces mecs sont des indésirables, courageux certes, mais encombrants. Et les caïds le comprennent vite, bien avant la basse pègre qui se pâme encore quelque temps d'admiration avant de se résoudre à les voir disparaître.

Bien sûr, parmi ces ennemis publics, il y a des purs produits d'avant-guerre, comme Buisson, qui a laissé libre cours à sa violence, sans doute porté par l'époque. *Idem* pour les anciens collabos qui n'ont plus rien à perdre. Mais, au-delà du goût des armes, et d'une fin toute tracée, un phénomène plus insidieux et plus dévastateur est en marche. Une cohorte de

trafiquants s’est glissée dans le monde interlope. Ces nouvelles têtes apportent un peu de fraîcheur et relèvent la moyenne. Beaucoup sont issus des classes moyennes, avec une instruction supérieure au tout-venant de la pègre. Pour les anciens, ils vont être responsables de l’extinction progressive de ce monde. Ils n’en ont pas la mentalité. Ils n’en connaissent pas les codes, ni les us et les coutumes.

Le nouveau Milieu

À chaque époque, le Milieu se transforme, s’ouvre un peu plus. Déjà, après la Première Guerre mondiale, pour un grand nombre, le Milieu est mort. Les trafiquants de femmes, de schnouff, le racket – bien qu’il ne faille pas surévaluer cette activité occasionnelle – ont modifié les habitudes et les comportements. Un peu de folklore s’est envolé. Les couteaux et les casquettes de la vieille zone ont disparu pour la plupart, se cantonnant à la basse pègre de banlieue, remplacés par les voitures, les complets et le feu. Les activités sont devenues plus commerciales, plus rentables, les entrées dans le grand monde plus faciles, les liens avec la politique et le show-biz possibles. La Seconde Guerre mondiale en remet une couche, désagrégeant un peu plus le tissu malfrat, déjà fragilisé.

Dans les années d’après-guerre, les voyous vont progressivement se fondre dans le paysage. Les attributs de l’ancien monde vont disparaître, faisant place à un anonymat autrement plus efficace. Pour l’observateur, il devient de plus en plus difficile de reconnaître le pégriot. Les chapeaux sont rangés, et les brillants moins voyants. La Belle Époque avait stigmatisé le style voyou, à une période où le déguisement était généralisé. Les corps de métier s’affichaient alors avec leurs attributs respectifs.

L’entre-deux-guerres avait consacré le style bourgeois, genre parvenu teinté de mauvais goût, la richesse sans l’éducation. Les chaussures bicolores s’harmonisaient rarement avec la cravate éclatante et le fil-à-fil rayé ou à carreaux. Le chapeau incliné sur les yeux et les bijoux clinquants complétaient le tableau. En 1945-50, c’en est terminé, tout au moins dans les hautes strates. Les trente années qui suivent vont être une époque charnière, celle de la passation de pouvoir entre les durs à l’ancienne et les enfants de la guerre. Une certaine culture disparaît, le bagne n’absorbe plus ses contingents de forçats et de relégués depuis 1938, date du dernier départ (les derniers reviendront en 1954). Les colonies pénitentiaires, devenues en

1927 maisons d'éducation surveillée, sont balayées par l'ordonnance de 1945 sur la protection judiciaire de la jeunesse (le régime va mettre une quinzaine d'années à être réformé) ; quant aux Bat' d'Af, ils ont perdu de leur folklore. Ils disparaîtront progressivement jusqu'en 1962, date de leur transfert à la compagnie d'infanterie légère d'Afrique à Obock, près de Djibouti, qui fermera en 1976. Avec eux, la pratique du tatouage va peu à peu s'éteindre.

Et surtout, les truands vont accompagner cette quête d'honorabilité de relations politiques plus poussées qu'auparavant. Dans les années vingt et trente, les liens entre les deux mondes se sont noués pour la plupart autour de l'oreiller, celui des putes de maison que les uns consomment et que les autres cornaquent. Et puis, bien sûr, dans la communauté corse, à Paris, dans les allées du pouvoir préfectoral, et à Marseille. Sur la Côte et dans le milieu de la politique locale insulaire. Il y a bien eu quelques scandales, mais les truands n'y participèrent qu'en tant qu'hommes de main, tout comme pour l'affaire Stavisky où un Georges Hainnaut, dit Jo la Terreur, joue les gros bras. Avec la guerre, des amitiés sont nées dans le maquis et les services, à la faveur des coups de main, et des filières clandestines. Et les résistants qui vont se distinguer pendant trente ans dans le monde politique et les hautes fonctions de l'État auront à disposition un réservoir d'hommes d'action pour leurs campagnes électorales et autres coups tordus. Si la forme change, le fond aussi est également modifié. La sectorisation des activités n'est plus aussi marquée. Les truands sont plus polyvalents. Au fur et à mesure, les garçons vont se diversifier, tâtant du proxénétisme aussi bien que du trafic, et ne dédaignant pas pour certains de monter sur une affaire. Il y a bien sûr des exceptions, aucune règle n'est établie dans ce monde fait d'individualités. Mais la tendance est à l'élargissement du champ d'action.

La faune qui compose ce petit monde est prompte à sauter sur toutes les opportunités avec pour seule ligne de conduite l'idéologie du pognon. Trafic de faux papiers, d'armes, carambouilles diverses sur le trafic de ferraille et autres escroqueries, tout est bon pour « prendre un peu de monnaie ». Tout en gardant des bases solides, des mamelles classiques à traire sans difficultés, qui assurent la gamelle entre deux affaires et permettent de voir venir sans se compromettre dans des coups minables, poussé par la faim. Au premier chef de ces valeurs sûres, la prostitution, le

gâteau traditionnel du Milieu. Un secteur où brillent quelques noms prestigieux.

Les Guérini sur le trône

À Marseille, on l'a vu, les Guérini ont raflé la mise, mettant en coupe réglée nombre des établissements du quartier de l'Opéra. Mais il leur faut attendre 1947 pour asseoir leur domination.

Cette année-là, les communistes sont évincés du pouvoir. Jusqu'au milieu de l'année 1946, ils ont marché main dans la main avec les socialistes et leur représentant, le jeune avocat Gaston Defferre qui s'est distingué dans la Résistance. Élu aux premières municipales d'avril 1945, Defferre a cédé sa place aux communistes en novembre. Mais, en octobre 1947, revirement de situation aux élections municipales. Dans toute la France, le RPF gaulliste, créé un an après le départ du Général, reprend la main. À Marseille, la nouvelle majorité municipale n'est plus favorable aux « rouges ». Des grèves éclatent dans le secteur des transports publics et les ouvriers manifestent. La France n'est pas encore sortie de la guerre, les tickets de rationnement sont toujours d'actualité. Ils constituent d'ailleurs, jusqu'à cette époque, une activité lucrative pour la pègre.

Le 12 novembre, une première manifestation anime la journée. Ses participants se massent devant le tribunal pour exiger la libération de camarades ayant caillassé un chauffeur de tramway qui bravait la consigne de grève. L'après-midi, c'est au tour du conseil municipal d'être agité. Les communistes sont tabassés par des hommes de main de la mairie, fournis par les Guérini. En réponse, une foule en colère se masse devant l'hôtel de ville, avant de regagner ses pénates, aphone. Seul un petit groupe de militants prend le chemin de l'Opéra et de ses bars à tapin, bien décidé à en finir avec ces truands qui vivent sur le dos de l'honnête travailleur. La chasse aux sorcières va tourner court avec la mort d'un des épurateurs. Arrivée sur place, la troupe essuie une salve tirée depuis un bar. Un docker nommé Vincent Voulant s'écroule, touché à mort. Des témoins désignent les Guérini, Antoine et Mémé. Ils les ont vus faire feu, épaulés par Antoine Sinibaldi, dit Pompe, ancien carlingueur marseillais (vol, proxénétisme, fausse monnaie, trafic de cartes) originaire comme eux de Calenzana et qui a participé au hold-up de la banque d'Indochine en 1946. Pris en mai 1947, il s'est évadé en chaussettes du taxi qui le conduisait avec deux policiers à

l'Évêché. Depuis, la police le soupçonne de s'être caché dans la villa d'Antoine Guérini à Montalivet. L'affaire de la banque d'Indochine, en mai 1946 (22 millions de titres volés à Paris par un ancien légionnaire devenu employé de banque, Léon Baudine, abattu à Mantes avec sa maîtresse par ses complices), est riche en évasions. En septembre 1947, Jo, un truand compromis dans le vol, s'échappe du 36, quai des Orfèvres, à Paris, avant d'être repris trois jours après.

Le 10 décembre, après quelques rétractations, les Guérini sont blanchis du meurtre de Voulant. Sinibaldi est lui toujours dans la nature en attendant son départ pour l'Amérique du Sud. Les années qui vont suivre vont renforcer le pouvoir de la fratrie. Au début de la guerre froide, les Américains, qui veulent contrer le péril rouge, s'intéressent à Marseille, deuxième ville de France, et à son port qui accueille les marchandises du plan Marshall. Les Corses sont recrutés par le Parti socialiste et financés par la CIA naissante pour endiguer les mouvements de grève, laisser passer les jaunes et briser les dockers militants. Notamment en 1950, lorsque ces derniers bloquent l'acheminement de marchandises et d'armes à destination de l'Indochine et de sa lutte anticommuniste. Cette année-là, Antoine Guérini fait son entrée au Fichier spécial de la répression du banditisme créé en 1948 par le commissaire Chenevier.

Ces messieurs du quartier de l'Opéra

Si les Guérini ont le plus gros portefeuille de titres sur le marché de la prostitution et des trafics divers, ils n'en sont pas les seuls actionnaires. En 1950, un nouvel associé marche avec eux. En effet, Robert Blémant, le commissaire de la DST, a quitté ses fonctions. Une démission suggérée par sa hiérarchie qui voit d'un mauvais œil ses amitiés voyoutes et ses compromissions dans la limonade. Depuis la Libération, et ses prérogatives de nettoyeur, il est associé avec les Calenzanais dans quelques boîtes. Il a également des intérêts dans le Paris-Montmartre, l'un des plus beaux cabarets de Marseille (détruit par les manifestants en 1947) qu'il possède avec Dominique Paoleschi (qui a ramassé plusieurs balles lors de la vendetta Stefani-Foata) et Dominique Colonna, ancien patron du bar l'Aiglon. Blémant ouvre trois cabarets du même nom – le Drap d'or – à Marseille, Tanger et Paris, celui où Jacques Brel fera ses débuts. D'autres encore ont pignon sur rue. L'ancien traitant Jacques Ulysse possède le Roi

d'Ithaque, place Thiars ; Charles Vinceleoni, compromis dans l'affaire de la Bégum et ami de Paul Leca et de Mondoloni, tient, lui, la Daurade, sur le Vieux-Port ; Pierre Renucci est installé à côté de la place de la Bourse ; Étienne Silvetti, dit Nature, est l'heureux propriétaire de la Guinguette de Nogent, quai Rive-Neuve ; Antoine Palmaccio est patron du Domino…

Et parmi toutes ces figures, on trouve l'un des plus troubles membres de la pègre : Jean-Thomas G., dit U Caputu, la Grosse-Tête.

Cet homme, qui va connaître une très belle ascension et devenir l'un des plus riches voyous de l'époque, est aussi le plus grand indicateur que Marseille ait connu. De 1943 à 1960, il va balancer à l'Évêché, siège de la police judiciaire, nombre d'équipes et de collègues. Il a entre autres à son actif la capture de Georges Boucheseiche à la villa des Surprises, aux alentours d'Agay, en juillet 1947, celle d'Attia et l'identification de Pierrot le Fou et ses collègues lors de leurs coups azuréens. Ayant sympathisé avec Jo Attia à Marseille, il le balance début 1947. Pour détourner les soupçons, il orientera les vengeurs vers Henri Starcke, dit Riquet le Parisien, qui sera abattu à sa place en août 1947 pour la délation des deux Jo.

Jean-Thomas est arrivé à Marseille peu avant la guerre. Né en 1915 à Pietralba, dans le Sartenais, il a suivi un parcours classique : colonie pénitentiaire de Saint-Hilaire (près de Fontevrault) et bataillon d'Afrique avant d'atterrir à Marseille. Vers 1938, il adjoint quelques trafics aux revenus de la prostitution, notamment celui des cigarettes importées de Corse. Sa gagneuse a fait Londres, envoyée avant guerre par son ancien souteneur. Mêlée à un trafic de bijoux, c'est elle qui attire Jean-Thomas à l'Évêché en 1943. Ce dernier, qui vient plaider la relaxe et le retour sur le bitume de son gagne-pain (l'un de ses cousins est policier de quartier), devient bavard et livre les commanditaires du trafic. Puis, fin 1944, il est raflé dans un bar de l'Opéra. Le commissaire Mattéi, de la mobile, fait alors pression sur lui. G. commence réellement sa carrière d'indic. Et celle de beau mec.

En 1945, à trente ans, après avoir gagné un peu d'argent dans les cigarettes, il a l'idée de fournir en filles les camps américains de la Delta Force. Notamment celui de Calas. Il achète un camion bâché, l'équipe de bancs pour transporter les vingt dames qu'il dépose à l'entrée. Au début, seules deux des gagneuses lui appartiennent, mais les Hommes des autres lui versent un pourcentage. Très vite, il fait tourner une dizaine de filles en propre auxquelles s'adjoignent les trafics habituels avec les GI's. Il

remplace alors sa fourgonnette par un autocar peint en gris militaire, conduit par sa première fille (celle-là même qui donnera au commissaire Mattéi les auteurs de l'affaire du vol de la Bégum et qui sera abattue). Lui roule en Cadillac d'occasion. Bientôt, il revend son exclusivité à un collègue pour acheter un bar-hôtel sur la nationale 7, un dancing près de Nice, un bar à Marseille et prend des parts dans des établissements de Montmartre dans les années cinquante, avec un autre Corse, Jean Colonna, ignorant bien sûr de sa part d'ombre. Le tandem acquiert le cabaret l'indifférent ainsi qu'un bar, la Maison rouge, rue Fontaine. En parallèle, il envoie des filles à un ami « imprésario » au Liban et les accompagne parfois. Très riche, il dote Pietralba, son village natal, d'un groupe scolaire.

En 1949, il a eu chaud, les frères Guérini l'ont soupçonné de balancer. Un type les avait aiguillés. Pourtant, G., considéré comme un homme de poids et un brave garçon, les a convaincus et c'est son dénonciateur qui essuie les balles. Mais en juillet 1960, la justice voyoute va le rattraper et lui tendre un piège dans lequel il va tomber. Seul informé d'une affaire bidon de faux dollars en provenance d'Espagne, qui doivent être débarqués dans une calanque, il alerte les policiers et signe son arrêt de mort. Il est abattu au fusil de chasse dans sa superbe propriété du Cap-d'Antibes et enterré dans un coûteux mausolée au cimetière de Pietralba.

3.

Du rififi à Paris

Leca, Mondoloni, Vinceleoni, Guérini… Les patronymes du Milieu d'après-guerre fleurent bon l'île de Beauté. Nul hasard. Depuis les années vingt, les Corses prédominent dans les secteurs classiques de la pègre, bien qu'ils ne soient évidemment pas les seuls. La géographie criminelle a peu évolué en trente ans. L'accent rocailleux des insulaires court toujours dans les rues chaudes des villes de la Côte, comme à Nice, où l'on entend celui des frères Rossi. On les rencontre aussi dans les grande villes de France, se partageant le marché avec les locaux. À Bordeaux, siègent les trois frères Colonna, dont Titi, l'aîné qui affiche la soixantaine et a aidé les Guérini à démarrer. Il est aussi un bon copain d'un des frères Buisson, le Nuss. Ce dernier a séjourné comme tricard dans le port aquitain, Bordeaux étant une ville ouverte aux interdits de séjour. À Lyon, parmi les beaux mecs, aux côtés des frères Nath, des natifs, on trouve aussi un certain Toussaint Vaca. Et surtout, il y a Paris. Ces messieurs y règnent sur le gâteau de la prostitution. Une tradition qui prend à la Libération un nouveau visage.

Les maisons réellement closes

Le 13 avril 1946 est jour de deuil pour la nation bordelière. La chambre vote la loi 46 685, dite Marthe-Richard, interdisant les maisons de tolérance et renforçant la lutte contre le proxénétisme. C'est « l'année noire » de la « loi scélérate », selon les propres termes des tauliers. Mais aussi des placeurs et des proxos.

C'est aussi l'aboutissement logique d'un mouvement abolitionniste démarré il y a plusieurs années. Et uniquement retardé par la guerre. Dès la Libération, les charges abolitionnistes reprennent. En 1944, les lois de Vichy sur les bordels sont abrogées et, en 1945, alors que le ministre de la Reconstruction n'envisage pas de faire bénéficier les maisons de ses subsides, les tauliers sont taxés sur les profits illicites réalisés pendant la

guerre. Les contrôleurs du fisc s'en donnent à cœur joie. L'argument de la collaboration avec l'ennemi est d'ailleurs le seul à être invoqué par le rapporteur de la loi, Marcel Roclore, aidé dans sa démarche de deux autres députés moralistes, Debidou et Demigeon. La conduite des Codebo et autres Marcel Jamet, patron du One two two qui a accueilli les libations des carlingueurs de la rue Lauriston, est dénoncée par la presse. Mais Jamet à de bons amis : après une année passée en prison, il est libéré et décoré de la croix d'honneur par l'association franco-britannique pour services rendus aux Alliés. Il se retire alors dans sa propriété du Loiret entouré de sa femme et de leurs domestiques. Cinq ans après, il tente un retour et achète un bar-restaurant de la rue du Colisée à Paris, le Luigi's, qui périclite rapidement. Le couple se tourne alors vers un hôtel-restaurant de Sully-sur-Loire qui subit le même sort. Après avoir dirigé les cuisines d'une compagnie aérienne, alors que sa femme gère un hôtel de passe rue Godot-de-Moroy (puis des clandés à Beauvais et Amiens), Marcel Jamet meurt en 1964.

De son côté, l'Amicale des maîtres d'hôtels – qui au début n'y croyait pas – ne résiste pas à la législation et rend les armes. Les maisons ferment et leur mobilier est vendu aux enchères à quelques nostalgiques.

Mais la prostitution ne disparaît pas pour autant, bien au contraire. Les deux mille filles qui travaillaient dans les cent soixante-dix-sept maisons parisiennes (dont les deux tiers étaient situées dans le IXe et le IIe arrondissement) ne prennent pas le chemin de l'usine. La fermeture a une double conséquence sur le « bizness » : les promeneuses d'amour se multiplient, le petit mac retrouve un second souffle, et la traite des hommes de poids est relancée.

Des hôtels où l'on passe

La majorité des filles se retrouvent sur le trottoir. Et le proxénétisme s'en porte d'autant mieux. Parce qu'avec les maisons a également disparu la mise en carte des femmes. L'attribut des filles soumises est remplacé par une carte sanitaire et sociale, elle-même supprimée en 1960. La prostitution est alors libre, non réglementée. Plus d'horaires pour faire le tapin. Auparavant, la rue n'ouvrait qu'à dix-neuf heures l'hiver, à vingt heures l'été, et fermait le soir à une heure. En théorie, bien sûr, mais la mondaine veillait tout de même. C'en est fini. Les filles sont les « reines » du pavé, qui reste le royaume de ces messieurs. Un nouveau système se met en place

(il existait évidemment avant-guerre notamment à Lyon), fondé sur les hôtels de passe, objets de tous les enjeux. Leurs prix de vente est multiplié, et les enseignes courues. La fonction des gérants est alors renforcée. Il s'agit de veiller à la bonne marche des affaires en surveillant et protégeant les filles, en comptant les passes… Et celui qui contrôle les bars et les hôtels contrôle le « turf ». Ce que font les Guérini à Marseille. Nul besoin pour eux d'avoir des filles en propre, ou de racketter les macs, il leur suffit de posséder les lieux de débauche dans les quartiers chauds et sur les axes routiers. Les relais poids lourds situés sur les nationales voient le nombre de leurs serveuses augmenter. Et les hôtels-relais préparent le repos des VRP.

À Paris, plusieurs zones accueillent les filles. Par rang.

Le bas de gamme, filles en fin de carrière, ex-radeuses de la zone, continue de fouler le pavé de rue de la Charbonnière, de la Chapelle et de Clignancourt. Les bonnes professionnelles sont, elles, à chercher du côté du IXe et de ses alentours, vers Pigalle, Blanche, Clichy, les Ternes. Les Halles et le boulevard Sébastopol abritent les laborieuses de second choix alors que le haut de gamme se vend autour de la Madeleine, rue Godot-de-Mauroy, dans le secteur de l'Opéra et celui des Champs-Élysées, des coins où les bars américains pullulent après-guerre.

C'est là que règne le Milieu, ainsi qu'à Pigalle.

À Montmartre, quelques heurts surviennent entre jeunes barbillons débutants et hommes de poids déjà en place. L'afflux de filles sur le trottoir s'est accompagné d'une poussée de proxénétisme qui mélange des personnalités venues de tous horizons, des amateurs pas forcément issus de la pègre. Dans cette dernière, comme toujours, une hiérarchie se dessine. En bas de l'échelle, le julot casse-croûte qui attend la comptée pour manger, puis l'homme de poids qui « drive » plusieurs « ponettes » et enfin la figure, qui a bien vécu et possède des biens immobiliers, et fait office d'autorité.

La quarantaine plus ou moins vaillante, s'affichant en voitures américaines, les Hommes tiennent des bars de voyous, des cabarets, des boîtes, et bien sûr les hôtels de passe qui pullulent à Paris. On parle de deux cent cinquante établissements. Comme au temps des bordels, ces messieurs investissent dans la pierre. Ces derniers établissements – tenus par des garçons ayant passé la quarantaine – sont installés dans les coins chauds, de Clichy à la rue Saint-Denis et les Halles en passant par les IXe et IIe arrondissements. Les Sudistes Paul Tadéi et Jean Dary (rencontrés lors des

guerres parisiano-corses en 1932 et 1934) sont installés rue Tholozé et rue de Douai, Pierrot le Boxeur et Gaby le Chanteur sont rue Saint-Denis (il y a en a tous les cinquante mètres), non loin de Nono Grignola, qui sera tué en 1964.

Noël, dit Nono, arrivé de Lisieux à la fin des années vingt, a commencé en 1930 avec une fille, Vittorine, une immigrée italienne, dite Violette de Barbès. Dans la décennie suivante, il s'adjoint quatre autres femmes qui travaillent en maison. Il tombe d'ailleurs en 1939 pour détournement de mineurs, proxénétisme et port d'armes. Défendu par Maurice Garçon, ténor du barreau, il s'en tire avec trois mois de prison et cinq ans de trique. Aux côtés des filles, il fréquente les chevaux sur les hippodromes, où il fait le book. En 1950, il se sépare de Violette, qui lui a racheté sa liberté après vingt ans de service. Il ne consent d'ailleurs à la lâcher que sur intervention de Jo Attia qui estime qu'elle a payé. Noël achète alors un bar rue Saint-Denis, le Paris-Normandie, qu'il revend pour acquérir un bar-hôtel, 5, rue des Lombards. Mais en mai 1964, son cadavre est retrouvé dans la forêt de Saint-Germain-en-Laye. La rumeur dit qu'il a été victime de la bande des Trois Canards, de sinistre réputation.

Cette bande tire son nom d'un bar, situé 48, rue de la Rochefoucauld, que l'un des instigateurs a acheté en 1951. Composée d'une dizaine de Marseillais et d'italiens, âgés d'une trentaine d'années, elle a fait ses classes sur la Côte d'Azur avant de monter à Paris. De 1955 à 1965, elle va racketter les hôteliers parisiens. Pas n'importe lesquels, les rentiers du métier, ceux qui ne risquent pas de se rebeller trop violemment. Ses membres vont chercher des querelles à des types tranquilles et vont les mettre à l'amende. Les plus récalcitrants sont travaillés « à la médiévale ». Les « Canards » ne se cachent pas, ils traînent dans Montmartre en toute impunité. Les hommes savent qu'untel et untel ont des problèmes avec eux, mais les intéressés s'en vantent rarement. Et puis tant que les intérêts personnels sont préservés, il n'y a pas de raison de s'en mêler. À partir de 1966, la bande va se retirer. Certains vont investir dans l'héroïne, d'autres dans les courses. En Normandie, certains de ses membres vont placer les millions gagnés dans des haras et y finir leurs jours, la médaille du mérite agricole accrochée au revers de leurs vestes de gentlemen-farmers.

Le Montmartre des Corses

Dans l'armée des souteneurs, ils sont une cinquantaine de caïds, des têtes, qui surnagent alors. Entourés chacun d'une vingtaine de suppléants, pratiquement tous corses. Et comme sur la Côte, ils ont investi dans les bars, symboles de réussite. Montmartre, depuis les années trente, est entre leurs mains. La communauté lorgne avec intérêt les dollars lâchés aux filles par les GI's, les recettes des bars, des boîtes, des cercles de jeu…

Les bars délimitent les frontières invisibles du territoire et marquent la présence. Les zincs d'avant-guerre ont survécu, d'autres se montent, ferment, changent de propriétaire. De 1945 à 1960, on boit Chez Dante, rue de Douai, qui fermera dans les années cinquante, Chez Fanfan, le bar de Paul Milani, au Lisieux, tenu par les frères Charles et Jean Vinceleoni (dont Charles, celui des bijoux de la Bégum, partira aux États-Unis où il tombera pour la came), au Laetitia, rue Notre-Dame-de-Lorette, propriété des frères Vesperini (dont Paul, soupçonné d'être le tueur d'André Marguin dans la vendetta Foata-Stefani), chez Angelin Foata, sorti de prison après-guerre, installé rue du Faubourg-Saint-Honoré ou encore Chez Pao, au Petit Duc, au Ducal de Jeannot Rossi (ex-patron du Chapiteau), rue Puget, chez Mathieu Costa à l'Autobus 22, rue Quentin-Bauchart, au Château d'If, rue Notre-Dame-de-Lorette, à la Citrouille, rue de Douai.

Nombreuse, la communauté n'en est pas moins déchirée. Les règlements de comptes, à fort relent de vendetta, font des ravages. De 1944 à 1970, les armes du Milieu corse vont cracher la mort, et sérieusement éclaircir les rangs. Les policiers, eux, comptent les points.

Le feu d'artifice commence le 6 décembre 1944 avec le retour d'Ange Salicetti.

Le Séminariste distribue sa bonne parole

Ange Salicetti, dit le Séminariste, qui a abattu Philippe Graziani en 1937 et a été condamné à huit ans, s'est évadé de la centrale de Nîmes avec trente-deux codétenus communistes. Il a d'abord tenté la belle, caché dans une caisse de pinces à linge fabriquées par les prisonniers. Repris, il est tabassé et envoyé au mitard. Des maquisards rencontrés avant-guerre vont l'en sortir. Ils le recommandent auprès du maquis communiste chargé de faire évader les camarades lors de la débâcle allemande. C'est chose faite le 4 février 1944. Salicetti gagne alors Marseille et signe sa première vengeance. En octobre, le cadavre d'Ange Fontana est retrouvé attaché à un

arbre dans le bois de Carge. Le 23 mars 1938, Fontana avait participé à l'exécution de Marcel Rafaëlli, cousin de Salicetti. L'affaire réglée, et l'évasion oubliée pour faits de Résistance, Ange monte à Paris pour piller les trains de marchandises, et plus particulièrement les caisses de cartes d'alimentation qu'ils contiennent. Allié à des Corses et à des Italiens de Marseille, il travaille également dans le Sud, toujours dans les tickets, et pratique à l'occasion la fausse monnaie et le braquage. Il s'entoure de la Bougne, Préjean, Rudolph… rencontrés à la centrale de Nîmes. Entre-temps, le 6 décembre, Sylvestre Nicolaï, neveu des Graziani monté à Paris pour acheter une affaire, après avoir vendu le Colibri à Marseille, meurt, abattu de deux balles, dans la nuque et le dos, rue Lafayette. Le 9 décembre, c'est le cousin de Nicolaï venu reconnaître le corps à la morgue qui tombe. Le 15, le camp adverse contre-attaque. Adrien Caïetti, frère de l'une des anciennes maîtresses de Salicetti, est tué dans son bar. Ange hérite donc de l'Équipage, rue Duperré, qui s'ajoute à la Rascasse de la rue Lemercier.

Le 19 juillet 1946, quatre hommes sont pris pour cibles à la sortie du Hollandais, rue Pigalle. Jacques Morazzini est tué, ses trois amis, dont Dominique Venturi, dit Nick, blessés. Dans les mois qui suivent les hommes tombent avec la rigueur d'un métronome. Le 31 août 1947, un certain Paoletti ramasse trois balles et meurt le 8 septembre à Lariboisière. Le 1er septembre, Antoine La Rocca, dit la Scoumoune, terreur d'avant-guerre, est assassiné à la porte d'El Monico, cabaret de la place Pigalle. En novembre 1947, c'est Paul Milani, dit P'tit Paul le Book, patron du Fanfan bar (dont l'ancien propriétaire, Jo Sotto, a également été tué au comptoir à la Libération), qui est abattu par Salicetti. Milani avait eu le tort d'assister un de ses ennemis incarcéré. Le suivant sur la liste sera François Lucchinacci, dit le Notaire, un des hommes les plus distingués du Milieu. Né en 1911 à Levie, en Corse, Lucchinacci est un fils de famille, appelé à succéder à son père, notaire. En 1931, il blesse un bordelier d'Ajaccio qui veut le mettre à l'amende. François est amoureux d'une des pensionnaires. Acquitté l'année suivante aux assises, il est passé par la case prison. En sortant, il monte à Paris et fréquente les Stefani, eux aussi de la région d'Ajaccio. Pendant la guerre, il est propriétaire du bordel de Saint-Omer. La femme de son associé est derrière la caisse, sa sœur est sous-mac et la femme de François, Paulette, pensionnaire. À la Libération, comme beaucoup à Montmartre, il négocie les tickets de pain volés par de jeunes

voyous, tout en touchant quelques dividendes de la plantation de chênes-lièges de son père.

Durant l'été 1947, Lucchinacci se rend en Corse avec sa nouvelle maîtresse, Germaine Germain, dite Manouche, rencontrée au Laetitia, le bar des frères Vesperini, autres anciens du cercle Stefani. Manouche en profite pour présenter le fils qu'elle a eu avec Carbone à la mère de celui-ci et à ses trois frères. Le 13 septembre, Lucchinacci s'absente pour deux jours. Une affaire à régler. Le 14, Salicetti est blessé, ainsi que sa compagne, et son oncle Benoît Pietri tué, alors qu'ils se promènent sur le cours Napoléon. Le 14 mai 1948, à vingt heures, le Notaire est abattu de dix balles dans le bar de Manouche, rue de Chambiges. Il était hé à l'un des blessés du Hollandais, Nick Venturi, et à Planche Paolini, deux hommes liés à Jo Renucci et avec qui il a été arrêté pour port d'armes en octobre 1947 rue de l'Université, à Marseille.

Le ball-trap continue : Xavier Bianchini et Tintin Tramini (qui sera abattu en 1972) sont blessés sur la plage d'Ajaccio ; Eugène Bartoli est touché à Montmartre devant Chez Fanfan…

Le 20 janvier 1949, Jo Renucci, rencontré à Marseille avant-guerre, sort indemne d'une tentative de meurtre. Ce soir-là, le nouvel « homme d'affaires », propriétaire d'un café rue de la Boétie, a dîné avec le député gaulliste du RPF Raulin – laboureur, dans un grand restaurant de l'avenue Mac-Mahon. À vingt-deux heures, il décline l'invitation du député qui se propose de le ramener. Choix judicieux. La traction est arrosée et la secrétaire de l'homme politique, du même gabarit que Renucci, abattue à sa place. Jo passe à l'offensive. Le 28 août 1949, Salicetti frôle la mort pour la deuxième fois. Alors qu'il revient de l'enterrement de Mathieu Costa, autre caïd poignardé, sa voiture est mitraillée dans le tunnel de la porte de Champerret. Son cousin, Antoine Quilici, patron du Château d'If – avec qui il a démarré à Toulon –, est blessé, et ses deux gardes du corps, Adolphe Nalin et Robert Regent, tués. Enfin, le 3 décembre 1950, la guerre s'éteint. Ange Salicetti est éliminé, malgré sa prudence. À la fermeture de l'Équipage, lorsqu'il vient chercher sa femme, Ange a pour habitude d'être couvert par des amis, qu'il quitte en cours de route pour rentrer dans sa villa du Raincy, en changeant d'itinéraire chaque soir. Ce soir-là, comme d'habitude, sa femme est au volant de la BMW qui roule avenue Jean-Jaurès en direction de la banlieue. Il est 2 h 35. Salicetti est assis à côté d'elle, un fusil de chasse entre les jambes. Précaution inutile : il ne voit pas

surgir la voiture du boulevard d'Indochine, ni les coups de feu qui l'atteignent en plein front.

La mort parle corse

Lucchinacci, Salicetti… ils ne seront pas les seuls caïds à tomber. Mathieu Costa, cinquante-huit ans, ancien propriétaire de la Ruche à Marseille et de la brasserie le Gaulois, en association avec les Guérini, est monté à Paris à la Libération (il s'est d'ailleurs distingué dans la Résistance). Lui aussi trafique, entre autres, les tickets volés par des jeunes dans les mairies. Il possède un très bel appartement dans le XVIe et des parts dans plusieurs boîtes.

Le 9 juillet 1949, il est tué par un racketteur, Jeannot Fredericci, dit Jeannot le Fou. Ce dernier, déjà meurtrier d'un danseur dans un bal d'Ajaccio avant-guerre, terrorise quelques commerçants de Montmartre. Des bistrotiers en particulier. À coup de 7.65, il descend les vitres des bars, exige quarante pour cent des recettes et, une fois ivre, continue l'entraînement dans la rue, pour finir au poste du quartier Saint-Georges. En juillet donc, fort de sa réputation, il pénètre à l'Autobus, chez Costa, qui le met promptement à la porte. Quelques minutes plus tard, humilié, il revient et poignarde Mathieu Costa. Mourant, celui-ci ne le dénonce pas. Sauf à ses amis. Le 29 juillet, Jeannot part se mettre au vert en Corse *via* Marseille. Le 1er août, il est abattu alors qu'il sort du Roi d'Ithaque, chez Jacques Ulysse, place Thiers. Quant à Costa, il meurt quelques jours plus tard, vengé.

Année après année, les règlements de comptes se poursuivent entre Paris, Marseille et la Corse. Et à la vendetta se mêlent souvent des conflits d'intérêts. La fusillade des Champs-Élysées n'est, elle, qu'une question d'argent. Dans la nuit du 9 au 10 mai 1952, deux hommes sont abattus dans leur Mercury, devant un dancing de l'avenue. L'affaire du maharadja a commencé en juillet 1951. Jacqueline, la femme d'un demi-sel, Claude, fils d'industriel de vingt-quatre ans, s'attire les faveurs (en millions de livres sterling) d'un riche planteur hindou. Claude s'en vante, roule carrosse et s'attire bientôt les convoitises de Petit Roger, trente-deux ans, ancien boxeur. Lequel, après une raclée, réclame dix pour cent des recettes. Mais Jo Ferrari, dit Jo le Corse ou Jo le Toulonnais, s'interpose, aidé de Jean Serini, un beau mec de quarante-quatre ans, et propose une association à

cinquante pour cent. Petit Roger se fâche et part en guerre, épaulé par Vincent. Mais ce dernier est blessé dans un bar de la rue Fontaine le 3 octobre 1951. En réponse, Jo le Corse est tué le 23 octobre rue de Bruxelles, devant le Splendide, et, le 10 mai 1952, Jean Serini et Claude sont tirés dans la Mercury, sur les Champs. Claude, touché entre les deux yeux, survivra. Et Petit Roger sera inculpé d'homicide volontaire.

Mises à l'amende et en bière

Nombre de règlements de comptes de l'époque ont pour origine le racket. La spécialité, très répandue aux États-Unis, n'est pas aussi systématiquement appliquée en France. L'occasion fait souvent le larron. Les racketteurs viennent rarement sans motif. Mais pour mettre à l'amende un patron de bar ou un cave, tous les prétextes sont bons. Seul problème, les victimes se tournent alors souvent vers d'autres équipes susceptibles de les protéger et passent ainsi d'une main à l'autre. Et les racketteurs finissent souvent sous les balles de la concurrence.

Jo Leca, dit le Grêlé, en fait l'amère expérience en avril 1954. Au début des années cinquante, il exerce avec quelques amis ses talents sur certains bars, restaurants et boîtes du centre-ville marseillais. En septembre 1953, il commet l'erreur de vouloir s'approprier une fille qui ne lui appartenait pas. Il est interdit de séjour à l'Opéra par un caïd. Mais, début 1954, il poursuit ses mises à l'amende. La boîte la Casita lui sera fatale. En avril, le Grand Michel, aidé de Chocolat, le « flingue ». Michel Defendini disparaîtra, lui, mystérieusement quelque temps après. En août 1954, ce dernier s'est fait remarquer au Domino, une boîte tenue par la veuve d'Antoine Palmaccio, beau mec marseillais. Cette nuit-là, Michel a assommé une barmaid d'un établissement voisin, venue danser avec deux amis, des caves chefs d'entreprise. À la suite d'un refus de danser, Michel ouvre le crâne de la jeune femme à coups de crosse, et met à l'amende ses deux amis. Michel est alors accompagné de Joseph Cenatiempo et François Ciattoni, dit Capio, qui seront finalement arrêtés et mangeront le morceau. Entre-temps, Defendini a définitivement disparu.

À sa libération, en janvier 1956, Cenatiempo, dit Zé le Marseillais, va être la victime d'un massacre en règle. C'est encore une histoire de racket qui tourne mal et donne lieu au carnage de la rue Tardieu. Joseph Cenatiempo, vingt-huit ans, est monté à Paris en compagnie de Paul Mancini, autre

vautour marseillais libéré en octobre 1955. À Montmartre, ils tentent de racketter la tenancière de l'Alpage, un bar-restaurant de l'avenue Gabriel. La propriétaire se tourne alors vers un groupe d'habitués, Jean Lunardi, dit Lulu, vingt-huit ans, Francis Capezza, dit P'tit Francis, vingt-trois ans, Jacky Guenoun et Ange Casanova. En parallèle, Cenatiempo et Mancini se font héberger (de force) rue Tardieu chez l'amie d'un « barbiquet » (petit « barbeau », proxénète de petite envergure), Jean Moulaire. Celle-ci passe entre leurs mains et Moulaire est obligé de prendre le large. Il tombe sur le quatuor protecteur de l'Alpage qui, connaissant maintenant leur planque, décide de leur rendre visite. Après avoir capturé Mancini dans Montmartre, ils se rendent ensemble rue Tardieu et, au son de sa voix, se font ouvrir la porte par Cenatiempo. L'enfer se déchaîne alors. Cenatiempo et Mancini sont criblés de balles, ainsi que l'innocente qui les héberge. Aux assises en juin 1959, Guenoun prend cinq ans, Moulaire, vingt, Casanova, perpétuité. Lunardi et Capezza, en cavale en Amérique du Sud, sont condamnés à mort par contumace. En 1964, Capezza est ramené et rejugé. Verdict : vingt ans.

Une fourchette impressionnante

Mais l'histoire de racket qui fera le plus de bruit se déroule en 1954, rue Godot-de-Mauroy. Elle sera fatale à l'un des grands du Milieu corse, un homme de poids nommé Pierre Cuccari, dit Pierre Cuc. Ce dernier est propriétaire du Laetitia, rue Notre-Dame-de-Lorette, où il a succédé aux frères Vesperini en 1948. Cuc, très intelligent bien qu'illettré, est unanimement respecté et régulièrement consulté pour son bon sens. Son bar est un des grands rendez-vous de la pègre. Et plus particulièrement d'un certain nombre de grands Corses comme Colonna qui viennent y siroter le pastis en fin d'après-midi… avant d'attaquer dans la soirée la tournée des boîtes de Montmartre. À la Libération, Pierre Cuc – qui portait tatoué sur la poitrine « Ma mère avant tout » et « À la violette » et « À la rose » sur les pieds – a notamment été garde du corps de Jacques Chaban-Delmas, avant de s'installer dans la capitale et de conserver de solides relations dans le Bordelais. En 1954, il a alors la quarantaine. On dit qu'il protège du racket les établissements de la veuve Martini, patronne de boîtes et reine des nuits parisiennes.

L'histoire de la mort de Cuc commence avec le racket de Robert Juan par de jeunes truands corses. Robert et son frère Paul sont arrivés d'Oran avant

la guerre. Au début des années cinquante, ils ont une belle situation. Robert est propriétaire du bar américain le Charivari, rue Godot-de-Mauroy à la Madeleine, tandis que son frère possède deux boîtes de Montmartre, le Dirty Dick et le Grand Jeu, dont il a épousé la patronne, veuve de Fourrer, l'ancien proprio abattu au comptoir. Les frangins sont alors la cible de jeunes truands aux dents longues. Paul a reçu de la visite et Robert est victime de coups de feu, en 1953, rue Fontaine, au volant de sa Mercury. Les provocations se multiplient, Robert écrase, mais ne cède pas. En juillet 1954, Jean-Thomas Lucciani, dit l'innocent, entraîne Cuc boire un verre au Charivari.

Il ne lui parle pas des tentatives de racket auxquelles il est mêlé. L'Innocent n'est qu'un petit voyou, mais accompagné du caïd, il prend de l'importance. Le patron du Charivari est absent. Au comptoir, une des filles se moque de Cuc, qui se saisit d'une fourchette et la menace. Juan rentre à ce moment-là, voit Jean-Thomas et s'affole, pensant que Cuc est venu soutenir son compatriote corse dans cette histoire de racket. Sous l'emprise de la peur, il l'abat froidement. Cuc n'était pas armé.

En juillet 1956, aux assises, on s'arrangea pour faire acquitter Juan, comme Stefani l'avait été en 1936. Robert l'Oranais était en état de légitime défense… Deux ans après, en mars 1958, Robert, qui a vendu le Charivari et fait le book, se rend à pied chez sa maîtresse, rue Lepic. Une 203 passe, des rafales partent et Juan meurt, ainsi que deux innocentes. On relève également un militaire blessé. Un travail mal fait. Son frère Paul ne sera jamais inquiété. Le Milieu, qui le considérait comme un brave garçon, savait qu'il ne se vengerait pas.

Si les Corses prédominent à Montmartre – à tel point que des continentaux usurpateurs, désireux de se faire une place, imitent leur accent dans les bars – ils ne sont pas les seuls en place. Toutes les régions sont représentées. La capitale est la plaque tournante de ce petit monde. Depuis les années vingt, les truands s'y retrouvent, et tentent d'y faire leur beurre. La place est neutre et les régions s'y côtoient sans heurts. Il y a du travail pour tous. Personne ne peut tenir seul le haut du pavé. On s'y fait des amis, des liens se créent, qui étendent ainsi la toile d'araignée des relations occultes. Les garçons font des allers et retours entre le pays et Paris et invitent dans leurs fiefs certains de leurs collègues. L'axe PLM, déjà tracé dans l'entre-deux-guerres, est consolidé. Le Milieu l'emprunte en permanence. Surtout ceux qui ont des intérêts au nord comme au sud.

Paris, carrefour culturel

Les bars de voyous – ceux qui leur sont réservés – restent les balises visibles de ce monde occulte. Alors que depuis la fermeture des maisons, le traditionnel quartier des portes Saint-Martin et Saint-Denis se vide progressivement, on compte encore – selon les périodes – de six à huit établissements à Pigalle, deux à trois aux Abbesses, autant aux Champs et dans le XVIIe, et entre trois et quatre dans le faubourg Montmartre.

La vie de la pègre s'y déroule. Les garçons font la tournée de politesse des établissements cotés. À chaque station, ils offrent la tournée aux consommateurs, c'est la tradition. Ce qui fait vivre le bar et assoit les réputations. Outre les établissements des Corses déjà cités, se distinguent le Charly's bar, rue Fontaine, tenu par Sauveur Manci qui balance à l'occasion, le Petit Noailles dans la même rue, où Jean Serra descendra un importun en 1956, l'Aéro et le Canter, rue Puget… Au faubourg, les Hommes fréquentent les enseignes de la rue Bergère. Le Soleil d'Alger, un cabaret tenu par les deux frères Stora, et fréquenté par des Juifs pieds-noirs, est le plus connu. Il y a aussi chez Henri Benciano, quarante ans, qui fait autorité au faubourg, et Chez les Juan, Robert et Paul.

On l'a vu, la communauté des truands juifs pieds-noirs d'Afrique du Nord est en place depuis les années trente. Avant-guerre, ils tiennent les grandes villes d'Algérie – Oran, Alger, Bône, Sétif – en association avec les Corses, nombreux en AFN. Ces messieurs font la traite entre la métropole et les maisons des quartiers réservés, celles de l'intérieur du pays et les BMC. Les premières grandes immigrations datent des événements de 1945 qui embrasent le Constantinois et voient s'affronter les communautés musulmanes et européennes. Des Juifs de Sétif et d'Oran préfèrent gagner le continent où ils s'installent à Marseille, en majorité, et dans le faubourg Montmartre. Ce dernier, qui accueillait déjà une communauté juive dans les années trente, notamment des diamantaires, a été déserté pendant la guerre. Peu à peu, à la Libération, les Juifs ashkénazes se réinstallent, suivis des sépharades. Et, parmi eux, des truands qui s'occupent de jeu, font les books, un peu les souteneurs, et tiennent les cercles fréquentés par la communauté.

Celle-ci va s'étoffer considérablement avec le flot des rapatriés d'Algérie au milieu des années cinquante et au début des années soixante. Apparaîtront alors les grandes fratries, les Perret et leur mère Léonie, qui tiendra un bar au coin des rues des Martyrs et des Abbesses, les Atlan et

enfin les Zemmour. Sans oublier les indépendants, comme Henri l'Ouvreur, redoutable cambrioleur international, ami de Pierre Guérini, qui parlait cinq langues. Profitant de travaux, il a notamment percé un tunnel sous une rue d'Istanbul pour vider les coffres d'une banque. L'opération est parfaitement réussie, mais le lendemain, la monnaie est brutalement dévaluée et le magot d'Henri fond presque entièrement. Pour « taper une affaire », à Munich ou Anvers, Henri prend une dizaine de vols différents afin de perdre les policiers qui le surveillent. Il se planque en Espagne où il vit avec une cartomancienne. Après une carrière bien remplie de cambrioleur, il achève son existence dans le commerce de tissus.

Dans ce milieu de Juifs rapatriés, on trouve également Fernand la Cravate, parti acheter un bar à Lille en compagnie de son frère. D'autres donnent dans le braquage, comme Lebus Steyner, dit Léon le Juif, un askhénaze un peu souteneur, qui participe au hold-up de la Banque d'Algérie, rue d'Anjou, en janvier 1951. Butin : 18 millions.

Aux côtés des Corses – dont les jeunes continuent d'arriver de l'île – et des Oranais en pleine expansion, il y a aussi des Lyonnais et des Stéphanois. Comme le bien nommé Roger le Stéphanois, trente-sept ans, qui roule en Chevrolet et possède en 1958 un hôtel et un cabaret dans la capitale. Ainsi qu'une écurie de vingt filles qui tournent à Lyon sous la coupe d'une amie. Ou encore Roger la Bricole, qui distribue les amendes à Lyon comme à Paris. Les deux frères Noël exploitent eux des filles et jouent du revolver. L'aîné, Pierre, qui s'en tient à la prostitution, est en représentation le soir dans les boîtes avec d'autres macs et abuse de l'alcool. Il mourra d'un cancer en 1976. Le second, un introverti méchant qui fait un peu de braquage, sera descendu en 1998.

Les titis de Belleville

Et puis, il y a les « Parisiens », qui, en fait, regroupent les locaux et tous les autres, Auvergnats aussi bien que Bretons, à l'image de la population de la ville. On les reconnaît facilement, ils affichent les surnoms les plus folkloriques : Jo les Grands-Pieds, toujours lui, Lulu Châtaigne, Robert les Yeux-Bleus, Jo la Ficelle, Gaby le Flambeur, Charlot Paletot de cuir, Charlot le Breton, le Grand Milo de Belleville, Édouard le Baron… Et les inséparables Roger Lentz, dit Poupon, né en 1921, Henri Gellio, dit Didi la Mèche, la Grise ou les Cheveux-Blancs, né en 1919, et Jean Palisse, né en

1920. De vrais titis parisiens, tous trois amis d'enfance du quartier de Belleville. La spécialité du trio, c'est le vol, les casses, les cambriolages… Ils ont commencé pendant la guerre. Fils d'épicier et neveu du tenancier d'avant-guerre Codebo, Poupon est entré aux PTT, service des télégrammes, qu'il quitte rapidement car les messages finissent trop souvent dans les égouts. Vers 1938, il fait la connaissance d'Abel Danos, lui aussi voleur, monté de Dijon à Paris. Il se distingue d'ailleurs fin 1948 en allant chercher en ambulance le rescapé du gang des tractions. Le garçon est représentatif de la nouvelle génération de la truanderie. Intelligent, tendant à se fondre dans la masse des anonymes, il est aussi un remarquable multicarte, sinon l'un des plus brillants : casseur, braqueur, souteneur (il aura jusqu'à cinq filles)… En 1959, il fait son entrée au Fichier spécial de la répression du banditisme, et mène une belle carrière avec, à la clé, une maison dans l'Yonne, un appartement dans le XVe arrondissement, une BMW, un restaurant, la Voile d'or, dans le XVIIIe, un autre rue Joubert et un troisième en 1975, le Wagon, dans le XVIIe… Avec pour constante la fréquentation assidue des hippodromes. Ce qui lui vaut de gagner très souvent et ainsi de justifier ses revenus au fisc, avec la combine classique du rachat de tickets gagnants.

Après les cambriolages, Didi la Mèche se spécialise, lui, dans le recel des bijoux. Il ouvre en 1962 le Saint-Tropez, un bar à filles rue Fontaine tenu par sa femme, une ancienne gagneuse du Tabarin de la rue Victor-Massé. Jean Palisse suit le même itinéraire, avec un intermède de 1953 à 1958 à la centrale de Fontevrault. En sortant, il prend la gérance du bar de Jo Attia, le Gavroche, rue Joseph-de-Maistre, aux Abbesses. Sa femme est au comptoir du Grand Jo, qui forme, avec le trio, une belle équipe de casseurs, complétée par Marcel Casadonte, un Corse dont la femme tient également un bar aux Abbesses. À sa sortie de prison, en 1953, après l'épopée du gang, Jo a rencontré Carmen qui a racheté à Jean Colonna son Montmartre-bar pour en faire le Gavroche.

En janvier 1947, le Grand Jo a été arrêté à Marseille au bar du Printemps, grâce à son ami U Caputu-Giudicelli (Attia ne le saura jamais, Petit Riquet ayant payé pour lui). Après être passé par la prison Saint-Pierre (d'où il a failli s'évader avec Marcel Ruard, dit le Gitan), il est transféré aux Baumettes, puis à Fresnes. Il épouse en avril 1952 la mère de sa fille, Andrée Chissadon. En juillet 1953, il passe en jugement pour une affaire de faux policiers. Il obtient l'acquittement. Au procès sont venues témoigner

en sa faveur des personnalités qu'il a connues au camp de Mauthausen. Entre autres, Robert Lecourt, futur garde des Sceaux, et le colonel Baumont, alias René Bertrand, directeur des recherches du SDECE, qui a remplacé la DGER. C'est par son intermédiaire que la petite bande travaillera pour les services à partir de 1955, et jusqu'à l'affaire Ben Barka. Après un petit séjour barbouzard au Maroc, Jo crée à Paris avec un associé une agence immobilière des plus légales. Le bar le Gavroche voit, lui, défiler le tout-Paris. Comédiens, chanteurs, journalistes, écrivains viennent s'encanailler et voir la « gueule à Jo Attia » comme il le dit sans illusion. L'épopée de Pierrot le Fou l'a rendu célèbre. La fréquentation de la pègre par le show-biz date des années trente, de Carbone et Spirito. De 1959 à 1962, Jo Attia tient, en association avec le frère d'un sénateur, un luxueux cabaret à Abidjan. Ensuite, il enchaîne les séjours au trou, de 1963 à 1964 pour une affaire d'extorsion de fonds, puis de 1965 à 1967 pour le même motif. En 1970, après avoir été cité dans une affaire de drogue en compagnie d'Ange Simonpieri, il est arrêté une ultime fois et fait un mois de prison. Il meurt d'un cancer en 1972, chez son ami Roger Lentz qui l'a sorti de l'hôpital Gustave-Roussy à Villejuif. Sa petite équipe d'amis est déjà clairsemée. Casadonte s'est suicidé d'un coup de 38 en 1960, lui aussi atteint d'un cancer, et Jean Palisse a disparu au Maroc après l'affaire Ben Barka. Didi la Mèche s'éteindra lui en 1986, d'un cancer également, et Roger Lentz décédera en 2000 après une vie bien remplie.

Les Nord-Africains, en marge de la marge

Aux côtés des tribus classiques, l'après-guerre voit surgir de nouveaux intervenants. L'armée de Leclerc a laissé de nombreux démobilisés sur le pavé de Paris. Notamment des combattants nord-africains, dont certains vont glisser vers les activités clandestines.

Les Maghrébins se concentrent sur la prostitution de basse classe, à destination des vagues d'immigrants qui arrivent à partir des années cinquante. Concentrés à la Goutte d'or, Barbés, la Chapelle, ils font tourner les clandés d'abattage et autres hôtels de seconde zone pour la clientèle communautaire, sans empiéter sur les trottoirs du Milieu classique. La frontière invisible se situe au métro Anvers. Et le premier qui la dépassera en 1957, traversant la rue Duperré, ramassera une balle. Leur installation s'est faite en douceur, sans affrontements directs. Petit à petit, ils ont acheté

le quartier de la Chapelle-Barbès. Les minuscules chambres de femmes qui racolaient sur leur pas-de-porte sont transformées les unes après les autres en petits cafés. Les filles qui racolent dans les environs sont métropolitaines et maghrébines. À Marseille, les Nord-Africains sont cantonnés dans le quartier du cours Belzunce-porte d'Aix.

Les « Arabes », majoritairement proxénètes, diversifient quelque peu leurs activités. Au milieu des années cinquante, en région parisienne, certains d'entre eux, « qui n'ont pas le trac », se distinguent dans des braquages, des affaires tapées avec des équipes mixtes franco-algériennes. À cette époque, la communauté est agitée par un nouveau phénomène : depuis 1952, le racket politique, ou ce qui se présente comme tel, se développe. Les troubles qui secouent l'Algérie traversent la Méditerranée. Le FLN et le MNA s'affrontent au cours de sanglants règlements de comptes et mettent en coupe réglée les bars du Milieu algérien. À Barbés, à la Chapelle, les bistrotiers tombent sous les balles. Certains commerçants sont également obligés de verser leur dîme. Pour parer le phénomène, la police a créé en 1952 une section agression (dite familièrement brigade couscous) à la brigade criminelle. Elle se transformera en brigade des agressions et violences en 1958, toujours spécialisée dans la délinquance et la criminalité algériennes.

Sous couvert de politique, les hommes de main du MNA et du FLN (majoritairement des proxénètes) taxent les putes de Barbés et de la Chapelle. Sitôt les premiers partis, les autres arrivent. Les releveurs d'impôts – ce qu'ils appellent la solde – n'oublient évidemment pas de se payer au passage. Et puis, le FLN prenant le dessus, les luttes cessèrent pour se concentrer sur la police à partir de 1958.

4.

Les « gros bizness »

Le trafic, devenu une spécialité pendant l'entre-deux-guerres, passe la vitesse supérieure après la guerre. Les fortunes accumulées vont permettre aux truands d'investir légalement, de jouer aux hommes d'affaires et de se parer ainsi d'honorabilité. Le négoce occulte des tickets de ravitaillement jusqu'à la fin des années quarante, celui des piastres de 1947 à 1954, de l'or, des cigarettes puis de la came, vont générer des millions. Et puis il y a les valeurs sûres.

La traite, un classique qui marche toujours

Si nombre de tenanciers se sont reconvertis dans l'hôtellerie après la fermeture des maisons en 1946, une grosse partie a pris le chemin de l'étranger. La traite des Blanches qui a fait les grandes heures du mitan d'avant-guerre est relancée. Mais sans comparaison avec le bon vieux temps. Les contrôles sont renforcés, les passeports auscultés et les tournées artistiques soupçonnées. Les filles partent quand même, non plus en bateau comme autrefois, mais en avion, avec une préférence pour l'empire colonial et ses vestiges.

Les dames rembarquent à destination de l'Indochine, du Proche-Orient, de l'Afrique noire et surtout du Maghreb, mais également pour des destinations liées au contexte politique : l'Allemagne et ses troupes d'occupation, l'Espagne, l'Amérique du Sud et leurs collabos fuyards. Les filières informelles de la traite sont réactivées. Avec, encore une fois, comme gagneuses des professionnelles du trottoir.

Le Maroc est la destination la plus courue. Dès la fermeture, et surtout à partir de 1950, les tauliers – corses, marseillais et lyonnais surtout – partent s'installer dans les quartiers réservés des villes du pays. La loi de 1946 n'y est pas applicable. De toute façon, les autorités ferment les yeux, nombre de seigneurs locaux y ayant des intérêts. En 1954, un arrêté local réduit même

les peines encourues par les proxénètes et abaisse l'âge de la prostitution légale à seize ans. Les Français installent leurs établissements – de luxe ou d'abattage – dans la médina de Marrakech, à Casablanca, à Rabat où les cinq maisons sont à la sortie du vieux quartier. Agadir, ayant subi un tremblement de terre en 1955, en est privé. Antomacchi (un copain de Marini le Capitaine, avant-guerre) et Ange le Lucre, deux hommes qui ont commencé souteneurs dans les années vingt, ont ouvert le Sphinx en 1953 à Fedala, la plage de Casablanca, l'un des plus « beaux » bordels du monde. L'édifice a coûté 500 000 dollars et reçoit une forte clientèle américaine. Il est aménagé dans un riad proche de la plage et entouré d'un superbe jardin. Blémant, l'ex-commissaire, y a des intérêts, tout comme au Chabanais d'Alger. Le Chabanais de Rabat, lui, est la propriété de Paul Leonetti, né en 1920 à Ciamanacce, qui ouvre également en 1951 le Whisky-plage, un bar américain avec des chambres, à Temara, station balnéaire à dix kilomètres de Casablanca, tenu par sa deuxième femme. Leonetti, fou de voitures, roule en Lincoln Zéphyr, en Porsche et en Jaguar. En 1961, « l'homme qui fume en dormant » (il se réveille régulièrement pour prendre une bouffée de sa cigarette posée dans le cendrier) rentre définitivement à Paris où il investit dans un bar rue Lechapelet et un hôtel-bar rue Rennequin. Fanfan Lhéritier, lui, est installé à Marrakech. Ce taulier lyonnais est le fondateur du fameux bar Chez Fanfan à Pigalle, rendez-vous du Milieu depuis les années trente.

L'activité de ces messieurs fait vivre les proxénètes. Les maisons du Maroc reçoivent des Françaises du continent ainsi que les femmes des julots juifs algériens, comme Étienne Bafi et ses amis, qui les accompagnent depuis Oran.

Mais pour s'installer dans le protectorat, une vraie mine d'or, les voyous qui gravitent autour des maisons sont obligés de justifier d'un contrat de travail. Les trousseaux fournissent alors un paravent idéal.

Ces messieurs des maisons de linge

Après-guerre, les truands en quête d'honorabilité se lancent dans les affaires légales, s'associant pour l'occasion avec d'honnêtes commerçants et industriels. Dans les années soixante, ils investissent dans les sociétés de placement de machines à sous dans les bars. Non pas des bandits-manchots comme avant-guerre, mais de raisonnables flippers et autres juke-box. Les

voyous connaissent bien les bars, ils en détiennent un certain nombre, et au besoin font enlever les appareils des concurrents moins affranchis. Mais ce qui est à la page en 1950, ce sont les trousseaux. Des articles qui s'étaient faits rares pendant la guerre, et sur lesquels la culbute est très très confortable. Gaby le Chanteur en fait commerce place des Fêtes, l'Amazone du boulevard de Clichy sert de paravent à Georges, un Bordelais qui en fait le négoce (il recrutera des bonnes volontés pour les campagnes du RPF, notamment celles d'un futur maire de Paris d'origine corse en 1958), un gars de Biarritz se défend rue Constance, d'autres « maisons de linge » sont installées aux Abbesses. Les centres d'approvisionnement, nombreux, sont tenus par des garçons qui ont de l'argent comme les frères Rossi, ou Christo le Grec. Les amateurs viennent se ravitailler chez eux avant de partir sillonner la province. La couverture est excellente pour repérer et cambrioler. Et en cas de contrôle de la police, le coffre est rempli de trousseaux. Certains accumuleront des fortunes avec ce système en partant une fois ou deux par an à Madagascar et la Réunion, où ils fidélisent une grosse clientèle, ainsi qu'au Maroc.

L'âge d'or marocain va se terminer en 1956, avec l'indépendance. Les autorités locales interdisent définitivement les maisons. Avant de partir, certains dépouilleront les colons qui cherchent à changer les fortunes accumulées. Quelques-uns, comme Boucheseiche, bénéficieront de passe-droits pour faire tourner quelques boîtes et hôtels, notamment à Casablanca, jusqu'à la fin des années soixante.

Le bon temps des colonies

Le Liban fait également partie des destinations en vogue. Deux cents maisons se partagent le marché, avec de nombreuses filles venues de l'arrière-pays montagneux. Les Français – des Marseillais pour la plupart comme Jeannot G. – se contentent de fournir les taules et les cabarets de Beyrouth. Au temps du mandat français, quatre-vingt-cinq maisons se partageaient la clientèle à Tripoli, Saïda, Beyrouth, Zahlé et Baalbek.

Et puis, il y a les destinations guerrières, comme l'Allemagne où les troupes d'occupation consomment leur quota de chair fraîche. Un beau mec lyonnais en a fait sa spécialité : Henri Regef, dit le Colonel ou Henri le Général, né en 1908 à Bourg-Saint-Maurice. Il travaillera dans les années

soixante à Lyon avec Jean Augé, dit Petit Jeannot, patron local du SAC et caïd du Milieu.

Les militaires d'Indochine sont également demandeurs. Le Grand Monde, qui a ouvert en 1947 à Cholon, le quartier chaud de Saigon, abrite plus de quatre cents pensionnaires. Le Paradis, créé dans la foulée, offre la même capacité. Les patrons en sont deux frères corses installés à Marseille. Le caïd Dominique Nicoli (l'oncle de Paul Mondoloni, braqueur des bijoux de la Bégum et qui sera abattu lors du 14 juillet 1958 par Jacques Benedetti), ancien tenancier propriétaire du Suffren à Marseille, y envoie des avions complets de filles. Il n'est pas le seul, c'est la ruée vers Saigon.

Une dizaine de maisons se font concurrence dans le centre-ville. Dominique Paoleschi a racheté le 7, rue Ohier, une enseigne tenue par sa femme Marie Colie et où officie la maîtresse de Mathieu Zampa, père du futur caïd de Marseille. Le 7 ne joue pas dans la même catégorie que le Parc à buffles, une taule d'abattage de trois cents filles destinées aux légionnaires. Les anciens aussi travaillent bien, comme Paul Grisoni, un copain de Carbone qui exploite depuis trente ans des bordels en Indochine.

Depuis 1946, Saigon est devenu le lieu de tous les trafics : opium, filles, jeu, mais aussi or et piastres. L'or valant plus du double de sa valeur en métropole (le kilo est à 1 275 000 francs contre 500 000 à Paris), les lingots prennent le chemin de l'Extrême-Orient aussi sûrement que les filles. Les marins, corses pour beaucoup, en sont les passeurs. Le trafic de piastres, lui, est aérien et beaucoup plus lucratif. Depuis 1936, le taux de conversion de la piastre indochinoise était fixé à 10 francs. En 1945, un décret le porte à 17 francs, alors qu'il oscille entre 7 et 8,50 francs sur les marchés asiatiques. Les colons, les banques et les entreprises vont en profiter. Les trafiquants également. Ils achètent en dollars des piastres à Hong Kong au taux de 8 francs. Elles sont ensuite convoyées jusqu'à Saigon et revendues 17 francs. L'argent est ensuite rapatrié. Plus simple, ils achètent des dollars au marché noir à Paris deux ou trois fois moins cher qu'à Saigon et les revendent sur place à des Chinois très demandeurs, qui paient en piastres, changées ensuite à Paris. Certains y laisseront leur peau, comme Charles Pierucci, patron de bar, abattu le 18 septembre dans un établissement de la Corniche au retour d'un voyage indochinois.

En effet, devant l'énormité des gains, les voyous font le déplacement jusqu'en Indochine ou investissent avec des connaissances chargées du trafic, en majorité des Corses, à l'image de la colonie indochinoise.

Fonctionnaires, commerçants, trafiquants ont recréé sur place une communauté soudée. Ils sont propriétaires d'une bonne partie de Saigon. Le célèbre Hôtel continental de la rue Catinat est la propriété de Mathieu Franchini, qui assure également la direction des cercles et des restaurants d'un grand nombre de cabarets. Jean-Baptiste Andréani, qui deviendra un des grands patrons des cercles parisiens, possède, avec Pascal Testa, la Croix du Sud, la plus belle brasserie de la ville.

Mais la guerre faisant rage et l'indépendance étant proche, tout ce petit monde rentre en métropole à partir de 1954. Certains trafiquants de femmes se tournent alors vers l'Algérie. Depuis plus de cent ans, les militaires et les colons sont des habitués du BMC et des bordels.

Traditionnellement, les taules locales sont tenues par les Juifs pieds-noirs et les Corses, nombreux à s'être installés en Afrique du Nord. Les liens noués au Bat' d'Af ou lors du service dans l'armée d'Afrique ont forgé des amitiés solides. Des maisons, il y en a un peu partout sur le territoire algérien. Robert Blémant est propriétaire du Grand Chabanais à Alger, 22, rue du Chêne, en association avec Gaëtan Ambrosino, né en 1900, et Aymard, dit Papillon, dont la femme Germaine en est l'animatrice. Ambrosino, qui part en remonte dans le quartier de la Madeleine à Paris au volant de son américaine, fournit d'autres maisons de Blida et de Bône, notamment le Chat noir. Maurice Cerrero, d'Oran, se charge aussi de placer des filles depuis son fief de la place Dancourt. À Biskra, Charles Bittoun a vendu à Dominique Paoleschi, Antoine Guérini possède, lui, deux enseignes à Philippeville et Oran. Des maisons qui seront désertées à l'indépendance.

Le grand retour des Amériques

Et puis il y a l'Espagne et l'Amérique du Sud, chemin classique de la traite. Depuis la Libération, l'Espagne, refuge de collabos dont beaucoup de truands anciens des carlingues françaises, a un peu repris. À Barcelone, il y a notamment Adrien, un homme de poids qui a fui la Côte à temps. Ami de Paul Ricard, en 1961, alors qu'il affiche la cinquantaine, il obtient l'importation exclusive et la distribution de la boisson anisée en Espagne. Barcelone, et son Barrio chino, concentre la majorité des Français. Tous ne sont pas mouillés avec les Allemands. Certains rejoignent les amis, d'autres sont en cavale. Leurs femmes se disputent la calle de los Robadores (la rue

des Voleurs), une artère où se mêlent tapineuses et dealers. Elles l'arpenteront jusqu'en 1970. Entre-temps, dans les année soixante, Madrid – et ses boîtes : le Versailles, le Vendôme, le Royal bus tenu par Tas-sou, un Oranais… – est devenu l'une des plaques tournantes du trafic de stups à destination des Amériques, un rendez-vous de passeurs. Puis l'Espagne deviendra un lieu de villégiature pour la voyoucratie, avant que ces messieurs n'y pratiquent le négoce du shit.

Les collabos sont aussi à l'origine de la réouverture de la route sud-américaine, celle du Venezuela en particulier. Auguste Ricord, patron de l'Heure bleue à Montmartre et auxiliaire de la Gestapo pendant l'Occupation, est passé par l'Italie et l'Espagne avant d'atterrir à Buenos Aires. Il ouvre en 1948 une première boîte, le Fétiche, lieu de rendez-vous des cavaleurs. Il y est rejoint par son neveu, Pascal Bonsignoure. Ce dernier s'installe au Venezuela en 1950 et y organise pour son tonton l'arrivée à Caracas de jeunes filles et aussi certains de leurs hommes, recherchés pour des raisons politiques ou non et qui « craignent cher ». Ainsi, n'attendant pas d'être épurés, les garçons compromis en 1940-45 partent pour l'Amérique du Sud. Cette traditionnelle terre d'exil voit arriver le Bordelais André la Rigole, René Gotteland, dit le Petit (ils rentreront quinze ans plus tard), Joseph Oberto, dit Zé le Ganache. Ce dernier, arrêté à la suite du cambriolage d'une banque d'affaires à Marseille en 1946, se fait la malle grâce à Pierrot le Fou et ses équipiers. Alors qu'il est conduit à pied de son domicile de la rue du Tapis-Vert à l'Évêché tout proche, une voiture freine à sa hauteur, Zé embarque et l'inspecteur qui l'accompagne est tué d'une balle dans le front. D'autres arrivent : Jean Sisco, Maurice Rousselet, recherché pour braquage, Antoine Madora, Lunardi et Capezza, les assassins de Cenatiempo de la rue Tardieu, Antoine Sinibaldi, qui s'est fait la belle de son taxi en chaussettes dans l'affaire des bons de la banque d'Indochine. Celui-ci sera arrêté en 1960 à San Francisco lors de la visite de Khrouchtchev. Marié, il était cuisinier dans un grand hôtel. D'autres anciens collabos sont arrêtés aux États-Unis. Joseph Orsini, de la bande des Corses, s'est réfugié à New York. Après quelques années de pénitencier pour trafic de stups, il revient à Marseille en 1958 et exploite le Bistrot marseillais, place de Rome. On le soupçonne alors de continuer les envois d'héroïne.

Mais Ricord n'est pas la seule filière et son neveu le seul contact au Venezuela. Il y a également François, un Sicilien de Paris qui a ouvert un bar à Caracas en 1951, le Todo Paris, et fait travailler deux femmes. À

Paris, il faisait équipe avec d'autres Siciliens âgés de la trentaine, une dizaine en tout, originaires de Tunisie. Un peu macs, ils font souche dans la capitale, et se spécialisent dans l'escroquerie à l'or : ils vendent des fausses pièces, associés à des Napolitains. Ces derniers, constitués en grosses équipes, arnaquent les gogos au faux lingot remplacé par du cuivre après un habile tour de passe-passe. À Caracas, François est rejoint par des compatriotes de Paris – comme Giacomino Lamenacchia, qui ouvrira le Club Paris, une discothèque de l'avenue San José à Montevideo, en Uruguay, et d'autres encore venus de Belgique. En 1956 et 1957, en prévision de l'Exposition universelle de l'année suivante, les autorités belges chassent les truands du pays : des Français recherchés, qui sont une dizaine entre Bruxelles et Anvers, et certains locaux, belges et italiens.

L'Exposition passée, les voyous français reviendront en Belgique cinq ans après. Ils arriveront en renfort du petit Milieu belge qui a bien du mal à fournir les bars montants du pays, une spécialité du Nord. Le plat pays devient une valeur sûre vers 1965. Et le restera jusque dans les années quatre-vingt.

Les « bidochards », comme on appelle les traitants, fournissent aussi l'Afrique noire coloniale, les territoires de l'AOF, Dakar – où Mathieu Zampa, père de Tany, exerce –, Abidjan, Conakry, pourtant soumis à la loi de 1946…

D'autres filles partent pour Hambourg, son port, et Sankt Pauli, son quartier à marins. Même l'Angleterre reçoit son lot de Françaises. Surtout après la fermeture du Maroc, entre 1958 et 1963. La législation n'a pas changé depuis les années vingt. Pour travailler dans un *flat* avec une nurse, une femme doit être mariée. Les Maltais, qui ont la double nationalité, s'en occupent. Installés depuis le début du siècle, ils exploitent des restaurants-pizzerias près de Soho. C'est le cas des frères Messina, arrêtés en 1956, qui ont pris la relève de papa, souteneur depuis la Belle Époque et passé de Sicile à Malte puis à Londres. L'aîné, interdit de séjour à Paris – ce qui ne l'empêche pas de loger dans son appartement du XVIe arrondissement –, exploite une quinzaine de filles. Mais les lois anglaises se durcissent et perturbent les affaires. Messina meurt riche en 1970, non sans avoir craché au bassinet d'équipes italiennes.

Des blondes et des croisières

Piastres, or, femmes… le Milieu, opportuniste en diable, s’adapte aux événements – répression, taux de change, conflits – et exploite toutes les combines et les trafics possibles. Il ne pouvait pas dédaigner celui des cigarettes.

De 1950 à 1956 les cigarettes américaines de contrebande font l’objet d’un commerce assidu. Ce négoce va rapporter des millions et expliquer bien des fortunes subites des années soixante. Tanger en est la plaque tournante.

Depuis 1923, la ville et sa campagne environnante ont le statut spécial de zone internationale, contrôlée par les diplomates résidents de France, d’Espagne, d’Angleterre, de Hollande, de Suède, des États-Unis, de Belgique, du Portugal et d’Italie. La ville marocaine a pour particularité d’être une quasi-zone franche. L’économie y est libre. Aucune licence n’est exigée pour importer des marchandises. Si elles ne font que transiter, elles sont exemptées de taxes. Celles qui franchissent l’enceinte du port sont imposées à un taux très bas : 12,5 %. Tanger est une place idéale pour le négoce. On y trafique de tout, des devises, de l’or, des armes, de l’alcool, des bas nylon… et des cigarettes, fort appréciées en Europe après les restrictions de la guerre.

Le « bizness » démarre en 1945. La combine est simple. Les cigarettes sont importées légalement à Tanger, souvent achetées auprès de négociants installés en Suisse. Déclarées marchandises en transit, elles n’acquittent aucun droit de douane avant de repartir vers leur destination finale, parfaitement fictive. Le point de chute le plus souvent déclaré aux douaniers est l’île de Malte. Jamais atteinte, bien sûr. En cours de route, le bateau change de cap et s’arrête dans les eaux internationales au large de l’Espagne, de l’Italie et de la France. Là, des vedettes rapides, des chalutiers, des canots récupèrent les caisses de cigarettes pour les acheminer jusqu’aux côtes où elles sont débarquées clandestinement. Avec, à chaque voyage, de deux cents à mille caisses contenant chacune cinquante cartouches. Au début, ce lucratif marché est aux mains de trafiquants étrangers au Milieu. À Tanger, rôde une faune trouble, composée d’aventuriers, d’hommes des services, de marins en quête d’aventure. Et bientôt de voyous. Très vite, dès 1946-47, devant le pactole en jeu, les truands prennent les choses en main.

Ils arrosent l’Italie et la France. Dans l’Hexagone, le trafic concerne la Côte d’Azur et surtout la région marseillaise. Les cigarettes montent

difficilement jusqu'à Paris. Quelques Maghrébins en vendent au détail à Pigalle, mais guère plus.

Sur la côte, un trafic existait déjà avant-guerre entre la Corse et le continent. Sur l'île, les cigarettes étaient achetées au quart du prix de revente et distribuées par paquets à chaque escale du bateau de croisière entre Nice et Marseille. Rien en commun avec les caisses entières qui voyagent dans des navires spécialement aménagés : ce sont des Fairmile, d'anciens bateaux de guerre. Mesurant trente-quatre mètres de long pour cinq de large, ils sillonnaient les côtes anglaises pendant le conflit. Les surplus, qui regorgent d'exemplaires en parfait état, s'en débarrassent pour un million de francs (ils en coûtaient cent à fabriquer). Beaucoup de plaisanciers, officiers de marine en retraite, les transforment en yacht, d'autres gardent les deux moteurs de six cent cinquante chevaux pour les traversées interdites.

De nombreux truands s'installent à Tanger pour coordonner les affaires. Ils rejoignent des hommes déjà en place, qui tiennent des boîtes, comme Jean Colonna, patron du Djorry's, du nom de sa femme, ou Didi le Portoricain – ancien de chez Carbone – qui s'installe en 1948 avec Manouche et ouvre le Venezia bar. Le café Normandie, sur la place de France, abrite le marché aux cigarettes qui se tient de dix heures à dix-neuf heures. Armateurs, vendeurs, acheteurs s'y rencontrent pour traiter leurs affaires.

Dans ce panier de crabes, une figure se détache du lot : Jo Renucci, qui a débuté à Marseille avec ses frères avant de monter à Paris. En 1949, il a échappé à la vendetta Salicetti, et y a mis fin peu de temps après. Depuis la Libération, il a fait du chemin et s'affiche désormais en homme d'affaires. Cet ancien négociant en agrumes est maintenant propriétaire d'un bar de la rue de la Boétie, dans le VIIIe arrondissement, à Paris, d'un autre à Marseille, le Drap d'or, copropriété de Robert Blémant, d'un salon de thé, le Ceylon, rue de Paradis, et d'une maison de disques qui diffuse, entre autres, Fernandel. En parallèle, ancien des services pendant la guerre, puis de la sécurité FFI, il est depuis 1948 agent électoral du RPF, dont il fréquente les députés Antoine de Récy et Étienne Rolin-Laboureur. Pendant dix ans, jusqu'à sa mort naturelle en juin 1958 dans son appartement du XVIIe arrondissement, à Paris, Monsieur Jo va collectionner les non-lieux dans un certain nombre de braquages d'avant-guerre, puis en 1949 pour l'agression de Salicetti à la porte de Champerret. En août de la même année,

il est inquiété pour le braquage d'Aix exécuté le même jour que celui de la Bégum, en novembre suivant il bénéficie à nouveau d'un non-lieu dans l'affaire des bons du Trésor volés à Arras pour le compte de Rolin-Laboureur… En juin 1950, il est innocenté à la suite d'une saisie – en septembre sur la route de Lauron – de cinq tonnes de cigarettes. Un trafic dont on dit qu'il est l'un des caïds. Il n'est sans doute pas le seul. Vers 1955, quelques figures du Marseille-sur-Crime arborent des casquettes de capitaine. Renucci a un cabine-cruiser, Dominique Paoleschi possède le yacht *Nina*, Antoine Paolini le *Kidimieux* et Paulo Leca l'*Eliette.* Monsieur Paul, l'homme du train de l'or et des bijoux de la Bégum, est l'un des plus gros trafiquants de cigarettes de Marseille.

Le 23 décembre 1949, les douaniers sont intrigués par un camion en panne sur le chemin de Logisson qui relie les calanques à la route Cassis-Marseille. À l'intérieur, les gabelous découvrent plus de deux tonnes de blondes. Soudain, une traction arrive en klaxonnant. C'est Paul Leca qui, ne voyant pas suivre le camion, a fait demi-tour. Arrêté, il prétend se rendre à la calanque de Port-Pin pour le réveillon. S'il s'est manifesté, c'est pour venir en aide aux chauffeurs en panne. Relâché, il est confondu quelques semaines plus tard. Alors que la police perquisitionne à son domicile en février pour l'affaire de la Bégum, elle tombe sur le talon du chèque ayant servi à acheter le camion. En juin 1950, Leca est condamné par contumace à trois ans de prison et 130 millions de francs d'amende. Son *Eliette* est alors saisie. Quant à Paulo, il est déjà loin. Il ne réapparaîtra qu'en 1960 pour se livrer à la police dans l'affaire de la Bégum.

Jusqu'en 1949, le trafic est simple. La douane ne possède qu'un bateau susceptible d'aller en haute mer. Les caisses transbordées dans les eaux internationales sont déchargées dans les calanques entre Marseille et Cassis. À terre, seuls quelques motards patrouillent sur cet axe. À partir de 1948, des crédits sont débloqués et les forces de l'ordre équipées de quatre vedettes rapides, de voitures et de motos neuves, le tout relié par la radio du centre des douanes. Les saisies se succèdent : quatre tonnes et demie, soit deux cent mille paquets (20 francs de bénéfice chacun), à bord de l'*Argus*, six cent quarante kilos sur le *Nora*…

Une multitude de bateaux sillonnent alors la Méditerranée mais peu arrivent à bon port en Italie ou en France. La piraterie est un sport en vogue à partir de 1950. Les hommes qui ont investi dans ce trafic le gardent jalousement et les grosses équipes s'arrangent pour saborder les velléités

des petits nouveaux. Le bénéfice est alors triplé. Les bateaux sont arraisonnés par des commandos adverses. Signalés à leur départ de Tanger, ils sont suivis et délestés de leur chargement. L'équipage transborde la marchandise dans la vedette des pirates sous la menace de leurs mitraillettes. Tel fut le sort de *High Land Lassé*, du *Jesse B.*, du *Rambic*, du *Porcupine*, du *Riff Rock…* Ce dernier – dont on reparlera à propos des stups – essuya deux attaques. En mai 1951, il perdait vingt tonnes. Rebelote en mars 1952.

L'affaire la plus marquante se déroule en septembre suivant. Si d'habitude les actes de piraterie se déroulent sans heurts, celui qui vise le *Combinatie* va laisser quelques hommes sur le carreau. Une quinzaine en vingt ans.

Une cargaison mortelle

Le personnage central de cette histoire s'appelle Charles Paolini, dit Planche, né le 15 décembre 1912 à Calenzana. Après une jeunesse en Corse, il débarque dans le quartier du Panier. Inscrit maritime comme nombre de ses camarades, il fait son service dans la royale puis navigue comme matelot sur les navires de croisière en Méditerranée. Peu après la Libération, il se lance dans le trafic de cigarettes en achetant à son nom – et avec deux amis d'enfance – deux petits bateaux, le *Kidimieux* et le *Delta.* Il se dit alors armateur. Il est vrai qu'en sous-main, il a acheté aux surplus deux Fairmile, le *Notre-Dame-de-la-Garde* et le *Ricard 20* qui battent pavillon de complaisance. Avec sa flottille, il récupère les cargaisons en haute mer et les décharge dans les calanques, grâce à ses équipes composées de jeunes du Panier, quartier pauvre peuplé de Corses et d'italiens, dont il est le caïd. Il les recrute pour débarquer et convoyer la marchandise puis la distribuer aux revendeurs qui la proposeront dans la rue ou dans certains bars.

En 1949, à trente-sept ans, il est mêlé à une affaire de braquage. En septembre, il a rencontré Jules, jeune employé de la SNCF qui convoie les paies en fourgon. Planche l'a abordé au comptoir d'un bar où lui-même a ses habitudes, en face du commissariat du Xe arrondissement. Il apprend que le jeune homme a besoin d'argent, lui en prête et bientôt lui demande des informations sur les fourgons… pour finir par lui proposer de se faire attaquer par des amis à lui. De gré ou de force… Jules cède.

Peu après le coup, en octobre, l'équipe est arrêtée et Jules balancé. Paolini aussi, par sa recrue, et malgré son alibi qui prétend que pendant le coup il se trouvait au fameux café. Tout le monde se retrouve aux Baumettes. Devant le juge, Jules ne le reconnaît soudainement plus : Paolini est libre. La même année, on le dit mêlé à la vendetta Salicetti qui déchire Montmartre, où il se rend régulièrement. Lors de la mort de l'Ange en 1950, on retrouvera la photo de Planche dans son portefeuille. Et puis ses amis, François Lucchinacci, dit le Notaire, Dominique V., dit Nick, et Jo Renucci ont eu maille à partir avec Salicetti. Le premier a été tué en mai 1948 à Paris, le deuxième blessé lors de la fusillade du bar le Hollandais, rue Pigalle, en 1946, le troisième est cité comme ennemi numéro un de l'Ange et responsable de sa disparition. Planche serait associé avec les deux derniers dans le trafic de cigarettes, réceptionnant avec Nick les caisses expédiées par Renucci depuis Tanger.

Né en juin 1923 à Marseille, deux ans après son frère Jean (qui partira au Canada représenter la marque Ricard), Dominique V. a fait ses premières armes pendant la Libération. Avec la résistance socialiste, il s'est emparé des locaux du *Petit Provençal* en août 1944. Proche de Gaston Defferre, il est officiellement livreur de son journal, *Le Provençal*, et son garde du corps occasionnel.

En juin 1952, la machine se grippe. Un petit cargo hollandais, qui transporte deux mille sept cents caisses de blondes, est pris à l'abordage entre Tanger et Gibraltar par une vedette, l'*Esme*, et par son équipage, conduit par les Américains Eliott Forrest et Sydney Paley. L'affaire du *Combinatie* commence.

Le bateau, affrété par Piedemonte, un Italien, et commandé par le Hollandais Van Delden, est conduit sous bonne escorte vers l'île du Riou, au large de Marseille. Les hommes de Planche l'y attendent pour débarquer les cigarettes. Mais le mauvais temps contraint les bateaux à se tourner vers la Corse. Deux jours plus tard, V. aurait récupéré la cargaison, puis l'aurait cachée en partie dans les tombes du vieux cimetière d'Ajaccio. Planche est ensuite arrêté. Le capitaine du *Combinatie* retourné à Tanger a porté plainte. Les hommes de l'*Esme* ont été pris et ont parlé. À sa sortie de prison, Planche constate qu'un certain nombre de cartons ne l'ont pas attendu. Il soupçonne Nick et une de ses relations ajacciennes, Jean Colonna. Anciennement installé à Tanger, au Djorry's, et aux Abbesses, à Paris, où il possédait l'indifférent et d'autres cabarets, Colonna à quarante-trois ans est

revenu dans son île, où il est maire de son village, Pila Canale. Le 17 février 1955, alors qu'il regagne l'Hôtel impérial à Ajaccio après une entrevue avec Paolini, destinée à calmer le jeu, il est pris pour cible. Trois hommes cachés derrière une palissade lui tirent dessus. Il se réfugie alors sous sa voiture, mais ses jambes dépassent. Elles sont mitraillées et Colonna, qui a survécu, est amputé. Des orthopédistes anglais lui poseront des prothèses. Peu avant cette agression, le 4 décembre 1954, Laurent Bartoli avait été tué par des amis de Planche à Marseille. Le 12 mars, au volant de sa voiture, Planche esquive une rafale devant un bar du Panier. Le lendemain, c'est son cousin Jean Tristani qui est abattu en Corse dans sa voiture. Le 16 avril, Jules Renucci, un ami de Nick, est blessé à Marseille. Le 11 juin, c'est Jacques Oliva, dit l'Olive, copain de Planche, qui tombe. Le 18 juillet, à Ajaccio, Jacques Colonna est abattu devant son domicile au volant de la traction de son frère par trois faux touristes, en short et lunettes de soleil. Les colts sortent des sacs de plage. Jacques Colonna, cinquante ans, n'était pas mêlé à cette histoire. Son seul tort était d'être le frère de Jean. Les tueurs le paieront de leur vie. En 1961, apprenant que certains des assassins de son père sont en vie, Jean Gérôme Colonna, vingt et un ans, décide de le venger. Il lui faudra dix ans.

En attendant, la guerre continue, le 27 août, François Casse-grain, ami de Planche, est tué à la terrasse du Sporting, cours Napoléon à Ajaccio. Le 6 septembre, toujours à Ajaccio, ses frères Jean et Philippe sont tués, et un cousin blessé. L'homme qu'ils venaient abattre a été plus rapide. Planche, traqué et abandonné, tombe lui le 4 novembre 1955, trahi par deux de ses poulains du Panier retournés par la partie adverse. Alexandre Bustico, dit Sandre, et Marius Salvati, dit Meu, l'entraînent sous un faux prétexte le long du cimetière Saint-Julien et l'abattent de vingt balles à bout portant. Bustico et Meu se distingueront ensuite dans le gang de braqueurs des Blouses grises. Le premier sera abattu le 22 mars 1958 par les gendarmes lors de l'attaque du bureau de poste de Peyrolles. Meu sera descendu en mars 1972 alors qu'il promenait son chien rue des Vieilles-Écuelles, au Panier. Entre-temps, d'autres seront tombés : Dominique Muziotti, Hyacinthe Quilichini, Jo Lorenzi, Paul Caselli, Xavier Gazello… Et enfin, Jean Susini, dit Jeannot le Boiteux, en décembre 1970.

À cette date, la route des blondes est depuis longtemps fermée. Le statut spécial de Tanger n'a survécu que peu de temps à l'indépendance du Maroc en 1956. Et les cigarettes américaines sont désormais en vente libre. Peu

importe, un autre biz est maintenant beaucoup plus lucratif, le trafic d'héroïne.

Quand la neige tombe sur Marseille, ou les débuts de la French Connection

Avec la guerre s'est interrompu le trafic des stupéfiants. L'héroïne raffinée en France depuis 1925-1930 ne fait plus de croisière transatlantique. Quelques sachets sont disponibles, qui s'échangent autour du Vieux-Port et dans le quartier de l'Opéra, mais guère plus. Le trafic est en sommeil. Il se réveille lentement à la Libération. L'opium a toujours ses fidèles. Et Robert la Pipe, surnommé aussi le Roi de la drogue par les policiers, est là pour les satisfaire. Il se fournit auprès des trafiquants de la communauté chinoise de la gare de Lyon. Le passage Raguinot en est le fief, difficile à investir pour la police. Le quartier est protégé par des guetteurs postés aux fenêtres, derrière les soupiraux et les cafés. Et surtout par des chiens. Chaque fois qu'un policier se présente au début du passage, un canidé est lâché qui prévient les trafiquants. Robert la Pipe, qui n'a pas de chien, se fait lui attraper en 1948. Sa filière est démantelée : des grossistes fournissent des revendeurs, qui approvisionnent des boutiques d'antiquités, qui elles vendent aux consommateurs. En France, la drogue, comme avant-guerre, ne touche qu'un public restreint. Artistes, gens du meilleur monde, fument, sniffent un peu de cocaïne – qui avait disparu depuis les années trente – et s'injectent l'héroïne achetée dans les boîtes de Montmartre et Montparnasse. La consommation est anecdotique et traitée comme telle par la police. La brigade mondaine ne dispose que de quelques hommes – une dizaine pour Paris – affectés à cette lutte. Les trafiquants aussi ne sont qu'une poignée, et la majorité de leur production de blanche part aux États-Unis. Ce sont des vieux de la vieille pour la plupart, qui ont débuté dans la came avant-guerre, à Marseille comme à Paris. La morphine base, ou l'opium brut, suit la voie traditionnelle. De 1945 à 1955, les marins jouent les mules au départ d'Alexandrie, de Beyrouth et d'Indochine. Sur les traces de la traite des Blanches. La filière indochinoise fournira jusqu'en 1954, malgré l'interdiction de l'opium depuis 1945. Jusque-là, la fée verte était en vente libre dans la colonie française d'Asie, commercialisée par la Régie de l'opium. La prohibition n'empêche pas les Méos, montagnards du nord de l'Indochine, de continuer leur production ancestrale. Elle est achetée à partir de 1952 par l'armée française pour éviter qu'elle ne finance

le Vietminh. Ou, plus exactement, elle est protégée par les militaires, les Méos l'écoulant à un trafiquant local de Saigon.

Au début des années cinquante, le trafic est bien relancé. Au niveau international s'entend. À l'image du bizness de Jean Coateval, une vieille connaissance des policiers, déjà arrêté en 1934 alors qu'il organisait l'importation de schnouff de Sofia à Paris et fournissait les truands de Montmartre. En 1954, il fait dans l'import-export. Commandité par un Suisse, il achète *via* Genève de la morphine base produite en Iran. Qu'il fait raffiner par un chimiste yougoslave dans un laboratoire aménagé dans un placard d'un château d'Anet, en Eure-et-Loir. La came part alors pour Gênes d'où elle vogue vers les États-Unis. La police, qui soupçonne Coateval, tombe la filière grâce à l'eczéma du chimiste, conséquence de longues heures d'exposition aux produits. Mais d'autres glorieux anciens occupent le créneau.

Les trois frères Aranci, dont l'aîné, Marius, avait été arrêté à Marseille en 1929 et 1934 pour l'opium, ont également repris du service. Une prostituée s'occupe des liens avec les passeurs, des marins qui embarquent pour New York. Le trio sera définitivement arrêté en 1960.

Peu de temps après, c'est une autre équipe de paisibles retraités qui tombent. En septembre 1963, la police arrête cinq sexagénaires : Paul Stefani, dit Petit Paul, cinquante-sept ans, propriétaire d'un hôtel à Marseille dans le quartier de l'Opéra, Charles Vinceleoni, soixante-deux ans, cité dans l'affaire de la Bégum, ancien patron de la Daurade à Marseille dont le frère tient le Lisieux à Paris, Mathieu Franchesci, soixante ans, Pietro Piazza, soixante-trois ans, patron de la Galiote, quai de Rive-Neuve à Marseille, et enfin, Toussaint Carbuccia, soixante-cinq ans. Franchesci, qui convoie les deux valises contenant trente kilos d'héro, est serré à Paris gare de Lyon, Vinceleoni à New York, où il devait réceptionner, et les trois derniers à Marseille. Verdict : trois ans pour Franchesci, deux avec sursis pour Carbuccia et cinq fermes pour les autres. Les peines sont alors légères en comparaison avec ce qui va pleuvoir en 1971, lorsque la législation va changer.

Turquie, Syrie, Liban, un voyage stupéfiant

Les valises magiques des pères tranquilles devaient embarquer au Havre. Le port normand est en effet l'une des valeurs sûres du négoce. Jean-Joseph

Andréani, caïd local qui possède boîtes et hôtels, s'occupe d'une filière sur place. Mais il n'y a pas de règle, à chaque équipe sa route. Certains préfèrent l'Italie à la France, et Marseille au Havre ou Bordeaux…

Bref, c'est une histoire de spécialistes, des artisans qui connaissent le métier.

Il n'y a pas non plus d'organisation structurée, uniquement des équipes qui se défendent. Comme d'autres dans la cambriole, la carambouille ou le braco. Le trafic est morcelé. Personne ne tient la chaîne complète.

Il y a d'abord les types chargés de l'approvisionnement. La Turquie est le principal marché, et ses hauts plateaux le premier lieu de production. La concurrence est en difficulté : la Chine subit sa révolution, l'Iran, sous la tutelle du Shah, supprime ses plantations, et l'Indochine est dans la tourmente. La Turquie, elle, est toute proche. De Marseille en particulier, qui concentre la majorité de la faible production française. La came arrive directement des côtes turques (ou voyage par camion) ou, plus sûrement, rejoint par la route Alep en Syrie, où elle est transformée en morphine base, avant d'être embarquée dans les ports libanais. À Beyrouth, un des principaux fournisseurs s'appelle Sam Khoury. Arrêté en 1956 à Paris – il est marié à une Corse – et expulsé, il disparaîtra mystérieusement en 1965. La drogue embarque sur les navires marchands et passagers. Jusqu'en 1955 environ, elle transite de manière individuelle, dans les bagages des navigateurs, puis, devant l'importance grandissante du trafic, les paquets se transforment en ballots noyés dans les marchandises des cargos. La flottille de la Méditerranée utilisée pour le trafic de cigarettes sert aussi au convoyage de la poudre. Le système est parfois triangulaire. Les caisses subtilisées en mai 1951 sur le *Riff Rock* sont ainsi acheminées à Beyrouth d'où le bateau repart avec de la morphine base sous le plancher. Là aussi, on évoque les noms connus, sans preuves, de ceux qui traitent habituellement les blondes et qui se tournent vers ce marché. Alliés à d'illustres gloires, comme l'Américain Lucky Luciano, installé en Sicile depuis 1946 et Spirito, revenu avec ses contacts de son exil américain après une condamnation à New York à deux ans de prison pour trafic de stups en 1950, et qui profite de sa retraite dans son auberge de Sausset-les-Pins. Mais, impliqués ou non, ils ne profiteront pas du pactole. Le Petit Jo meurt en 1958, Lucciano en 1962 et Spirito s'éteint en 1967.

Si elles fournissent la matière première, ces équipes ne traitent pas la marchandise. D'autres se chargent de la raffiner. Dans l'affaire du *Riff*

Rock, les organisateurs s’adressent à un chimiste, qui opère dans un château non loin de Marseille. La came part ensuite en valise double fond à New York, *via* Orly.

Monsieur 98 %

Avec l’acheteur étranger, le chimiste est la pièce maîtresse du jeu. Il est, comme l’ouvreur de coffre, sollicité par différents groupes. C’est un prestataire de services. On l’a vu, les laboratoires ne nécessitent pas une grande installation. D’ailleurs, ils sont très mobiles. À peine dix jours en place et ils sont déménagés. Juste le temps de produire la commande en continu. L’école française de l’héroïne a vu le jour en 1925-30, lorsque la production légale a été réduite et les techniciens au chômage. Charles Fortain s’est empressé de mettre son talent au service des trafiquants parisiens. Dominique Albertini, né en 1908 à Loretto Digascinca, a pris le relais dans le Sud, fournissant la filière Carbone et Spirito. Après-guerre, il forme, avec d’autres, son demi-frère Joseph Cesari, qui va devenir le plus célèbre chimiste de la planète drogue.

Jo est né en 1915 à Bastia. Il a été successivement navigateur, puis garçon de café, bistrotier, jusqu’à la découverte de ses talents cachés au début des années cinquante.

À partir de là, les affaires s’améliorent. En 1962, il a acheté une villa à Aubagne, la Roseraie, et l’année suivante, une superbe demeure, la Grande Bastide, près de Rians, dans le Var. Quatre cent vingt hectares qui accueillent deux maisons de maître, une ferme, des écuries, une bergerie… Pour se déplacer, Cesari choisit l’une de ses six voitures. Autodidacte, il se passionne pour l’art, la bibliophilie, collectionnant les toiles et les éditions originales.

Mais, en octobre 1964, un mois avant son emménagement à la Grande Bastide, c’est la tuile. Jo et ses trois acolytes sont pris les mains dans le sac de poudre. Cent kilos exactement. Les sauciers sont serrés dans leur labo du clos Saint-Antoine, une maison isolée des monts de Géménos, près d’Aubagne. Là encore, les policiers, après deux ans d’enquête, ont acquis la certitude du rôle de Cesari, soupçonné jusque-là, en regardant ses mains, couvertes de taches brunes, alors qu’il dîne dans un restaurant. Coup dur pour les trafiquants, Cesari est réputé pour être le meilleur et sortir un

produit à plus de 98 % pur. Ce qui laisse une bonne marge aux acheteurs américains pour allonger la came au lactose.

Jo écope de sept ans, doublés de 4 millions de francs d'amende et 300 000 francs de dommages et intérêts. Adieu fortune, au revoir femme et enfants – il en a deux. Ses collègues prennent trois et deux ans.

Drogués et trafiquants, tout le monde décolle

La police triomphe, la presse vend du papier, et le public est rassuré. Tout va bien. Les truands également, malgré l'amère pilule. Depuis 1960, le trafic décolle. Et à partir de 1965, il va même exploser. La saisie du clos Saint-Antoine n'est qu'une goutte d'eau. Un petit trou dans l'alambic. Dans l'ombre, le bizness s'est développé. Les équipes se multiplient et l'artisanat se transforme en micro-économie. L'occasion fait le larron : le marché américain est en plein essor, la jeunesse contestataire découvre les plaisirs artificiels du shoot. La demande est forte, les truands vont y répondre. Sans grands risques. La police française, et les politiques qui l'encadrent, se préoccupe peu du phénomène. La France n'a pas encore découvert le péril blanc. Les moyens de répression sont faibles, les peines légères… en résumé, tout le monde s'en fout. La lutte ronronne. Une affaire tapée par-ci par-là par la police contente l'opinion et les professionnels.

De 1960 à 1964, quelques filières sont tombées. Les anciens d'abord, les Aranci en 1960, l'équipe de Marignani, autre sexagénaire, et celle d'Étienne Tarditi, démantelée entre 1960 et 1964, tombant également en 1962, le présentateur de télé Jacques Angelvin, sa voiture trafiquée et son fournisseur François Scaglia (ce dernier aurait fait partie des Trois Canards à leurs débuts sur la Côte). Toujours en 1962, un laboratoire dans un château d'Angerville-la-Rivière, sur les bords du Loiret, avec son chimiste allemand, ancien colonel de la Wehrmacht, puis l'équipe Vinceleoni en 1963, Cesari sans ses commanditaires en 1964…

Mais personne n'a mesuré l'ampleur du problème. Les autorités n'en ont pas tellement l'occasion, l'héroïne ne reste pas, elle voyage vers l'Amérique, loin de leurs yeux et des veines des petits Français. L'apathie va perdurer jusqu'en 1969.

En attendant, à partir de 1965, le marché s'ouvre. Les vieux de la vieille, s'ils ne sont pas en taule, sont maintenant perdus dans un nuage de poudre.

Le froissement des billets a sonné le rappel des troupes. Les truands s'y mettent, le cercle s'élargit. Et les jeunes ne demandent pas l'autorisation aux hommes en place. Ils font leur trou et, comme d'habitude, les anciens renâclent. Pas longtemps, on a aussi besoin d'eux, tout au moins au début, pour financer. Les mecs de poids, qui ont gagné beaucoup d'argent avec les trafics de piastres, de cigarettes, de tickets d'alimentation, avec les hôtels et la traite et qui ont un capital à investir prennent des parts dans les envois. Une participation de quelques kilos, qu'ils ne toucheront ni même ne verront à aucun moment, sauf les dividendes. Aucun risque pour eux, ils ne sont au courant de rien. Certains leur en proposent par politesse également, par respect et pour se faire des relations. Mais il n'y a pas que les truands de tous horizons, casseurs, escrocs, souteneurs, braqueurs, à manipuler la farine. Toute une faune interlope et trouble, faite d'anciens barbouzards, d'aventuriers louches, d'embrouilleurs en tout genre, s'engouffre dans la brèche. Avec plus ou moins de régularité et de mentalité. Les profits font tourner les têtes et oublier les principes. L'arnaque est courante, les commissions mal réparties, et les flingages ponctuels.

La destination de la schnouff est toujours la même : New York et ses quartiers chauds de Harlem, du Bronx… Pour y arriver, les routes sont multiples. Autant que les réseaux.

Mais dans cette jungle touffue, quelques grands axes et quelques brillantes équipes se distinguent.

Le nerf de la guerre, c'est l'acheteur, le plus dur à trouver avec le chimiste. Ce dernier n'est pas forcément un rat de laboratoire professionnel. Les connaissances scientifiques de Cesari s'arrêtent à la formule de l'héroïne, qu'il refile d'ailleurs à quelques élèves, qui eux-mêmes… Donc, un chimiste, ça se trouve, suffit de savoir chercher. En revanche, un boss de la Mafia capable de payer cash plusieurs dizaines de kilos de blanche, c'est moins évident. Surtout quand il habite le fin fond de Brooklyn et qu'on est sur la Canebière. Mais des liens ont pu se nouer avec les Italiens de Marseille, avec la faune internationale de Tanger et le Milieu cubain ou encore avec les truands québécois eux-mêmes en relation avec les familles italiennes comme les Cotroni… Et même avec les prisons américaines où les premiers passeurs croupissent. Aux États-Unis, tous les gangs s'y mettent, Cubains, Portoricains…

Les hommes qui ont ces contacts vont tirer les ficelles. Et se retrouver dans l'ombre, à compter les billets. Les clients sont durs à trouver, alors

plusieurs réseaux se greffent sur le même. Par l'intermédiaire de son contact français évidemment, qui tentent de le préserver. Certains types, présents aux États-Unis pour réceptionner la came et la livrer aux acheteurs, tentent et réussissent quelquefois à récupérer leur numéro. Déjà en relation avec les passeurs, munis maintenant d'un client, ils n'ont plus qu'à s'associer avec un fournisseur et un nouveau réseau se monte.

De quelques filières

Le réseau de Jean-Baptiste Croce, trafiquant depuis les années cinquante, sera un des derniers à tomber, en 1973. Inutile pour Croce de doubler un associé, il possède l'un des meilleurs carnets d'adresses de la pègre française. Jean-Baptiste Croce, né à Olmetto di Tuda en 1920, est un ancien navigateur des lignes d'Extrême-Orient. Il a trafiqué les piastres et l'opium avant de s'installer à Cuba où il codirige avec deux amis des bars, des boîtes et des cercles de jeu, jusqu'à ce que le *barbudo* en chef arrive au pouvoir en 1959. Dans l'île caraïbe, il n'est pas seul. Il peut évoquer le pays avec son aîné, Ansan Bistoni, dit l'Aga Khan. Né en 1911 à Marseille, il a des intérêts dans trois cabarets à La Havane, le Cupidon, le Pigall's et l'Ève. Le troisième larron de l'équipe est Paul Mondoloni, condamné pour le braquage des bijoux de la Bégum. En 1952, il n'a pas attendu le jugement et s'est envolé pour Cuba. Ce qui ne l'empêche pas de voyager en Europe, au Canada et aux États-Unis sous de fausses identités.

Le trio aurait mis au point une filière mexicaine en association avec D'Agostino, un ancien flic collabo installé à Mexico. Puis, ils diversifient les réseaux et s'orientent vers le Canada au milieu des années cinquante. Les contacts pris à Cuba, où règne la Mafia italo-américaine et les truands locaux qui immigreront bientôt, sont rentabilisés. Le réseau utilise des voitures aménagées pour le transport des stups. Dans les portières, les pare-chocs, les passages de roues, les voitures de luxe sont farcies. Embarquées à Barcelone, elles rejoignent Montréal ou Vera Cruz et, de là, New York. Eux restent en France et profitent. Bistoni, pas longtemps. Il plonge en 1963 pour cinq ans et sera tué en 1973 avec Jo Lomini, dit le Toréador, dans la fusillade du bar le Tanagra, sur le Vieux-Port.

Croce prospère régulièrement : cafés, appartements, villas, yachts, voitures de luxe… Jusqu'en 1973, où il tombe pour dix-huit ans. Mondoloni va lui se faire plus discret jusqu'à son assassinat en juillet 1985 en haut de

la Canebière. Après avoir épousé une Nicaraguayenne, pays où il s'est installé quelque temps, il était rentré à Marseille. Il passe alors pour un ponte de la poudre au carnet d'adresses inégalable. À sa mort, la police le soupçonne dans l'affaire de la Pizza Connection, une filière d'héroïne entre la France, l'Italie et les États-Unis tombée définitivement en 1986. Trop tard. Avant de mourir, Monsieur Paul aurait fait tuer Jacques Benedetti, l'assassin de son oncle Dominique Nicoli en 1958. Aujourd'hui, la question de la mort de Paul Mondoloni se pose encore : vendetta ou narcotrafic ?

Entre 1960 et 1975, les voitures constituent le plus sûr moyen pour faire passer la marchandise. Surtout à partir de 1965 et l'augmentation de la demande. Mais elles exigent des spécialistes de la bricole capables de les démonter sans aucune trace visible. Auparavant, tous les moyens étaient bons, des plus farfelus – faux bossu, bâtons de ski, oscilloscope, boutons de manteau… – aux plus classiques – paquets scotchés sur le corps et valises à double fond.

Les Gringos de la poudre

La filière sud-américaine de Joseph Auguste Ricord, l'ancien carlingueur exilé en Argentine puis au Venezuela, choisit, elle, la voie des airs.

La schnouff remonte en bateau le rio Paraguay depuis Buenos Aires, où elle a débarqué, jusqu'à Ascención, au Paraguay. Ricord l'y attend. Il s'y est installé depuis 1968 et tient le Paris Niza, un restaurant-hôtel-piscine avec bungalows. Les avions entrent alors en jeu. Cori, comme on l'appelle, a fait appel aux pilotes de contrebande qui habituellement livrent la cocaïne et autres cigarettes aux États-Unis. Les coucous de tourisme se posent sur les pistes de Ronde, déchargent et repartent peu après. La technique volante de Ricord fonctionne depuis 1968.

Avant, Auguste a développé différents réseaux, en se servant des Français en cavale. C'est la filière sud-américaine.

À la suite des collabos, de nombreux voyous en délicatesse avec la justice ont pris le chemin des Amériques. D'abord au Venezuela, pour pratiquer la traite, puis à Buenos Aires, depuis 1956, pour la drogue. Là, Ricord, qui possède maintenant des cabarets (l'Ervin, le Texas, Chez Danielle) et un restaurant nommé El Sol, en banlieue de Buenos Aires, les réceptionne, les loge, les nourrit et leur demande « l'addition », c'est-à-dire leur participation au trafic. Les plus mauvais restent des seconds rôles

corvéables et justiciables à merci. Les autres organisent leurs propres filières avec plus ou moins de succès.

Début 1959, débarque André Condemine. Le Lyonnais a démarré un peu mac, puis s'est mis au braquage. L'un d'eux va mal tourner. En décembre 1958, il attaque à Paris un fourgon du CCF. L'un des encaisseurs y reste. Condemine, lui, cavale. En Amérique du Sud, il va mettre au point l'un des plus beaux réseaux, avec, pour le seconder, Michel Nicoli. Ce dernier a braqué en 1962 un fourgon postal en Ardèche avec deux copains.

Ses complices arrêtés, il est condamné à mort par contumace. Il rejoint alors Buenos Aires.

Dans les années qui suivent d'autres arrivent. François Chiappe, dit les Grosses-Lèvres, en 1964, après avoir refroidi des souteneurs concurrents, l'équipe de Marcel le Coréen, rue de la Grande-Truanderie, en février.

Dans la nuit du 2 au 3 février 1966, Lucien Sarti, lui, a tué un policier belge pour une voiture volée et mal garée. Sarti, ayant laissé tomber ses faux papiers avec sa photo, prend la route de l'exil.

Le même jour, dans le XVIIe arrondissement, à Paris, le Bordelais Christian David, dit le Beau Serge, a abattu le commissaire Galibert et blessé deux inspecteurs de police. Après une cavale dans le sud de la France, il atterrit en juin 1969 dans la capitale argentine.

D'autres sont déjà là-bas : Johannes M., Willam P., Dominique O., Jean-Paul A…

Zé Luccharotti, autre cavaleur, n'aura pas l'occasion de profiter du trafic. Fils de sous-officier, né en 1918, Joseph-Nonce, de son prénom, s'est fait une belle réputation dans le Milieu d'après-guerre comme pro du braquage. Minutieux, il n'oublie jamais sa burette et ses chiffons avant de monter sa mitraillette. Arrêté en 1959 dans un hôtel de Villeurbanne après une série de quatre attaques à main armée, il se retrouve à la centrale de Melun. Bientôt rejoint par son frère Ange, moins coté dans la pègre. Les deux s'évadent en janvier 1964 en compagnie, notamment, de deux autres frères italiens, ouvreurs réputés. Le quatuor aurait alors peu de temps après cassé la bijouterie Colombo, à Milan – une affaire qui fit du bruit. Les Luccharotti se cachent dans les calanques marseillaises avant de s'embarquer pour l'Argentine, puis São Paulo. Zé se branche alors par l'intermédiaire d'amis français avec Jacques l'Américain, un trafiquant qui possède de bons contacts aux États-Unis. Mais il se fait arrêter avec sa première livraison, cent kilos, à New York en décembre 1965. Verdict, vingt ans de pénitencier,

direction Atlanta, ses deux mille cinq cents détenus et sa dizaine de Français. Tous y sont là pour la came. Beaucoup de passeurs ou de récipiendaires arrêtés n'y sont pas. Les absents ont accepté de collaborer avec les autorités en échange de leur liberté. Les langues se délient et livrent les complices.

Muet, Zé est extradé début 1970 vers la France. Reste son frère Ange, lui aussi à Atlanta après son arrestation à Kennedy Airport. Libéré quelques années plus tard, il s'éteindra en 1993, à soixante-treize ans, alors qu'il monte des braquages avec des jeunes à Toulouse.

Pendant une dizaine d'années, la filière sud-américaine, ou plutôt les différents réseaux qui s'entremêlent, va bien tourner. Au fil des mois, les bases changent, passent d'un pays à l'autre. Les Français font jouer leurs connaissances restées au pays. Sous le soleil d'Amérique du Sud, ils mènent la grande vie : plage, filles, argent… En 1972, le vent tourne. Les autorités des différents pays sud-américains sont priées par les Américains de livrer les trafiquants français qu'ils abritent. Le choix est vite fait entre les sacs de dollars et les amitiés malfrates.

En mars 1971, Ricord est arrêté au Paraguay. Extradé en août 1972, il est condamné en janvier 1973 à vingt ans de prison. Paralysé depuis deux ans, il est libéré en 1982, retrouve sa famille au Paraguay et meurt en 1984. Lucien Sarti, qui a transféré sa filière du Brésil au Mexique, est abattu par la police à Mexico en mai 1972. En octobre de la même année, Christian David est arrêté à Bahia, au Brésil. Torturé en prison, il est extradé aux États-Unis en novembre 1972 et condamné à vingt ans de pénitencier. Libéré, il atterrit en France et prend le chemin… de la prison. Quelques jours après l'arrestation de David, c'est au tour de Claude André Pastou, condamné à perpétuité en France pour des braquages, et de Michel Nicoli de plonger à São Paulo. François Chiappe, dit les Grosses-Lèvres, s'est fait prendre en septembre 1972 à Córdoba, en Argentine. Huit mois plus tard, il se fait la belle à la faveur d'une amnistie des prisonniers politiques auxquels il se mêle. Repris, il est extradé vers les États-Unis.

Le dernier à tomber est André Condemine, connu depuis le début de sa cavale sous le nom de Mario Deniz. Il n'a pas attendu que la nasse se resserre. D'abord installé en Espagne, il gagne la Belgique où il mène une vie bourgeoise de gérant de laveries avec sa compagne. André échappera à la prison. Son corps est retrouvé en juillet 1973 dans une malle flottant sur la Seine à la hauteur de Saint-Cloud.

De l’héro dans la coque

Les paquets scotchés sur le corps, les voitures, les avions et fatalement… les bateaux. L’idée a germé dans l’esprit de Louis Cirillo, sans doute le plus gros acheteur de schnouff new-yorkais. Louis travaille pour différents commanditaires, principalement des familles du crime organisé italien. Son contact vaut de l’or, et ils sont deux à l’avoir en cette année 1968. Ce ne sont pas des vieux de la vieille : Laurent Fiocconi et Jean-Claude Kella ont la trentaine flamboyante. Fraîchement débarqués dans le métier, ils sont les dignes représentants de la nouvelle génération de trafiquants. Et très prometteurs. À Paris comme à Marseille, ils roulent en sportives allemandes et italiennes, et font la tournée des boîtes la coupe aux lèvres. Kella, né à Toulon, a écopé à dix-huit ans de sa première condamnation pour recel. En 1966, il est blessé lors d’une fusillade avec la police pendant un casse de coffre, boulevard des Batignolles, à Paris. Arrêté, il est relâché par erreur. Peu de temps après, il change de spécialité et s’associe avec un autre jeune loup : Laurent Fiocconi, dit Charlot, né en 1941, est le neveu de Jeannot G., U Caputu, le bienfaiteur de Pietralba. L’oncle lui a mis le pied à l’étrier et, à sa mort en 1961, Charlot a hérité de ses affaires. En 1968, il est arrêté à Gérone, en Espagne, avec une future célébrité de la pègre, Francis le Belge.

La même année, Charlot et Kella ont commencé à mettre au point les expéditions navales. Par un intermédiaire, le duo a trouvé le bateau, le *Caprice des temps,* un crevettier, et son capitaine, un aventurier du nom de Marcel Boucan. Joseph Signoli, propriétaire du Consul, un bar de l’avenue de Friedland à Paris, et qui les a contactés en août 1969, représente les fournisseurs marseillais. Mais l’affaire met du temps à s’organiser.

Trop pour Kella et Fiocconi. Ils sont arrêtés en août 1970 en Italie alors qu’ils fêtent leur premier million – ils ont continué de travailler classiquement en attendant – en compagnie d’autres voyous. Présents aux États-Unis en avril 1969, pour superviser un petit arrivage, ils ont été dénoncés par le passeur, et naïvement soumis à une caution de 200 000 dollars par la justice américaine. Une somme qu’ils oublient pour passer au Canada. Munis de faux papiers, ils rentrent en France. Ils se feront arrêter dans une villa de Gênes en août 1970 et extrader vers les États-Unis en octobre 1971.

Les compères sont tombés deux mois après l’arrivée du *Caprice des temps* en Floride. Le bizness a continué sans eux. Dans la coque rallongée

du bateau sont cachés cent kilos de blanche. C’est son premier voyage, il en fera deux. Alors qu’il prépare une troisième traversée en mars 1972, la combine tombe à l’eau. Les douaniers de Villefranche fouillent, la cache est trouvée, bourrée de quatre cent vingt-cinq kilos d’héroïne. Marcel Boucan est arrêté. Louis Cirillo, l’acheteur américain, est condamné à vingt-cinq ans de prison, Fiocconi à trente et Kella à vingt. Ce dernier sort en 1979 contre le paiement d’une forte caution et regagne Toulon. Il va poursuivre ses affaires, beaucoup voyager, être extradé du Mexique vers la France en 1988, faire cinq ans de préventive en France, obtenir un non-lieu dans cette affaire, jusqu’à une nouvelle arrestation dans le cadre de l’opération Topaze (un trafic de cocaïne) en 1998. Quant à Laurent Fiocconi il s’évade en septembre 1972 de la prison de West Street, à New York, avec sept autres trafiquants de drogue. Après un périple de plusieurs mois en Amérique du Sud, en compagnie du caïd cubain qui a monté l’opération et d’un autre Français, Jimmy Bornsztejn, il est repris en Colombie début 1974. Il est de nouveau arrêté dans une affaire de cocaïne en 1988 à Rio, où il s’est installé avec sa femme, colombienne.

La fin de la tornade blanche

Le début des années soixante-dix sonnent le glas de la *French Connection.* En deux ans, les arrestations et les démantèlements de réseaux se sont multipliés. Sous l’impulsion américaine, la France a accentué la lutte. En 1968, le BNDD américain (les stups) installe son QG Europe à Paris. Un directeur pour quinze agents – dont cinq à Marseille – qui travaillent en collaboration avec les Français. En 1971, les peines de prison encourues pour trafic d’héroïne sont passées de cinq ans à vingt ans, et les moyens de la police augmentés. Des réseaux sont démantelés et, l’année suivante, des laboratoires fermés. 1972 est l’année noire des chimistes de la blanche.

En janvier, Marius Pastor est le premier à arrêter la production de son laboratoire du boulevard Debord, à Marseille.

Le 16 mars 1972, c’est un autre symbole qui tombe. Après six ans de prison, et un an de convalescence pour maladie, Jo Cesari a repris le chemin du laboratoire, cette fois logé au clos Sainte-Suzanne, près d’Aubagne. La police y saisit cent vingt kilos d’héroïne. Quelques jours plus tard, Jo Cesari se pend dans sa cellule. En fin d’année, l’installation ambulante des frères

Long, Louis, Armand et Marcel, est confisquée à la Cadière-d'Azur, non loin de La Ciotat.

La production est mise à mal, l'approvisionnement ne va guère mieux. Les bateaux suspects – des cargos turcs en majorité – sont étroitement surveillés. Le combat n'est pas pour autant gagné. Le bizness est difficile mais non impossible. Dans les années qui suivent, d'autres filières vont tourner. D'autant que les Français désormais se piquent. Mais l'euphorie est retombée et la fabrication de l'héroïne redevient une spécialité pour initiés. Au fil des années, quelques labos vont tomber, en 1973 et 1979 à Marseille, en 1978 à La Ciotat, en 1980 à Chambon-sur-Lignon, en Haute-Loire. De l'autre côté de la frontière italienne également, à San Remo en 1979 où le chimiste est français et, l'année suivante, deux autres à Milan dont un franco-italien ; puis en 1986 c'est l'affaire de la Pizza Connection, une filière italo-française, et en 1991 deux labos sont découverts à Marseille… Depuis dix ans, c'est à nouveau l'accalmie. Les voyous préfèrent importer le hasch marocain ou la cocaïne colombienne et mexicaine *via* l'Espagne. Les routes des stups sont inversées. Moins d'export, plus d'import. Il est vrai qu'en matière d'héroïne, les Français ont aujourd'hui de la concurrence. Du Pakistan à la Turquie, en passant par le triangle d'or, la Chine, la Corée du Nord et même l'Amérique du Sud, des centaines de chimistes sortent de la poudre plus ou moins pure. En rêvant peut-être d'égaler Jo Cesari.

5.

Barbouzes et gros bras

La *French Connection*, ce vaste trafic de drogue désordonné, serait le fruit d'une association politico-mafieuse. Voilà la thèse qui prévaut au début des années soixante-dix dans les médias, défendue par la CIA et les services antidrogue états-uniens. L'Agence américaine met en cause – sans preuves – quelques fratries corses qui entretiennent des liens avec des hommes politiques. Ces derniers couvriraient la Mafia corse et son trafic de stupéfiants qui financerait l'action politique. La révélation est à la mesure du fantasme. Les Américains maîtrisent mal le Milieu français. Ils voient dans le banditisme insulaire une structure similaire à celle des Siciliens et autres Calabrais. Et expliquent l'inaction des services de police français par une *omertà* imposée par le pouvoir politique. Certes, des Corses trafiquent et d'autres fréquentent des politiques de haut niveau, mais toujours à titre individuel. Et l'inaction des services antistups français n'est pas le fait de consignes supérieures, mais uniquement la conséquence d'une apathie passagère. Une thèse est couramment avancée pour expliquer cette campagne des services américains : ils chercheraient à affaiblir les réseaux gaullistes et leurs services secrets qui leur sont opposés sur quelques points de géostratégie.

Les réseaux de la Seconde Guerre mondiale

Le Milieu n'est pas assez structuré pour parasiter durablement le monde politique et financier. Il ne représente aucune force stable qui servirait d'interlocuteur et survivrait à ses chefs. Cet individualisme caractéristique montre là ses limites. La pègre laisse aux cols blancs les scandales politico-financiers de grande envergure, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de passerelle occasionnelle.

Les voyous et le monde politique entretiennent des relations depuis la Seconde Guerre mondiale, et même avant en ce qui concerne la Côte

d’Azur. Mais le conflit leur ouvre les portes des services spéciaux, là où ils ne connaissaient que l’action politique de rue (excepté, durant la Première Guerre mondiale, la mission de l’ouvreur Baptistin Travail à la légation allemande de Berne).

La DGER a fait appel à eux durant l’Occupation puis lors de l’épuration. Puis le SDECE, qui a pris la suite de la DGER en 1946, leur propose du travail au début des années cinquante. La décolonisation est en marche, notamment au Maroc, où le mouvement nationaliste de l’Istiqlal, emmené par Allal al-Fassi, fait parler de lui. Jo Attia et Georges Boucheseiche, qui ont connu des hommes du service action dans les bars de Montmartre et d’autres pendant la guerre, sont recrutés pour neutraliser al-Fassi. Accompagnés d’un agent et de deux complices – Jean Palisse le Parisien et Nottoni, dit la Béquille –, les deux Jo embarquent en 1956 à Orly pour Tétouan. Al-Fassi doit assister à une réunion de l’organisation dans un hôtel de la zone espagnole.

L’expédition commando vire au grand guignol. Deux bombes doivent volatiliser le leader marocain. L’une fonctionne mais, mal orientée rate la cible, la seconde est désamorcée dans la villa d’al-Fassi par la police espagnole. L’équipe, qui mène grand train dans les boîtes de la ville, est vite repérée. Palisse et Bouche-seiche passent discrètement en zone française. Attia et l’agent du SDECE, ralentis par la jambe de bois de Nottoni, se tournent vers Tanger. Ils sont arrêtés à l’aéroport malgré l’aide du chef d’escale, Antoine Lopez. Les autres s’en sortent. Attia, lui, doit user d’un stratagème : se faire impliquer dans un double meurtre commis à Montfort-l’Amaury. Le SDECE s’occupe de la gourmette frappée à son nom qui sera retrouvée sur le lieu du crime, après que Carmen, la femme de Jo, l’y a déposée. Attia est extradé et, à Paris, innocenté.

Il va ensuite mettre à profit la connaissance d’Antoine Lopez pour escroquer des pieds-noirs qui cherchent à rapatrier de l’argent d’Afrique du Nord. Une, deux valises, et la troisième disparaît. Sans doute volée par des voyous…

La fine équipe – dont Le Ny, Dubail, Figeon… – sera ensuite mêlée à l’affaire Ben Barka en octobre 1965. Le 29 octobre, l’opposant marocain est enlevé à Saint-Germain et disparaît définitivement. Lopez, recruté par le SDECE depuis 1956, écope de sept ans de réclusion. Les truands sont condamnés à perpétuité par contumace. Boucheseiche et Palisse se réfugient au Maroc, où ils mourront.

Entre-temps, ils auront été cités dans l'enlèvement en Allemagne du colonel Argoud, l'un des chefs de l'OAS. Une opération en réalité menée par des hommes de la sécurité militaire et à laquelle les truands sont totalement étrangers.

Dix ans avant Ben Barka, d'autres truands ont été payés pour liquider Jacques Lemaigre du Breuil, industriel français qui finance l'Istiqlal. Le 11 juin 1955, il est fauché à Casablanca par une rafale de mitraillette tirée depuis une traction. À Tanger, Jo Renucci, qui fréquente quelques députés RPF, aurait dénoncé, lui, les livraisons d'armes destinées aux nationalistes, marocains et algériens. En échange, les autorités détournent les yeux de ses trafics de cigarettes.

Il n'est pas le seul à renseigner. À Tanger, les truands qui jouent les intermédiaires sont régulièrement supprimés par les services. En métropole aussi, le SDECE a ses antennes dans la pègre. Norbert, qui travaille pour la section trafic d'armes, est sans doute son meilleur indicateur. Pendant l'Occupation, Norbert a trafiqué à grande échelle. Avec le trafic de cuirs et peaux, il a acheté une dizaine de cinémas, une fabrique de chaussures, un château dans le Bordelais. En fuite à la fin de la guerre, il est extradé de Suisse contre un collègue helvète détenu à la Santé. Le SDECE le recrute à sa sortie de prison, au début de la guerre d'Algérie. Son collègue suisse est maintenant l'un des plus gros trafiquants d'armes européens. En échange de ses tuyaux mirifiques, et pour qu'il les améliore en pénétrant le Milieu, Norbert trafique pour son compte. Escortés par deux voitures de police, ses convois de camions importent en fraude d'Allemagne toutes sortes de marchandises, notamment des machines à sous (flippers et juke-box) qui sont en vogue à Paris.

L'affaire est dans le SAC

Dans les années soixante, les liens politico-voyous vont se resserrer. En 1960, le gaulliste Jacques Dauer crée le Mouvement pour la communauté dont le cheval de bataille est la décolonisation. Après le putsch d'avril 1961 et pour contrer les actions menées par l'OAS en Algérie, le mouvement passe de l'action politique à l'action tout court.

Lucien Bitterlin, responsable du mouvement pour la région parisienne, recrute les troupes nécessaires pour mener cette guerre civile, dont quelques

truands qui rejoignent les barbouzes déjà logés dans la villa Julia, sur les hauteurs d'El Biar.

En métropole, quelques auxiliaires sortent de prison centrale pour la bonne cause. Roger Frey, ministre de l'intérieur, signe la libération de Raymond la Science, qui purge six ans pour vol à main armée. Il doit infiltrer les milieux OAS et jouer sur les deux tableaux. La campagne terminée, ces « mercenaires » continuent d'émarger au service 7, chargé des actions clandestines du SDECE. Trop voyants, ils y sont placardisés puis remerciés. Certains trouvent du travail ailleurs.

Un autre organisme recrute en métropole. Le Service d'action civique a pris la relève du service d'ordre du RPF. Officiellement créé en 1960, c'est une association loi 1901, en réalité une milice civile indépendante qui soutient le général de Gaulle lors de son retour au pouvoir. Ce dernier s'est toujours méfié des partis. Le SAC, service d'ordre, multiplie les actions occultes, telles que l'infiltration de la police et des administrations. Le gros du travail consiste à assurer le bon déroulement des campagnes électorales. L'association s'intéresse peu au passé de ses membres. Certains d'entre eux affichent un casier plutôt noir. En fait, c'est par dizaines que les truands exhibent leur carte tricolore du mouvement. Ils se mêlent à la cohorte de gros bras et autres hommes d'action pour perturber ou sécuriser les réunions politiques, protéger les colleurs d'affiches ou l'inverse, encadrer les déplacements officiels – à la place de la police – d'hommes politiques… En échange, ils espèrent être couverts pour les ports d'armes et autres découvertes gênantes. La police ne sait plus très bien qui fait quoi. De 1960 à 1981, des membres du SAC sont jugés pour vol de voiture, trafic de drogue, proxénétisme, assassinat, faux monnayage, racket, coups et blessures, abus de confiance, port d'armes prohibées, escroquerie… Une centaine d'affaires en tout, dont on murmure qu'une partie pourrait financer les caisses électorales.

Le gros de la troupe, qui sert d'hommes de main, ne compte pas beaucoup de caïds. Ces derniers se chargent uniquement du recrutement.

Jean Augé, dit aussi Petit Jeannot, fournit de la main-d'œuvre dans le Rhône. Né en 1923, Augé se distingue dans la Résistance pendant la guerre. À la Libération, il ouvre quelques coffres et trafique, comme beaucoup de confrères, les tickets de rationnement, ce qui lui vaut une condamnation à deux ans et demi de prison en 1951. L'année précédente, il a fait son entrée au Fichier spécial de la répression du banditisme. Pendant les « événements

d'Algérie », il aurait participé sur place à la lutte anti-OAS, par l'intermédiaire des relations nouées avec le DGER durant la guerre. À son retour, il rallie le SAC et recrute localement pour les campagnes électorales de l'UNR. Et devient l'un des caïds du Milieu lyonnais. Filles en Suisse, en Belgique et en Allemagne, trafic d'armes, de schnouff… À ses côtés, on rencontre Louis Nesmoz, Raphaël Dadoun, Henri le Colonel, Roger la Bricole… En 1973, Jean Augé, qui a placé ses bénéfices, est devenu une personnalité de la ville. Il habite une maison des beaux quartiers, roule en DS et pratique le tennis au Sporting club avec les notables locaux. Jusqu'au 15 juin, où il est abattu de huit balles de 11.43.

Constantin Tramini s'occupe, lui, des Bouches-du-Rhône. Né en 1916 à Bocognano, il a fait ses classes à Montmartre et Marseille et pris part à la vendetta Salicetti. Passé par le trafic de cigarettes, ami de Blémant, il intègre le SAC à sa fondation et en devient le patron pour la région. Fin 1960, il exploite des hôtels et autres maisons clandestines autour de l'étang de Berre, sans compter les hôtels et les relais routiers des bords de la nationale 7.

Il rackette également quelques établissements de nuit. Rien que du classique. Il est aussi le patron du Kentucky, un petit parc de loisirs aux allures de ranch qu'il a créé, avant de mourir dans sa villa de l'étang de Berre le 27 octobre 1972. Cette résidence aurait abrité Christian David, meurtrier du commissaire Galibert et membre du SAC, réfugié ensuite en Amérique du Sud.

Mémé Guérini, qui a rejoint avec ses frères le camp de l'UNR en 1952, fréquente, lui, le responsable marseillais du SAC. Une relation qui éclatera au grand jour lorsque ce dernier fera un faux témoignage en faveur de Mémé lors de son procès pour le meurtre d'un petit voyou en 1967.

Le SAC, qui s'est également distingué pendant les événements de Mai 68, est dissous en 1981 après la tuerie d'Auriol. Le Groupe antiterroriste de libération espagnol prend la relève de l'embauche malfrate. En rien comparable bien sûr. Le GAL est destiné, lui, à lutter contre l'ETA, en territoire français principalement. Pour remplir cette mission occulte, le ministère de l'intérieur espagnol recrute des truands français chargés d'éliminer les responsables de l'organisation basque. Le marché est proposé aux voyous en cavale du côté ibérique des Pyrénées. Avec, en substance, l'accord suivant : en échange de votre participation au combat, nous fermons les yeux sur votre situation et vos activités. Quelques truands

acceptent. Entre octobre 1983 et février 1986, les GAL signent vingt-sept assassinats. Dont un certain nombre de victimes innocentes. Ils se sont trompé de cible…

Les associations entre politiques et truands perdurent jusqu'à la fin des réseaux issus de la Résistance dans les années quatre-vingt. Les hommes en place partent à la retraite, les truands disparaissent ou se rangent.

Le panier de crabes lyonnais

De 1965 à 1975, la ville de Lyon incarne la situation du moment : un vrai panier de crabes. La section locale du SAC est l'une des plus puissantes de France, sous l'impulsion de Jean Augé, rayé du Fichier du grand banditisme de 1959 à 1965 pour services rendus. Cette année-là, il retourne au tribunal pour une affaire de détention d'armes et de faux papiers. Petit Jeannot est condamné en appel à cinq mois de prison avec sursis et 8 000 francs d'amende. Le commissaire Dominique Simoni, de la Sûreté nationale, a confirmé à la barre son appartenance aux réseaux. À partir de 1960, il fait main basse sur le racket des boîtes, associé avec Roger la Bricole. Des établissements brûlent. En 1965, cinq cabarets partent en fumée. L'ambiance lyonnaise est chaude.

En juin 1969, le procureur général Davenas retire son habilitation d'officier de police judiciaire au commissaire Charles Javilley, chef du Groupe de répression du banditisme. Ses fréquentations de la pègre lui ont porté préjudice.

En novembre 1968, Robert Hehlen, un petit souteneur, a été mortellement blessé par balles au Fetisch club, un cabaret night-club aux allures de bordel à Neuville-sur-Ain. Un certain Hubert Sorba lui a tiré dessus. Face aux gendarmes, les témoins invoquent l'accident malencontreux. La procédure met à nu les relations qu'entretiennent les patrons de ce clandé avec le commissaire Javilley. Il les protégerait, contre quelques faveurs. Un de ses inspecteurs est d'ailleurs écroué en juillet 1972 pour proxénétisme et destruction de traces à la suite d'un crime en vue d'entraver le bon fonctionnement de la justice.

À Lyon, ils ne sont pas les seuls à entretenir des relations obscures avec la pègre. Les scandales se succèdent. Les frères Sorba, impliqués dans l'affaire du Fetisch, conduisent à un autre établissement, cette fois dans le vieux Lyon. Les Escury du Roy sont fréquentés par plusieurs membres de la

classe politique locale. D’autres noms sortent. Un commissaire, ancien chef de la brigade des mœurs et ancien sous-chef de la sûreté urbaine, protégerait les Escury. La tenancière serait sa maîtresse. Les langues se délient, d’autres affaires sortent. Un ancien de la brigade des mœurs a ouvert avec un ami une agence immobilière spécialisée dans la vente des hôtels meublés et autres bars à tapin… Résultat, la répression se déchaîne. Il faut laver la ville de tout soupçon. En 1971, cent quatorze proxénètes sont arrêtés et vingt-cinq établissement fermés. En 1972, les soixante-dix établissements de Lyon sont clos. Les hôtels meublés sont désertés.

Durant le deuxième semestre de l’année, six mille deux cent quatre-vingt-dix contraventions pour racolage sont dressées, quarante-trois proxos arrêtés et quarante et un hôtels fermés.

La série noire lyonnaise se poursuit jusqu’au 3 juillet 1975. À 2 h 30 du matin, le juge François Renaud est assassiné en bas de son domicile, sur la colline de Fourvière. Une voiture, trois ou quatre hommes encagoulés, et quelques balles. Ce crime est resté impuni. Depuis son arrivée à Lyon en 1966, le juge, surnommé le Shérif, s’était fait beaucoup d’ennemis dans le Milieu.

6.

Du trottoir au proxénétisme immobilier

Les scandales lyonnais ont entraîné une féroce répression. Les hôtels ferment et les prostituées sont à la rue. La prostitution va muter encore une fois. Après la fin des maisons en 1946, la suppression progressive des clandés, l'explosion des hôtels de passe, voici venu le temps des studios. Une pratique qui va se perpétrer pendant vingt ans et tomber en désuétude au début des années quatre-vingt-dix. Conséquence de l'abandon du métier par les Françaises et la fin du proxénétisme *made in France*.

Avec la fermeture des hôtels, même provisoire, les filles se rabattent sur les logements privés. Les hôteliers convertissent leurs établissements en immeubles d'habitation et leurs chambres en studio, ensuite, ils les vendent aux filles qui tournent à plusieurs dedans – le studio est également doublé par une cloison pour augmenter les rotations. Mieux vaut passer par des prête-noms, pour éviter de tomber sous le coup de l'article 335 qui stipule que doit être sanctionné quiconque, disposant de locaux, les met en connaissance de cause à la disposition de personnes se livrant à la prostitution. Une affaire va faire jurisprudence et entraîner la généralisation de la pratique. Le 7 mai 1969, la Cour de cassation de Grenoble casse l'arrêt de la cour d'appel. Cette dernière avait confirmé la condamnation, datée du 12 octobre 1966, d'une prostituée, Danielle F., qui avait vendu son appartement à une autre. La Cour de cassation annula l'arrêt estimant qu'un contrat de vente n'était pas une mise à disposition. Les studios peuvent proliférer.

Danielle la pionnière

Si Danielle F. ouvre la voie, elle n'est pas la seule à pratiquer. Geneviève, la femme d'un souteneur nommé Jean Breuil, a été accusée la même année du même délit dans la même ville. Elle aurait vendu plusieurs fois son appartement à des filles qui, en réalité, si elles figuraient sur les actes

notariés, ne payaient qu'un simple loyer. Toute la différence est là avec l'affaire de Danielle. Geneviève va perdre. Son homme, Jean Breuil, né en 1934 en Gironde et installé à Grenoble, a fait six ans de réclusion pour une tentative de meurtre en 1962. Il est en prison lorsque sa femme est arrêtée et condamnée en appel en avril 1966. Breuil sort en 1969. Connu par les policiers de Grenoble comme de Bordeaux, c'est un truand de haute volée installé à Biarritz où il est officiellement directeur commercial d'une société d'appareils pour soulager les rhumatismes. Il tombe à Paris en octobre 1970 pour trafic de drogue. L'Ami 8 achetée en Angleterre, qu'il vient de remonter de Marseille et qui devait naviguer jusqu'à Nassau, est farcie de six kilos d'héroïne cachés sous le siège arrière. Neuf ans de prison.

L'exemple de Danielle est suivi par un grand nombre de prostituées de Grenoble. Mais en janvier 1973, les habitants des rues Saint-Jacques et de Beaune se plaignent de ne pouvoir jouir de leurs appartements tranquillement. Le va-et-vient dans les immeubles exaspère. De nombreuses prostituées sont montées de Lyon depuis 1972, les scandales et la répression qui a suivi. Une grande rafle est ordonnée. Quatre-vingts perquisitions ont heu, deux cents personnes sont visées, un grand nombre se retrouvent au tribunal. Cette fois, le parquet poursuit au nom de l'article 334 qui réprime tout ce qui aide, assiste ou favorise la prostitution. Le procès est capital pour les proxénètes qui ont déjà contourné l'article 335. Ils remportent la victoire en décembre 1973. Le tribunal estime qu'une vente est un acte ponctuel et que l'article 334 vise des soutiens suivis.

Un homme est tout de même condamné à quatre ans d'emprisonnement. Claude Favrioux, dit P'tit Claude, est né en 1940 à Saint-Maixent dans une famille de commerçants. Après divers séjours dans des établissements scolaires privés, il prend le chemin de Fresnes, quartier des mineurs, à dix-sept ans. À sa sortie, il se distingue dans les Ardennes et à Paris pour vols qualifiés, menaces de mort, faux et usage de faux, coups et blessures volontaires. En 1967, il se pose à Grenoble où il rencontre Djemila, une jeune fille de dix-sept ans. Puis, suivant l'exemple de Danielle, déménage sa protégée de l'hôtel à un appartement. Il prend alors son envol et s'adjoint une deuxième fille, Jacqueline, trente-cinq ans, puis une troisième, Sylvia la Bretonne, qui font tourner d'autres filles dans les appartements. Mais la descente de janvier 1973 contrecarre ses plans. Un groupe de policiers qui a pour mission de visiter les appartements le trouve en compagnie de Djemila et de sa sœur dans un logement de la rue de Beaune. Le trio est arrêté. Au

cours d’une perquisition, les policiers tombent sur des lettres destinées au tenancier du Viking, à Dakar. Entre-temps, P’tit Claude s’est évadé du commissariat. Il est repris à Saint-Ouen.

Un billet open : Algérie, Allemagne, Sénégal

Comme beaucoup de ses collègues, Claude s’est lancé dans l’international. Pour faire face à la répression policière, les souteneurs envoient leurs filles dans les Éros centers allemands, les bars montants belges et les bordels d’Afrique noire. P’tit Claude s’était déjà organisé. Djemila devait partir à Düsseldorf, Sylvia à Abidjan et Jacqueline en Belgique. Cette dernière s’est d’ailleurs installée à Bruxelles pendant la cavale de son homme.

Depuis la fin de l’Afrique du Nord, l’Afrique noire a la cote. En septembre 1966, un réseau a été démantelé qui reliait Marseille à Annaba (ex-Bône). Quatre trafiquants français liés à des fonctionnaires algériens sont arrêtés. Ils auraient trafiqué des devises à hauteur de 250 millions d’anciens francs. Le mois suivant, le président Boumédiène expulse les filles (estimées à deux mille) vers la Côte d’Azur. L’Afrique noire reste alors la seule destination extra-européenne. En 1964 déjà, quatre souteneurs parisiens d’une quarantaine d’années, Marcel, Sauveur, Benito et Liberia, ex-tenancier du Troubadour, rue Fromentin, avaient été arrêtés pour avoir envoyé vingt-quatre femmes à Dakar. Elles transitaient quelques mois par Francfort et Düsseldorf avant de rejoindre leur affectation. En 1972, à Toulon, c’est un autre réseau qui tombe, auquel participe Jacques Champourlier, dit Jacky, une figure de la pègre toulonnaise, né en 1936. Des filles sont envoyées dans deux bordels de Dakar, l’Éden et le Cupidon, par l’intermédiaire du Beau François. Après une carrière bien remplie auprès de Loulou Régnier puis de Jean-Louis Fargette, caïds du Var, Champourlier est retrouvé calciné dans sa voiture sur le plateau de Signes, près de Toulon, en avril 1996.

SIXIÈME PARTIE

BIENVENUE AU GRAND BANDITISME (1970-2003)

Les années soixante-dix marquent une nouvelle étape dans l'histoire du Milieu. C'est une époque charnière entre deux mondes. La vieille génération du mitan s'éteint doucement. Les Hommes les plus anciens ont fait leurs classes durant les décennies trente, quarante et cinquante, au temps de la vieille école, des Bat' d'Af' et autres colonies pour mineurs. À la fin des années soixante arrivent sur le marché les enfants de la guerre, qui ont grandi avec d'autres valeurs. La société a changé, la pègre également. Le Milieu n'est pas mort pour autant, il évolue une fois de plus. La came et son euphorie ont laissé une mauvaise ambiance. La descente est dure. Face aux peines encourues, les magouilleurs de tous poils mêlés aux voyous traditionnels ont balancé leurs complices. La mentalité en a pris un coup. Tout le monde se méfie de tout le monde. Les anciens ne travaillent qu'avec des cercles connus.

Et puis, la répartition des affaires a changé. La prédominance des Corses est de moins en moins évidente.

1.

Les Corses se rangent

L'évolution de l'île y est pour beaucoup. Les jeunes partent maintenant sur le continent faire leurs études supérieures, suivre les cours de facultés comme celle d'Aix. L'illettrisme des petits bergers n'est plus d'actualité. D'autres alternatives professionnelles s'offrent à eux. Il convient d'ajouter à cela la répression du proxénétisme et les différentes guerres qui se sont succédé, de Salicetti au *Combinatie* en passant par la disparition de Cuc, de Costa… Et ce n'est pas terminé.

Notamment à Nice où les balles sifflent durant la décennie 1960.

Tout commence en novembre 1961, avec la mort du juge de paix de Nice, Pierre Rossi, abattu par deux tireurs dans son bar de l'Ancre alors qu'il jouait aux cartes. Il aurait eu de l'autorité sur l'ouest du Var tandis que U Caputu, Jean-Baptiste Giudicelli, abattu en 1960 pour causerie intempestive avec la police, s'occupait de l'est. À la mort des comparses, le terrain est libre et les candidats nombreux. Notamment les pieds-noirs, arrivés récemment. Ils vont mettre en difficulté Urbain Giaume, figure locale, tenancier de plusieurs affaires près de la place Massena et ami des Guérini. Les nouveaux commencent à racheter des établissements, hôtels, bars et contrôlent ainsi une partie de la prostitution. La « trahison » d'un homme, Angelin Bianchini, va mettre le feu aux poudres. Angelin, né en 1916 à Giuncheto, en Corse, village dont son frère est le maire, a créé à Nice une petite industrie. Il fabrique du pastis, le Biancanis ; il est aussi l'un des piliers du SAC depuis 1959 et s'occupe de quelques demoiselles. Avec des velléités de s'agrandir. Il s'allie alors aux nouveaux venus. Cela déplaît à certains qui le lui font savoir par un avertissement. Dans la nuit du 1er au 2 juin 1964, il est touché à l'omoplate par une décharge de chevrotine tiré par un fusil à canon scié.

Il se cache, mais d'autres tombent. Benoît Papa est retrouvé mort. Deux autres sont rafalés en juillet 1964, avenue Désiré-Niel. Une semaine plus tard, deux types sont retrouvés dans un ravin entre Nice et Grasse. L'un est

mort ficelé dans un sac, l'autre est vivant, mais a été torturé, on lui a enfoncé lentement un tournevis dans le torse. Bientôt, un taxi est mitraillé, deux équipes d'automobilistes se tirent dessus ; en septembre, Michel Paoli, équipier de Bianchini, est tué à la descente du bateau de Corse ; en octobre c'est un ex-lieutenant de Rossi qui est blessé… Neuf mauvais garçons sont blessés et trois tués entre le 1er juin et le 17 octobre 1964. Le préfet Maotti appelle à la rescousse l'antigang, nouvellement créé à Paris. Bianchini, qui se cachait depuis cinq mois, est arrêté. Quatre cents CRS ratissent les quartiers chauds. Les dizaines d'hôtels sont contrôlés, dix-neuf sont fermés ainsi que trois bars de voyous. Huit cents contraventions sont dressées à des prostituées. Ensuite, la paix revient par miracle, jusqu'en avril 1965. Mais le 26 avril à onze heures du matin, Pierre-Marie Bianchini, frère d'Angelin, tombe sous les balles de deux tueurs à scooter. C'est la première exécution à deux roues en France, mais le début d'une longue tradition sudiste. Angelin, condamné à quinze mois de prison en mars 1965, sort en juillet 1966, et se consacre dorénavant à l'anis. Urbain Giaume, quant à lui, sera arrêté en 1975 pour trafic de stupéfiants à la suite des révélations d'un passeur et condamné à quinze ans de réclusion. Depuis 1969, il a acheminé aux États-Unis plus d'une tonne d'héroïne dans des meubles anciens. Entre-temps, il aura supporté une guerre de plus.

Le Vieux-Port en deuil

Si la guerre de Nice fait du bruit, ce n'est qu'un pétard mouillé.

Le 23 juin 1967, la Mercedes bleu métallisé d'Antoine Guérini s'engage sur la piste de la station-service de l'avenue Saint-Julien, à Marseille. Soudain, deux hommes casqués de blanc surgissent sur une grosse cylindrée rouge. L'un d'eux saute à la volée, s'approche de la voiture et tire quatre coups sur le pare-brise côté passager. Il passe la main à travers la portière dont la vitre est baissée et tire encore. Onze balles de 11.43 ont traversé le corps, le foie, les poumons et le cœur du seigneur de la pègre.

C'est un séisme sur la Canebière, pour le grand public et la presse. Moins pour la pègre. Les Guérini s'occupaient surtout de limonade depuis 1960. Depuis quelques années, ils avaient perdu de leur pouvoir, gérant tranquillement leur empire. Mais ils n'avaient pas perdu leur prestige. On les consultait pour aplanir un différend, ils arbitraient les règlements de comptes, mais on faisait des affaires sans leur demander d'autorisation.

Alors qui a tué le juge de paix ? La réponse est à chercher du côté des équipiers de Robert Blémant. Le 4 mai 1965, l'ex-commissaire rentre au domaine des Petits-Birons, une voiture double sa Mercedes, deux pistolets-mitrailleurs parlent. Blémant se tait à jamais.

Antoine aurait pris ombrage de la réussite de son ex-associé et, par jalousie, l'aurait fait supprimer. Les responsables du contrat vont y passer aussi. En février 1966, Colombani, l'un des tireurs, est abattu en sortant de chez sa mère à Ajaccio. Un homme enlevé par le clan Blémant et torturé donne le nom des complices. Le deuxième tireur, Antoine Mondoloni (il n'appartient pas à la famille de Paul Mondoloni), a droit à un sursis de quatre ans. Il a été condamné pour violence à agents, infraction à l'interdiction de séjour et tentative d'homicide, et arrêté sur les Champs-Élysées en février, cinq jours après la mort de son comparse. Mondoloni n'est pas n'importe qui, il est le fils adoptif de Mémé. Il a fait ses classes à Montmartre avec François Chiappe, dit les Grosses-Lèvres, parti depuis pour l'Amérique du Sud. Il a été arrêté à Paris en compagnie d'un autre homme soupçonné d'être le chauffeur. Ce dernier est abattu en Espagne en 1966, peu après sa sortie de prison. Quant à Antoine… Le 23 décembre 1969, peu après sa libération (en novembre), il est victime d'un accident de la route. Conduit à l'hôpital, il est poignardé dans son lit, la nuit du 27.

Quinze jours plus tard, Mémé Guérini passe aux assises. La série noire s'est abattue sur la famille.

Alors que le clan enterrait Antoine, des cambrioleurs inconscients ont cambriolé la Calenzana, la somptueuse villa de l'avenue des Rampai, à Saint-Julien, emportant des bijoux. Un Espagnol, spécialiste des rubriques nécrologiques, aidé d'un petit voyou du nom de Mandroyan, a fait le coup. Lorsqu'ils apprennent à qui ils ont affaire, l'Ibérique rentre au pays et Mandroyan restitue sa part. Trop tard, son cadavre est retrouvé au cap Canaille, alourdi de huit balles.

Le 4 août, Mémé est arrêté, ses frères Pascal et François dans la foulée. Pascal meurt peu après d'une crise cardiaque à la prison des Baumettes. Le 15 janvier 1969, Barthélémy Guérini est condamné à vingt ans et son frère Pascal à quinze. Mémé, atteint d'un cancer, est libéré en conditionnelle le 4 mars 1978. Il meurt en 1982 à la Valette, une clinique privée de Montpellier.

Rien ne va plus, la banque saute

Peu avant leur mort, Blémant et Antoine Guérini avaient investi dans les cercles de jeu parisiens. Notamment au Grand Cercle, l'un des plus vieux et des plus prestigieux, qui cherchait des capitaux. En effet, en 1959, il a obtenu l'autorisation d'exploiter les grands jeux (il rejoint ainsi les trois cercles autorisés sur les quinze que compte Paris) : baccara et chemin de fer avec banque à tout-va. De gros profits s'annoncent. Pour garantir les gains des gros joueurs, il faut une banque solide. Elle est fournie, entre autres, par le haut du panier de la pègre. Blémant s'associe à Gilbert Zenatti (non truand), patron du Red Star, et à Antoine Guérini. Autour de la table, il y a également Antoine Peretti, ancien patron du Chantilly sous l'Occupation, et grand patron des cercles parisiens (majorité de la banque du cercle de l'Aviation club de France, intérêts au casino de Divonne-les-Bains, au cercle parisien Gaillon, au billard-club de la Bastille), ainsi que Jean Baptiste Andréani, ancien résistant qui a fait fortune dans le trafic de piastres et de femmes à Saigon d'où il est revenu en 1951, et aussi Marcel Francisi. Ce dernier est né en 1919 à Casamiacce. Après le baccalauréat, il s'est engagé en juillet 1939. Prisonnier, il s'évade de Béthune, rejoint l'Afrique du Nord en 1942 au moment du débarquement allié, débarque en Provence en 1944 et retourne à la vie civile bardé de décorations : médaille militaire, croix de guerre, médaille des évadés et croix du combattant volontaire. Il s'installe à Tanger pendant quelques années où il dirige une société d'exploitation maritime et est cité dans l'affaire du *Combinatie.* Ce n'est pas la dernière. Installé ensuite à Paris, il dirige, officiellement, des sociétés et mène grand train : appartement dans le XVIe arrondissement, maison à Bougival… Il fréquente quelques personnalités corses comme Jean Bozzi et Alexandre Sanguinetti (passé lui aussi par l'Afrique du Nord pendant la guerre en compagnie de Blémant), qui seront conseillers du ministre de l'intérieur Roger Frey. Gaulliste, il est élu conseiller général UDR de Zicavo, en Corse.

Francisi assure que sa fortune provient de ses entreprises et de sa participation dans les casinos du Liban. En 1955, il devient en effet actionnaire du casino de Beyrouth, du River Club de Londres et du casino de Namur. Les services américains, se fondant sur sa présence d'abord à Tanger avec Renucci, puis au Liban, voient en lui un monsieur Drogue protégé par le gouvernement. Associé du groupe financier Khaïda, il contrôle la banque à tout-va du palais de la Méditerranée en 1961 et celle du casino de Forges-les-Eaux en 1966. La même année, il entre dans le

capital du Cercle de l'industrie et du commerce et prend le contrôle du cercle Haussmann et du cercle de l'Aviation club de France.

Ce bel ensemble va se fissurer en février 1960 lorsque Andréani, espérant faire plonger le consortium de la banque à tout-va du Grand Cercle, demande à se retirer de l'affaire et à être remboursé de son investissement. Si les associés ne le peuvent pas, Andréani prend la majorité des parts de la banque. Ils paient. Mais un mois après, Zenatti, interdit de cercle, doit se retirer aussi. Puis Peretti demande à son tour le remboursement de son capital. Et se retire sans heurts. Blémant est sur la touche. Andréani revient en force. Il s'oppose à Francisi à qui il laisse des miettes de la banque, soit dix pour cent de participation. Le Grand Cercle est alors pris pour cible. Mitraillage de la façade, tentative de meurtre sur Andréani en avril 1963, qui est grièvement blessé… Finalement, Andréani part pour Londres. Entretemps. Blémant et Guérini s'entre-tuent. Quatre ans après, le ball-trap reprend. Andréani, devenu actionnaire majoritaire en 1964 du Grand Cercle, et Francisi sont alors les deux maîtres des jeux parisiens. En décembre 1967, la maison de Francisi est la cible d'un plastiquage qui fera deux victimes : les poseurs de la TNT.

Début 1968, c'est le garde du corps d'Andréani qui est blessé à Ajaccio, puis l'un de ses proches.

En juin 1968, contre-offensive. Les frères Francisi sont pris pour cible au café le Wagram, à Ajaccio. Les trois – Marcel, Roland et Xavier – s'en sortent indemnes. Le 3 octobre 1968, deux proches d'Andréani qui déjeunent dans un restaurant de l'avenue Carnot sont emballés par deux faux policiers qui les exécutent, menottés sur le trottoir, de dix balles de 11.43 chacun. À la fin octobre, trois hommes d'Andréani tombent à leur suite. Après cet épisode sanglant, les deux patrons (Andréani a disparu provisoirement) sont interdits de cercle… Puis le calme revient et les deux clans cohabitent tranquillement durant les années soixante-dix. Jusqu'à l'interdiction des cercles en 1981 et la mort de Marcel Francisi en janvier 1982.

Lyonnais contre Grenoblois

D'autres convulsions sanglantes agitent le Milieu à la fin des années soixante.

En juin 1968, Mathieu Mattéi, l'un des patrons du Milieu grenoblois, est abattu au Fontanil, une de ses boîtes de nuit. Jean Augé aurait voulu mettre la main sur son territoire. Mattéi, membre du SAC, a commencé au service d'ordre du RPF en 1947. Il a même été chauffeur de Pompidou, alors Premier ministre, lors de sa visite en 1967. En 1972, c'est le tour de Titin Tramini, l'homme du SAC dans les Bouches-du-Rhône, qui rackette une partie des boîtes du Sud-Est. Il a sans doute été éliminé avec la complicité de son bras droit, Daniel Boggia, né en 1942 à Salon-de-Provence. Celui-ci sera éliminé à son tour lors du procès du Fetisch club à Dijon en novembre 1973. Boggia a fait son OPA sous la bienveillance de Jean Augé, l'une des têtes lyonnaises.

Malheureusement pour lui. Petit Jeannot, va « se manquer ». En 1973, Augé emprunte de l'argent au « gang des Lyonnais ». Le prêt est réalisé par l'intermédiaire de Louis Nesmoz, dit Pépé, pour Augé, et de Nicolas Caclamanos, dit Nick le Grec, pour le « gang ». Nick en parle entre autres à Monmon Vidal et Johanny Chavel, qui dépannent Jeannot sans arrière-pensée de 50 millions d'anciens francs. L'argent, qui doit servir à acheter de la schnouff, doit être remboursé sous huit jours. Deux mois après, toujours rien, Augé les balade, d'autant qu'il a acheté un bar. Le 15 juin, Jeannot est abattu sur le parking du Sporting Club, depuis une estafette conduite par Monmon. Et dans laquelle se trouvent deux tireurs, Pipo Zakarian, qui a ouvert le feu par la porte ouverte, et Chavel, qui est descendu finir le travail. Huit balles de 11.43.

Ceux qu'on surnomme le gang des Lyonnais sont effectivement en fond. De 1970 à 1974, l'équipe multiplie les braquages audacieux.

Le noyau dur s'est formé en 1970 sous l'égide de Pierre Pourrai, dit le Docteur, né en 1927, et Johanny Chavel, dit le Gros Jeannot, né en 1937 à Villefranche-sur-Saône. Le premier, enfant de l'Assistance, a fait ses classes dans la bande de Pierre Rémond, dit Nonœil, braqueur de la région lyonnaise abattu en 1969. Le second, lui, est passé par l'Algérie et sa sale guerre. Avant de verser dans le braquage et les cambriolages dans l'équipe de Petit Claude Guerry (qui sera abattu en août 1973). Les deux hommes prennent pour chauffeur Edmond Vidal, dit Monmon, un voyageur sédentarisé de la banlieue de Décines, né en 1945. Le trio est rejoint par Nicolas Caclamanos, dit Nick le Grec, né en 1927, qui s'est lui distingué dans quelques affaires de l'après-guerre. Notamment avec Xavier Panzani, dit Jo, né en 1926 à Nice, qui tient avec son frère Jacques le Laetitia, rue

Notre-Dame-de-Lorette, à Paris, et qui sera blessé en 1975 dans son bar. Nick et Jo sont soupçonnés d'avoir tenté les recettes des magasins du Louvre en 1966 avec Fournel, dit le Maréchal, autre beau mec.

À l'équipe des quatre s'associent ensuite des copains de Monmon, Grecs et Arméniens de Décines : Pipo, Michel le Grec, Jean-Pierre Gandebœuf, dit Christo, Joseph Vidal, dit Galane, frère de Monmon…

La bande entre dans la légende avec le hold-up de l'hôtel des Postes de Strasbourg en juin 1971 où, cachés à l'intérieur, ils dépouillent les convoyeurs de 11 680 000 francs.

Les coups se succèdent, l'argent est investi dans l'immobilier et l'équipe finalement serrée en 1974. Sauf Chavel, qu'ils ont dû éliminer en 1973 pour cause de paranoïa aiguë. À l'issue du procès, Monmon est condamné à dix ans (il sort en 1981), les autres entre huit et quinze ans. Pourrat, qui s'est évadé en 1975, est repris en 1978 et condamné à dix ans. Nick le Grec passe entre les mailles du filet, se réfugie en Algérie puis en Espagne avant de revenir mourir à Lyon en 1989.

2.

Les cartes sont redistribuées

Mattéi, Augé, Tramini, Guérini… Au tournant des années soixante-dix, la pègre perd quelques-unes de ses têtes. Les territoires s'éclaircissent et les opportunités s'offrent aux audacieux. Tant mieux, la nouvelle génération en est remplie. Des types qui ne rêvent que d'ascension, d'asseoir leur autorité sur une zone et de l'exploiter. Mais pour y parvenir, il faut s'imposer et la concurrence est rude dans le métier. Partout où les figures sont tombées, des conflits vont éclater. Les statistiques des règlements de comptes qui stagnent habituellement à moins d'une dizaine par an pour l'Hexagone vont augmenter.

Les Italo-Grenoblois l'emportent

À Grenoble, les hostilités ont démarré à la mort de Mathieu Mattéi. Elles ont pour enjeu le contrôle des boîtes, des filles, des hôtels, des studios, des bars, de la schnouff, du jeu…

L'élimination de Mattéi est attribuée au clan Augé, emmené par Henri le Général. Avec pour soldats, une bande de Corses lyonnais, conduite par Léon Caratjas, dit Léo le Grec. Son équipe est composée de Louis Andreucci, Gavin Copollani, tous deux nés en 1943 à Ajaccio, et de Georges Lavista, né en 1935 à Lyon. En 1968, des boîtes de la région grenobloise brûlent. Beaucoup plus grave : en 1970, cent quarante-six jeunes meurent dans l'incendie du Cinq Sept, près de Grenoble. Mattéi parti, les nouveaux, que l'on surnomme « les Corses », disputent le territoire aux locaux, appelés « les Italo-Grenoblois ». En 1971 et 1972, la guerre fait rage : un Italien tombe, puis deux Corses, puis de nouveau un Italien en mai 1972… Les hostilités reprennent en avril 1973. Un partout et enfin, un Italien en septembre 1975 à Juan-les-Pins. Le conflit s'est étalé sur la Côte.

Le 20 novembre 1975, il prend fin. Caratjas, Andreucci et Copollani sont pris pour cibles sur un parking d'Antibes. Les deux premiers sont tués, Gavin Copollani est blessé. Sorti de prison en 1981, il sera abattu en janvier 1983 avec son cousin à Grenoble, où il possède un bar.

Georges Lavista, lui, est arrêté en octobre 1976 dans un hôtel de la région lyonnaise où il prépare sa vengeance.

Les Italo-Grenoblois ont apparemment gagné. Mais la tranquillité est de courte durée. Dès 1976, ils repartent au combat contre d'autres jeunes truands, les Italiens de la bande de l'Abbaye, une banlieue est de la ville. Cette fois avec moins de succès.

En 1976, tombe Léopold Palermo, un Italo-Grenoblois, en 1977 ils sont trois à y passer à la sortie de la boîte de nuit Chez Papa, attendus par sept adversaires. Deux ans après, ce sont les Italiens de l'Abbaye qui sortent de boîte, en l'occurrence le Drac Ouest. Un mort et un blessé grave, que l'on suppose être la tête de la mouvance de l'Abbaye. Qui part peu après en prison, condamné à sept ans pour proxénétisme. Son frère suit en 1984.

Durant les années quatre-vingt, les échanges d'artillerie se poursuivent. Mais les frères et leurs Italiens de l'Abbaye ont fait leur place à Grenoble. À leur sortie de prison, en 1990, ils n'auront qu'à la récupérer.

En parallèle, d'autres règlements de comptes surviennent dans la région. Des Voyageurs, également issus des quartiers de l'Abbaye, qui donnent plutôt dans le braquage, se querellent pour des histoires d'argent en 1979. Une « dispute » qui se termine avec la mort du caïd Jean Antoine Bavière, en septembre 1990.

Les Italo-Grenoblois sont descendus à Nice au milieu des années soixante-dix. Depuis le départ d'Angelin Bianchini en 1965, Urbain Giaume, caïd local, menait une vie tranquille. En 1972, il y a bien eu une alerte : sept cabarets et restaurants niçois, dont le Whisky club de Giaume, brûlent. La guerre bat son plein en 1972, jusqu'en janvier 1973 date à laquelle René le Juif, un vieux truand né à Istanbul et qui a collaboré avec les services en Algérie, est abattu de deux coups de fusil de chasse à Nice. Deux ans après, Giaume qui convoie des meubles farcis de came se fait arrêter et part pour quinze ans. La voie est libre pour les Italiens de Grenoble qui descendent s'installer. Jean Guardigni, patron de bar, est tué en août 1976. Quelques jours après, Simon Gavet, patron du SAC et de la discothèque niçoise le Panthera, est abattu. Au même moment, six

Grenoblois sont arrêtés et condamnés à des peines allant de un à six ans. Les Italo-Grenoblois – dont un cousin des frangins de l'Abbaye – côtoient le caïd local Bastien Bonventre, patron de l'iguane café, assassiné à Nice en octobre 1989 par deux tueurs à moto, peu après son ami Paul Locacio, figure du Milieu antibois. La roue va encore tourner.

Itinéraire de trois Marseillais

À Marseille, il faut attendre 1973 pour que les balles sifflent, soit cinq ans après la mort des Guérini, preuve que le bizness leur échappait quelque peu.

Ici aussi, la suprématie corse est mise à mal. Les insulaires sont concurrencés par les Italiens, les pieds-noirs, les Nord-Africains, les Voyageurs… Même si chacun reste dans son coin.

Un homme se détache cependant.

Gaëtano Zampa, dit Tany, né en avril 1933 dans le quartier du Panier, est inscrit au Fichier du banditisme depuis 1959. Il a de qui tenir. Son père Mathieu est l'une des figures de la ville. Ancien navigateur d'origine napolitaine, né en 1902, il débute dans les années trente, frayant avec Carbone et Spirito et leur ami Sabiani. Puis il suit les Guérini et Gaston Defferre. À la Libération, il a tenu la Ruche, la bar de la rue Lulli, détruit pendant la guerre et qui appartenait à Mathieu Costa monté à Paris s'occuper de l'Autobus 22. Mathieu, marié et père de cinq enfants (trois filles, deux garçons), vit dans le quartier Saint-Lazare. Officiellement, il est boucher à la Cayolle. En 1950, il part trafiquer les piastres à Saigon où il rencontre Aimée, une jeune Juive qui officie au 7, rue Ohier, chez Marie Colie. Elle l'emmène à Dakar où il exploitera un night-club pendant dix ans. Rentré à Marseille en 1972. Mathieu Zampa, malade, s'éteint en avril 1973.

Pendant ce temps-là, Tany a fait ses classes dans le quartier Saint-Lazare. À vingt ans, il vend ses muscles dans le service d'ordre de Gaston Defferre. Beau gosse, il fait le proxo avec l'amical soutien d'Antoine Guérini, qu'il a sauvé d'un tabassage un soir à la sortie de son cabaret, le Versailles. Le garçon roule en voiture de sport italienne, en américaine… Et tient le Réal, un hôtel rue de la Tour. En 1955, il monte à Paris, passe pour fréquenter les Trois Canards, fait des allers et retours entre Paris et la Côte jusqu'en 1965. Entre-temps, il a été incarcéré de 1961 à 1963 pour usage de faux papiers, seul délit que les policiers ont trouvé après le cambriolage de la caisse

d’allocations familiales de Marseille auquel il est soupçonné d’avoir participé. Sorti, il prend des parts dans des boîtes, des cabarets… En 1966, retour aux Baumettes pour quatre ans, prison où il se marie en juin.

Tany sort en 1970, interdit de séjour dans le département pour cinq ans. Il fait tomber la trique en 1972. En septembre de cette année-là, homme fort de Marseille, il entre en guerre contre Francis le Belge.

Francis le Belge

Francis est né en 1946 à Marseille dans le quartier de la Belle-de-Mai, qui fournit, à l’instar du Panier, des mauvais garçons depuis le début du siècle. Son père, François Vanverberghe, menuisier originaire des Flandres, lui lègue son patronyme et par là son surnom. Francis tombe pour la première fois en 1965 pour proxénétisme aggravé et prend cinq mois. L’année suivante, il vient en aide à un copain emballé par les policiers dans un café, Tony Cossu (plus tard dit l’Anguille), recherché pour cinq mandats d’arrêt. Francis est condamné à un an. Fiché en 1968, le Belge est arrêté avec ses potes de la Belle-de-Mai et Laurent Fiocconi en Espagne, à Gérone, pour un trafic de stups. Après quelques mois de prison, ils rentrent en France. Avec Kella et Fiocconi, déjà rencontrés à propos du *Caprice des temps*, le bateau rempli d’héro, il se lance alors dans la schnouff. Puis il partage son temps, comme ses camarades, entre Paris et Marseille.

En 1973, il entre en guerre contre Tany Zampa. Le différend porterait sur de la came avancée par Francis. Toujours est-il que trois comparses du Belge – Jeannot Cigare, Robert Di Russo, dit Gros Bras, et Daniel Lamberti – sont révolvérisés au Cannet dans leur voiture en septembre 1972. Le 14 octobre suivant, l’un des tueurs est abattu à Propriano, en Corse. Un complice le suit le 28 octobre puis un homme du Belge le 26 décembre. En février 1973, deux hommes du Belge sont abattus à la Belle-de-Mai.

Francis va répliquer durement. Le 31 mars, on relève quatre morts et deux blessés au Tanagra, sur le Vieux-Port : la cible, Joseph Lomini, 30 ans, dit le Toréador, une vieille connaissance, Ansan Bistoni, dit l’Aga Khan, 62 ans, Jean-Claude Napoletano et la patronne du bar, déjà veuve d’Ambrosino depuis septembre 1967, lorsque deux hommes sortis d’une DS ouvrent le feu sur Jo Ambrosino, dit Petit Jo, et quatre consommateurs. Trois morts,

deux blessés graves. Le bar s'appelait à l'époque le Rustic, il avait déjà sauté l'année précédente… Trois affaires non élucidées.

Le Belge est condamné en novembre 1973 à trois ans de prison pour proxénétisme aggravé, détention d'armes et usage de faux papiers. Alors qu'il est derrière les barreaux, une autre affaire lui tombe dessus, balancée par le repenti Richard Berdin, arrêté aux États-Unis. Il aurait dépanné Berdin de quinze kilos par l'intermédiaire de Di Russo. En 1978, le couperet tombe : Francis est condamné à quatorze ans de détention et transféré à la centrale de Poissy.

Le Belge au frais, Tany est tranquille. En 1975, il a tout de même fait huit mois pour port d'armes aux Baumettes où il a croisé Francis. Sans conséquences.

En 1976, il est inquiété pour le casse de Nice perpétré par Spaggiari : il aurait fourni quelques moyens. Sans suite. Il se serait alors lancé dans les jeux sur la Côte, à Nice, dans les casinos, associé à un copain de jeunesse, Jean-Pierre Roche, dit Bimbo, proche de Jean-Dominique Fratoni, roi des jeux de la Côte, et à Cagnes dans les courses, avec Jacky Imbert, dit le Mat.

Jacky le Mat

Né en 1929 à Toulouse, Jacky débute à Montmartre après-guerre. Pilote, cascadeur, c'est un casse-cou qui débarque à Oran au début des années soixante, une ville où il a passé quatre ans dans les tirailleurs sénégalais. En 1961, il est condamné pour proxénétisme et entre au Fichier du banditisme en 1968. À cette époque, il s'installe à Marseille et devient jockey professionnel, sacré en 1973 champion de France. Devenu entraîneur, il a fondé un haras dans la campagne d'Aix. Mais après le scandale du prix « Bride abattue » en juillet 1975, une course truquée où les favoris ont été achetés pour se coucher, il est interdit de courir et en 1974 de mettre les pieds sur un champ de courses. À vie.

En 1977, Tany et Imbert, qui se connaissent depuis vingt ans, se brouillent. Le 1er février, le Mat est laissé pour mort sur le parking de la résidence « Les trois caravelles » à Cassis. Conséquence des sept balles de 11.43 et des deux décharges de chevrotine calibre 12 qu'il a reçues des trois hommes qui l'attendaient.

Les morts vont se suivre des deux côtés. Le 3 mars, Gaby Regazzi est abattu alors qu'il se rend sur la tombe de son fils, tué dans un accident de

moto. Le lendemain, un proche du Mat tombe. Le 30 juillet, c'est Bimbo Roche qui s'affale au volant de sa Mercedes sur la route de la corniche. En octobre, c'est Jean-Claude Regazzi, neveu de Gaby, qui reçoit trente balles de mitraillette à Antibes.

Le Mat est lui arrêté en novembre 1977 alors qu'il planque dans une voiture avec de l'artillerie et des amis près du domicile de Tany. Il fait six mois.

Jusqu'en 1978, huit hommes seront tués. Dont un proche de Jacky en avril, Serge Cassonne, qui tombe dans une embuscade avec son frère Roland, qui est blessé. Ensuite le calme revient.

L'accalmie est de courte durée.

En 1981, Marseille est dans la tourmente. Le juge Michel, qui harcelait le Milieu comme son homologue lyonnais François Renaud, a été assassiné.

Mercredi 21 octobre 1981. 12 h 48. Le juge Michel, magistrat au parquet de Marseille, spécialisé dans la lutte contre le grand banditisme, arrive aux environs de la cité radieuse, boulevard Michelet. Une moto s'arrête à sa hauteur. Le passager sort de son blouson un parabellum 9 mm et tire trois fois. Le 23 octobre, la moto des tueurs est retrouvée sur un petit parking. Elle parle : le numéro du cadre et du moteur n'ont pas été effacés, et sur un autocollant, placé sur le flanc droit du réservoir d'huile, figure le nom du concessionnaire marseillais Honda qui a vendu la moto. Volée un an auparavant, la bécane a rejoint le marché parallèle du Milieu, restant en sommeil en attendant un coup. Le juge d'instruction la fait démonter jusqu'au moindre boulon. Mille deux cent quarante-trois pièces passent sous le microscope des spécialistes aidés d'un expert mécanicien de chez Honda. Ils révèlent que les bougies neuves n'ont pas servi plus de trois kilomètres et que la batterie a été rechargée la veille mais surtout que l'envers de l'autocollant héberge une empreinte de pouce. Elle sera comparée à un million six cent quatre-vingt-deux mille doigts de malfrats. Pour finalement découvrir que l'empreinte appartient à Charles Giardina, petit truand de trente-deux ans, qui restera muet.

Zampa est immédiatement soupçonné.

Il faudra attendre plus de cinq ans et les révélations de François Scapula – que nous retrouverons – pour identifier les commanditaires : François Girard, dit le Blond, et Homère Filippi, dit Mimi, fils de l'entraîneur de boxe de Marcel Cerdan qui tient une salle à Marseille. Deux trafiquants de drogue incarcérés aux Baumettes et dont les dossiers étaient instruits par le

juge Michel. François Girard avait été arrêté en juin 1981 dans le quartier des Catalans. En 1991, il est condamné à perpétuité.

Entre-temps, Homère Filippi, qui a bénéficié d'un non-lieu, a disparu en juillet 1981. À jamais. Il sera condamné par contumace à perpétuité en 1991.

En attendant le dénouement de l'intrigue, harcelé et suivi, Zampa est inquiet. Il a raison.

Le coup de grâce arrive en octobre 1983 avec la mort de Gilbert Hoarau, dit le Libanais. L'homme tient des boîtes à Marseille et dans la région. Il serait l'un des prête-noms de Tany, qui contrôle en sous-main trois boîtes marseillaises, deux établissements cannois, deux autres à Nice et Cassis et enfin deux boîtes d'Aix, le Mistral et le Krypton, tenue par sa femme, et dont l'ouverture attire tout le show-biz. La police, qui a mis la main sur la comptabilité chez le Libanais, arrête en octobre la femme de Tany et un de leurs avocats, conseiller financier.

En novembre, Gaëtan Zampa est arrêté dans le bungalow d'un camping à trente kilomètres de Marseille. Après deux tentatives de suicide, le 23 juillet 1984, le caïd se pend dans sa cellule des Baumettes.

Scapula la balance

Un mois avant la mort de Zampa, le Belge est sorti de la centrale de Poissy. Il y a fait de nouvelles connaissances.

Il se tourne alors vers Aix-en-Provence et ses nuits, épaulé par son frère José et son vieil ami Tony Cossu. Interdit de séjour à Marseille, il y laisse sa place au Mat. Imbert, que l'on dit propriétaire de yachts et de multiples biens immobiliers, est à Paris, attaché de presse du Bus Palladium, érigé rue Fontaine à la place du célèbre cabaret l'Ange rouge.

Pour éviter toute concession possible au sein du clan Zampa, ses membres sont éliminés l'un après l'autre. Une bonne dizaine y passe entre avril 1985 et février 1987, date à laquelle tombe le Toulousain Gérard Vigier, dit Gégé, assassiné d'une rafale de pistolet-mitrailleur dans sa ville natale. Gégé avait été inculpé dans l'affaire des égouts de Nice en 1976, innocenté en 1979 et tenait depuis une boîte de nuit, rendez-vous du mitan, à Ozoir-la-Ferrière, en région parisienne.

À l'époque de la grande purge du clan Zampa, Francis est de nouveau inquiété par la justice. En mai 1986, François Scapula l'accuse de la vente

de vingt kilos d'héroïne aux États-Unis *via* l'Espagne. Le Marseillais Scapula, dit la Balance, frappe à nouveau, après la dénonciation de son ami d'enfance François Girard, dit le Blond, pour l'assassinat du juge Michel. Scapula a connu le Belge alors que tous deux gravitaient autour de Jean-Claude Kella et Laurent Fiocconi, à la grande époque de la *French*. Depuis Scapula n'a pas changé de branche. Il a été condamné en juillet 1982 à vingt ans, comme passeur, après la découverte d'un labo italo-français à Palerme. Mais par contumace. Il fait alors équipe avec deux comparses dont Charles Altieri, l'assassin du juge Michel, qui sera condamné à perpétuité. De 1980 à 1984, Scapula produit de l'héroïne au Liban, convoyée ensuite en Europe par des hôtesses de l'air. Il s'envole ensuite avec Altieri vers Phoenix, où les clients ont trois cents kilos de blanche à raffiner. Munis de leurs nouveaux contacts au sein de la famille italo-américaine de Phoenix, ils installent un laboratoire en Suisse et envisagent d'inonder les États-Unis. Quand la police les interpelle en 1985, ils n'ont « tourné » que dix kilos. Scapula se met à table pour son affaire, celle du juge, et dénonce le Belge dans la foulée. Il s'évadera en octobre 2000 du pénitencier suisse de Lenzbourg alors qu'il purge sa peine en semi-liberté…

Francis, parti en cavale, est rattrapé en 1988 en Belgique, trois jours avant son vol pour les Antilles. À la place, il part pour quatre ans de détention préventive.

Le Mat, de retour à Marseille, dirige lui un atelier de réparations navales sur les îles du Frioul.

L'incarcération du Belge sonne le départ de nouveaux affrontements. Un braqueur, Bernard Bousquel, membre de la « bande des Alpes », en voudrait à José Vanverberghe. S'estimant lésé lors du partage du butin d'un gros braquage à Toulouse en 1987. José est abattu le 1er septembre 1989 à Vitrolles. Le Grand Bernard disparaît peu après.

De 1989 à 1994, une guerre des boîtes de nuit va secouer la région. Vingt morts et des établissements qui sautent. Autour d'Aix et Marseille. Des équipes montent, voulant elles aussi leur part du gâteau. On parle notamment de Raymond, dit le Chinois, un trentenaire qui contrôlerait quelques établissements et se rapprocherait de Joël le Turc, autre valeur montante. En 1994, le calme revient. Une vaste opération de police vise le milieu des boîtes.

Loulou et le Grand : un héritage en douceur

Comparé à ses sœurs de la Côte, Toulon est relativement calme.

Le caïd local s'est tenu à l'écart des embrouilles. Louis Régnier, dit le Seigneur des Sablettes, est fiché au banditisme depuis 1961. Né en 1922 à Hyères, rien ne le prédisposait à la carrière. Sa famille a fait « fortune » dans les assurances, son frère aîné est le chansonnier Max Régnier. Après le bac, Loulou monte à Paris apprendre le métier. En décembre 1958, il est condamné à la perpétuité pour le meurtre d'un souteneur grenoblois au Castelet. Rejugé en cassation à Nice, il est acquitté. Dans les années soixante, il a su négocier avec les Corses et les Marseillais et contrôle une partie de la prostitution. Il donne également des coups de main pour les campagnes électorales d'Édouard Soldani, sénateur-maire socialiste de Draguignan et président du conseil général. Sacré empereur des Sablettes, il règne sur le quartier de La Seyne qui abrite bars et discothèques, non loin des chantiers navals. Dans les années soixante-dix, Loulou a failli perdre l'un de ses trois fils, Michel, laissé pour mort par l'antigang en 1974. À vingt-neuf ans, il est marié à la sœur de trois beaux mecs lyonnais, les frères Lothoz (en 1996, Michel est abattu au volant de sa voiture par deux tueurs cagoulés à Solliès-le-Pont).

L'année suivante, Louis Régnier propulse dans le département une recrue prometteuse, Jean-Louis Fargette. Loulou se serait alors tourné vers l'export à l'attention des Éros centers allemands et autres bars belges, tout en investissant dans quelques affaires. Il s'est éteint le 18 mars 2003, son casier judiciaire vierge.

L'héritier, Jean-Louis Fargette, dit Savonnette ou le Grand, est né en 1948 à la Valette, quartier de Toulon. Rentré en 1959 de Nouméa où son père militaire est en poste (il décède la même année), Jean-Louis se lance quelques années plus tard. Il fait son apprentissage dans le mitan jusqu'à son inscription au Fichier en 1971. Savonnette achète alors un bar à Toulon, le Tonneau, place du théâtre. Qu'il défend à coups de flingue contre des racketteurs. Quinze mois de prison avec sursis. Puis il acquiert un second établissement dans le quartier du Chapeau rouge, ou Petit Chicago. Ensuite, il prend des intérêts au Cléopâtre, à Paris. Au milieu des années soixante-dix, Fargette va rencontrer la politique en la personne de Maurice Arreckx, et mélanger les genres pendant quinze ans. Maire de Toulon, Arreckx a pris son envol lorsque la préfecture a déménagé de Draguignan pour s'installer

dans sa ville en 1975. En 1983, il devient président de l'assemblée départementale. Entre-temps, Fargette assure l'intendance des campagnes électorales. Entouré de deux de ses frères et associé à quelques amis, il exploite quatre boîtes de la région. En 1980, il crée une société de distribution de boissons et impose ses produits. Deux ans plus tard, il se met en cavale à la suite de sa condamnation à un an de prison pour recel de malfaiteur. Il a été arrêté en compagnie d'un braqueur italien recherché. Réfugié en Italie, à San Remo, Fargette garde la haute main sur ses affaires. On dit qu'il fait, entre autres, dans les machines à sous et le trafic de fausses pièces. En 1992, ses peines prescrites, il reste dans son refuge craignant le fisc qui lui réclame 700 000 euros. C'est la mort qui l'atteindra la première. Le 18 mars 1993, il est découvert en bas de sa résidence italienne de Vallecrosia, tué au 9 mm.

Z comme Zemmour

À la fin des années soixante, les têtes changent également à Paris. Mais à la différence du Sud-Est, elles ne rajeunissent pas. Ceux qui vont tenir le IXe arrondissement à partir de 1968 sont arrivés depuis longtemps. Avant, leur nom se noyait dans l'annuaire de la pègre, maintenant on les appelle les Z.

Les frères Zemmour sont originaires de Sétif, en Algérie. Déjà secouée en 1945, la ville bascule dans le chaos à partir de 1954. Les communautés s'affrontent. En 1945, Roland, qui a vingt ans, est le premier à partir pour la métropole. Il n'en profitera pas longtemps. Proxénète, il est assassiné en 1947, rue Blondel. Il sera vengé quelques années après par ses frères.

Justement, le reste de la famille débarque à partir de 1955.

Théodore, né en 1927, William en 1930, Gilbert en 1935 et Edgard en 1937.

Les trois frères – Théodore prend très vite le large – vont croquer la vie parisienne à pleines dents. Ils démarrent dans le métier par des escroqueries aux trousseaux et au vin. En cheville avec une boîte qui leur fournit les étiquettes, ils les apposent sur de la piquette et vendent le tout par stocks de plusieurs dizaines voire centaines de bouteilles.

Puis ils frayent dans le sillage des frères Atlan, les maîtres du faubourg Montmartre, Sion, l'aîné, et René, arrivés en 1962 et qui ont pris en main les destinées du Soleil d'Alger, l'ancien fief des Stora de l'après-guerre –

dont l'aîné, André, fait figure de juge de paix. La communauté juive pied-noire du Faubourg a grossi du flot de rapatriés. Les Atlan règnent sur ce petit monde, protégeant les commerçants contre rémunération, s'occupant des hôtels… jusqu'en octobre 1965. Le 2 octobre, Sion est abattu au Poussin bleu, un café-restaurant de la rue Geoffroy-Marie. Le 21 décembre 1966, c'est René qui meurt, Au bon coin, café de la rue Choron.

Les regards se tournent vers les Perret. Tout du moins vers leurs hommes – Lucien Sans, dit Bouboule, les frères Fouillât, la Volige, Ninan… car les Perret sont au trou : Gilbert, né en 1935, Clément, né en 1940, et Marius, né en 1933. La mère, Léo, matrone du clan, les attend dans son bar-restaurant de Cornouailles, 93, rue des Martyrs. En 1963, ils ont été arrêtés pour proxénétisme : douze filles qui bossent aux Halles, à la Madeleine, à Pigalle et au bois de Boulogne. Au domicile de la mère, la police a trouvé des carabines, des mitraillettes, du matériel de cambriolage, des fausses moustaches… De quoi faire quelques casses et braquages. Les frangins justifient leurs revenus avec des tickets de PMU gagnants.

Les Perret, appelés les « demi-juifs » par le Faubourg, sont désignés par la rumeur. Les Zemmour vont s'en charger. C'est l'occasion pour eux d'asseoir leur autorité. Après avoir été mitraillés, et après avoir eu deux complices tués dans les rues de l'arrondissement – Ben Loulou, dit la Volige, et Flershinger –, Gilbert et Clément Perret sont arrêtés pour détention d'armes. Ils sortent respectivement en juin 1966 et décembre 1965. Les rescapés de l'équipe mettent les voiles. Les Perret choisissent l'Ouest. Brest d'abord, où ils tiendront un café-restaurant, puis le Sud, en Espagne, pour rejoindre les rangs des GAL.

Les Zemmour sont les nouveaux maîtres du Faubourg.

Ils vont bientôt en dépasser les limites. Ils avaient commencé à l'export, envoyant des filles dans les Éros centers allemands, grâce au frère d'un ami installé localement, ils veulent maintenant le pavé de la capitale. Les Z font tourner leur corbeille auprès des hôteliers et commencent eux-mêmes à investir dans la pierre. Avec une cascade de prête-noms.

Les Dalton du Faubourg

Le trio Zemmour est composé de William, l'aîné, un homme marié qui mène en apparence une vie rangée ; Gilbert, marié lui aussi et père de deux

enfants, en quête d'honorabilité, et qui aimerait s'extraire de sa condition ; enfin, Edgar, que tout le monde qualifie de fou furieux.

Gilbert rêve de mettre un pied dans le cercle des grands, celui des jeux. Les Zemmour contrôlent bien quelques parties clandestines du Faubourg et du IXe arrondissement, mais rien à voir avec le grand monde. Ils vont tenter d'offrir leurs services aux deux parties qui s'affrontent alors, Andréani et Francisi, dont on dit qu'ils les auraient refusés. On cite pourtant le nom d'Edgar dans l'enlèvement aux faux policiers des deux amis d'Andréani. En 1970, William et Edgar tentent une implantation en Israël, accompagnés des trois frères Abitbol qui exploitent le Vesuvio sur la Croisette, à Cannes. Ils veulent ouvrir des boîtes à Tel-Aviv, La tentative d'implantation se solde par un échec ; ils abandonnent l'idée en 1972.

Resté en France, Gilbert, qui tenait le restaurant l'Assiette carrée, a percé. Il a pris des parts de trois night-clubs parisiens, le Pariscope, rue Balzac, l'Apostrophe, rue Princesse et l'Aventure, le plus beau, avenue Victor-Hugo, près de l'Étoile. Il acquiert l'immeuble entier et réalise une belle opération immobilière, en multipliant par trois le prix de vente.

Gilbert se lance alors dans les affaires au Canada. Il monte la Gipala Properties, une compagnie immobilière responsable d'énormes programmes de construction. La vie est belle et les week-ends se passent à Miami. Mais en 1975, un drame le rappelle en France. Suite à la fusillade du bar le Thélème, boulevard Saint-Germain, il est expulsé à la demande des autorités françaises.

Le 28 février 1975, la police, avertie d'un rendez-vous des Zemmour avec une bande adverse au bar voisin, celui du Bon Tabac, surveille l'endroit et plus particulièrement le Thélème, en face, où se sont réunis William, Edgar et deux amis. La police décide d'intervenir. S'ensuit une terrible mêlée dans laquelle William est abattu, ainsi qu'un de ses amis, et Edgar grièvement blessé.

Épisode tragique de la guerre qui oppose les Z à la fameuse bande adverse, celle des Siciliens. Ces derniers n'en ont que le nom. Les têtes sont des gars de la banlieue sud de Paris. Ce sont même des anciens de la bande de Zemmour. En 1970, emmené par Roger Bacry, dit Petit Roger, une partie de l'équipe a fait sécession, car les Z ne voulaient pas faire dans la came. Bacry fut suivi par Jean-Claude Vella dit Petites-Pattes, de Marcel Gauthier, de Daniel le Polonais… Ils achètent la poudre à André Condemine, l'un des évadés d'Amérique du Sud établi depuis à Bruxelles, et l'expédient à un

comparse à New York, Richard Bensadoun. Le biz tourne mal et la filière est démantelée. Les Siciliens reviennent penauds chercher du travail chez les Z, qui rejettent leur réintégration. Les hostilités commencent. Elles feront plus de trente morts de part et d'autre. Le premier à tomber est Raphaël Dadoun en mars 1973, un fidèle qui s'occupe des hôtels de Gaby le Chanteur. Les combats vont faire dix morts en 1973, et s'étaleront jusqu'à la fin des années soixante-dix. Bacry se suicide en 1974, Vella est abattu en septembre 1975, et Gauthier un an après.

Mais l'affaire du Thélème a sonné le début de la fin pour les Z. Edgar est hospitalisé et incarcéré quelques mois, William est mort et Gilbert a laissé une partie de sa fortune au Canada. Rétabli, Edgar part pour Miami, tente d'y ouvrir un restaurant et, acculé à la faillite, finit par y mettre le feu.

De retour à Paris, Edgar se répand sur une soi-disant dette que lui devrait Marcel Francisi, l'homme des cercles. Marcel ne prend pas les menaces au sérieux. Il est vrai qu'il a quelques soucis : l'État veut supprimer le statut de Fermiers des jeux, qui permettait au tenant de la charge de gérer le cercle comme une entreprise privée alors qu'ils bénéficient du statut d'association loi 1901 et peuvent ainsi empocher des bénéfices royaux sans payer trop d'impôts. En 1981, la majorité change, les amis gaullistes partent. Marcel Francisi est abattu le 14 janvier 1982 dans son parking, rue de la Faisanderie où il possède un appartement de trois cents mètres carrés. Edgar, qui a un alibi, rentre à Miami. Le 8 avril, il est tué de quatre coups de feu tirés à travers une fenêtre de sa villa américaine. Le 28 juillet, c'est Gilbert qui s'écroule, abattu avenue de Ségur alors qu'il promène ses quatre caniches. Fin de la partie.

En 1982, après la mort du Grand Marcel, Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, ferme le cercle Haussmann de Francisi et le Grand Cercle d'Andréani.

3.

Les Parisiens passent au guichet

La fin des Z, c’est aussi la fin d’une époque. Celle des hôtels de passe, et du mitan des années cinquante-soixante. Les Zemmour ne s’étaient pas adaptés à l’air du temps, ils n’avaient pas pris le virage des studios, restant sourds aux alertes successives. Avant, bien sûr, des établissements étaient fermés administrativement. Alors le nom du gérant changeait, une nouvelle société apparaissait et l’hôtel rouvrait. Mais le durcissement de la législation en 1970 et les dix ans de répression qui ont suivi ont eu raison des quatre cents hôtels que comptait Paris en 1971, excepté des bouges de troisième catégorie de la rue de Budapest, dans le quartier de la gare Saint-Lazare. À la place, les studios, les salons de massage, les bars à bouchons ont fleuri et le racolage par Minitel est apparu. Le proxénète s’est encore un peu plus éloigné des filles, se métamorphosant en agent immobilier.

Les Zemmour, eux, n’ont rien vu venir.

Dans leur ombre, loin des projecteurs, d’autres s’en sont occupés.

Des mecs déjà en place bien sûr, mais aussi une cohorte de nouveaux venus des banlieues de l’Est parisien. Parce que ça frétille, là-bas. À Aubervilliers, à Montreuil, à Vitry, Ivry, Athis-Mons, Saint-Maurice, Paray-Vieille-Poste… Des types ont fait leurs classes, loin du Milieu traditionnel. Les nouveaux sont plutôt braqueurs que souteneurs. Au moins commencent-ils comme ça. C’est la nouvelle tendance. Là où les aînés démarraient avec une fille et deux mètres de trottoir, la nouvelle vague se laisse porter vers les banques. Plus facile. Avec le développement de la banlieue dans les années soixante, les petites agences bancaires ont proliféré. Pas encore équipées de système d’alarme, comme leurs homologues parisiennes. L’expérience venue, les loulous se sont transformés en truands aguerris.

La banlieue sud fait souche

Début 1970, le coin qui fait parler de lui, c’est la banlieue sud. Des vocations sont nées, elles vont faire souche. Pour les trente prochaines années. Des générations de braqueurs vont se succéder, entretenant des liens familiaux (cousins, pères, oncles, fils, etc.) ou se contentant d’un simple héritage moral.

Les voyous de la banlieue sud se sont distingués en 1971 et 1972, jusqu’à l’arrestation d’un noyau dur d’une dizaine de personnes en août 1972. Tous casseurs et braqueurs. Le temps de sortir de prison, certains sont appréhendés à nouveau en février 1981, avec mitraillettes, armes de poing, grenades… Associés à quelques nouveaux visages, ils forment la « deuxième génération de la banlieue sud », comme elle sera surnommée.

Quand certains tombent, d’autres sortent. La même année, deux braqueurs parisiens multirécidivistes se font la belle, inaugurant une première en France, l’évasion par hélicoptère. Le 27 février, Daniel Baumont, quarante et un ans, et Gérard Dupré, trente-quatre ans, s’envolent de la prison de Fleury-Mérogis, signant la deuxième belle par les airs depuis l’inauguration du genre aux États-Unis en 1977.

D’autres noms se distinguent dans cette mouvance sudiste. Michel Lepage, évadé en août 1977 place Denfert-Rochereau du fourgon cellulaire qui le transporte, une opération à laquelle aurait pris part Francis Chemith, abattu affublé d’un masque de Georges Marchais alors qu’il tentait de braquer un fourgon à Paris en septembre 1991. À cinquante-sept ans, il a été condamné, en avril 2003, à trois ans de réclusion pour séquestration en bande organisée. En 1992, il s’était évadé par hélicoptère de la maison d’arrêt de Bois-d’Arcy. Sans oublier son frère Dadou, fiché au grand banditisme depuis 1978, et tombé en 1992 pour sept kilos de blanche et quatre-vingt-dix de shit.

Gros Fifi d’Aubervilliers et les Postiches

Aubervilliers est un autre vivier de beaux mecs, pour la plupart braqueurs et trafiquants à grande échelle de voitures volées. L’une de ces figures, Gros Fifi, se fera remarquer en 1984 dans un trafic d’œuvres d’art à destination du Japon. Cinq tableaux de Corot volés qui devaient être échangés contre rançon, par l’intermédiaire d’un Nippon connu en prison. Fifi et ses acolytes, partis découvrir le pays du Soleil levant, ne peuvent s’empêcher de braquer un fourgon à Tokyo. L’innocence japonaise est trop tentante.

Leurs correspondants locaux – les Yakuzas – ayant mal pris la chose, l'équipe rentre discrètement au pays. L'un d'eux est abattu quelque temps plus tard devant son bar d'Aubervilliers. Dans le doute, Gros Fifi s'exile au Mexique.

Avant ces aventures asiatiques, en digne représentant du truand multicarte de notre époque, il aurait braqué en compagnie de la banlieue sud et du gang des Postiches.

Ces derniers sont des gars de Belleville, tous copains d'enfance comme Poupon, Didi la Mèche et Palisse.

Il y a d'abord Patrick Geay, né en 1951, qui rencontre André Bellaiche sur les bancs de la communale. La vingtaine dépassée, les deux font équipe avec Bruno Berlinger, plus jeune, mais audacieux. Ce dernier présente au duo deux copains de Montreuil, Robert Marguery et Jean-Claude Myszka.

Dans un premier temps, la troupe écume les banques, classiquement. Puis, face au renforcement des mesures de sécurité, le quatuor va innover. Sa nouvelle cible ? Les coffres des particuliers.

Leur technique allie sang-froid et discipline militaire. Le 30 septembre 1981, ils l'inaugurent à l'agence de la Banque populaire, rue de Crimée, dans le XIXe arrondissement, à Paris. Vers quinze heures, quatre hommes grimés, perruques et fausses moustaches, entrent dans l'établissement. De leurs poches jaillissent des pistolets-mitrailleurs. Pendant qu'un des voyous garde la trentaine de personnes présentes et s'occupe des nouveaux arrivants, les autres attaquent au marteau et au burin les coffres-clients. Résultat : 70 sur 100. Le 7 octobre, scénario identique rue Fontaine, dans le XVIe. Bilan : 136 coffres allégés. Rebelote le 20 mars à Saint-Cloud, le 5 novembre à Boulogne, le 22 à Asnières… En mars 1984, c'est l'apothéose : 20 millions de francs rue d'Alésia, 150 coffres à Neuilly…

De 1981 à 1984, les Postiches auraient écumé vingt-sept établissements, vidé mille trois cents coffres et volé des millions en liquide, bijoux, or…

La chute de l'équipe à tiroir(5) intervient le 14 janvier 1986 au Crédit Lyonnais de la rue du Docteur-Blanche. Les vibrations des burins déclenchent l'alarme dans un centre de télésurveillance. Le veilleur appelle la banque qui lui signale que tout va bien. Quelques secondes plus tard, le détecteur sismique remet ça. Même réponse de la banque. Le vigile compose alors un numéro qui le branche sur le micro placé dans la salle des coffres. Aucun bruit, il a été bouché. Le plan « ballon » est déclenché, et soixante-sept policiers se rendent sur place. Bruno Berlinger, malfrat de

vingt-neuf ans, est tué. Fusillade, prise d'otages, fuite en voiture… Un seul Postiche est pris, Robert Marguery. En août, Geay et Bellaiche sont arrêtés en Italie. Myszka, qui s'est échappé à pied lors de l'opération, les arrache de la prison de Rome en hélicoptère, aidé de François Besse, ancien complice de Mesrine. Le 13 décembre 1986, la police interpelle Bellaiche, Geay et Myszka dans leur planque de Yerres, dans l'Essonne. Lorsque leur procès s'ouvre en 1996, dix ans après leur arrestation, ils comparaissent libres(6). Sur le banc des accusés, ne manque que Patrick Geay. Il a préféré la liberté. Bellaiche est condamné à huit ans, Myszka et Marguery à douze. Patrick Geay, condamné à trente ans par contumace, ne sera repris qu'en janvier 2003. Arrêté porte de Versailles, après quatorze ans de cavale.

Entre-temps, les Postiches avaient fait des émules dans le sud de la France. En mai et juin 1984, les travailleurs acharnés font sauter six cent quarante-neuf coffres individuels sur la Côte d'Azur. Avec en filigrane la marque de la Brise de mer. Une bande à tiroir, à l'image du « gang de la banlieue sud ».

Montreuil n'est pas en reste

La banlieue sud, Aubervilliers… et Montreuil.

C'est de là qu'est le Gros.

Le Gros, c'est Claude Genova, un mètre quatre-vingts, cent trois kilos de muscle, quelques grammes de chaînes en or, et un papillon tatoué sur le sexe. L'un des plus gros voyous de la capitale, si ce n'est le plus gros.

Genova a commencé sa carrière à quinze ans, petit voleur et receleur. Né en 1951 en Tunisie, il a grandi en Seine-Saint-Denis, à Montreuil, tramant avec la communauté gitane sédentarisée du quartier de la Boissière, dont il épouse une des filles à sa majorité. À vingt-quatre ans, le Gros commence son ascension dans le mitan. Et multiplie les condamnations : faux et usage de faux en 1975, infraction à la législation sur les armes en 1979, faux monnayage la même année. Mais il a également d'autres casquettes. En l'occurrence, il joue les gros bras pour quelques amis d'extrême droite et propose ses services à la classe politique. En 1975, il assure notamment la protection du candidat Giscard aux élections, recruté par Hubert Massot, ancien de l'OAS, patron de la sécurité du futur président. Au fur et à mesure, Genova s'éloigne d'Ordre nouveau, tout en gardant des liens, et sectorise ses activités. Pas de mélange des genres, bien que dans ses poches,

les policiers retrouveront en 1994 une carte à son nom de l'Office intérieur de protection, une société de sécurité appartenant à Suzini, ancien OAS. Mais le truc du Gros, c'est le grand banditisme, dont il rejoint le fichier en 1985. La voie est alors libre pour se tailler la part du lion. Il se lie aux grands noms du secteur à Nice, à Bastia (sa mère est corse), et bien sûr dans la capitale, notamment à Daniel le Polonais. Ce dernier, né en 1946 à Paris, s'est distingué aux côtés des Siciliens, ces sudistes d'Athis-Mons en guerre contre les Zemmour. Claude Genova diversifie ses activités comme en atteste son casier : extorsion de fonds, faux et usage de faux, menace d'atteinte aux personnes, et escroquerie en 1982 ; faux et proxénétisme hôtelier en 1985.

Le 6 mars 1985, la Brigade de répression du proxénétisme a fait tomber le Gros.

Claude possède quatre studios, en sous-main, rue Blondel, passage Sainte-Foy et au 229, rue Saint-Denis, avec huit à dix filles qui tournent dans chacun. Une certaine Martine s'en occupe pour lui et jette également un œil sur ses intérêts au bois de Vincennes. Le Gros y est « propriétaire » d'une dizaine d'emplacements qu'il loue à deux proxénètes pour une centaine de milliers de francs par mois. Les studios lui rapportent eux 40 000 francs. Le 6, Claude est interpellé rue Saint-Denis après encaissement de ses loyers, à bord de sa Mercedes rouge.

Depuis l'hiver précédent, la BRP a lancé une offensive dans le quartier de la rue Saint-Denis. En décembre 1984, cinq proxos du « gang des Antillais » sont arrêtés. Comme à chaque fois, les portes et les fenêtres des studios désertés sont murées pour empêcher leur réoccupation. En avril 1985, nouvelle prise. Trois hommes géraient des studios rue Blondel et Saint-Denis depuis leurs appartements de la rue des Récollets. En mars, c'est au tour de Genova. Pour parer aux fermetures, les filles doivent alors s'entasser avec les copines. Vingt-quatre studios sont fermés sur les trois cents répertoriés (et les cinq cents soupçonnés) entre la rue Étienne-Marcel et la porte Saint-Denis. Mais les riverains se mobilisent derrière des associations pour nettoyer le quartier de ses « chandelles ». En 1985, elles sont mille huit cents, contre cinq cents en 1970. C'est qu'entre-temps, Pigalle a fermé.

Le 20 juillet 1982, la police fait une opération coup de poing dans le quartier mythique. Les bars, les boîtes, les hôtels sont visés. Le principal incriminé est Henry B., surnommé par la presse l'Empereur de Pigalle.

C’est normal, il a le plus beau parc immobilier. B. règne sur une trentaine d’établissements, dont le plus luxueux est le Rembrandt. Enfin, c’est plutôt sa femme qui s’occupe des affaires. « Monsieur Éric », comme on l’appelle à Montmartre, est un ex-pâtissier devenu chasseur de bar, ayant ensuite épousé une ancienne de la rue Blanche qui a des relations. En 1958, Carmen s’était acheté un hôtel avec ses économies et Henry un restaurant grâce à un héritage. Ensemble, ils acquièrent d’autres hôtels, puis des bars : le Curling, le Shouna, le Marja… Ils roulent en Mercedes, possèdent une propriété de 6 000 mètres carrés à Tracy-sur-Mer avec piscine… Un peu voyant. En 1974, ils ont écopé d’une amende fiscale de 200 000 francs, facilement acquittée.

Après la rafle de 1982, ils s’en sortiront une fois de plus. Et la chance ne va pas quitter Henry. En 1987, il fait appel à André Gau, un garçon de la banlieue sud. Un concurrent, le Gitan, qui exploite quelques enseignes proches, veut le mettre à l’amende. Henry, qui n’est pas truand, sollicite l’aide de mecs spécialisés. Le Gitan fait mine de vouloir parlementer. En janvier 1987, Gau et Henry attendent un coup de téléphone dans une cabine de Neuilly. C’est une rafale qui arrive sur Gau qui, heureusement pour Henry, fait involontairement rempart de son corps. Et meurt. Le Gitan prend quinze ans. Et Henry est aujourd’hui retraité. Le Milieu a, lui, déserté le coin.

La fin du bon vieux tapin

Le tissu de la prostitution s’effilochant, les repères et balises du monde souterrain s’évanouissent avec. Depuis le milieu des années quatre-vingt, les bars à voyous disparaissent. Les Hommes préfèrent sortir en boîte de nuit. Les comptoirs d’affranchis sont repérés et les langues trop pendues. Maintenant, le voyou se fond dans le décor des nuits parisiennes. Les établissements de la rue Godot-de-Mauroy sont les derniers à fermer. Dans le quartier de la Madeleine, s’affichent encore quelques bars à hôtesses, tout comme aux Champs-Élysées.

Ceux de Pigalle ont été victimes de leur succès.

Les bars à bouchons qui se sont développés depuis 1970 et la répression contre le proxénétisme hôtelier ont tué le quartier. Les chasseurs payés à la commission s’arrachent les clients sur le trottoir. À l’intérieur, la fille a soif et mangerait bien quelque chose. Elle commande caviar et champagne. À la

place, elle exhibera du marc de café et boira du mousseux à des prix prohibitifs. Et puis les travestis investissent le quartier à partir de 1982 : la rue Victor-Massé, la rue Frochot, les abords de la place Clichy…

Peu à peu, la prostitution, la mamelle du Milieu, va s'effacer. Avec la disparition progressive des prostituées originaires de l'Hexagone. En 1988-89, débarquent rue Saint-Denis les Ghanéennes, leurs filières et leurs hommes. Bientôt d'autres suivront. Les Françaises ont perdu la mentalité, n'ont plus envie de tapiner pour que Riton aille flamber. Celles qui persistent sont souvent toxicomanes. Mieux vaut alors leur vendre leurs doses. En parallèle, la prostitution est reléguée en périphérie, chassée du centre-ville. Plus besoin de studios pour arpenter les boulevards extérieurs parisiens ou les parkings des agglomérations de province. Le client est motorisé. Seuls quelques studios vont perdurer jusqu'à aujourd'hui, rue Saint-Denis notamment. Quelques voyous marseillais tiennent ceux du haut de la rue, les autres appartiennent aux Africains. On en a même vu aux mains de Jordaniens. Sans parler des filles de l'Est, apparues au milieu des années quatre-vingt-dix : Albanaises, Roumaines, Bulgares, Ukrainiennes… « Cornaquées », comme leurs consœurs de Chine, du Vietnam, du Nigeria, par des compatriotes qui rapatrient les profits vers la maison mère.

Le bizness des voyous tricolores s'est tourné vers les bars à hôtesses (elles doivent parler français…). Achetés avec l'argent des braquages et de la came, ou simplement rackettés.

Duel au sommet

Dans ce contexte, et après sa mésaventure des studios de la rue Saint-Denis, Claude Genova se tourne vers d'autres activités. En 1989, son casier gagne quelques lignes pour recel, vol aggravé, infraction au régime des armes, munitions et explosifs… Les journées de Claude sont bien remplies. Un peu trop même. En novembre de la même année, le Gros est arrêté par les policiers de la brigade de répression du banditisme. Il serait à la tête d'un trafic de véhicules volés, portant sur deux cents voitures.

D'abord incarcéré à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy, il est condamné à cinq ans de prison (plus un an supplémentaire pour avoir cogné le directeur) et transféré à la centrale de Saint-Maur d'où il continue à traiter ses affaires, lesquelles ne plaisent pas à tout le monde. Genova a une fâcheuse manie, celle de « descendre à la cave » certains de ses collègues qui ne veulent pas

partager. Qu'une équipe réussisse un beau coup, et Genova et ses potes en exigent une partie. En cas de refus, les récalcitrants sont « travaillés » dans les règles de l'art, notamment à coups de perceuse dans les articulations… Une pratique (appréciée également par Titi d'Aubervilliers, tragiquement disparu…) qui va causer sa perte.

Alors qu'il est incarcéré, une équipe concurrente commence à faire parler d'elle, reprenant peu à peu ses affaires. À sa tête, trois frères gitans originaires de Montreuil, des gars qui ont démarré avec lui avant de s'émanciper. Dans ses rangs, une dizaine de jeunes Voyageurs et maghrébins du même coin. Un melting-pot révélateur de la nouvelle génération des grands voyous.

Le clan fait de l'ombre au Gros qui va bientôt sortir et aimerait reprendre sa place. Plus exactement, les gros braquages réussis par l'équipe excitent sa convoitise.

Branle-bas de combat. Lors d'une permission de sortie en février 1994, Claude rejoint ses troupes dans une planque pour fomenter la riposte. La Gelée (de l'arabe *lagel*, le veau), un proche des frangins, aurait été enlevé et finalement libéré contre une rançon. Il aurait dû sa survie à sa qualité de « beau-frère » de la Puce, l'un de ses ravisseurs. Genova rentre en prison et les hostilités commencent. Les frangins et leurs potes ne vont pas se laisser faire.

Permission mortelle pour Genova

En mai, Éric Pasquet, dit Petit Riquet, trente-deux ans, proxénète et lieutenant de Genova soupçonné par les frères d'avoir descendu un ami, Michel Thiry, à Montreuil en novembre 1993, est décapité par une rafale de chevrotine alors qu'il circule en voiture rue de Charonne en compagnie du boxeur Christophe Tiozzo. Conscient des tensions et particulièrement méfiant, Genova investit dans une Renault 25 blindée et un blouson de cuir Mac Douglas pare-balles en prévision de ses permissions et de sa sortie prochaine. En parallèle, Joël Guignon, un de ses associés, commence un repérage des points de chute et des véhicules du clan adverse. Pas assez discrètement. Le 12 juin, il est éliminé à Nogent-sur-Marne, à proximité de son domicile. Le lendemain, un certain Pépé riposte et abat à Colombes deux frères gitans soupçonnés, à tort, d'être liés au meurtre de Guignon.

Féfé le Brochet, autre collègue du Gros, est tué dans l'opération. Les rangs s'éclaircissent autour de Genova. Ce qui n'empêche pas le patron de sortir en permission le 20 août suivant. Il ne se doute pas qu'il va être le héros d'un macabre scénario, extrêmement bien réglé par deux indépendants, Karim et Jean-Dominique Poletti. Connaissances de Genova, ces derniers lui proposent, en sa qualité d'autorité, de régler le différend qui oppose Pépé à la famille de ses deux victimes du 13 juin. Rendez-vous est pris pour le 22 août à vingt heures au bar panoramique du Palais des Congrès. Entre-temps, le duo a manœuvré pour faire remplacer le chauffeur habituel de Genova, Néné, maquilleur et voleur de voitures, par un « cave », ami du Gros. Pour mettre ce dernier en confiance, il est d'ailleurs prévu de dîner après l'entrevue aux environs de Senlis. Ce soir-là donc, Genova, accompagné de sa maîtresse, retrouve son chauffeur et son amie, ainsi que les duettistes. Dans le coffre de sa voiture sont entreposés 800 000 francs pour désamorcer la querelle. La famille des victimes n'étant pas venue, après avoir vidé leurs verres, Genova, le chauffeur et leurs dames regagnent la R 25. Il est 21 h 30. Alors que les couples marchent sur le trottoir du boulevard Gouvion-Saint-Cyr, en face de l'hôtel Méridien, une Volvo s'arrête en double file à leur hauteur. Le passager arrière, tout de noir vêtu, le visage caché par un foulard, en jaillit, se faufile entre les voitures en stationnement et tire, le fusil à la hanche. Un premier coup atteint Genova, qui tente de s'enfuir, aux fesses et aux reins. Le corps pivote, et l'exécuteur double son tir qui effleure le Gros. Le troisième est, lui, mortel. Genova, à terre, est abattu à bout portant derrière l'oreille. En bon professionnel, le tueur ramasse ses étuis vides et regagne la voiture et ses deux occupants cagoulés. Le caïd mort, les survivants ne baissent pas les bras. Dans la nuit du 23 au 24 mai 1995, trois attentats sont perpétrés contre des intérêts des frères de Montreuil. Sept cents grammes de plastic endommagent deux des cinq boîtes de nuit que possède la fratrie, à Évry et à Andilly, dans le Val-d'Oise, gagnées à la force du braquage de fourgons. Puis un engin incendiaire est lancé à travers la vitre dans un restaurant du Perreux, sans provoquer de dommages. Poletti, lui, s'en tirera à moins bon compte. Le 3 août 1995, vers dix-neuf heures, une moto s'arrête à la hauteur de sa Mercedes stationnée au pied de son domicile de Boulogne-Billancourt. Le passager ouvre le feu et l'abat au volant. Poletti attendait Karim. Arrivé avec quelques minutes de retard au rendez-vous, celui-ci est depuis parti se mettre au vert en Algérie. Mieux vaut qu'il y reste. Après huit ans

d’instruction, la cour d’assises a rendu son verdict le 20 janvier 2003 : trente ans de réclusion pour le seul coupable identifié et vivant…

4.

Des gagneuses silencieuses

Les frères de Montreuil et leurs coéquipiers vont pouvoir développer leurs affaires en plaçant l'argent des braquages. Le nouveau gagne-pain du grand banditisme demande moins d'attention que les filles d'antan. Les machines à sous ne marchent, elles, qu'au fric. Enfin, quand on dit nouveau bizness…

Depuis la loi de 1937 qui les a interdites, rien n'a vraiment changé. Après-guerre, vers 1946, elles ont réapparu, bénéficiant d'une tolérance. Les mêmes, les Roll-a-top américaines, modèle 1923. Avec leurs rouleaux mécaniques et leurs bonbons à la menthe comme récompense. Bien sûr, le système a repris et les machines ont payé. D'autres modèles sont venus grossir les rangs des bandits manchots. Les Bace anglais, les Thura allemands, placés majoritairement à Marseille et dans le Sud-Ouest. En 1976, la marque Sega sort un modèle électromécanique. Puis vinrent les rouleaux électriques suivis, en 1979, par les Poker, là encore à Marseille et dans la région. Le bizness devient alors plus intéressant. Avec le rouleau mécanique, qui disparaît à ce moment-là, on n'allait pas très loin… Le cercle des truands intéressés s'élargit très vite.

Paris s'y met en 1980. Entre-temps, elles sont passées par Bordeaux et d'autres villes.

Le ministère de l'Intérieur réagit. Les machines sont interdites. Sans doute moins par moralisme que pour préserver les intérêts de la Française des jeux, créée en 1974. Trois ans après l'interdiction, une variante apparaît, qui bénéficie d'une loi spéciale de 1986. Avec ses airs de déjà-vu, le poker-distributeur de confiserie rend rapidement la monnaie de la pièce. En 1995, la situation est devenue si dramatique que la loi est supprimée par décret.

Le bingo, sorte de flipper sans commande – c'est dire l'intérêt – a entre-temps débarqué de Belgique. Pour gagner, il faut former la combinaison inscrite sur l'écran en plaçant les cinq boules dans des trous correspondant à des chiffres. Dès 1990, il a commencé à proliférer. Arrive ensuite le jeu

d’arcade modifié, qui cache un deuxième logiciel. Derrière le banal Pacman glouton qui parcourt l’écran à la recherche de tartes à gober, se cache en réalité un prédateur de porte-monnaie. Un simple regard de connivence et le patron du bar appuie sur le bouton magique. L’écran change pour laisser apparaître un poker électronique. Un jeu qui, comme le bingo, n’a, *a priori*, aucun intérêt. Sauf si… le plaisir de gagner est accompagné de quelques billets. Discrètement empochés.

Sur le terrain, les milliers de machines du pays (on parle de six mille, voire plus) ne sont pas toutes aux mains de la voyoucratie. De nombreux placeurs de jeux s’y sont mis pour garder leurs clients. Nombre de cafetiers en réclament ; normal, la moitié des gains leur revient : 2 000 euros en moyenne par mois et par gagneuse. Et, la règle veut que le placier, cave ou truand, endosse les amendes du patron de bar et, au pire, ses frais d’avocat. Pour les truands, le calcul est rapide. Entre les quinze ans pour braquage, les vingt pour la came, et les deux ans, grand maximum, pour le jeu, la discipline est tentante.

Mais encore faut-il avoir les capitaux à investir. Pour démarrer, il faut constituer une société et acheter les « baraques » légalement en Belgique. À près de 4 000 euros pièce.

Du coup, le parc varie selon la taille et les moyens des équipes. De cinq-dix machines à plusieurs centaines pour les plus gourmands. Certains en prennent une ou deux pour les copains en prison. Seul problème, lorsque le territoire est limité, on se marche sur les pieds.

Gard au Vaucluse

Dans les années quatre-vingt-dix, nombre des règlements de comptes du sud de la France sont le fait d’équipes concurrentes. Non pas des organisations structurées, mais des cercles plus ou moins fermés qui s’affrontent localement. Un bizness qui aurait fait une quarantaine de morts dans le Sud entre 1995 et 2003. Des dizaines d’équipes (une équipe, ça commence à deux personnes…) placent des baraques, avec tout de même quelques ténors.

Jean Toci, assassiné avec sa compagne en mai 1997, sur le parking d’un supermarché d’Istres, était de ceux-là. Demi-frère de Gaëtan Zampa, et l’un des derniers survivants du clan, Toci aurait géré un parc de cinq cents machines disséminées entre Marseille, le Vaucluse et Cannes. Né en 1933,

Toci était le bras droit de Tany Zampa, l'une de ses éminences grises. Lors de la rafle qui a suivi la mort du Libanais, Toci a pris le large. Il est arrêté en juin 1990 et inculpé, entre autres, d'association de malfaiteurs et d'infraction à la législation sur les armes et les jeux.

En attendant sa condamnation définitive en 1992, à huit ans, ainsi que celles de ses fidèles à des peines allant de trois à sept ans, il échappe à une tentative de meurtre dans sa cellule de la prison de Luynes. Un tireur embusqué à quatre cents mètres le rate de peu avec son fusil à lunette. Sorti en 1996 de la centrale de Lannemezan, il reprend ses activités. Jusqu'à sa mort, un jour de mai.

C'est pour une histoire de répartition inéquitable des gains que Toci aurait été assassiné par un de ses coéquipiers, allié à un autre beau mec de la région, Marc Monge, dit, selon les époques, le Blond, le Diable puis le Boiteux. Né en 1953, Monge tiendrait une cinquantaine de baraques dans le Vaucluse.

Après Toci, en septembre 1998, c'est au tour de Charly la Gâchette et de son pote Sauveur de finir en barbecue, exécutés par balle et incendiés dans une voiture sépulture, une technique qui se répand depuis quelques années dans le Sud. Sécessionnistes après la mort de Toci, ils se seraient alors rapprochés de Marc Monge, sorti de prison en 1997. Et auraient été exécutés par les tenants du clan Zampa.

D'autres figures du Sud seraient tombées pour les machines à sous.

Le 12 mai 1999, sur la route d'Uzès. Une moto ralentit et se porte à la hauteur de la voiture arrêtée au feu. Le passager ouvre le feu sur le véhicule. Serge Leynaud, soixante ans, est tué sur le coup. Fin de carrière pour le caïd nîmois, ancien braqueur, trafiquant de stups, ex-propriétaire de casinos en Afrique noire, atteint de quatre balles dans la tête. Cinq hommes tombent à sa suite. On murmure que les copains de Monge ont des velléités d'héritage.

Marc Monge, qui aurait alors étendu son royaume entre Avignon et Nîmes, est, lui, assassiné de six balles de 11.43 dans sa voiture, en janvier 2000 à Saint-Ouen, alors qu'il se rend à une vente aux enchères automobile.

Ses deux fidèles, Gérard Privat, quarante-cinq ans, et Éric Scheffer, trente-huit ans, ont subi le même sort le 12 juin 1999 et le 11 mars 2000.

Série noire pour la bande : le lendemain du deuxième assassinat, vingt-trois membres de l'équipe sont interpellés dans le Gard et le Vaucluse dans le cadre d'un trafic de stups international : de la coke et du hasch importés

d’Espagne. Lors des saisies dans des villas de Bagnoles, d’Orange et du Sablet, des armes automatiques sont découvertes – fusils-mitrailleurs Famas, pistolets-mitrailleurs Uzi et Skorpio, cent détonateurs, quinze grenades, uniformes de gendarmes, trente-quatre pains de plastic, des scanners, gyrophares, gilets pare-balles… Pour importer ses dix tonnes de cannabis d’Espagne, la bande s’abritait derrière une entreprise d’importation de carrelage marocain, la société G2Tout. L’argent des machines à sous était investi dans le trafic de H. Cultivée dans le Rif, la résine de cannabis était acheminée jusqu’à Meknès, conditionnée par paquets de vingt à trente kilos au milieu de palettes de carrelage et transportée en train jusqu’à Casablanca, puis par containers à Marseille. Entreposé dans le dépôt de G2Tout, le shit filait ensuite en région parisienne alimenter des demi-grossistes.

En janvier 2001, Raymond le Chinois, autre placeur de machines dans le Gard et dans le Vaucluse, est condamné à six ans de prison. Interpellé en 1996 dans une crique de la Costa brava espagnole, il avait été relâché en 1999, mais le parquet a fait appel. Six mois après la condamnation du Chinois, deux hommes très dangereux suspectés d’imposer leurs gagneuses à Salon-de-Provence, Aix et Avignon sont appréhendés. Le premier, arrêté à Port-la-Nouvelle, dans l’Aude, transportait dans sa voiture une grenade et un pistolet-mitrailleur. Le deuxième, serré à Montpellier, a déjà été condamné à vingt ans de réclusion pour meurtre.

Alors que le calme est revenu, en février 2003, l’un des présumés nouveaux patrons du Gard est incarcéré en compagnie d’un proche, soupçonné d’un double meurtre. Deux hommes, Antoine et Marc Munoz, avaient été retrouvés morts – encore un barbecue – à Rochefort-le-Grand le 30 juin 2001. Marc, condamné pour proxénétisme, possédait une société de jeux électroniques à Port-de-Bouc, dans les Bouches-du-Rhône.

Sale temps sur le Sud-Est

Les machines grenobloises ne sont pas oubliées. De 1994 à 1996, la ville est le centre de règlements de comptes, vraisemblablement liés au marché local des baraques. Quatre bistrotiers sont abattus. Les caïds locaux, les deux frères de l’Abbaye, n’auraient pas toléré la concurrence d’équipes de placiers venus d’Aix-en-Provence et apparentés à l’équipe du Belge.

Ces séries s’entremêlent avec les dizaines d’assassinats commis au sein de la pègre depuis dix ans. À Grenoble, celle-ci a perdu vingt-cinq des siens en trente ans, dont cinq en 2002.

À Nice, de 1989 et la mort de Bastien Bonventre à 1993, les successeurs se sont déchirés, laissant quatre hommes à terre. Trois équipes se disputent le gâteau. Deux vont être éliminées entre 1993 et 1997, dont les Italo-Grenoblois, présents depuis vingt ans. Et l’équipe victorieuse va affronter de nouveaux concurrents entre 1998 et 2000. Bilan, près d’une douzaine de morts supplémentaires. Mais la roue tourne vite. Le Général, un beau voyou proche de Tony l’Anguille, est arrêté en février 2002, en compagnie d’un autre truand et deux jeunes au parcours prometteur, soupçonnés d’avoir envoyé *ad patres* à coups de 11.43 Philippe Di Christ, connu notamment pour le H, quarante-huit heures avant à Cagnes-sur-Mer. En juin suivant, ce sont vingt personnes – dont le « patron » local, soixante et un ans, et deux collaborateurs proches – qui sont interpellés dans le cadre de l’opération Crimorg 06 pour association de malfaiteurs, trafics de stups et extorsion de fonds. Par l’intermédiaire d’une société de distribution de boissons, ils auraient approvisionné des dizaines de bars et blanchi l’argent des jeux et de la drogue.

Toulon n’échappe pas à la règle. À la mort de Jean-Louis Fargette en 1993, les équipes s’entre-tuent. Une douzaine de morts et une vingtaine d’attentats à l’explosif saluent cette succession qui s’étire jusqu’en 1995. Les deux frères et leurs comparses, qui se sont imposés, auraient alors assuré leurs arrières. Une douzaine de morts violentes en deux ans. Mais, pour l’instant, les frères sont incarcérés depuis 1998 dans le cadre d’un trafic de cocaïne en provenance du Mexique. L’affaire Topaze, puisque c’est son nom, a également ramené dans ses filets Jean-Claude Kella, l’homme de la *French Connection*, Jean-Pierre Christo, ancien du gang des Lyonnais, et Antoine Cossu, dit Tony l’Anguille, le beau-frère du Belge.

Tiercé perdant pour le Belge

Le Belge, justement. Après sa sortie de prison en 1992 grâce au versement d’une caution, Francis Vanverberghe passe du temps à Paris. En 1993, il retourne néanmoins derrière les barreaux, inculpé d’association de malfaiteurs dans le cadre de l’opération Retro 25 qui concerne la guerre des boîtes dans la région marseillaise. Libéré peu après, le Belge obtient un

non-lieu en 1998 pour l'affaire de stups balancée par Scapula. De retour à Paris, il habite avec sa femme rue Lord-Byron, près des Champs-Élysées. Les affaires vont bien, il déclare pour l'année fiscale 1999 un million d'euros de revenus. Dont une partie viendrait des machines à sous de la région parisienne.

Dans la capitale, le juteux marché est moins meurtrier. Il y a plus de place. À Paris, on se bat moins pour le territoire que pour des brouilles privées. Les Zemmour ont affronté les Siciliens, certes pour des questions professionnelles, mais relativement personnelles. Une affaire d'amour-propre. Genova et ses intentions carnassières de racket ont déclenché la riposte avec la bande du 93. Comme partout sur le territoire, plusieurs équipes placent des baraques en région parisienne. En banlieue, principalement en Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine, mais aussi dans Paris. Bref, un peu partout. La région Paris-île-de-France compte cinq cents voyous chevronnés.

Trois grosses équipes se distinguaient néanmoins en 2000.

La première est emmenée par le Belge et un associé, Joël le Turc, un homme qui a fait ses classes dans le sud de la France et qui navigue entre Marseille et la capitale. La deuxième est celle des frères de Montreuil et de leurs amis « Jo » et « la Gelée » du 93, la troisième est l'équipe de Djilali Zitouni, secondé par Boualem Talata. Ce dernier est abattu le 19 novembre 2000 à Dreux et son frère blessé. Zitouni lui n'a eu aucune chance. En juillet 2001, il a écopé de quatorze balles tirées par deux tueurs qui guettaient sa Mercedes, depuis un feu tricolore à Gennevilliers.

Présenté par la rumeur comme le commanditaire de l'assassinat du Belge, Zitouni aurait payé cette désinformation de sa vie. Un comble, lui qui était l'un des meilleurs « cousins » de la BRP…

Le 22 septembre 2000, Francis Vanverberghe, cinquante-quatre ans, est en effet tombé de sept balles dans le corps, et deux dans la tête à bout portant pour l'achever. À 15 h 30, le caïd marseillais fait son tiercé dans un PMU de la rue d'Artois, Paris VIIIe. Francis le Belge est tranquille, à deux pas de chez lui, près des Champs-Élysées. Attablé à l'Artois club, il prépare le prix d'Amiens. Dans la rue, un gros trail japonais se gare à une vingtaine de mètres de l'établissement. Deux hommes en descendent. Le passager enfile le couloir jusqu'à la salle du fond, sort un flingue de son blouson et vide méthodiquement le chargeur sur Francis. Le second, également casqué,

est resté à rentrée en couverture. Le boulot terminé, les tueurs repartent tranquillement. Du travail de pros.

Crime impuni, mais suivi d'effet dans le Sud. Trois hommes affiliés à Vanverberghe le suivent en octobre 2002. Jean-Marc Verdu dans le quartier du Pont-de-l'Arc, à Aix-en-Provence, alors qu'il circule à scooter, par deux tueurs à moto. Quarante-huit heures auparavant, c'était le neveu du Belge, Jean-Louis Marocchino, trente-neuf ans, qui disparaissait à Callas alors qu'il pilotait sa moto avec son cousin François Vanverberghe, trente-quatre ans, autre neveu lui aussi abattu. Trois autres proches du Belge, Lolo Boglietti, Gabriel Mesguisch et Jacky Maillet, avaient été tués à leur sortie de prison entre 2000 et 2002. Et Tony l'Anguille, le beau-frère, est en prison dans le cadre de l'affaire Topaze. Déjà, deux frères sont présentés par la rumeur comme les nouveaux repreneurs de Marseille.

Paris perd son calme

À Paris, quelques garçons ont ainsi perdu la vie entre 1999 et 2002. Outre Zitouni et Talata, évoquons Farid Saana, dit l'Écureuil, lié à la banlieue nord. Après une dispute dans un bar, le Japan, rue Quentin-Bauchart, le 18 octobre 1999, il aurait été attendu par ses adversaires place des Ternes. Au petit matin, alors qu'il détache son scooter, il est tué de onze balles de 11.43 et trois décharges de fusil de chasse. Antonio Lagès, autre figure montante, s'efface le 23 octobre suivant peu avant minuit. Il a été descendu de deux balles Brenneck, idéales pour chasser le sanglier, dans sa Mercedes de location avenue George-V. Il était sorti de prison – une affaire de saucissonnage – le 11 du mois. En décembre 2001, un ancien toujours fiché au grand banditisme, Patrice Roma, est abattu en plein après-midi au volant de sa Jaguar de location, rue Saint-Maur, dans le XIe arrondissement, par deux motards. Une technique pourtant sudiste.

La Côte d'Azur s'est fait une spécialité du défouraillage sur deux roues.

Bert Fargette l'a confirmé, à ses dépens, le 19 octobre 2000.

Robert, frère cadet de Jean-Louis Fargette, sort sur la terrasse d'un bar de la Valette, à Toulon. Il est quinze heures. Une moto de grosse cylindrée freine devant le café. Le passager casqué bondit vers Bert et lui tire une douzaine de fois dans le thorax et les jambes. Pour finir, il lui loge une balle dans la bouche. Le 9 janvier 2000, à minuit, Roger Spanu, dit Petit Roger ou Lunette, sort d'une pizzeria sur la corniche Kennedy, à Marseille, et

gagne sa Mercedes sur le parking d'en face. Il est refroidi par deux motards qui le guettent dans l'obscurité. Dix balles de 11.43. Le 23 décembre 1998 à Marseille, Paul Degenis, connu pour proxénétisme et vols à main armée, encaisse douze balles de 11.43 au volant de sa voiture. De juin à octobre 1997, six autres mauvais garçons sont tombés, victimes de tueurs casqués. Le scénario est immuable : deux hommes, une machine puissante et quelques pruneaux de gros calibre ont ainsi mis fin aux prétentions de Grégoire Perez à Marseille, de Joseph Acquaviva, dit Monsieur Jo, figure de Béziers, de Jean-Claude Oliveiro, dit le Fou, à Nice, de Maurice Navarra à Ponte-Nuovo en Corse, de Toufik ben Mimoun à Toulon et de Francis Méi à Bastia. Ajoutons Noël « Nono » Dottori, poids lourd de la pègre varoise, abattu de vingt-sept balles de pistolet-mitrailleur tirées par deux motards en juin 1994.

Le Belge et Zitouni partis, d'autres font parler d'eux. Joël le Turc par exemple, nouvellement surnommé le Bouc après son changement de look, qui ferait tourner ses machines sur Stains, Saint-Ouen, Bondy, Sarcelles, Villejuif, Puteaux. Ce quinquagénaire a été mis en examen avec quelques amis, Philippe le SS et Fifi le Boxeur, entre autres, en décembre 2002. On recense également un ancien équipier de Mesrine, Michel le Porte-avions (copain de Genova), soixante ans, un mètre quatre-vingt-dix pour cent vingt kilos, interpellé en mars 2003, aurait fait marcher plusieurs dizaines de machines en banlieue parisienne par l'intermédiaire de trois sociétés de jeu. En parallèle, il aurait pris part à un réseau de proxénétisme à destination d'une maison close espagnole tenue par deux comparses, dont un ancien de la *French.*

Pour contrecarrer l'action des douanes et de la police, les truands ont trouvé une nouvelle parade. Des ordinateurs placés dans les bars comme borne Internet dissimulent des jeux d'argent derrière des cryptages sophistiqués. C'est apparemment indétectable. Ces machines, commercialisées par des sociétés installées en Suisse, sont apparues en 2002.

5.

Quand les fourgons font boum

Si les machines à sous sont à la mode, les braquages de fourgons sont une des grandes nouveautés de la décennie quatre-vingt-dix, bien qu'ils aient commencé quelques années auparavant.

Depuis 1970, l'attaque à main armée est devenue – gardons-nous tout de même des généralités – la première étape à franchir pour l'apprenti mauvais garçon. C'est la discipline idéale pour se faire un nom. Elle demande de l'audace, du courage et parfois de la violence, autant de qualités particulièrement appréciées dans le métier.

Coffres et prise d'otages

Mais avant d'en venir au fourgon, les truands ont tout essayé. D'abord le classique hold-up de banque, puis, vers 1975, la prise d'otages (apparue parallèlement au rapt contre rançon, tombé en désuétude dans les années quatre-vingt, conséquence des échecs répétés). Enfin, délaissant le guichet, les truands se sont occupés des coffres, à l'image des Postiches et surtout de leurs homologues sudistes soupçonnés d'appartenir à la Brise de mer. Cette équipe-là signe quelques belles affaires durant la décennie quatre-vingt. Des affaires dont les dividendes, bien placés (le classique : boîtes de nuit, machines à sous…), leur permettraient aujourd'hui encore d'asseoir leur autorité sur la région bastiaise.

L'aventure des Corses de la Brise de mer commence sur le vieux port de Bastia. Au début des années quatre-vingt, la fine fleur montante du banditisme local s'y retrouve dans un bar, À la brise de mer. Au milieu des années quatre-vingt, les équipes se scindent et diversifient leurs activités.

En 1990, des anciens de la Brise de mer auraient réalisé l'un des plus beaux casses du siècle. Le 25 mars, cinq hommes passés par la porte de service maîtrisent à coups de crosse les deux vigiles qui surveillent l'entrée de l'Union des banques suisses à Genève. Ils se font ouvrir des coffres du

service des monnaies étrangères et repartent avec deux cents kilos de billets, soit 125 millions de francs. L'informateur est rapidement découvert. Michel Ferrari est le mari de la secrétaire du chef du service attaqué. Arnaqué par ses complices, il avoue, sans nommer les membres de la bande corse. Mais, une semaine avant l'opération, il s'est fait photographier avec deux d'entre eux. Le cerveau présumé est serré en septembre 1991. Caché dans son appartement bastiais, il se réfugiait dans un petit placard à chaque coup de sonnette. À ses côtés sont arrêtés trois autres suspects. Le dernier est toujours en fuite. Personne n'a encore été jugé (excepté Ferrari, par la justice suisse). En mai 2001, la cour d'assises a renvoyé le procès pour complément d'informations.

Mais le record est pour l'instant détenu par l'affaire de la Banque de France de Toulon : 150 millions de francs envolés le 12 décembre 1992, jour de l'arbre de Noël de la police et de la banque. À sept heures du matin, l'agent de surveillance de l'établissement rentre chez lui après une nuit de travail. Trois types l'attendent en bas de l'immeuble. Pris en otage avec sa femme et son fils, il est questionné pendant deux heures sur le système de sécurité. Vers dix heures, les autres membres du commando débarquent avec fusils d'assaut et lance-roquettes. À seize heures, l'artificier de la bande pose 300 grammes d'explosifs à la ceinture du garde. Un des voyous emmène femme et enfant tandis que la petite troupe se rend à la banque. Devant la bombe humaine, le gardien de service ouvre. L'artificier descend au coffre en compagnie de l'otage et du caissier. Les sacs récupérés, tout le monde file. Pas pour longtemps. Dans les trois mois, ils ont été appréhendés dans le Var, en Corse, dans les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes. Seuls 5 millions ont été retrouvés. En octobre 1996, la cour d'assises du Var a condamné à quatorze ans de réclusion une employée de la banque (surnommée la Belle Hélène) qui avait, par amour, renseigné son compagnon. Ce dernier, ancien ouvrier des chantiers navals, qui avait fait l'intermédiaire entre elle et l'un de ses amis braqueurs, a écopé de la même peine. Les six autres présents (une dizaine n'a pas été arrêtée) ont écopé de douze ans à un an avec sursis.

Difficile de trouver un bon artisan

Les banques n'attirent plus les voyous que pour des affaires exceptionnelles, mais ce sont alors des équipes de spécialistes, de

professionnels chevronnés. Malgré la polyvalence des truands modernes, il reste de bons techniciens. Notamment chez les cambrioleurs. Un siècle après l'invention du chalumeau, les ouvreurs font encore parler d'eux. Comme à Paris en janvier 2000.

Un trou de la taille d'un homme dans le mur du sous-sol de la bijouterie Dubail, suivi d'un plus petit d'une quinzaine de centimètres dans son coffre : voilà ce que découvre, le 2 janvier, Pierre Dubail, le propriétaire. Mardi matin, neuf heures, le joaillier se rend dans l'un de ses quatre magasins parisiens au 66, rue François-Ier, dans le VIIIe arrondissement. Les vitrines gorgées de montres de prix sont illuminées, et surtout intactes. Le week-end du Nouvel An a été calme. Sauf au sous-sol. Gravats et tuyaux d'arrosage jonchent le sol, et les montres du coffre et de l'armoire forte brillent par leur absence. 12 millions se sont envolés. Du travail de spécialistes, à l'ancienne, sans haine ni violence, comme on dit du côté de Nice. De vrais artistes du « coffiot », des amoureux du bel ouvrage. Les mauvais garçons n'ont évidemment pas choisi la date au hasard. Un long week-end. Et si en plus c'est le nouvel an… Le dimanche 31 décembre, dans l'immeuble de pierre de taille, tous les habitants sont absents. Seules les deux mamies du troisième et du cinquième sont restées. Dans la nuit, un homme ouvre facilement la porte, située à droite de la boutique, malgré le digicode – l'affaire d'une minute pour un spécialiste. Sans doute accompagné de deux ou trois complices, il force ensuite la porte d'accès aux caves. Là, il laisse un guetteur en faction. Une fois en bas, après un rapide repérage (on a vu des casseurs manquer de sens de l'orientation et se tromper de mur…), se dresse devant eux le mur mitoyen au sous-sol de la joaillerie, point faible de la caverne : il n'est pas blindé. Les Ali Baba n'ont pas besoin de mot de passe pour franchir l'obstacle. Une carotteuse à béton et quelques coups de masse suffiront. Des tuyaux d'arrosage sont là pour refroidir la lame de la carotteuse, un drain en forme de tire-bouchon animé par un moteur et capable de percer la roche, mais qui, tournant à grande vitesse, chauffe. Seule solution, appliquée par les passe-muraille, humidifier la lame à l'aide de tuyaux d'eau branchés dans les caves… À quel moment les Rapetout s'arrêtent-ils ? Avant ou après la carotte ? Toujours est-il qu'ils reviennent le lendemain finir le travail.

Dans la nuit du 1“au 2, donc, rebelote. Le chantier n'a pas bougé, les occupants de l'immeuble ne sont pas rentrés. Une fois redescendu dans la salle du coffre, un autre membre de l'équipe intervient pour neutraliser

l’alarme. Reste alors à s’attaquer aux deux victimes : une armoire forte et un coffre-fort. L’ouvreur, artiste de la bande, entre en piste. Les deux pièces subissent alors les assauts de la carotteuse, bientôt suivie du traditionnel chalumeau, le plus fidèle ami du cambrioleur. Après plusieurs heures d’efforts, l’armoire forte et le coffre s’offrent à leurs agresseurs. Passant par un orifice de quinze centimètres de diamètre dans la paroi du coffre, ils en ont vidé les deux tiers. Après avoir découpé les étagères intérieures au chalumeau, ils les ont démolies. Restait à récupérer le butin à l’aide d’un puissant aspirateur. Des montres de prix principalement. Valeur marchande supérieure à 12 millions de francs. Une fois la TVA retirée, restent 9,5 millions de francs. Le prix de vente sur le marché parallèle avoisinant les 25 % du montant initial, le butin va se monter à 375 000 euros. Les cinq grosses affaires parisiennes de cambriolage traitées par an tournent elles autour d’un ou deux millions de francs de gain. Mais pas question d’écouler le butin sous le manteau au marché aux puces, mieux vaut connaître un réseau. Celui des receleurs. Fini le fourgat d’antan, brocanteur peu scrupuleux qui entassait des trésors de rapines dans son arrière-boutique, aujourd’hui les négociants sont internationaux. Si les cambrioleurs n’ont pas le contact, ils devront se rendre aux Pays-Bas et en Belgique pour faire la tournée des clients potentiels.

Pour revendre, il faut des connaissances et pas n’importe lesquelles. Le fourgue doit être capable d’acheter le lot complet. C’est-à-dire, aligner les 375 000 euros en espèces sur la table. Ce sont des individus très difficiles à attraper. Les receleurs se déplacent sans arrêt dans les grandes capitales, de Paris à New York en passant par Rome. Et question casseurs, à part les ouvreurs qui laissent leur signature, l’équipe est surtout constituée de gros bras : pour percer les murs, finir le coffre à coups de burin ou, dans les cas extrêmes, déménager un bébé de cent cinquante kilos du cinquième étage. Malgré la diffusion des numéros de série, les espoirs de revoir les belles tocantes est pratiquement nul. Sauf si le client les donne en réparation en France et qu’elles n’ont pas changé de main entre-temps…

Les tirelires dans la ligne de mire

Une fois ces solutions écartées, la « tirelire » est devenue la nouvelle cible mais pas de n’importe quelle arme. Les transports de fonds sont entrés dans la ligne de mire des lance-roquettes.

Si les fourgons sont attaqués depuis 1944 à l'arme de guerre, les voyous s'en tenaient à la mitraillette Sten, puis à la fin des années soixante-dix, au fusil-mitrailleur kalachnikov. À partir de 1980, l'artillerie lourde entre en piste. Les troubles qui agitent la Yougoslavie dans les années soixante-dix et quatre-vingt y sont pour quelque chose. Auparavant, les armes provenaient des stocks de la Seconde Guerre mondiale ou des fabriques de la ville d'Herstal en Belgique, mais aussi des manufactures allemandes et italiennes. Des ouvriers vendaient leur perruque sortie en pièces détachées non numérotées. Du 11.43, du 9 mm, du 7.65…

En 1980, apparaissent sur le marché des bazookas capables de traverser un char. Et c'est à Marseille que le premier tube est brandi. En mai 1985, lors de l'attaque d'un fourgon à Sainte-Marthe par une équipe de la banlieue nord, qui sera démantelée l'année suivante.

Les attaques de fourgons se succèdent jusqu'à l'apothéose du genre à la fin des années quatre-vingt-dix. Dix en 95, 14 en 96, 32 en 97, 27 en 98, 21 en 2000… Et vingt-trois convoyeurs tués durant la décennie. Pendant les quelques années d'accalmie, entre 1985 et 1995, les camions n'ont pas beaucoup évolué. Pendant ce temps, le hold-up a tourné à l'action commando version « chiens de guerre ».

Avec la chute du Mur, un immense marché aux armes s'est ouvert. En 1989, soixante mille pièces ont disparu de stocks de RDA, sans compter la revente sauvage de la production des pays du pacte de Varsovie qui fabriquaient les armes par milliers pour les Russes. Plus récemment, les Balkans en guerre ont offert de nouvelles opportunités. Et, en 1998, un million d'armes se sont envolées mystérieusement des réserves albanaises. De quoi équiper des bataillons de braqueurs. L'ex-Yougoslavie, les marchés de Bucarest ou de Sofia où la kalachnikov (fabriquée à 90 millions d'exemplaires) se négocie 75 euros, ne sont pas loin. Des indépendants font facilement la navette, dissimulant quelques armes à chaque voyage, qui sont ensuite négociées. On travaille à la commande ou pour payer le séjour au pays. Ces VRP sont souvent originaires des zones de production, quand les voyous français plus aguerris ne s'en chargent pas eux-mêmes. Avec le bon sésame, tout est possible, même acheter un RPG 64 mm lance-roquettes à un coup russe fabriqué sous licence serbe – et que la Yougoslavie a produit par milliers entre 1986 et 1990. Prix en France : 3 800 euros. Une arme qui perce des blindages de 35 cm à une distance de 300 m. Le blindage d'un fourgon fait lui 2,5 cm d'épaisseur…

En novembre 2000, quinze d'entre eux sont découverts lors d'une perquisition dans un garage de Nanterre tenu par un Serbe. Un biz réalisé en collaboration avec trois Français. Deux autres tubes sont saisis dans le coffre d'une voiture volée place des Fêtes, dans le XXe arrondissement, à Paris, en septembre 2001…

Mais le truand français n'est pas bégueule, il se contente parfois d'un simple fusil d'assaut. Peu de fourgons résistent aux balles de 7.62 mm × 39 mm qui fusent à 930 m/s d'un AK47 kalachnikov. Si en plus, il est équipé de cartouches chinoises à noyau en acier… Prix de l'engin sur le marché : 450 à 800 euros. Le pistolet-mitrailleur est aussi à la mode, particulièrement le Skorpio tchèque 7.65 mm et le Uzi 9 mm israélien. De 1500 à 2250 euros…

En 2002, un ancien braqueur sorti depuis un an replonge. Il s'était reconverti dans la vente d'armes sur catalogue. Quatre pages qui présentaient fusil-mitrailleur kalachnikov et autres pistolets-mitrailleurs CZ. En mars 2003, une filière tombait à Cergy-Pontoise qui opérait entre la Belgique, la Suisse et la France. Elle s'approvisionnait dans les Balkans et les pays de l'Est. Soixante armes – dont un Famas, un fusil à lunette israélien, des 11.43… – ont été saisies.

Pepito et ses frères

Après une année noire, en 1997, avec trente-deux attaques en France, la police parisienne passe à l'offensive, démantelant l'une des trois grosses équipes qui écument l'Île-de-France. Fernand, dit Pepito, est arrêté en mars, avec ses deux frères et cinq complices, des gitans comme lui, en région parisienne, autour de Chantilly et Creil, dans l'Oise. L'équipe est soupçonnée d'avoir tapé quelques belles affaires : en décembre 1996, le dépôt de transit de la société Ardial à Villepinte, en Seine-Saint-Denis. Les voleurs avaient creusé un tunnel pour entrer dans le centre fort et attendre le premier fourgon arrivé avec 25 millions de francs. Le 7 juin 1997, à Bondoufle, dans l'Essonne, les braqueurs bloquent la circulation sur la départementale 31, après le passage d'un fourgon ACDS. Un camion-benne arrivant en face percute alors la tirelire à 80 km/h. Sonnés, les convoyeurs se reposent dans le champ voisin tandis que les malfrats descendent les vitres à la hache et raflent 12 millions de francs. Autre attaque en juillet 1997, au cours de laquelle un fourgon Ardial est coincé par quatre véhicules

dans la zone d'activités de Villepinte. Le résultat est mitigé, un million de francs de butin et un comparse blessé. Enfin, ces messieurs auraient signé l'attaque de l'autoroute A4, à hauteur de Noisiel-Lognes, en Seine-et-Marne. En janvier 1998, un fourgon de France val est stoppé par deux camions-béliers et sa cargaison de 25 millions envolée. L'échangeur de Lognes est un coin privilégié. En mars 1995 et avril 2002, deux autres transports ont été attaqués à cet endroit.

En tout, la bande de Pepito aurait empoché aux alentours de 50 millions de francs. Moins les frais bien sûr. Des complices étaient chargés de blanchir les fonds durement gagnés en investissant notamment dans une boîte de nuit et un bar près de Chantilly, des entreprises de bâtiment, et par l'intermédiaire d'une agence bancaire lyonnaise.

D'autres « équipes à tiroir » écument les routes de France. Régionales, comme celle de Pepito, ou transnationales. C'est le cas de la Dream Team, surnommée ainsi par les policiers qui la considèrent comme la plus belle. Et dont le noyau dur a été démantelé en 1998.

Michel le Militaire et la Dream Team

À sa tête, Michel Crutel, dit le Militaire, né en avril 1955 à Drancy, en Seine-Saint-Denis. Crutel commence sa carrière dans les années soixante-dix : vol de voiture en 1977, quatre mois de prison par défaut, en 1978, quinze mois dont huit avec sursis pour le même délit. En 1980, il a passé une étape et prend quatre ans pour trafic d'armes. À la centrale de Poissy, il baigne dans la cour des grands. Francis le Belge, les Lyonnais Monmon Vidal et Christo et son futur associé Stéphane Ley, son aîné de six ans, occupent l'établissement.

Peu après leurs sorties respectives, la police soupçonne Crutel et Ley d'avoir frappé un grand coup. En décembre 1985, une dizaine d'hommes emmène un cadre de la Brink's au siège régional de la société de transports de fonds à Colombes. En gardant sa femme et ses enfants en otages à leur domicile. Butin, 72 millions de francs. Avec sa part, Crutel aurait acheté une propriété cossue en Basse-Normandie. Officiellement courtier en automobiles, il replonge en 1988 et est arrêté dans un bar de Pantin après un coup manqué contre un marchand d'or de la rue Cadet, à Paris : sept ans de réclusion et cinq d'interdiction de séjour.

À sa sortie en 1994, il file se mettre au vert en Espagne. Et faire de nouvelles rencontres.

Le coup d'envoi de la Dream Team est donné deux ans plus tard.

Le 13 août 1996, à 18 h 20, le commandant Vincent Roy pose son Airbus A320 à Perpignan. Le vol en provenance d'Orly s'est bien passé. En bout de piste, deux hommes masqués et armés tiennent une banderole. Dessus : « Coupe tes moteurs et ouvre les soutes. » Le commandant ne pouvant le faire de l'intérieur, les deux hommes se dirigent vers l'une des soutes à l'arrière de l'avion et l'ouvrent sans difficultés. Aidés de cinq complices, ils transportent vingt-sept kilos de billets, confiés par la Brink's, jusqu'à une camionnette et quittent la piste par une porte grillagée qui donne sur la route. L'opération a duré 2,30 min. Pour 4 millions de francs en pesetas. Attaque spectaculaire… mais pas inédite. Les garçons de la région bastiaise sont soupçonnés d'opération similaires. Le 28 juillet 1989, trois types enfouraillés braquent un Fokker sur le tarmac de l'aéroport de Bastia et le délestent de son fret. Le 17 juillet 1991, c'est en plein vol que sont subtilisés 5,4 millions de francs entre Bastia et Orly. Le 11 août 1992, toujours à Bastia, cinq truands empruntent un hélicoptère pour braquer le vol Air Inter pour Marseille en bout de piste. Ils repartent avec l'hélico et 7 millions de francs (déjà en décembre 1959 Fernand Ronani, dissimulé dans une caisse, avait volé 30 millions de bijoux dans la soute d'un avion lors d'un vol Paris-Marseille).

Peu importe, la légende de la Dream Team est lancée. Les opérations qu'on lui attribue aussi. En 1997, le braquage d'un fourgon de la Brink's à Frépillon, dans le Val-d'Oise. Près d'un million d'euros. Seule bavure, un convoyeur a été touché au bras par une balle qui a traversé le blindage. Le même mois, l'attaque de Vert-le-Grand (Essonne) rapporte 5 millions de francs. Un commando d'une dizaine de cagoulés attaque la société de transports de fonds ACDS à l'aide d'une bétonnière volée, utilisée comme bélier. La veille, l'autre figure de l'équipe, Daniel B., dit Babar, une « armoire » de quarante-trois ans, repère une balise sous sa voiture. La police le surveille. Il la colle sur le toit, et abandonne le véhicule. Les policiers qui guettent sa planque espérant le retrouver voient alors arriver deux petits jeunes. Munis de gants et de produits javellisés, ils lessivent entièrement l'endroit et effacent toute trace. Le lendemain, l'air de rien, l'affaire est tapée. Même sang-froid avec Jean-Jacques N., autre membre présumé, originaire de Perpignan. Arrêté sur l'autoroute en direction de

Paris un dimanche soir de mai 1997, à la faveur d'un contrôle routier, les policiers trouvent dans sa voiture une kalachnikov et une tenue commando. Le lendemain matin, l'équipe – au courant de sa mésaventure – tape sans lui à Courbevoie. Avec une bonne dose de confiance en leur équipier qui n'a entre-temps pas parlé. Butin : 18 millions. La belle série va prendre fin en octobre 1998. Deux numismates de la Nationale Gold Exchange sont braqués à la gare du Nord : 7 millions en espèces et 3,2 millions en pièces d'or. Et un beau flag pour la police, qui serre le noyau dur de l'équipe à tiroir. Cinq personnes, âgées de trente-cinq à quarante ans, sont arrêtées : Christian O. de Manosque, Karim M. et Jean-Jacques N. de Perpignan, Alain G., un Parisien, et Daniel M., un Marseillais. Les deux cerveaux présumés du gang sont absents. Daniel B., dit Babar, et Crutel le Militaire sont en Espagne, où ils habitent.

Michel Crutel va y perdre la vie. Confortablement installé à la Casa Calandria, une villa de Marbella, avec sa famille, le Militaire va mourir dans une piètre bataille. Ce matin de juillet 1999, il force la fenêtre d'un garage d'Algésiras pour y subtiliser trois cents kilos de cannabis. Le bruit alerte le gardien, Crutel tire, l'autre réplique au fusil. Quelques minutes plus tard, ses trois complices déposent son corps devant l'hôpital.

La Costa del Sol dans la fumée

L'Espagne est aujourd'hui la base arrière privilégiée du Milieu français. Au début des années soixante-dix, après la traite et cent ans de présence voyoute, les truands en avaient fait leur lieu de villégiature. Le soleil, les villas, la plage et la mer… Mais le développement du trafic de shit en provenance du Maroc va les sortir de leur torpeur. En quelques années, ils sont des dizaines à s'installer sur la Costa del Sol. Par équipe, ils se lancent dans l'importation de fumette qui arrive par kilos en Zodiac et autres bateaux de pêche. Avantage non négligeable, les peines espagnoles sont beaucoup plus douces. Les Français achètent le « chocolat » aux trafiquants marocains pour l'expédier ensuite vers la France.

La péninsule Ibérique est aussi un refuge d'évadés. En 2001, Faridh B., recherché pour un trafic de stups et divers règlements de comptes dans la région marseillaise, est interpellé à Málaga.

Louis C, trafiquant de drogue, évadé de la prison de Borgo en juin 2001 en s'accrochant à une échelle suspendue à un hélicoptère, est arrêté le 12

janvier 2002 en Catalogne. Il est repris de justesse alors qu'il tentait une nouvelle évasion de sa prison de Barcelone où il était incarcéré en attendant son extradition.

D'autres font dans la cocaïne, qui fait son grand retour ces dernières années. Le pays est la tête de pont des cartels colombiens et mexicains en Europe. Face à la répression américaine, les trafiquants se sont tournés vers le vieux continent, où la consommation avoisinerait cent cinquante tonnes par an. L'Espagne n'est pas la seule route. En mai 1999, un prince saoudien aurait importé au Bourget deux tonnes de poudre en avion diplomatique depuis le Venezuela contre une commission de 20 millions de dollars. En juin 1999, huit cents kilos de la cargaison sont découverts entreposés dans un pavillon de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Un braqueur français, qui aurait réceptionné la schnouff, est arrêté.

Mésaventure similaire pour Jo le Marseillais. En 1994, il s'était fait surprendre dans une villa du Finistère avec cent kilos de coke fraîchement débarquée d'un voilier en provenance de Colombie. Il en aurait importé plus de quatre tonnes en quatre ans. À cinquante-sept ans, Jo n'était pas un inconnu. Après avoir envoyé à Damas plus de trois cents Mercedes volées, il avait loué un pavillon de la banlieue parisienne en 1978 pour abriter le baron Empain pendant soixante-trois jours.

Si le business espagnol est intéressant, il n'est pas innocent. En Espagne, la concentration de truands au mètre carré, conjuguée à une activité lucrative, fait des étincelles. Depuis 1996, une vingtaine de voyous auraient été tués. Par des trafiquants marocains mécontents ou des compatriotes.

Nordine Benali, dit la Puce, et son frère Djamel, derniers représentants du clan Genova décimé en 1994, font partie du nombre. Et sont fortement soupçonnés d'avoir descendu Roger Poletti, l'un des deux tueurs du Gros. Après cette action désespérée, ils sont partis se mettre au vert en Espagne. Installés dans la région de Séville, ils ouvrent un club, El Barón. En octobre 1998, les frangins sont pris dans une rafle qui les envoie à l'ombre. Djamel ne profitera pas longtemps de sa liberté : le 17 décembre 1999, il est tué. Le frère suit le 4 octobre 2001. Dans le Milieu des Français d'Espagne, on murmure qu'ils sont tombés par excès de gourmandise. Des jeunes ne se seraient pas laissé faire. Les anciens le disent, les nouveaux venus se fichent du CV et de la notoriété.

Les nouveaux ? Les jeunes des cités de l'Hexagone qui descendent faire leurs courses en Espagne, le temps d'un week-end.

La filière est devenue un classique ces dernières années. Des voitures de grosse cylindrée – la préférence allant aux Audi A8 – et des voyages éclairs entre Paris et Málaga. Le shit est chargé par dizaines de kilos dans le sud de l'Espagne et remonté en convoi à grande vitesse dans la banlieue parisienne ou ailleurs. Une voiture ouvre la route une vingtaine de kilomètres en avant pour signaler, à l'aide de portables, d'éventuels contrôles de la douane volante aux péages. Une autre ferme la marche pour repérer les poursuivants. Entre les deux, des véhicules transportent la marchandise. Une balade de 3800 kilomètres aller et retour à plus de deux cents kilomètres/heure. La vitesse dissuade les forces de l'ordre d'intervenir. Arrivés à destination, les trois cents kilos convoyés sont redistribués dans les cités.

6.

La relève est assurée

Les cités. Elles remplacent les quartiers d'autrefois. Ceux des bandes et leur petit Milieu fermé. Un territoire hermétique et contrôlé. Bien sûr, pas toutes. Mais quelques-unes se distinguent, ayant transformé la débrouille en véritable économie souterraine. Le trafic en tout genre permet de survivre à une partie de la communauté : recel de marchandises volées, trafic de faux documents… Des anciens y tiennent le biz. Notamment de shit. Les arrivages d'Espagne sont dispatchés entre les revendeurs, à qui on avance les « savonnettes ». Peu d'embrouilles possibles, tous habitent le même coin, et on connaît les familles. Les petits, on les a vus grandir, testés au fil des années pour les plus motivés. À la clé, une promotion rapide, appuyée par les mecs en place. Une fois les premiers kilos dealés, et leurs revenus réinvestis, l'apprenti peut vite se faire une belle situation. Avec mille cinq cents tonnes vendues par an et un chiffre d'affaires estimé à 10 milliards d'euros, le secteur est florissant.

La cité des Canibouts à Nanterre l'a compris. Soupçonnée d'alimenter une partie de la banlieue nord-ouest – elle est au carrefour de trois départements (Yvelines, Hauts-de-Seine, Val-d'Oise) et proche de l'autoroute A86 –, elle est la cible régulière de descentes de police. En 2001, en l'espace de deux mois, les prises se sont additionnées : en avril, 50 kilos, la semaine d'après, 84 kilos, quinze jours plus tard, 46 kilos, 3 000 pilules d'ecstasy, 700 grammes de cocaïne et deux pistolets-mitrailleurs. Et enfin, un mois plus tard, 120 kilos, 100 000 francs en liquide et une kalachnikov. D'autres cités se distinguent à Drancy, La Courneuve, Aubervilliers, Pantin… Mais si le cannabis c'est bien, la coke ça peut être mieux.

La tête du réseau démantelé en janvier 2003 peut en témoigner. À vingt-cinq ans, Rachid, officiellement chômeur, habitait une belle villa de Viry-Châtillon dans l'Essonne, meublée d'un écran de télévision plasma et autres signes extérieurs de richesse. Le garage abritait une 307 neuve, une Golf

TDI et une moto de 1000 cm^3. Mais également 100 000 euros en liquide, des pistolets Glock 9 mm et Beretta 7.65, dix kilos de cocaïne et vingt-six kilos de produit de coupage. La came venait d'Espagne, parfois de Hollande. Le complice en charge d'alimenter les Hauts-de-Seine était plus méfiant. La porte blindée de son appartement était équipée d'une caméra de surveillance. À l'intérieur, les enquêteurs ont mis la main sur 50 000 euros de bijoux, 150 000 euros de vêtements griffés…

Des stups et des armes. Les deux font la paire. Quand le biz prend de l'ampleur, il faut le défendre. Contre les jaloux, les racketteurs, les concurrents… L'arsenal est là pour ça.

Et le rêve est aujourd'hui à portée de main. Celui de posséder une vraie arme de dur qui assoit la réputation et ouvre les portes des grosses affaires. Depuis trois ans, les armes de guerre apparaissent chez les petits délinquants. Un phénomène inconnu jusqu'alors. Le secteur était réservé au grand banditisme ou au terrorisme, version ETA (dans les années 70, quelques truands comme Zampa fournissaient d'ailleurs cette dernière). Mais la géopolitique mondiale a changé la donne. Certains gadgets de l'Est, une fois arrivés en France, sont revendus aux jeunes loups de la délinquance. Mais attention, ce genre de calibre n'est pas accessible à tout le monde. Il faut un peu de métier.

L'école du braquage

Les cités sont le nouveau terreau du grand banditisme, la pépinière du Milieu. Les jeunes grimpent les échelons avec les stups, mais aussi à la force du poignet.

Depuis dix ans, les braqueurs des cités font parler d'eux. Certaines d'entre elles se sont même spécialisées. Les héritiers de la banlieue sud font maintenant leurs classes à la cité Balzac à Vitry-sur-Seine. Elle n'est pas la seule dans le Val-de-Marne, et la Seine-Saint-Denis peut se targuer de quelques diplômés. Stains, Pierrefitte rattrapent l'Étoile à Bobigny, la Cité verte à Montreuil… Des réputations s'y font. Les loulous montent sur des affaires à dix-huit ans, voire moins, avec des pistolets d'alarme modifiés à la perceuse en 22 long rifle, des pistolets à grenaille copie conforme d'armes de poing réelles, également modifiés (interdit depuis 1995), des revolvers d'alarme (pour les plus perfectionnés, barillet modifié et canon lissé)… Une fois initié, et en fonds, ils savent où acheter le calibre qui les

fera percer. Les gars de la Paternelle et de Fontvert, deux cités des quartiers nord de Marseille, ont bien retenu la leçon. Leurs équipes à tiroir – entre dix-neuf et vingt-cinq ans – ont commis soixante-dix braquages de stations-service et bars PMU entre 2000 et 2002. À vingt-cinq ans, les plus doués et ambitieux lorgnent vers plus gros. Surtout s'ils ont le matériel pour. Mais il leur manque parfois un peu de métier.

Le 20 novembre 2001, à 8 h 15, le camion blindé de la Brink's arrive à la cafétéria de Fontenay-sous-Bois qu'il doit approvisionner. L'un des convoyeurs descend du véhicule pour déplacer un plot permettant l'accès. Soudain, deux voitures s'arrêtent. En sortent sept hommes portant gilets pare-balles et brassards de police. L'un d'eux met en joue le convoyeur, les autres arrosent le fourgon à la kalachnikov et au pistolet 9 mm. Les balles pieu-vent. Le convoyeur menacé riposte et vide son chargeur sur son agresseur. La « tirelire », criblée d'une quarantaine d'impacts, arrive à se dégager alors qu'un des convoyeurs est blessé par des bris de verre. Le voyou, lui, est, mort sur le coup. Youssef avait vingt-quatre ans. À ses côtés, une kalachnikov et une grenade. À son domicile de Pontault-Combault (Val-de-Marne), les enquêteurs interpellent le cerveau présumé du gang, vingt-trois ans – issu des cités du 93 et seulement connu comme son complice pour des vols simples et recel. Et tombent sur quatre « kalach » ainsi que quatre grenades défensives. Au pied de l'immeuble, dans le coffre d'une voiture volée, ils découvrent un lance-roquettes aperçu lors de l'attaque dans les mains de Youssef. L'équipe est également soupçonnée d'avoir tiré sur la police deux mois auparavant. Le 24 septembre 2001 à 7 heures, deux fourgonnettes, arrêtées sur l'A86 à hauteur de Rosny-sous-Bois, intriguent une patrouille de CRS. Les fonctionnaires, pensant à une panne, se garent derrière. Alors qu'ils s'apprêtent à installer des balises, les occupants des véhicules ouvrent le feu à la kalachnikov. Les policiers se mettent à l'abri tandis que les agresseurs s'enfuient à bord d'un troisième véhicule, garé non loin. Un fourgon l'a échappé belle.

Jeunes et vieux, Parisiens et Sudistes : les équipes mixtes

Une fois dans le bain, la réputation faite, les contacts pris en prison, la porte est ouverte pour rejoindre la mouvance des braqueurs d'Île-de-France. Entre deux cent cinquante et cinq cents individus plus ou moins cotés et plus ou moins liés. Principalement d'origine nord-africaine et gitane. Le

nouveau visage du grand banditisme. Après, pour ceux qui veulent bouger, reste à intégrer des équipes transnationales, qui mêlent Marseillais, Parisiens, Corses, Lyonnais… Souvent rencontrés derrière les hauts murs.

Ni beur, ni manouche, Antonio Ferrara a néanmoins suivi un parcours exemplaire.

Né en 1973, il est arrivé d'Italie à dix ans dans une cité de Choisy-le-Roi, dans le Val-de-Marne. À dix-huit ans, il est pris pour un simple vol d'accessoires automobiles. À vingt et un, il est condamné deux fois avec sursis à Créteil pour outrage à agent et rébellion. Violant sa contrainte de mise à l'épreuve, il est incarcéré en 1996. L'année suivante, on le retrouve accusé de deux attaques de banques à Yerres et Soisy-sur-Seine. Succo, comme il se fait appeler, ne reste pas longtemps en prison. Le 7 août 1998, il prétexte des douleurs pour être transféré à l'hôpital de Corbeil-Essonnes. Trois associés le libèrent en aspergeant de gaz lacrymogène les quatre gardiens qui l'accompagnent. Le 26 décembre son ADN se perd porte de Gentilly, à Paris.

Ce jour-là, à 14 heures, deux camions blindés sont bloqués par huit véhicules, dont un camion de déménagement. L'un des deux fourgons, l'escorte, parvient à se dégager. L'autre est pris sous le feu d'armes automatiques. Après l'avoir ouvert à l'explosif, les truands s'emparent de 34 millions de francs. Surveillés dans trois autres affaires de braquage, cinq hommes sont arrêtés le lendemain à 6 heures dans un pavillon de Paray-Vieille-Poste. Un sixième est arrêté à Athis-Mons. Certains faisaient partie de l'équipe interpellée à la gare du Nord en 1998 : Karim M., Christian O. et Daniel M. On parle de la Dream Team. Babar, soupçonné, est interpellé peu après en Espagne. L'équipe y est soupçonnée d'avoir escamoté 19,6 millions en francs et pierres précieuses sur l'aéroport de Málaga en 1999. Il est finalement relâché.

Alain Hellegouarche, cinquante et un ans, également soupçonné dans cette affaire (l'ADN encore), ne pourra plus s'expliquer. Cet ancien de la banlieue sud des années quatre-vingt, proche d'André Conquet et d'Émile Dieudonné, deux grands noms disparus du Milieu parisien, a été abattu sur le parking de la patinoire d'Athis-Mons le 24 octobre 2002. Moussa, vingt-six ans, pur produit de la cité Balzac à Vitry et fiché au grand banditisme, a, lui, failli y passer un mois après à Vitry. Touché sept fois, il a miraculeusement survécu.

Succo a échappé au coup de filet. Mais sa cavale s’arrête le 13 juillet 2002 à côté de la gare RER d’Athis-Mons. Et, preuve de son intégration au grand banditisme hexagonal, les enquêteurs trouvent dans sa poche la clé de la planque de Joseph Menconi, braqueur corse en fuite depuis son évasion de la prison de Borgo, le 28 novembre 1998. Trois mois après celle de Succo.

À partir de là, leurs destins vont être liés.

Menconi est arrêté le 3 janvier 2003 dans une résidence de grand standing à Rocquencourt, dans les Yvelines.

En septembre 2002, Succo, condamné à quatre ans pour son évasion, a tenté lui de se faire la belle de sa cellule de la Santé. Les gardiens ont découvert un pain de plastic et quatre détonateurs. Il a été transféré à Fresnes.

Joseph réussit son évasion le 7 mars 2003. Enfermé au quartier d’isolement de la maison d’arrêt de Borgo, il s’est procuré un pistolet factice, une corde et un grappin métallique, avant de sortir par la porte qu’ont ouverte les gardiens sous la menace d’un lance-roquettes factice lui aussi, et brandi par des complices.

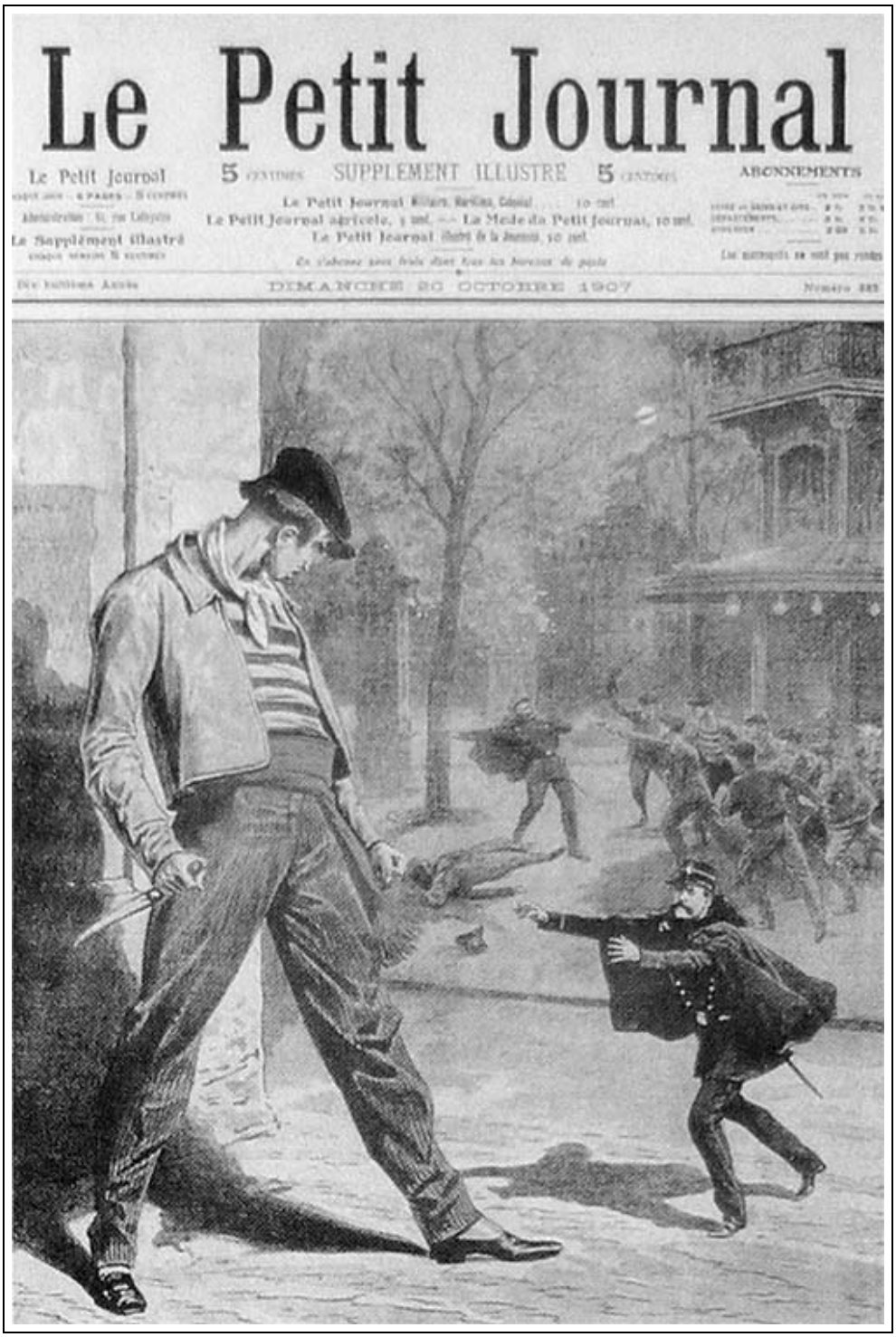
Mardi 11, les policiers de l’OCRB, qui les avaient tous deux arrêtés, sont déprimés. Ferarra s’est évadé. Un commando a attaqué la maison d’arrêt de Fresnes. Les cagoulés ont explosé au bazooka une porte de service, arrosé les miradors d’un tir nourri au fusil d’assaut, avant de faire sauter une seconde grille à l’explosif et d’arracher Succo en soufflant les barreaux de sa cellule au rez-de-chaussée du quartier cellulaire. Le 31 mars, Menconi a été repris dans un bar d’Aubagne, en compagnie de deux amis. Chez l’un d’eux, à Roquefort-la-Badoule, les policiers ont découvert trois offshore, des vedettes rapides volées sur la côte. L’un aurait servi à Menconi pour quitter l’île et rejoindre le continent. Pour éviter une troisième évasion, le voyou corse est aujourd’hui au secret, incarcéré dans une prison inconnue. Antonio Ferrara, lui, court toujours.

Le jeune voyou qui faisait ses classes sur le pavé des grandes villes, attendant la comptée de sa femme et usant rarement de son feu, a bien changé. En apparence seulement. Comme hier, la mentalité est toujours la carte d’identité du « brave garçon ». Non, le Milieu n’est pas mort. Moins visible au quotidien certes, mais autrement plus bruyant par ses actions. Le fourgon blindé a remplacé l’encaisseur à pied, et le bazooka le browning.

Les masses pour descendre les vitrines sécurisées ont relayé le marteau de Jules qui faisait les bijouteries dans les années vingt. Les mauvais garçons trafiquent toujours les voitures volées, ramassent les compteurs des machines, font circuler de la fausse monnaie… Et puis, parfois, l'actualité a un petit goût du passé. Alors qu'il traquait Yvan Colonna, l'assassin présumé du préfet Érignac, des policiers français ont mis la main sur deux vieilles connaissances. C'était le 6 février 2003 au Venezuela. À soixante-trois ans, Adrien de Cavaillon, condamné à dix ans pour un trafic de stupéfiants, était parti s'y cacher avec son ami Marc, un Corse de cinquante-trois ans, recherché pour tentative de meurtre et tentative de vol à main armée. La presse dit qu'ils n'auraient pas choisi le Venezuela par hasard, qu'ils y auraient bénéficié de complicité locale. Il paraîtrait même que les Corses sont installés là-bas depuis très longtemps déjà…

Photos

Amélie Hélie dite « Casque d'Or », l'une des centaines de prostituées que se disputaient ces messieurs.
© *D.R.*



Le Petit Journal

Le Petit Journal — 5 centimes — SUPPLEMENT ILLUSTRE — 5 centimes — ABONNEMENTS

Le Supplément illustré

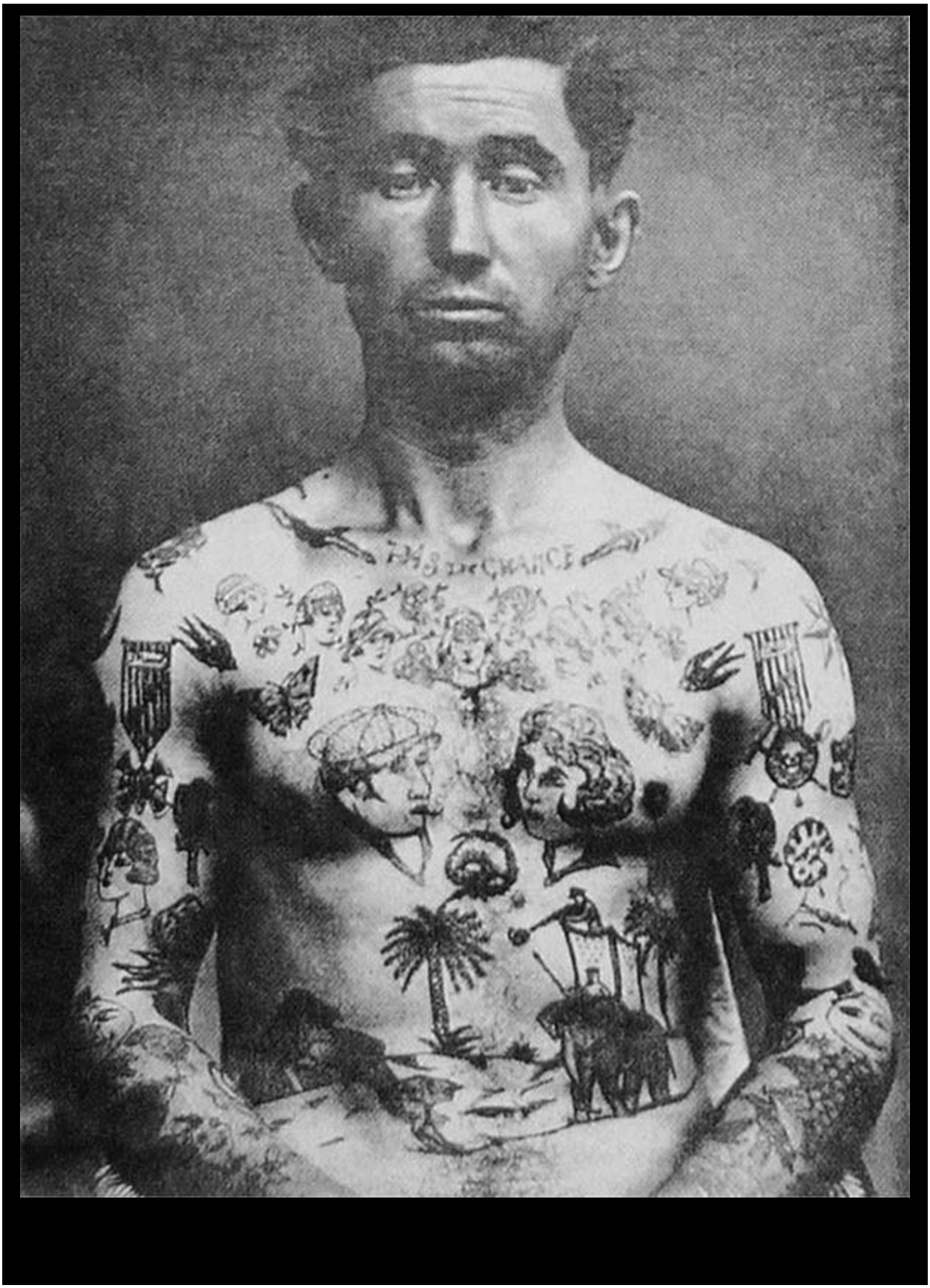
DIMANCHE 20 OCTOBRE 1907

Lorsque sa femme est en prison, l'Homme est contraint de retourner « travailler ».

© *D.R.*

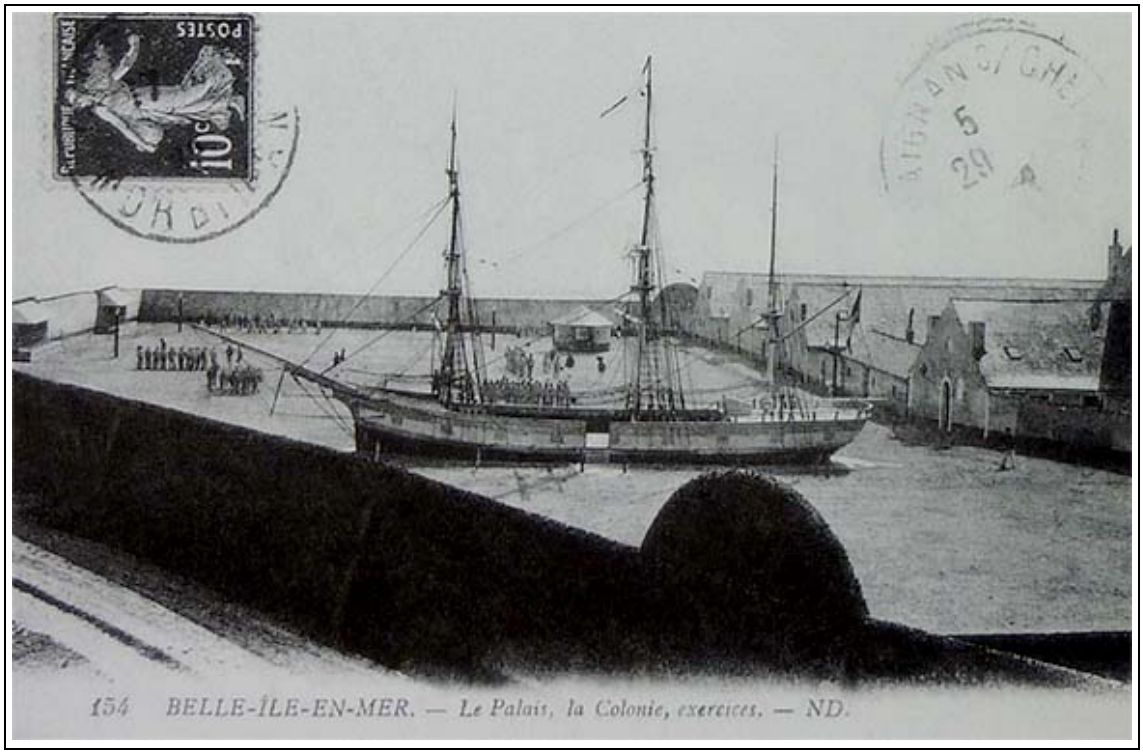
Dans la deuxième moitié du XIXe, la casquette à pont complète la panoplie du souteneur.
© *D.R.*

Au tournant du siècle, le « vrai de vrai » doit être « naze et bousillé », soit syphilitique et tatoué. Et c'est au « Bat d'Af » que les durs se décorent.
© *D.R.*

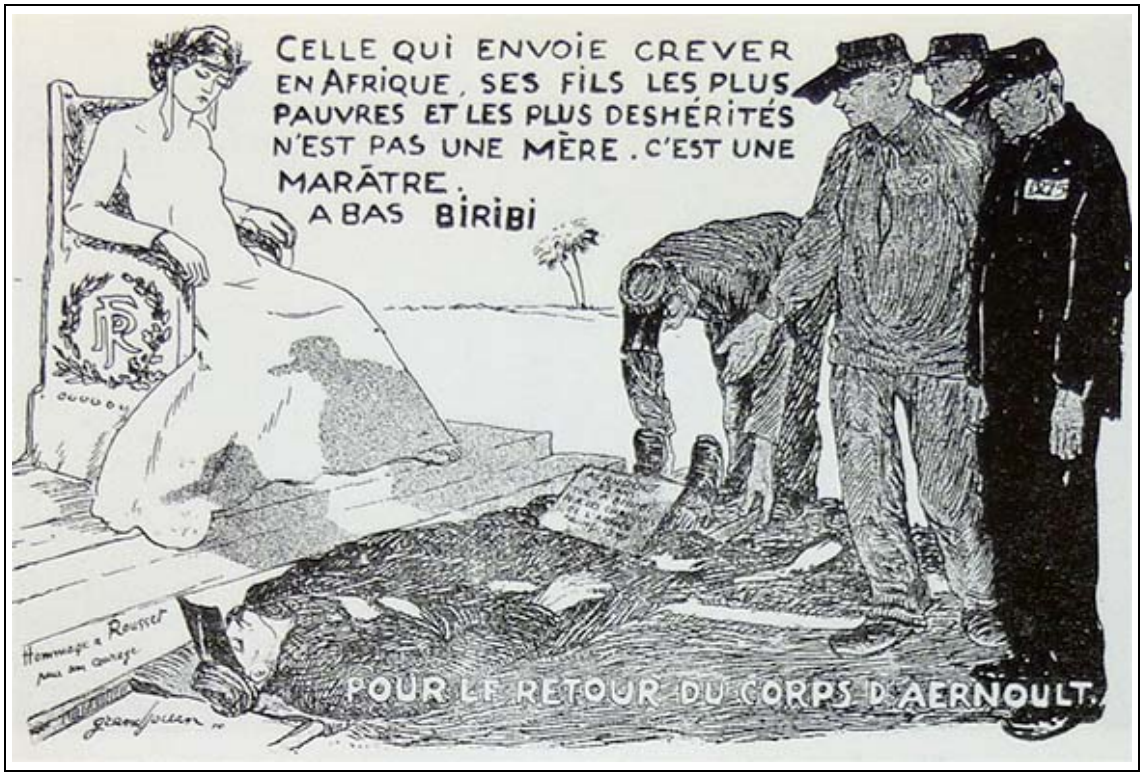

HIS DECHANCE

Pur produit de la Belle Époque, le baron Gaëtan Herbon de Lussatz, vrai noble et truand redouté, promenait sa silhouette de croque-mort dans le Montmartre de l'entre-deux-guerres.
© *D.R.*

Les colonies pénitentiaires pour mineurs, première étape du parcours de l'affranchi.
© *D.R.*



À Belle-Île, les futurs caïds étaient formés au matelotage dans la cour de la colonie pénitentiaire maritime.
© *D.R.*



Pour le service national, les fortes têtes atterrissent à « Biribi » en Afrique du Nord. Le terme désigne le système répressif de l'Armée française composé des Bat d'Af et autres pénitenciers militaires. Une antichambre du Milieu… © *D.R.*

Dans les années 30, les bars sont le relais de la pègre. Ils le resteront jusqu'aux années 80.
© *D.R.*

Fraîchement libérés, François Spirito et Paul Carbone (à gauche) attendent le train pour Marseille sur le quai de la gare de Dijon en 1934.
© TAL / Rue des Archives.

Un bordel typique du quartier réservé de Marseille.
© *D.R.*

Du 1er au 17 février 1943, les Allemands détruisent le quartier réservé de Marseille, « repaire de la canaille ».
© *D.R.*

Le 3e Bat d'Af à la manœuvre à Médenine en Tunisie en 1951.

Barthélemy et Antoine Guérini, maîtres du Vieux Port à la Libération.
© *AFP.*

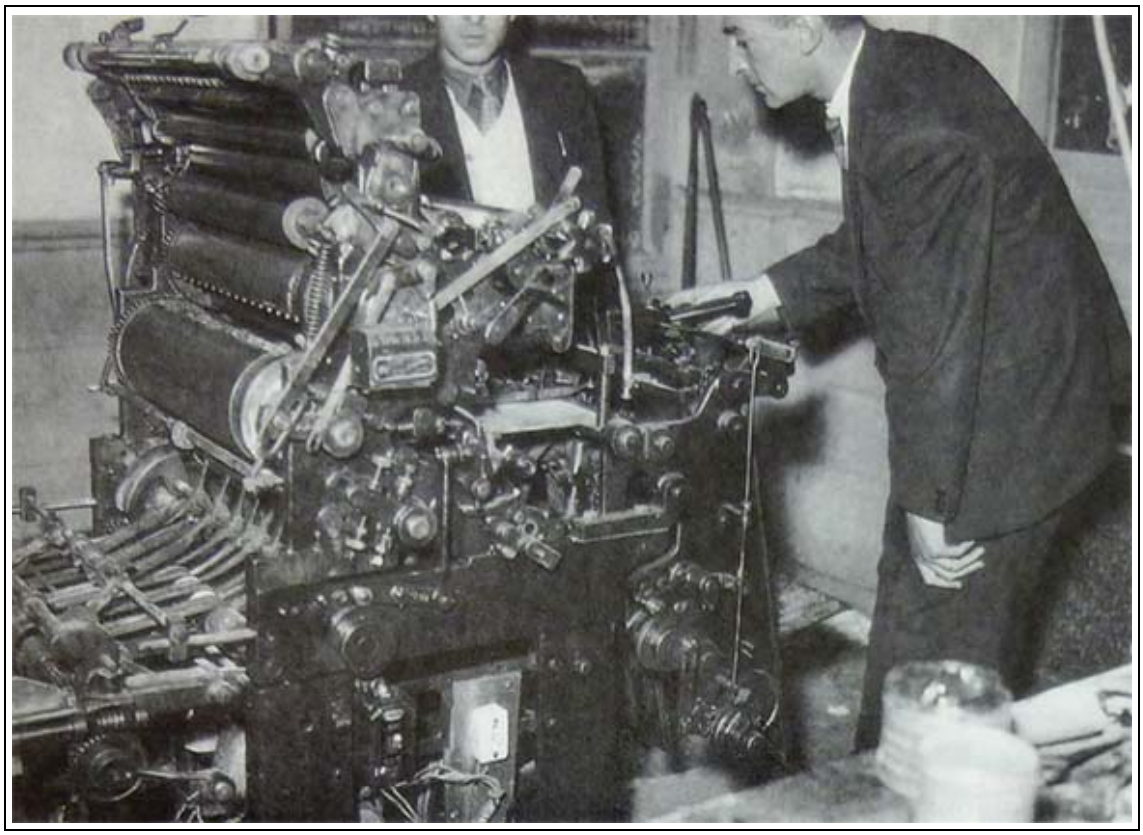
Georges Boucheseiche, en pleine forme, aux assises de Paris en 1950.
© *Rue des Archives.*

Le cambrioleur-braqueur Abel Danos dit « le Mammouth », ancien « gestapiste », attend sa condamnation à mort en 1952.
© *Rue des Archives.*

Francis Guyot dit P’tit Francis et « Mimile » Buisson, qui sera « raccourci » en 1956.
© *Rue des Archives.*

Brahim Joseph Attia, compagnon de Pierrot le Fou, paye l'addition en 1953.
© *Rue des Archives.*

1952. Reconstitution du meurtre de Russac. Son complice Mimile (avec le no 3) est alors soupçonné de l'avoir abattu dans la forêt d'Andrésy en septembre 1947.
© *AFP.*

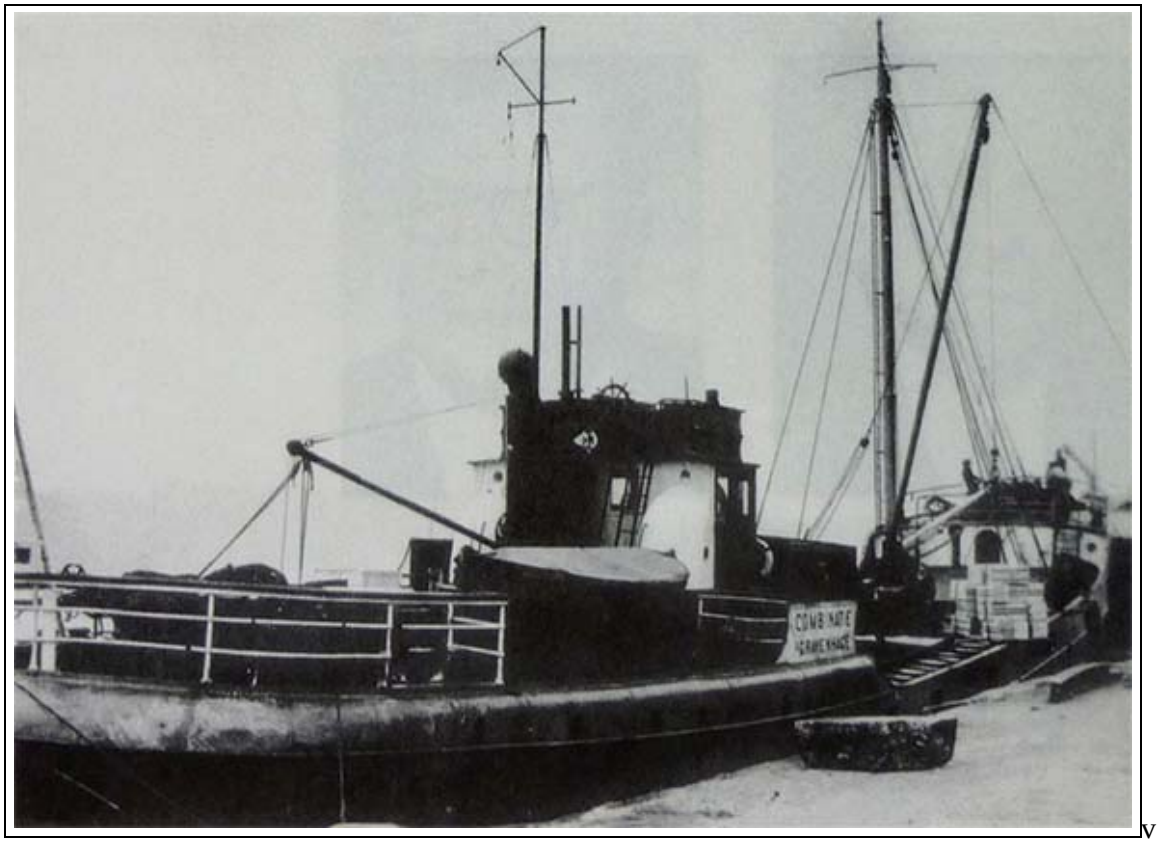


Une presse à faux billets (1950).
© *AFP.*

Raymond Marcel dit Raymond le Beau Torse et Édouard Voss dit Édouard le Baron, auteurs du vol des bijoux de la Môme Moineau en 1947.
© *Rue des Archives.*

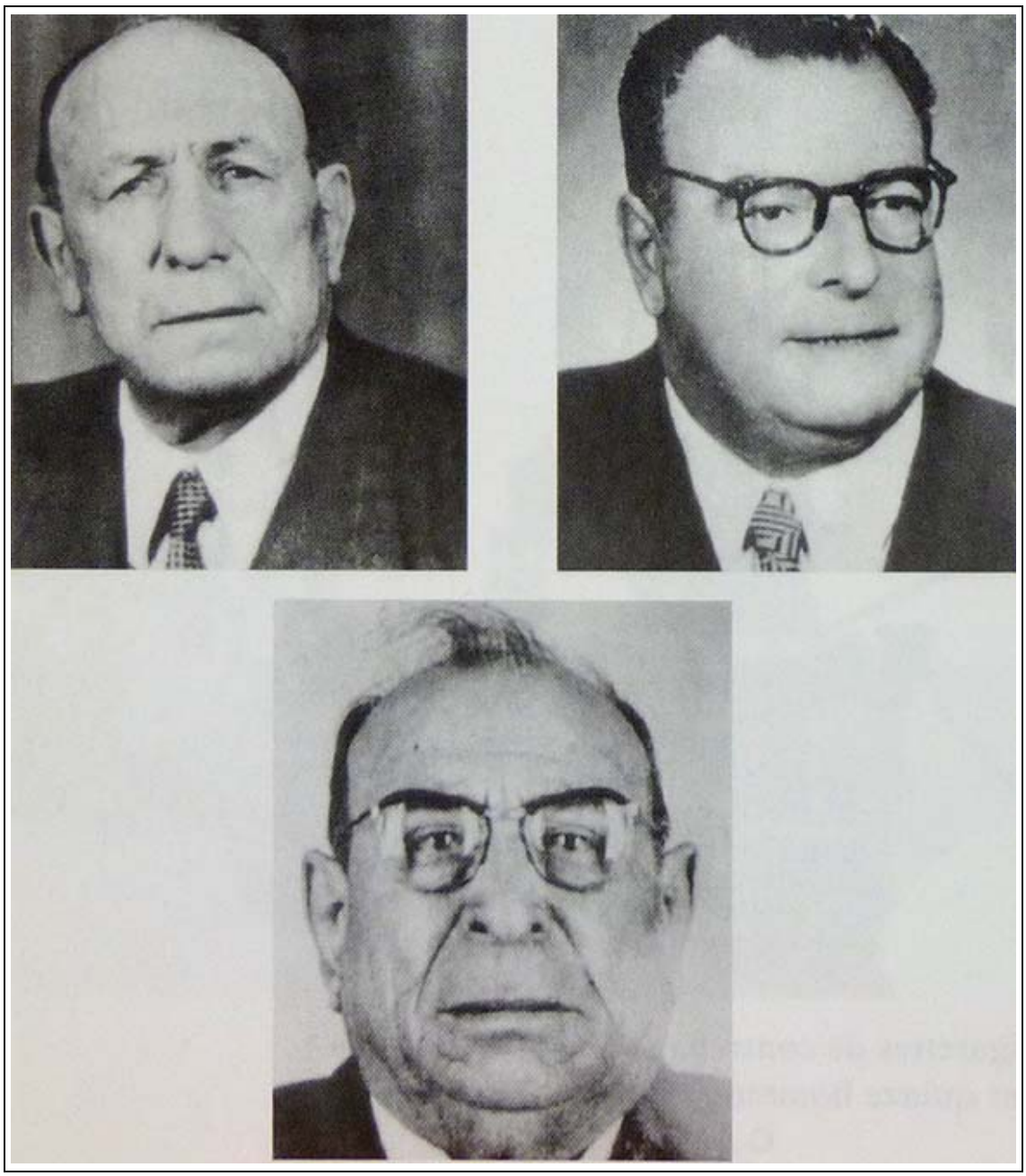
1950. Joseph Renucci, roi du non-lieu, accompagné de son avocat Me Carboni.
© *Rue des Archives.*

1951. Renucci, caïd de Tanger, débarque dans le port marocain.
© *AFP.*



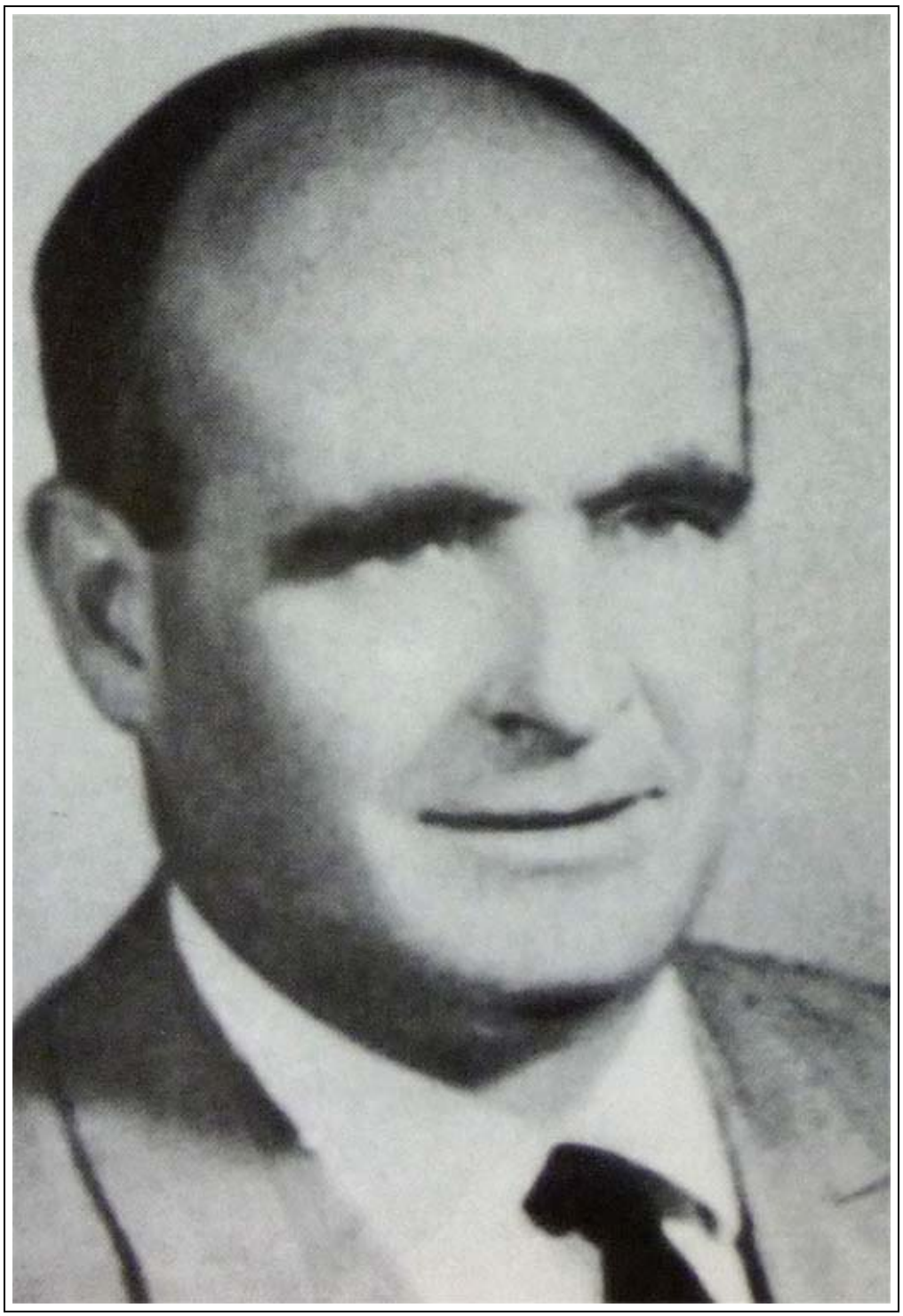
Les cigarettes de contrebande du Combinatie laissèrent quinze hommes « à terre » en vingt ans.
© *AFP*.

Paul Leca, « cerveau » du vol des bijoux de la Bégum, se constitue prisonnier au palais de justice d'Aix en 1960.
© *AFP.*

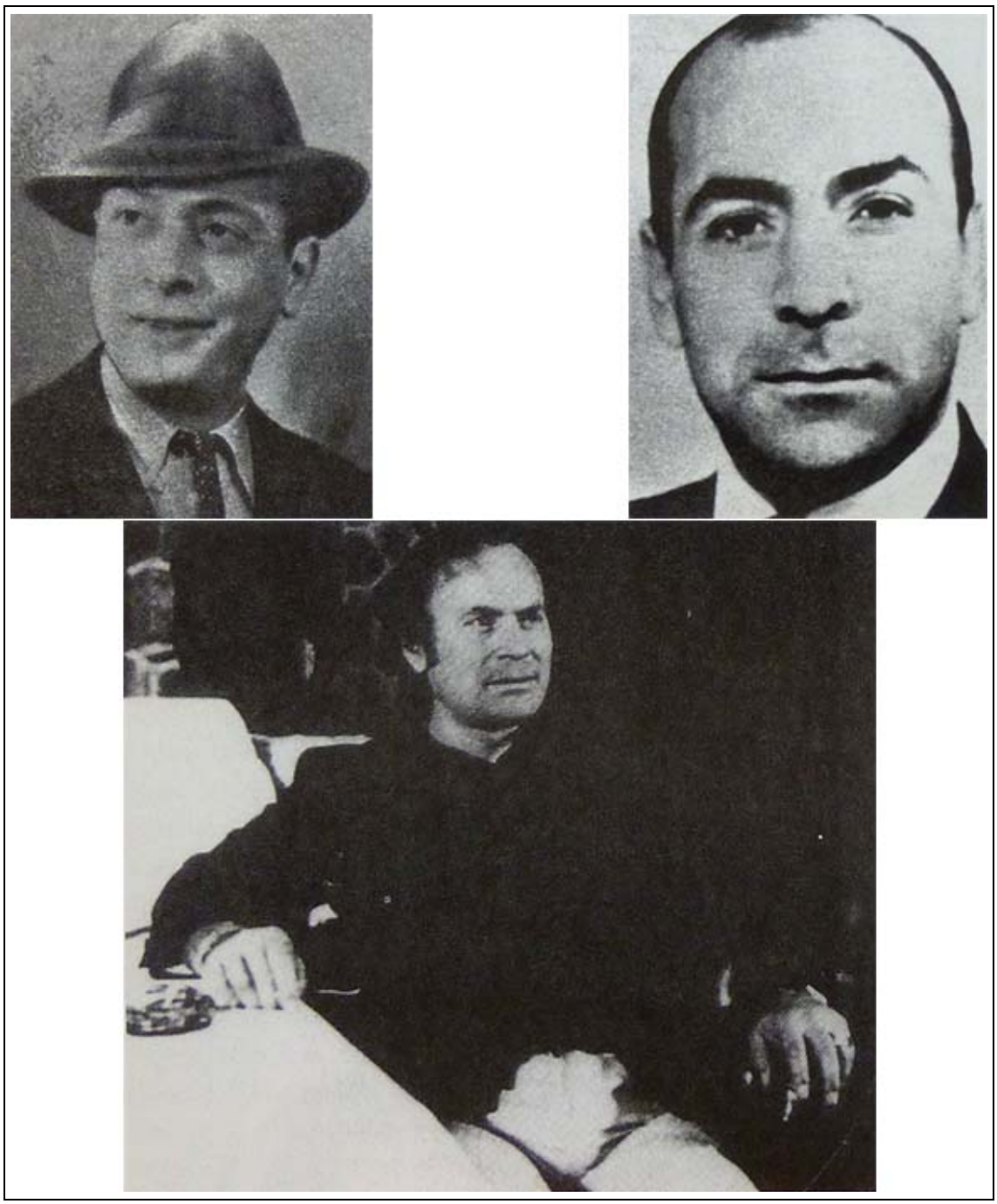


Arrêtés en 1960, les frères Aranci (Georges, Joseph et Marius), pionniers de l'héroïne marseillaise, avaient démarré à la fin des années 20.
© *AFP.*

Au temps de la French Connection, les voitures partent de Marseille remplies de « blanche ». (1970)
© *AFP.*



Condamné pour le vol des bijoux de la Bégum, Paul Mondoloni se spécialisa ensuite dans la « came ». Jusqu'à son assassinat à Marseille en 1985.
© *AFP.*



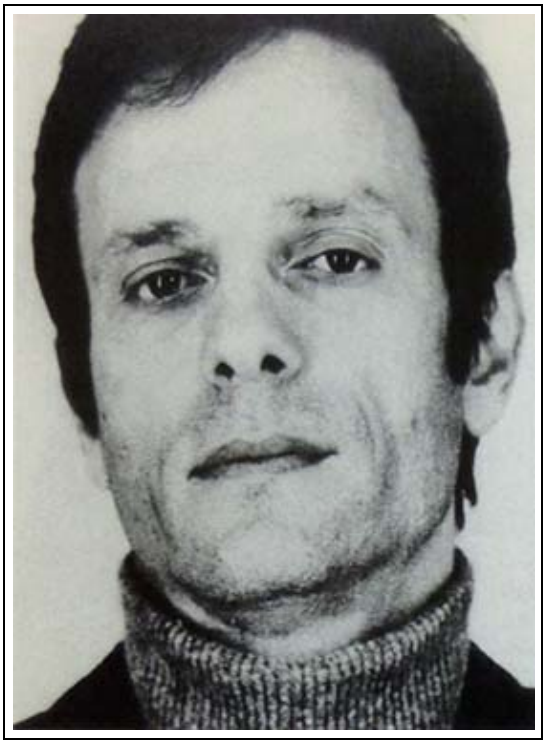
Trois des frères Zemmour.
Après la disparition des Atlan et des Perret, les « Z » règnent sur le faubourg Montmartre des années 60 et 70. En haut à gauche, l'aîné, Roland Zemmour, proxénète assassiné rue Blondel en 1947. À côté, William Zemmour. En bas, Edgard Zemmour, enfant terrible de la fratrie, éliminé dans sa villa de Miami en 1983.
© *Archives « Détective »*.

Fin de carrière pour les Lyonnais Louis Andréucci et Léon Caratjas,
descendus par les « Italo-Grenoblois » à Antibes en 1975 >
© *AFP*.

9575 OY 83

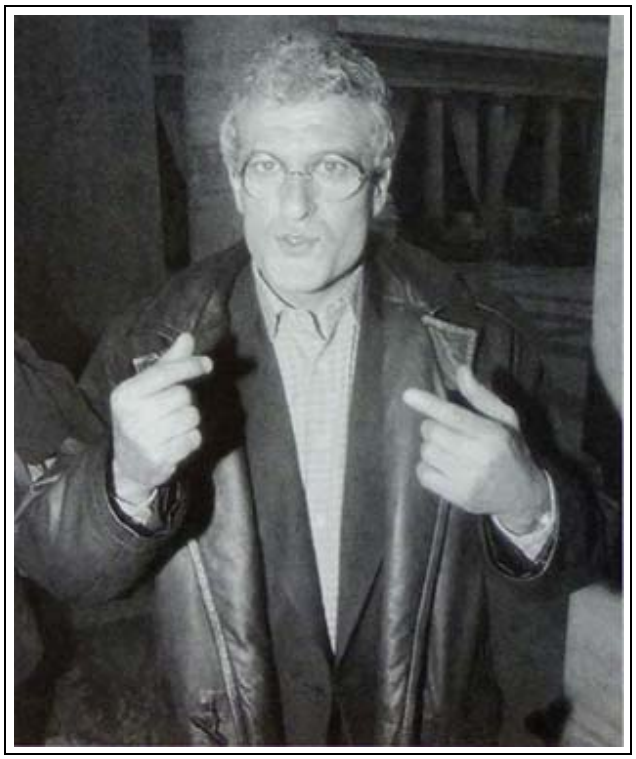
C

Les obsèques de William Zemmour, abattu par la police au café le Thélème à Paris en 1975.
© *AFP.*



En 1976, Gaëtan Zampa s'est déjà imposé comme l'une des figures marseillaises. © *AFP.*

Comme la plupart de ses collègues, Francis Vanverberghe, dit le Belge, a « croisé les balles » des tueurs (en 2000) avant de prendre sa retraite. © *AFP*.



Sources

L'histoire du Milieu n'est pas conventionnelle. Par nature, ses activités, ses personnages, leurs interactions, sont clandestins, anonymes, ne faisant pas l'objet de sources archivées. Pour reconstituer la geste voyoute, nous nous sommes appuyés sur différents documents, en nous efforçant de croiser les informations pour n'en retenir que la partie avérée. Laissant – le plus possible – de côté la légende. Dans le cadre de cette histoire, toutes les sources écrites sont à manier avec précaution. Il y a d'abord les articles de presse issus des quotidiens, de 1880 à nos jours. Puis, aux côtés de la presse généraliste, les titres spécialisés comme *Détective* (pour la période 1928-1939) et *Police magazine* (1931-1939). Les archives « officielles » font l'objet du même recul. Celles de la police (préfecture de police de Paris et Sûreté générale) éclairent certaines affaires et la personnalité de quelques figures. Les archives de Paris (procès d'assises et correctionnelle ; dossiers de l'administration pénitentiaire) en donnent le prolongement. Ajoutons les archives d'outre-mer (pour la transportation pénale), le Service historique de l'armée de terre (pour la justice militaire), et les rapports de la Société des Nations.

Mais l'histoire de la voyoucratie est avant tout orale. Quelques-uns de ses représentants se sont confiés. Peu ont accepté d'être cités. Qu'ils soient ici tous remerciés. Notamment Bernard, Jean-Louis, Jacques, François, Georges, Maurice… et René Girier, dit la Canne, disparu en 2000.

Merci également aux policiers et avocats qui souhaitent conserver l'anonymat ainsi qu'au journaliste Jean Bazal, disparu en août 2002.

Ainsi qu'à tous les autres, dont maître Rep, Éric Guillon, Franck Sénateur, Elsa Hervy et Stéphane Quéré.

1 Les armes de la bande à Bonnot, des 7.65 à huit coups nickelés, proviendraient du casse d'une armurerie rue Lafayette perpétré en 1911 par Michel des Gobelins, beau-frère du Grand René Lambert, mort en prison alors qu'il tirait vingt ans pour le meurtre d'un policier.

2 Reprise individuelle : expression employée par les anarchistes. « Reprise » est synonyme de récupération.

3 Polly, bien que truand de seconde zone, est devenu célèbre grâce à l'affaire Casque d'or. Fils d'une polisseuse du quai de Jemmapes à Paris, il avait commencé sa carrière en poignardant l'associé avec qui il vendait des billets à la sortie d'un théâtre de boulevard. Libéré, il traîna en 1902 avec la bande Leca lors de l'affaire Casque d'or, une histoire banale montée en épingle par la presse, celle d'une prostituée que se disputaient deux mecs de la Courtille et de Popincourt, Marius Pleigneur, dit Manda, et François Leca. Après une condamnation à six mois de hard labour, Polly rentre de Londres en 1906. Avant de mourir deux ans plus tard sous les balles de Théo. Leca et Manda furent eux condamnés respectivement à huit ans de travaux et à perpétuité, à purger en Guyane. Leca devait y mourir lors d'une tentative d'évasion en 1911, pendant son doublage. Manda, devenu alcoolique, s'éteignit lui à soixante-deux ans en 1936 à Saint-Laurent-du-Maroni. À moitié aveugle, il avait été libéré après une carrière exemplaire d'infirmier forçat. Après avoir été sous-maîtresse dans une maison de la rue des Rosiers, puis vendeuse en bonneterie sur les marchés, Amélie Hélie, dite Casque d'or, mourut, mariée, à l'âge de cinquante-cinq ans.

4 En 1935, il achètera un bar, repaire de voyous, l'Étape, rue Pierre-Charron, non loin des Champs-Élysées. Auguste le Breton le fera tourner dans Razzia sur la schnouff avec un autre truand, André Besnard, dit Dédé de Montreuil. Ils tiennent dans le film une partie clandestine. À la fin de sa vie, Jo les Grands-Pieds sera recueilli par Gabin qui en fera le gardien-jardinier de sa propriété normande.

5 Équipe, ou « mouvance », aux contours variables, au gré des alliances conclues pour telle ou telle opération.

6 Au terme du délai maximum de prévention.

This file was downloaded from Z-Library project

zlibrary

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

www

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

W

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library